

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°247

OCTOBRE 2005

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

lé à voter le projet de Constitution, a ainsi émis des réserves prudentes sur le résultat, sans cependant le remettre en cause. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui dirigent la coalition militaire étrangère en Irak, se sont félicités de l'adoption de la Constitution, la Maison Blanche évoquant un « jour historique » pour l'Irak. Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a

aussi parlé d'un « événement historique », et la mission de l'Onu en Irak, tout en félicitant les Irakiens pour leur participation au référendum, a relevé que ses résultats avaient « montré le degré de polarisation politique en Irak ».

Voici les résultats des élections dans les provinces kurdes ou mixtes (arabo-kurdes) suivis des résultats dans le reste de l'Irak :

PROVINCE	OUI %	NON %
ERBIL	99.36	0.64
DIYALA (mixte)	51.27	48.73
DUHOK	99.13	0.87
KIRKOUK (mixte)	62.91	37.09
NINIVE (mixte)	44.09	55.01
SOULEIMANIYEH	98.96	0.04
ANBAR (sunnite)	3.40	96.96
BABYLONE	94.56	5.42
BAGDAD	77.70	22.30
BASSORAH	96.02	3.98
KARBALA	96.58	3.42
MEYSAN	97.79	2.21
MUTHANNA	98.65	1.35
NAJAF	95.82	4.18
QADISSIYA	96.74	3.26
SALAHADDINE (sunnite)	18.25	81.75
THIQAR	97.15	2.85
WASIT	95.70	4.30

Les Kurdes d'Irak, favorables au projet de Constitution, ont largement voté le 15 octobre en faveur du référendum qualifié d'historique par le président Massoud Barzani. « C'est une journée historique qui couronne le sacrifice des martyrs », avait déclaré M. Barzani, président du Kurdistan à la presse après avoir voté, estimant que le référendum « jette les bases d'un Irak démocratique et d'une

coexistence pacifique entre ses composantes ethniques ». Et dans les files qui se sont vite formées devant les bureaux de vote, certains avaient le sentiment de voter plus pour leur autonomie, qui existe dans les faits depuis 1990, que pour autre chose. La mission des Nations unies en Irak avait imprimé un million de copies en kurde du projet de Constitution destinées à être dis-

tribuées dans le Kurdistan. 300.000 copies ont été distribuées dans la province d'Erbil, 200.000 dans celle de Duhok et 400.000 dans celle de Souleimaniyeh. En outre, 100.000 copies ont été destinées à la ville de Kirkouk et autant à celle de Mossoul, comptant d'importantes communautés kurdes.

Le texte présenté aux électeurs a été négocié durement par les chefs politiques kurdes, MM. Barzani et Talabani en tête et il reconnaît clairement l'autonomie des Kurdes, tout en précisant que l'islam n'est pas la source unique de la législation. M. Barzani a été la cheville ouvrière des ultimes tractations qui ont précédé le référendum à Bagdad et qui ont eu pour résultat de rallier une partie des Arabes sunnites au texte, en rendant possible un amendement futur de la Constitution.

Le Parti islamique a, le 8 octobre, appelé ses partisans à se prononcer en faveur du projet de Constitution, après un accord avec les partis kurdes et chiites qui donne la possibilité de réviser le texte au cours des quatre mois suivant les élections législatives de décembre. Ces élections vont doter l'Irak d'un Parlement et d'un gouvernement pour une législature de quatre ans. Elles présentent donc un enjeu très important et on s'attend à ce qu'une grande partie des Arabes sunnites y participent également pour mieux faire entendre leurs revendications au sein des institutions de l'Irak nouveau.

## Sommaire :

- LES IRAKIENS ADOPTENT MASSIVEMENT LEUR NOUVELLE CONSTITUTION
- ERBIL : CÉRÉMONIE SOLENNELLE POUR LE RAPATRIEMENT DES RESTES DES 512 BARZANI RETROUVÉS À CE JOUR DANS DES FOSSES COMMUNES
- BAGDAD : OUVERTURE DU PROCÈS DE SADDAM HUSSEIN, PREMIER DICTATEUR ARABE JUGÉ POUR SES CRIMES
- TURQUIE-UE : OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION
- VISITE HISTORIQUE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE ARABE AU KURDISTAN IRAKIEN
- JALAL TALABANI ET MASSOUD BARZANI MENACENT DE RETIRER LEUR SOUTIEN AU GOUVERNEMENT DIRIGÉ M. JAAFARI
- ENQUÊTE SUR LE SCANDALE « PETROLE CONTRE NOURRITURE » RÉVÈLE LE DETOURNEMENT DE 1,8 MILLIARDS DE DOLLARS PAR LE REGIME DE SADDAM
- OCTOBRE SANGLANANT POUR L'IRAK EN CAMPAGNE POUR LE REFRENDUM SUR LA CONSTITUTION
- SOULEIMANIYEH FRAPPÉ PAR UN TRIPLE ATTENTAT SUICIDE FAISANT 13 MORTS
- DAMAS : TOUT EN PROMETTANT DE RÉINTEGRER DANS LA NATIONALITÉ SYRIENNE PLUS DE 200 000 KURDES DÉCHUS ARBITRAIREMENT, LE RÉGIME SYRIEN POURSUIT SA POLITIQUE DE REPRESSION
- STRASBOURG : LA TURQUIE À NOUVEAU CONDAMNÉE POUR VIOLATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION
- AINSI QUE...

---

### LES IRAKIENS ADOPTENT MASSIVEMENT LEUR NOUVELLE CONSTITUTION

**L***e projet de Constitution irakienne a été adopté à 78% lors du référendum du 15 octobre, a annoncé Farid Ayyar, un responsable de la Commission électorale indépendante, dans une conférence de presse le 25 octobre à Bagdad, en donnant les résultats des 18 provinces. « Les résultats sont précis et honnêtes », a souligné M. Ayyar, en affirmant que la consultation et le décompte*

*des voix s'étaient déroulés conformément aux normes internationales. « On peut parler d'un succès en dépit du retard pris dans l'annonce des résultats qui a suscité certaines interprétations », a-t-il souligné en référence aux allusions sur une manipulation des résultats faites par des sunnites.*

*Deux provinces à majorité sunnite, Salaheddine et Al-Anbar, ont rejeté le texte à plus des deux*

*tiers. Mais celle de Ninive, qui a pour capitale Mossoul, et qui abrite, à côté des Arabes, une forte minorité kurde, n'a voté contre le projet de Constitution qu'à 55,08%. Pour que le texte soit rejeté malgré une majorité de « oui » à l'échelle nationale, il fallait qu'une troisième province vote « non » à plus de 66,66%, ce qui n'a pas été le cas. Néanmoins, un amendement du texte constitutionnel est possible par la prochaine assemblée issue des élections du 15 décembre. Le Parti islamique irakien, principale formation sunnite ayant appe-*

## ERBIL : CÉRÉMONIE SOLENNELLE POUR LE RAPATRIEMENT DES RESTES DES 512 BARZANI RETROUVÉS À CE JOUR DANS DES FOSSES COMMUNES

**L**ES restes de 512 membres de la tribu Barzani, massacrés sous le régime de Saddam Hussein, ont été acheminés le 17 octobre par avion du sud de l'Irak à Erbil, dans le Kurdistan, à deux jours de l'ouverture du procès de Saddam Hussein. Une cérémonie solennelle a été organisée à cette occasion. Ces victimes font partie de 8.000 Barzanis déportés et disparus en 1983 et dont les restes ont été retrouvés dans des fosses communes mises au jour à Bsaya, dans la province sud de Mouthanna, non loin de la frontière saoudienne. Recouverts du drapeau kurde, aux couleurs rouge, blanc, et vert, frappé au milieu d'un soleil, les cercueils ont été transportés de l'avion par des peshmergas.

Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien ainsi que le président irakien Jalal Talabani, ont présidé la cérémonie empreinte de recueillement et à laquelle assistaient les familles des victimes et de nombreuses personnalités kurdes. Ils ont déposé des gerbes de fleurs sur les 512 cercueils, alignés sous le soleil sur le tarmac de l'aéroport. Des veuves, portant les photos défraîchies de leur époux tués, pleuraient, un mouchoir à la main. Même des hommes, portant l'habit traditionnel kurde, n'ont pas pu cacher leur émotion. « 8.000 membres de la tribu des Barzani, âgés de 10 à 80 ans, ont été arrêtés le 31 juillet 1983 par les forces de l'ordre et la Garde républicaine », corps d'élite de l'armée baasiste dissoute, a affirmé

M. Barzani. Ces personnes avaient été expulsées de force de leur région de Barzan, après la répression de la révolte kurde de 1975, et placées dans des camps d'internement surveillés de la région d'Erbil. « Après leur arrestation, ils ont été conduits dans un premier temps à la prison d'Abou Ghraïb, avant d'être acheminés à Bsaya, non loin de la frontière saoudienne », a raconté M. Barzani. Des documents retrouvés après la chute du régime indiquent « que chaque soir, une centaine d'entre eux étaient exécutés et jetés dans des fosses communes », poursuit-il. « Nous avons les noms des responsables qui ont donné les ordres et ceux qui les ont exécutés. Tout est consigné dans les documents », a ajouté M. Barzani.

Pour sa part, le président Talabani a dénoncé « ce grand crime commis par l'ennemi fasciste à l'encontre des Barzani et des Kurdes ». « Des dizaines de milliers d'innocents ont été enterrés vivants dans

des fosses communes et ces martyrs sont devenus le symbole du régime noir » de Saddam Hussein. « Nous sommes réunis aujourd'hui pour rendre un dernier hommage aux martyrs des Barzani et de tout le Kurdistan et de l'Irak. Que leur mémoire reste vivante dans nos esprits », a-t-il déclaré.

Le ministre des droits de l'Homme du Kurdistan, Mohammed Ihsan, a expliqué que « les recherches pour retrouver les restes du clan ont duré deux ans jusqu'à ce que l'on découvre la fosse qui renfermait ces restes ». Le dossier des victimes du clan Barzani est complet et sera présenté au Tribunal spécial irakien (TSI), pour instruire un procès contre les responsables de l'ancien régime, a-t-il annoncé. « 284 autres sites qui renferment les dépouilles de victimes kurdes sont par ailleurs en cours d'examen », a souligné le ministre.

A l'issue de la cérémonie, les cercueils ont été placés dans des véhicules et acheminés dans la région de Barzan, à 200 km au nord d'Erbil, où les restes ont été enterrés dans un cimetière, aménagé spécialement pour eux.

## BAGDAD : OUVERTURE DU PROCÈS DE SADDAM HUSSEIN, PREMIER DICTATEUR ARABE JUGÉ POUR SES CRIMES

**S**ADDAM Hussein a été présenté à ses juges le 19 octobre, quatre jours après le référendum sur la Constitution du nouvel Irak, dans un procès voulu depuis longtemps par les Kurdes et les chiïtes. Un juge kurde, Rizgar Mohammed Amin, assisté par quatre autres magistrats, a présidé l'audience du Tribunal spécial irakien (TSI) devant

lequel est comparu Saddam Hussein et sept de ses lieutenants pour le massacre en 1982 de 143 chiïtes. L'audience a été transmise en léger différé par les principales chaînes irakiennes et internationales et a suscité de vives réactions. Depuis la capture du dictateur irakien dans des circonstances peu glorieuses un certain 13 décembre 2003 par des soldats américains, les chiïtes et

les Kurdes n'ont cessé de demander la tête de celui qui les persécuta pendant ses 24 ans de règne. Chez les chiïtes, dont un soulèvement a été durement réprimé en 1991 par les services de sécurité de Saddam Hussein après la défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, peu s'embarrassent de la procédure judiciaire.

Les Kurdes, qui ont été les principales victimes du régime de Saddam Hussein, demandent qu'il soit jugé et que l'on fasse toute la lumière sur ses crimes. Accusé de massacres, de déplacements de populations, de gazage de Kurdes, d'exécutions sommaires et de purges diverses, l'ex-dictateur irakien et sept de ses lieutenants seront d'abord jugés pour « l'exécution de 143 citoyens, la séquestration de 399 familles, la destruction de leurs maisons et des terres » agricoles à Doujaïl, à 60 km au nord de Bagdad. Ils risquent là peine de mort. « On aurait aimé voir le TSI achever ses enquêtes sur les autres crimes de Saddam Hussein », avant de commencer ses audiences, a d'ailleurs regretté Mohammed Ihsan, le ministre kurde des droits de l'Homme du gouvernement régional du Kurdistan.

Rassurant, le porte-parole du TSI, le juge Raëd al-Jouhi, a affirmé que l'instruction progressait sur les autres dossiers pour lesquels Saddam Hussein et ses adjoints seront jugés pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Se faisant l'écho des sentiments d'une grande partie de la population, le chef de l'Etat Jalal Talabani s'était laissé au début du mois dire que Saddam Hussein

méritait de « mourir cent fois » même si cet avocat de formation est opposé de principe à la peine de mort. « Si la peine de mort est prononcée contre lui, je ne la signerai pas », a-t-il toutefois indiqué en précisant plus tard qu'il laisserait à ses vice-présidents cette responsabilité. Et à l'équipe de défense qui dénonce un procès biaisé, M. Talabani a répondu: « Il n'y a pas de décision politique d'éliminer Saddam Hussein et la justice est indépendante ». Jalal Talabani a par ailleurs fait un geste en faveur de Barzan al-Tikrit, le demi-frère de Saddam Hussein, en demandant le 30 octobre qu'il soit sorti de sa prison afin d'être soigné pour un cancer. Barzan al-Tikriti avait imploré l'aide des dirigeants du monde, dont M. Talabani et le président américain George W. Bush, pour se faire soigner d'un cancer, dans un message publié le 28 octobre par le quotidien arabe *Asharq al-Awsat*.

La presse irakienne s'est en général félicitée de l'ouverture du procès, n'hésitant pas à y voir un message adressé à tous les dictateurs du monde. Mais un journal, animé par les sunnites, n'a osé aucun commentaire, se contentant de reproduire les dépêches d'agences. « Procès du siècle », « Jugement d'un tyran », « Premier dictateur arabe à être jugé »: l'ensemble des quotidiens irakiens, chiïtes ou kurdes, ont salué le 19 octobre l'ouverture du procès du président déchu et de sept de ses lieutenants. Sous le titre « Procès du siècle », le journal *al-Bayane*, du parti chiïte Dawa du Premier ministre Ibrahim Jaafari, affirme que « les Irakiens vont enfin voir leur ancien dictateur à la merci de la Justice irakienne ». « Ce procès, que

l'on attendait depuis deux ans et demi, intervient après le référendum sur la Constitution qui, si elle est adoptée, mettra fin à jamais à une époque dominée par les guerres, les tortures et les massacres ». *Al-Adala* du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, titrait de son côté: « Procès du tyran Saddam Hussein au palais de la République », en publiant une photo du dictateur déchu le jour de sa capture, en décembre 2003, par des soldats américains dans une cache souterraine au nord de Bagdad. « Ce procès n'est pas une vengeance, mais le jugement de celui qui a gouverné l'Irak par le feu et le sang, pour qu'il reçoive son juste châtement », écrit le journal.

Un autre journal chiïte, *al-Moatamar*, proche du vice-Premier ministre Ahmad Chalabi, écrit en lettres rouges « le massacre de Doujaïl suffit à lui seul pour (prononcer) la peine capitale » contre Saddam Hussein.

« Aujourd'hui, le dictateur Saddam et les piliers de son régime sont jugés », titre *Al-Ittihad*, journal de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), du président Jalal Talabani. L'autre journal kurde, *al-Taakhi*, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, affirme sous le titre, « Le procès », que « les victimes des fosses communes attendent le jugement de l'histoire ». « Ces victimes réclament de la Justice qu'elle prononce le plus sévère châtement pour qu'elles puissent reposer en paix ».

*Al-Sabah*, pro-gouvernemental souligne que « les Irakiens ne verseront pas de larmes », pour Saddam Hussein, tandis que *al-Sabah al-Jadid* titre sur le « premier procès

historique d'un dictateur arabe ».

Après une journée consacrée à l'établissement de l'identité des prévenus, le TSI a décidé de tenir sa prochaine audience le 28 novembre à la demande des avocats, qui disent ne pas avoir eu accès à toutes les pièces du dossier, et pour permettre d'entendre les témoins qui n'ont pas pu se présenter devant le tribunal pour des raisons de sécurité.

Voici les principaux crimes retenus par l'acte d'accusation :

- En 1991 - Saddam Hussein écrase dans le sang le soulèvement chiite dans le sud de l'Irak faisant des dizaines de milliers de victimes, après la défaite de l'armée irakienne chassée du Koweït par une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis.

- En 1988, pendant la guerre Irak-Iran (1980-88), l'aviation irakienne a largué sur la ville kurde d'Halabja toute une gamme d'agents chimiques. Ce bombardement fut la plus grande attaque aux gaz de combat contre des civils: quelque 5.000 Kurdes irakiens, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués en quelques minutes, et 10.000 blessés.

- La campagne Anfal: en 1987-1988 quelque 182.000 personnes sont tuées dans des déplacements massifs de populations kurdes et des tueries dans des villages kurdes par le régime de Saddam Hussein, selon un bilan communément admis.

- L'Iran, dont la guerre avec l'Irak a fait près d'un million de morts de part et d'autre selon les estimations occidentales, accuse Saddam Hussein de « crimes

contre l'humanité, génocide, violation des règles internationales et utilisations d'armes prohibées ».

- Le Koweït, envahi en 1990 par les troupes de Saddam Hussein et occupé pendant sept mois, a requis la peine de mort dans son acte d'accusation contre l'ancien président irakien pour les crimes perpétrés dans l'émirat.

- L'acte d'accusation rend Saddam Hussein et ses lieutenants responsables de crimes contre

l'humanité, crimes de guerre et usage de la force armée pour envahir l'émirat.

- En 1983, la déportation et le massacre de 8.000 membres de la tribu Barzani, tribu kurde à laquelle appartient l'actuel président du Kurdistan, Massoud Barzani.

- Exécutions de dignitaires religieux chiïtes en 1980 et 1999.

L'examen de ces chefs d'accusation pourrait prendre des mois.

## TURQUIE-UE : OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION

**L**A Turquie a engagé le 4 octobre dans la nuit les négociations d'adhésion avec l'Union européenne au terme d'un accord arraché in extremis qui illustre le malaise lié à la candidature de ce pays. La cérémonie officielle ouvrant un processus qui devrait durer plus de dix ans s'est tenue peu après minuit à Luxembourg après un marathon diplomatique nécessaire pour surmonter les résistances autrichiennes et les objections turques. La difficulté qu'ont éprouvée les Vingt-Cinq à parvenir à un compromis sur le mandat de négociations avec Ankara témoigne du caractère ultrasensible du dossier et des vives interrogations des opinions publiques et d'une partie des dirigeants européens.

Avec 72 millions d'habitants, à plus de 95% musulmans, la Turquie est un poids lourd et son entrée éventuelle au sein de l'UE, dans une perspective de dix à quinze ans, est un défi géopolitique, économique, financier et

institutionnel. « C'est une situation dans laquelle tout le monde est gagnant et le monde entier en sortira également gagnant (...), une situation qui ajoutera à la diversité de l'Europe », a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül, arrivé dans la nuit d'Ankara où il avait attendu toute la journée la conclusion d'un accord pour sauter dans son avion. Jack Straw, le chef de la diplomatie britannique qui a présidé ce marathon, a salué « un jour véritablement historique pour l'Europe et pour l'ensemble de la communauté internationale ». Mais, a-t-il aussi souligné, « ceci est le début d'un processus de négociations et la route sera longue ».

Pour la Turquie, ces négociations couronnent un processus lancé en septembre 1963 avec la signature d'un accord d'association avec la communauté européenne. Mais il a fallu d'âpres tractations pour que les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Cinq surmontent les réticences de l'Autriche, qui souhaitait pro-

poser une alternative à l'intégration pure et simple de la Turquie, et se mettent d'accord sur un mandat de négociations avec Ankara.

Après une nuit et une journée d'un intense ballet diplomatique, qui a vu la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice intervenir par téléphone, Vienne et Ankara ont accepté in fine un texte qui maintient l'objectif de l'adhésion, fixé par les dirigeants européens en décembre 2004. Vienne a accepté que la formule de « *partenariat privilégié* », alternative à une admission pleine et entière soutenue par nombreux de partis conservateurs et chrétiens démocrates d'Europe occidentale, ne figure pas dans le cadre des discussions. En retour, les Vingt-Cinq réaffirment que l'éventuelle entrée de la Turquie sera conditionnée à la « *capacité d'absorption* » de l'Union européenne d'un pays qui serait le plus peuplé et absorberait entre 16 et 28 milliards d'euros de fonds européens par an en 2025. « *Il est désormais clair que la capacité d'absorption de l'Union est une condition qui devra être remplie pour que la Turquie y adhère; dans le cas contraire, cela n'aura pas lieu* », a déclaré la ministre autrichienne des Affaires étrangères, Ursula Plassnik.

Les enjeux du marathon luxembourgeois étaient élevés: un échec aurait ajouté une nouvelle crise à la crise constitutionnelle et budgétaire que vit l'Union depuis le double « *non* » français et néerlandais à la Constitution européenne. Il aurait aussi porté un coup d'arrêt aux réformes engagées en Turquie. Mais la candidature turque n'est encore

qu'au tout début d'un long processus, sans doute dix à quinze ans. Ankara va devoir à présent intégrer dans son corpus juridique les 80.000 pages de directives, lois et règlements qui constituent l'« *acquis communautaire* », le socle juridique commun à tous les membres de l'UE.

« *Les négociations doivent être justes et rigoureuses (...)* (La Turquie) *doit respecter strictement les exigences en matière de démocratie, de droits de l'homme et d'État de droit si elle veut entrer dans le club* », a déclaré le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso.

Au moins deux pays européens, la France et l'Autriche, ont annoncé par ailleurs que les électeurs auraient le dernier mot sur l'adhésion. « *A tout moment, un Etat peut arrêter le processus de négociation s'il le souhaite* », a rappelé le chef de la diplomatie française, Philippe Douste-Blazy. « *Pour les citoyens européens, nous avons créé la certitude qu'ils ne pourront pas être laissés à l'écart* », a déclaré pour sa part le chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel.

Le Premier ministre français, Dominique de Villepin a, le 4 octobre, rappelé que le processus de négociations avec la Turquie était « *contrôlé* », « *long et ouvert* », et « *conditionnel* ». « *A chaque étape, sur chaque chapitre, les 25 Etats auront la possibilité d'être consultés et voteront* », a rappelé le Premier ministre. Il a également rappelé aux députés que les Français seront consultés par référendum sur le résultat des négociations, en vertu de la révision constitutionnelle adoptée au début de l'année. L'ancien prési-

dent de la République Valéry Giscard d'Estaing a exprimé « *regret* » et « *tristesse* » de voir s'éloigner « *le grand projet français d'une union politique de l'Europe* », au profit d'une « *grande zone de libre-échange* ».

Voici les termes du cadre des discussions d'adhésion de la Turquie avec l'Union Européenne:

- Les négociations seront basées sur « *les mérites propres de la Turquie et le rythme dépendra des progrès de la Turquie* » vers le respect de tous les critères des pays-membres.

- L'UE décidera de la conclusion des négociations, et de la date de cette conclusion.

- L'« *objectif partagé* » est l'adhésion de la Turquie à l'UE mais les négociations « *forment un processus ouvert, dont le résultat ne peut être garanti au préalable.* »

- Si la Turquie ne peut rejoindre l'Union, l'UE doit s'assurer que celle-ci « *soit complètement rattachée aux structures européennes par le lien le plus fort possible.* »

- La cohésion et l'efficacité de l'UE doivent être sauvegardées. Sa « *capacité à absorber la Turquie, tout en maintenant l'élan de l'intégration européenne, est une considération importante* » pour l'UE et la Turquie.

- L'UE attend de la Turquie « *le soutien du processus de réforme* », la garantie des droits de l'homme et des droits fondamentaux, la mise en place d'une « *politique de tolérance zéro dans le combat contre la torture et les mauvais traitements* », et l'application de lois garantissant « *la liberté d'ex-*



*pression, la liberté de culte, les droits des femmes (...) et des minorités. »*

- S'il existe « *une faille sérieuse et persistante (...) dans les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'État de droit* », l'UE pourra mettre un terme aux négociations.

- La Turquie doit « *aligner progressivement* » sa politique étrangère avec celle de l'UE et des pays-membres.

- Elle doit également aligner ses positions dans les organisations internationales avec celle des gouvernements de l'UE.

- En parallèle avec les discussions d'adhésion, l'UE mettra en place un dialogue « *intensif* » avec la Turquie afin d'améliorer « *la compréhension mutuelle (...) et dans l'objectif de garantir le soutien des citoyens européens au processus d'adhésion.* ».

## VISITE HISTORIQUE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE ARABE AU KURDISTAN IRAKIEN

**L**E secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, a effectué une visite qualifiée d'historique au Kurdistan d'Irak et a obtenu le soutien des Kurdes, après celui des chiïtes, à sa proposition de conférence d'entente irakienne. Le chef de la Ligue arabe a, le 23 octobre, pris la parole devant les 111 élus du Parlement du Kurdistan pour appeler à « *la fraternité et l'entente* » entre les Irakiens. C'est la première fois qu'un dirigeant arabe s'adresse à cette assemblée et cette visite au Kurdistan est considérée comme une reconnaissance implicite par la Ligue arabe d'une région autonome, depuis 1991, d'un de ses 22 membres.

Sur le plan diplomatique, le secrétaire général de la Ligue arabe a reçu l'appui à son initiative du président irakien Jalal Talabani, après avoir obtenu le soutien du président du Kurdistan, Massoud Barzani, qu'il a

rencontré à Erbil. « *J'apporte mon total soutien à l'action et aux idées de Amr Moussa car elles servent l'intérêt de l'Irak* », a déclaré M. Talabani à la presse après avoir rencontré le responsable arabe à Souleimaniyeh. « *Nous mettrons à profit tous nos moyens et contacts avec les différentes composantes de la société irakienne, ainsi que nos relations internationales* » pour la faire aboutir, a-t-il souligné ajoutant que la Ligue arabe était « *la mieux placée pour jouer un rôle en Irak* ».

Amr Moussa qui a prolongé de deux jours sa visite en Irak a affirmé pour sa part que « *Nous attendons tous l'avènement du nouvel Irak, qui fait partie du monde arabe, avec toutes les spécificités énoncées dans la Constitution* ». Il a précisé que son adjoint pour les affaires arabes, Ahmad Ben Helli, reviendrait bientôt en Irak pour poursuivre les consultations au sujet des détails de l'initiative arabe et accélérer sa mise en oeuvre.

M. Moussa cherche à réunir en Irak une conférence d'entente nationale entre les différentes forces politiques, et des personnalités irakiennes ont affirmé qu'une réunion préparatoire se tiendrait le 15 novembre au Caire, ce qui n'a pas été confirmé officiellement. L'initiative de la Ligue arabe avait reçu un appui chiïte de poids, celui du grand Ayatollah Ali Sistani, une référence pour cette communauté majoritaire dans le pays.

« *J'ai obtenu la bénédiction et le soutien de l'ayatollah Sistani, ce qui me fait plaisir* », a indiqué le 22 octobre M. Moussa après une rencontre avec le religieux dans la ville sainte de Najaf, au sud de Bagdad.

Par ailleurs, à la veille d'une réunion des pays arabes au sujet de l'Irak, le chef de la diplomatie irakienne a, le 1<sup>er</sup> octobre, critiqué ses voisins qui n'empêchent pas de nombreux insurgés de passer les frontières pour lutter contre le gouvernement irakien.

Le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari a déclaré que les pays arabes devraient aider l'Irak à lutter contre les insurgés s'ils souhaitent la fin de l'ingérence iranienne dans le pays. Il a également exhorté la presse arabophone à cesser d'utiliser le terme de « *résistants combattants* ». Les ministres des Affaires étrangères de huit pays arabes et le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa s'étaient rencontrés à Jiddah (Arabie saoudite) pour évoquer la stabilisation de la situation en Irak.

## JALAL TALABANI ET MASSOUD BARZANI MENACENT DE RETIRER LEUR SOUTIEN AU GOUVERNEMENT DIRIGÉ M. JAAFARI

**L**E président irakien Jalal Talabani et le président du Kurdistan Massoud Barzani, qui reprochent notamment au Premier ministre Ibrahim Jaafari de s'accaparer le pouvoir exécutif, ont mis en garde contre un retrait de leur soutien au gouvernement, a affirmé le 3 octobre un dirigeant du parti de M. Talabani.

« Si vous ne résolvez pas rapidement ces problèmes, cela affectera notre alliance », ont affirmé le président irakien et le président du Kurdistan d'Irak dans une lettre envoyée ces derniers jours à M. Jaafari et rendue publique par Mullah Bakhtiar, un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). « Nous avons envoyé une délégation commune à Bagdad pour discuter avec le gouvernement de Jaafari sur nos points de litiges », a ajouté M. Bakhtiar. Selon lui, les deux leaders reprochent au Premier ministre de ne pas respecter un accord d'alliance signé avant la formation du gouvernement après les élections de janvier, remportées par les listes chiïte et kurde.

Leur lettre, qui comprend 16 points de contentieux, accuse notamment le Premier ministre de ne pas donner au Kurdistan d'Irak, région autonome depuis 1991, les moyens de son développement économique. Elle reproche également l'absence de réunion entre le président de la République, le président du Par-

lement et le chef du gouvernement, la nomination sans concertation de haut fonctionnaires ou encore les visites à l'étranger de délégations irakiennes ne comprenant que des membres chiïtes du gouvernement. MM. Talabani et Barzani demandent par ailleurs à M. Jaafari, qui est chiïte, de prendre des mesures pour empêcher le meurtre de sunnites. « Si Jaafari continue dans cette direction, nous allons arriver à une impasse », a ajouté M. Bakhtiar.

Le Premier ministre a refusé d'entamer le 2 octobre une polémique après des propos acerbes du président Talabani tenus au cours de la semaine. « J'ai entendu comme vous (les propos de M. Talabani) mais je n'ai pas le temps de livrer des réactions personnelles », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse. Expliquant employer tout son temps à « diriger le pouvoir exécutif au sein du gouvernement », le Premier ministre chiïte a ajouté: « Quand le temps sera venu, je m'exprimerai fortement ».

M. Talabani avait une première fois accusé M. Jaafari d'outrepasser ses prérogatives fixées par la Loi de l'autorité transitoire (TAL), qui régit actuellement le pays avant l'adoption d'une Constitution permanente. « Un de nos problèmes avec le Premier ministre est qu'il viole la loi », avait-il déclaré cité le 1<sup>er</sup> octobre par le journal *Ittihad* de l'Union

patriotique du Kurdistan (UPK). Il a fait référence à l'article 24, qui stipule que « le gouvernement irakien transitoire (...) est composé de l'Assemblée nationale, du Conseil de la présidence, du Conseil des ministres, dont le Premier ministre, et de l'autorité judiciaire ». Selon M. Talabani « le Premier ministre ne devrait pas chercher à représenter à lui seul le gouvernement », puisqu'il « n'en représente qu'un quart ».

Autre point de tension, le statut de la ville de Kirkouk, dont les Kurdes revendiquent le rattachement au Kurdistan d'Irak. Le régime de Saddam Hussein y avait pratiqué une politique d'arabisation dès le début des années 1960, tout en en chassant des Kurdes.

Le journal de l'UPK a rappelé qu'au lendemain des élections, les alliances chiïte et kurde, les deux grands vainqueurs du scrutin, avaient signé un accord pour favoriser le retour des Kurdes dans cette ville, en prévoyant notamment des compensations financières pour aider à leur réinstallation. « Il y a eu un protocole signé par six membres des deux parties. Ses articles n'ont pas été appliqués. Le Premier ministre prend des décisions unilatérales », a accusé M. Talabani.

Toutefois, le mécontentement exprimé publiquement par les leaders kurdes est considéré comme une mise en garde qui ne devrait pas dégénérer en crise gouvernementale. Le mandat du gouvernement transitoire expirerait fin décembre nul n'aurait intérêt à provoquer une telle crise.

## LE RAPPORT FINAL DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE SCANDALE « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE » RÉVÈLE LE DETOURNEMENT DE 1,8 MILLIARDS DE \$ PAR LE RÉGIME DE SADDAM HUSSEIN

**L**A Commission d'enquête sur le scandale « pétrole contre nourriture » en Irak a révélé le 27 octobre que les manipulations de ce programme de l'Onu par le régime de Saddam Hussein lui ont permis de détourner 1,8 milliard de dollars. Plus de 2.200 entreprises se sont prêtées au jeu, sciemment ou non, a affirmé la commission d'enquête indépendante, dans son 5ème et dernier rapport. Parmi ces entreprises issues de plus de 60 pays, beaucoup étaient russes, françaises ou chinoises. Bagdad suivait une politique délibérée de favoritisme envers des pays perçus comme « amis », dans le but d'obtenir la levée des sanctions internationales imposées à l'Irak, explique la Commission, dirigée par l'ancien banquier fédéral Paul Volcker. Des sociétés, notamment américaines comme Bayoil, se sont en outre abritées derrière des compagnies prête-nom de pays « acceptables », selon le rapport. Parmi les entreprises nommées, figurent quelques géants industriels comme Volvo, Siemens et Daimler-Chrysler. La commission cite aussi des compagnies russes ayant participé aux manipulations, comme Zarubejneft, Alfa Eco, Machinoimport.

Toutefois, M. Volcker a souligné devant la presse que « l'identification d'une société dans le rapport ne signifie pas nécessairement que cette société, contrairement à un agent

*par exemple, a en fait autorisé ou même connaissait l'existence des paiements illicites ».* Le rapport indique que la Banque nationale de Paris (BNP) s'est trouvée « dans une situation de conflit d'intérêts ». Tout en étant gérante officielle des comptes séquestres de l'Onu sur lesquels elle recevait et déboursait les fonds liés au programme, la banque française servait aussi de garante à des entreprises qui participaient au programme.

La Commission identifie des particuliers de nombreuses nationalités, comme ayant été les bénéficiaires d'allocations illégales de pétrole par l'Irak. Parmi eux, plusieurs Français comme les anciens diplomates Serge Boidevaix et Jean-Bernard Mérimée, tous deux mis en examen en France, l'ex-ministre de l'Intérieur Charles Pasqua et son conseiller Bernard Guillet, l'homme d'affaires Claude Kaspereit. Sont aussi nommés le député britannique George Galloway, le président de la région italienne de Lombardie, Roberto Formigoni, l'homme d'affaires suisse Alain Bionda et l'homme politique russe Vladimir Jirinovsky.

En vigueur de 1996 à 2003, le programme « pétrole contre nourriture » permettait à Bagdad de vendre du pétrole et d'acheter en échange des biens de consommation courante. Il visait à alléger l'impact sur la population irakienne de l'embargo internatio-

nal imposé à l'Irak après l'invasion du Koweït. Le programme a atteint une valeur totale de plus de 100 milliards de dollars (64 milliards pour le pétrole et 39 pour la nourriture). Selon le rapport, l'imposition par Bagdad d'une politique systématique de pots-de-vin et de surfacturations a commencé en 2000, poussant certaines des plus grandes compagnies pétrolières étrangères à se retirer du programme. « C'est alors que d'autres sociétés et des intermédiaires sont entrés en scène et que des sociétés-écrans ont été créées », a indiqué M. Volcker. « C'est à ce moment que le programme a été corrompu ».

Mais le rapport souligne aussi que le régime de Saddam Hussein a tiré 11 milliards de dollars de profits illégaux de la contrebande de pétrole à ses frontières, hors du programme onusien. M. Volcker a affirmé qu'il était désormais du ressort de la justice dans chaque pays de déterminer s'il y a lieu à poursuivre certaines personnes. Le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, a appelé les Etats membres à prendre des sanctions à l'égard des compagnies ayant versé des pots-de-vin. La Suisse a annoncé avoir ouvert une enquête criminelle pour quatre de ses ressortissants. De son côté, Washington a estimé que le rapport Volcker montrait le besoin urgent de réformer l'Onu.

Par ailleurs, la corruption en Irak continue de détourner des milliards de dollars par an et Washington et Bagdad doivent en faire bien plus pour l'enrayer, estime l'inspecteur général américain pour la reconstruction en Irak. Dans un rapport diffusé le

30 octobre, Stuart Bowen préconise la tenue d'un sommet américano-irakien consacré à ce dossier. « *La création d'une structure anticorruption efficace au sein du gouvernement irakien est essentielle au succès à long terme de la démocratie naissante d'Irak* », explique-t-il dans son septième rapport trimestriel au Congrès. L'auditeur estime que les détournements de carburants font perdre chaque année plus de deux milliards de dollars à l'Irak. Il cite également un rapport du Bureau d'audit irakien selon lequel jusqu'à 1,27 milliard de dollars auraient été perdus entre juin 2004 et février 2005 dans le cadre de 90 contrats de reconstruction qui ont été attribués à des « *fournisseurs favorisés* » et ont généré au passage des commissions occultes versées à des intermé-

diaires. Etablissant le bilan des 2.784 projets de reconstruction engagés, le rapport Bowen note que 1.887 d'entre eux sont achevés et que les autres sont en cours de réalisation.

Mais il relève que la production pétrolière reste à un bas niveau, que les exportations de brut irakien sont perturbées par les sabotages de l'insurrection, que les pénuries de carburants demeurent habituelles et que l'approvisionnement en électricité de la population irakienne est toujours limité. Les services de Bowen, créés par le Congrès en novembre 2003 pour superviser le Fonds de reconstruction de l'Irak, comptent 20 auditeurs et dix enquêteurs en Irak, auxquels s'ajoutent du personnel aux Etats-Unis.

irakien est quasiment impossible à établir, alors que les civils sont les premières victimes des violences. Les estimations vont de 27.000 à 100.000 morts, plusieurs experts s'accordant sur le chiffre d'environ 30.000.

L'agence *Associated Press* (AP) a pour sa part dénombré ces six derniers mois au moins 3.870 décès d'Irakiens -plus de deux tiers de civils et des membres des forces de sécurité pour le reste-, insurgés non compris. Elle avait compté au moins 3.240 civils tués lors du premier mois de la guerre. « *Nous ne connaissons peut-être jamais le véritable nombre de civils irakiens tués ou blessés pendant cette guerre* », reconnaît le porte-parole de l'armée américaine à Bagdad, le lieutenant-colonel Steve Boylan, qui admet que « *la population irakienne a subi le plus gros* » des violences. Le lieutenant-colonel Boylan ajoute que l'armée tient son propre décompte des Irakiens tués mais ne le publie pas et que lui-même n'y a pas accès. Le Pentagone, tirant peut-être les leçons des bilans désastreux de la guerre du Vietnam, a déclaré dès le début qu'il ne tiendrait pas le compte des Irakiens morts, au grand dam des organisations humanitaires qui le jugent le mieux placé pour cela.

Cependant l'évaluation de l'organisation pacifiste britannique Iraq Body Count, basée sur les médias et incluant les victimes des forces américaines, de l'insurrection ou des milices ainsi que les homicides, paraît crédible au lieutenant-colonel Boylan: de 26.690 à 30.051 civils tués, soit environ un millier par mois depuis le début de la guerre en

## OCTOBRE SANGlant POUR L'IRAK EN CAMPAGNE POUR LE REFRENDUM SUR LA CONSTITUTION

**L'**IRAK a connu un mois d'octobre sanglant, qui a coïncidé avec le mois de jeûne du ramadan et le référendum relatif à la Constitution irakienne. Au total, 407 Irakiens ont été tués en octobre, dont plus des deux-tiers (299) sont des civils, selon des statistiques officielles. Ce chiffre est toutefois en diminution par rapport à septembre où on a dénombré 700 Irakiens tués. Le 31 octobre a été une journée meurtrière également pour l'armée américaine qui a annoncé la mort de sept de ses soldats pour cette seule journée, tous tués dans des attentats à la bombe artisanale. Au total, 2.022 GI's et civils américains assimilés militaires sont morts en Irak depuis

l'invasion du pays en mars 2003, selon un décompte de l'AFP. Octobre a été le quatrième mois le plus sanglant pour les soldats américains en Irak, avec 94 tués, selon un bilan établi d'après des données du Pentagone.

Dans ce contexte, le Premier ministre Ibrahim Jaafari a écrit au Conseil de sécurité de l'Onu pour demander la prolongation d'un an de la présence de la Force multinationale dans le pays. Les autorités irakiennes estiment que leurs forces ne sont pas encore prêtes pour assurer la sécurité dans le pays, en dépit des succès annoncés dans la lutte contre les groupes extrémistes.

Le bilan des vies perdues côté

mars 2003. Judith Yaphe, ancienne analyste du renseignement américain (CIA) spécialiste de l'Irak, accepte également la fourchette de 20 à 30.000 civils morts. Quant à son confrère militaire Anthony Cordesman, expert reconnu de l'Irak au Centre d'études stratégiques et internationales de Washington, il souligne dans un rapport publié le 21 octobre le caractère «*extrêmement incertain*» de l'estimation d'Iraq Body Count mais ajoute qu'elle semble être la plus fiable. Il cite également le chiffre des autorités irakiennes de 5.600 civils tués depuis la formation du nouveau gouvernement le 28 avril. Mais il est impossible de savoir ce qui se passe dans certaines régions reculées ou dangereuses.

Les estimations grimpent logiquement en incluant les pertes de l'insurrection et des forces de sécurité irakiennes. Michael O'Hanlon, analyste militaire à la Brookings Institution, qui a suivi la question de près, évalue le bilan moyen mensuel à 1.500 à 2.000 morts, dont la moitié d'insurgés.

Car si l'armée américaine perd 60 à 70 hommes par mois, les nouvelles troupes irakiennes en perdent autant par semaine, victimes principalement de l'insurrection, qui a effectué quotidiennement environ 90 attaques en septembre, selon Michael O'Hanlon.

En outre, souligne-t-il, le taux de criminalité irakien, le plus fort du Moyen-Orient, a explosé, avec un bond de 10.000 homicides par an depuis l'invasion. De ces constats il tire le bilan de 40 à 70.000 morts civiles. «*Ces*

*chiffres (...) alimentent l'insurrection car la perception - et parfois la réalité - est que nous n'en avons pas assez fait pour protéger des vies innocentes irakiennes*», prévient ce spécialiste.

Une étude publiée en octobre 2004 dans la revue médicale *The Lancet* évaluait à 98.000 le nombre de civils morts depuis mars 2003 à cause de la guerre mais cette enquête fondée sur des extrapolations laisse sceptiques nombre d'experts.

D'autre part, près de 540 cadavres ont été découverts en Irak depuis cinq mois, dont 204 à Bagdad, selon un décompte publié le 8 octobre par *l'Associated Press*. Les minorités sunnite et chiite se sont mutuellement accu-

sées d'être derrière ces massacres. Les 539 corps ont été découverts depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement intérimaire le 28 avril, selon un décompte de l'AP basé sur des sources gouvernementales, policières et hospitalières. La majeure partie n'a pas été identifiée. Parmi ces cadavres, figurent notamment 116 sunnites, 43 chiites et un Kurde. Mais ce chiffre pourrait être en deçà de la réalité. En effet, un à deux cadavres sont découverts chaque jour et ne sont pas signalés. Les minorités sunnite et chiite se sont accusées d'être derrière des escadrons de la mort responsables de ces exécutions extra-judiciaires. De nombreux responsables d'échelon moyen du parti Baas figureraient parmi les tués.

## SOULEIMANIYEH FRAPPÉ PAR UN TRIPLE ATTENTAT SUICIDE FAISANT 13 MORTS

**U**NE vague d'attentats à Souleimaniyeh, jusque-là épargnée par les violences, est intervenue quelques heures avant l'organisation d'un défilé des peshmergas, en présence du président Talabani. Un triple attentat suicide contre le convoi d'un responsable kurde et le siège des peshmergas a, le 25 octobre, fait 13 tués et 26 blessés. Un kamikaze a fait sauter sa voiture piégée devant un immeuble abritant des peshmergas, faisant 11 morts dans le sud de la ville. Quelques instants plus tôt, deux autres kamikazes avaient lancé deux voitures piégées contre un responsable kurde, Mulla Bakhtiar, membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan

(UPK), alors qu'il quittait son domicile. L'intéressé a échappé à ce double attentat mais deux de ses gardes du corps ont été tués, a annoncé la police. Une quatrième voiture piégée a été découverte près de l'hôtel Ashti, dans le centre de la ville, où résident habituellement des journalistes étrangers.

Lors d'un raid mené le 28 octobre contre la maison d'un individu suspecté dans ce triple attentat, deux personnes ont été tuées et une troisième blessée. Le raid a été conduit par «*une unité mixte de la police et des peshmergas kurdes dans le quartier d'Omar Koueir, au nord-est de la ville*», a indiqué Sarkout Hassan, chef de la sécurité de Souleimaniyeh. Des

roquettes antichars et des armes légères ont été utilisées lors de l'opération, a-t-il précisé, ajoutant que le suspect a fait exploser un mur de l'habitation, tuant un officier des peshmergas et blessant un autre. Le suspect, « un membre du groupe extrémiste Ansar al-Sunna, a été blessé lors du raid et est décédé lors de son transfert à l'hôpital ». « Les forces de sécurité kurdes ont identifié les cellules responsables de ce triple attentat et tentent de les arrêter pour les traduire en justice », a indiqué Sarkout Hassan sans autre précision.

Par ailleurs, le récent limogeage du chef de la police de Mossoul, membre de la puissante tribu des Joubour, a donné lieu le 29 octobre à des protestations de la part d'Arabes sunnites contre le Conseil du gouvernorat constitué en majorité de Kurdes. Quelque 300 policiers et représentants de tribus arabes sunnites se sont rassemblés devant le siège du gouvernorat à Mossoul (370 km au nord de Bagdad) pour demander le maintien dans son poste du général Ahmad Mohammad Khalaf al-Joubouri, limogé récemment « pour corruption » par le Conseil provincial de Ninive.

Le chef limogé de la police, en poste depuis novembre 2004, qui a contesté la décision unilatéralement décidée le même jour de libérer 93 détenus incarcérés au siège de la police. Prenant la parole devant le rassemblement, il a dénié au conseil provincial, dominé par les Kurdes, « le droit de représenter cette ville ». Ce conseil est toujours en place « car les Arabes sunnites ont boycotté les élections générales de janvier ». « Ceux qui veulent me démettre cherchent à provoquer le chaos dans

la ville pour empêcher les Arabes sunnites de participer aux élections législatives de décembre », a-t-il prétendu. Les manifestants ont remis au gouverneur, Douraïd

Kachmoula, un communiqué dans lequel ils rejettent la décision du limogeage du général Ahmad al-Joubouri et réclament son maintien.

### DAMAS : TOUT EN PROMETTANT DE RÉINTEGRER DANS LA NATIONALITÉ SYRIENNE PLUS DE 200 000 KURDES DÉCHUS ARBITRAIREMENT, LE RÉGIME SYRIEN POURSUIT SA POLITIQUE DE REPRESSION

**L**E parti Baas au pouvoir en Syrie a, le 27 octobre, annoncé que des mesures concrètes allaient être prises pour accorder la nationalité à des Kurdes de Syrie qui en ont été privés et pour faire adopter une loi sur les partis politiques. Cette promesse d'ouverture interne intervient alors que la Syrie est sous pression internationale pour exécuter la résolution 1595 du Conseil de sécurité de l'Onu. Cette résolution enjoint tous les Etats membres des Nations unies de coopérer à l'enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri. Le rapport de la commission d'enquête internationale met en cause des responsables syriens et libanais dans l'assassinat de Rafic Hariri et a conclu à la non coopération de la Syrie à l'enquête.

L'agence officielle syrienne Sana indique que les décisions concernant les Kurdes et les partis politiques ont été prises au cours d'une réunion du comité central du Baas, « conformément aux décisions du congrès général du parti (juin 2005), et aux directives du président syrien Bachar Al-Assad ». Le congrès du Baas qui s'est réuni du 6 au 9 juin a « affirmé la

nécessité de régler le problème du recensement organisé en 1962 à Hassaké et d'œuvrer pour le développement de la région » où sont installés la majorité des 1,5 million de Kurdes syriens. Le congrès du parti en juin avait également proposé « l'adoption d'une loi sur les partis et la révision de la loi électorale » pour l'organisation des élections législatives et locales.

Selon des responsables de partis kurdes syriens, 225.000 Kurdes sont privés de la nationalité depuis le recensement de 1962 qui délibérément ne les avait pas comptabilisés. Les responsables kurdes se défendent de toutes visées sécessionnistes et assurent qu'ils veulent uniquement la reconnaissance de leur langue et de leur culture, ainsi que de leurs droits politiques.

En attendant des mesures concrètes pour la mise en œuvre des promesses du régime, la répression contre les Kurdes ne faiblit pas. Le 5 octobre, une manifestation kurde a été dispersée par la police à Damas alors que les manifestants observaient un sit-un pour protester notamment contre « la politique d'oppression » et réclamer « la nationalité syrienne ». Selon un communiqué

du parti kurde Azadi (liberté), « des centaines de Kurdes se sont réunis sur la place Shahbandar à Damas à l'appel de plusieurs partis pour protester contre la politique d'oppression menée contre les Kurdes et contre les résultats d'un recensement effectué en 1962 ». Le parti Azadi « dénonce, dans ce communiqué, les méthodes répressives et exprime sa solidarité avec les citoyens kurdes auxquels la nationalité a été retirée arbitrairement ».

De plus, la Cour de sûreté de l'Etat syrien a, le 16 octobre, condamné deux Kurdes à des peines de deux ans et demi de prison pour appartenance à « une organisation secrète ». Membres du Parti de l'Union démocratique, formation kurde syrienne interdite, les deux accusés, Idriss Mohammad Mohammad et Moustapha Saïd Khalaf, ont été reconnus coupables par ce tribunal d'exception, d'appartenance à « une organisation secrète visant à faire annexer une partie des territoires syriens par un pays étranger », a déclaré leur avocat Me Fayçal Badr. « C'est l'accusation habituelle portée contre tout Kurde qui comparait devant ce tribunal. Elle est sans fondement car tous les partis kurdes réclament une solution démocratique et juste au problème kurde, dans le cadre de l'unité territoriale de la Syrie », a ajouté Me Badr. L'avocat a qualifié d' « anticonstitutionnelle » la Cour de sûreté de l'Etat créée en vertu de la loi d'urgence en vigueur depuis 1963.

Le 16 octobre, l'opposition syrienne a lancé un appel à un « changement démocratique » dans un texte intitulé « Déclaration de Damas », signé par plusieurs partis de l'opposition communiste, nationaliste, libérale et par les

partis kurdes. Le texte qui a reçu le soutien des Frères musulmans était adressé « à toutes les parties qui veulent le changement » y compris au courant réformateur du parti Baas. Voici de larges extraits de cette déclaration :

« La Syrie affronte aujourd'hui des dangers quelle n'a jamais connus auparavant, en raison des politiques suivies par le régime, qui ont conduit le pays à une situation très préoccupante pour le salut national et l'avenir de la population (...) Le monopole de toute vie publique par le pouvoir, pendant plus de trente ans, a permis la fondation d'un régime hégémonique totalitaire sectaire et l'annulation de toute vie politique. Les citoyens sont hors de la chose publique. L'héritage laissé est un désastre, représenté par l'effritement du tissu social et national du peuple syrien et par l'effondrement économique, menaçant le pays de toutes sortes de crises (...)

Tout cela nécessite la mobilisation des énergies nationales et populaires de la Syrie dans une mission de changement, permettant de transformer le pays d'un Etat sécuritaire en un Etat politique (...) Les changements exigés touchent tous les domaines : l'Etat, le pouvoir et la société. Ils doivent aboutir à une transformation des politiques, tant intérieures qu'étrangères.

Les signataires se sont accordés volontairement et consensuellement sur les principes suivants :

L'instauration d'un régime national démocratique constitue le principe essentiel du projet de changement et de réformes politiques. Ce projet doit être pacifique, graduel, consensuel, basé sur le dialogue et la reconnaissance de l'autre.

Toute pensée totalitaire est rejetée. Et il faut rompre avec les pratiques d'exclusion, de tutelle ou

d'élimination, quels qu'en soient les motifs, historiques ou actuels (...)

L'islam, religion et croyance de la majorité, constitue, avec ses fins nobles, ses valeurs divines, et sa doctrine de tolérance, la référence culturelle majeure dans la vie du peuple (...) nous sommes particulièrement attaché au respect des croyances, cultures et spécificités de tous les citoyens, quelque soit leur appartenance religieuse, confessionnelle ou doctrinale, ainsi qu'à l'ouverture sur les cultures modernes et contemporaines.

Aucun parti ou courant ne peut prétendre jouer un rôle exceptionnel (...)

Nous adoptons la démocratie comme régime moderne, universel par ses valeurs et ses principes, fondé sur les principes de liberté, de souveraineté populaire, de l'Etat des institutions et de l'alternance de pouvoir, par des élections libres et régulières, permettant au pouvoir d'être responsable devant le peuple qui peut le démettre.

Un Etat moderne doit être établi. Son régime politique doit être fondé sur un nouveau contrat social, inscrit dans une constitution démocratique moderne faisant de la citoyenneté le critère d'appartenance, instituant la pluralité, l'alternance pacifique au pouvoir, l'Etat de droit. Tous les citoyens y ont les mêmes droits et devoirs, hommes ou femmes, quel que soient leur religion, leur ethnie, leur communauté. Cette constitution doit empêcher le retour du despotisme sous de nouvelles formes.

Il faut aller à la rencontre de toutes les composantes du peuple syrien, vers tous ses courants intellectuels, ses classes sociales, ses partis politiques, et ses acteurs culturels, économiques et sociaux. Ils doivent pouvoir exprimer leurs visions, leurs intérêts et leurs ambitions. Ils

doivent pouvoir participer librement au processus de changement.

Doivent être garanties les libertés individuelles, et celles des groupes et des minorités nationales, y compris le droit d'expression d'une identité et la sauvegarde des droits culturels et linguistiques. Ces garanties doivent être fournies et protégées par l'Etat, dans le cadre de la constitution et de la loi.

Une solution juste et démocratique doit être trouvée à la question kurde en Syrie, garantissant l'égalité totale entre les citoyens kurdes syriens et les autres citoyens, dans les droits de la nationalité, la culture, l'enseignement de la langue nationale et les autres droits constitutionnels, politiques, sociaux et juridiques, sur la base de l'unité et de l'intégrité du territoire national. Ceux qui ont été privés de leur nationalité doivent la retrouver, et leur citoyenneté doit être pleinement reconnue. Et, il est impératif de clôturer ce dossier définitivement.

Nous nous engageons à sauvegarder l'intégrité, la sécurité et l'unité de la Syrie (...)

Toute forme d'exclusion de la vie publique doit être abolie. Les lois d'urgence doivent être levées, ainsi que les lois martiales et les tribunaux spéciaux, et toute autre loi de ce genre, comme celle de 1980. Les prisonniers politiques doivent être libérés. Un retour digne et sûr doit être assuré à tout persécuté ou exilé, volontaire ou non, avec les garanties juridiques nécessaires. Toute forme d'oppression politique doit être bannie, en rendant justice à toutes les victimes et en ouvrant une nouvelle page dans l'histoire du pays.

L'armée nationale doit être renforcée, et son professionnalisme doit être sauvegardé. Il doit rester en dehors de toute compétition politique (...)

Les organisations populaires, les unions syndicales, les chambres de commerce, de l'industrie et de l'agriculture doivent être libérées de la tutelle de l'Etat et de la hégémonie du parti et des services de sécurité (...)

Les libertés publiques doivent être rétablies. La vie politique doit être organisée, par une loi moderne des partis. L'information et les élections doivent être également l'objet de lois modernes garantissant la liberté, la justice et l'égalité des chances pour tous.

Toutes les composantes du peuple syrien ont le droit à l'action politique, quelles que soient leurs appartenances religieuses, ethniques, ou sociales (...)

L'ensemble des accords et traités internationaux doit être respecté, ainsi que la Convention des Droits de l'Homme (...)

Les signataires de cette Déclaration estiment que le processus de changement a commencé. Il s'agit d'une nécessité urgente pour

le pays qui ne peut être retardée (...). Nous nous engageons à oeuvrer pour en finir avec le despotisme. Nous sommes prêts à faire tous les sacrifices nécessaires pour cela, et à fournir tous les efforts pour enclencher le processus de changement démocratique, afin de construire une Syrie nouvelle libre, appartenant à tous ses citoyens, et de défendre la liberté de son peuple et son indépendance nationale ».

Le texte a été signé par le Rassemblement National Démocratique en Syrie, l'Alliance Démocratique Kurde en Syrie, les Comités d'Animation de la Société Civile, le Front Démocratique Kurde en Syrie, le Parti du Futur (Cheikh Nawaf Al Bachir), Riad Seif, Jawdat Said, Dr. Abdel Razzak Eid, Samir Nachar, Dr. Fidaa Akram Al Horani, Dr. Adel Zaccar, Abdel Karim Al Dahhak, Haytham Al Maleh, Nayef Kay-sieh.

## STRASBOURG : LA TURQUIE À NOUVEAU CONDAMNÉE POUR VIOLATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET POUR LA BRUTALITÉ POLICIÈRE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

**L**A Cour européenne des droits de l'homme a, le 27 octobre, condamné à nouveau Ankara pour avoir infligé des sanctions pénales au rédacteur en chef d'un quotidien qui avait publié en 1995 un article acerbe sur l'attitude de l'armée vis-à-vis des Kurdes. Le requérant est décédé entre temps et c'est sa veuve à qui a été attribué un total de 4.500 euros pour dommage moral, frais et dépens.

M. Ali Erol était rédacteur en

chef du quotidien *Evrensel* (Universel) dans lequel parut en décembre 1995 un entretien avec un sous-officier ayant effectué son service militaire dans le Kurdistan de Turquie et qui mettait en relief l'hostilité des militaires à l'égard des Kurdes. Le 9 mai 1996, la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul avait condamné M. Erol à deux ans de prison et à une amende et avait interdit la parution du journal durant 20 jours. Pour la cour de sûreté de l'Etat l'article constituait « une incitation à la haine » fondée sur la



différence raciale et régionale et une provocation à la désaffection envers le service militaire.

Pour la Cour européenne des droits de l'homme les faits invoqués n'étaient pas suffisants pour justifier une ingérence dans le droit du journaliste à la liberté d'expression, notamment parce que l'article n'exhortait pas à la violence, à la résistance armée, ou au soulèvement. Dès lors la condamnation du requérant était « disproportionnée » et constitue une violation de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme garantissant le droit à la liberté d'expression selon la Cour de Strasbourg. Celle-ci a en outre confirmé sa jurisprudence constante en condamnant Ankara pour manque d'indépendance et d'impartialité (article 6 de la Convention) en raison de la présence d'un juge militaire au sein de la Cour de sûreté de l'Etat.

De plus, la Cour européenne des Droits de l'Homme a, le 13 octobre, condamné la Turquie pour des violences policières commises lors d'une noce qui avait « dégénéré », selon la police, en manifestation favorable au PKK. Le 18 juillet 1992, Vedat Günaydin, 40 ans, domicilié à Diyarbakir avait été arrêté lors de cette opération de police avec neuf autres personnes. Examiné par un médecin, Vedat Günaydin présentait diverses lésions dont un oedème sur une épaule. Il a déclaré qu'il n'était présent au mariage que pour assurer la restauration. Condamné le 21 février 1994 par la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir à 20 mois de réclusion ainsi qu'à une amende, sa peine a ensuite été ramenée à dix mois avec sursis.

Les juges de Strasbourg ont conclu à la violation de l'article 3 interdisant les traitements inhumains ou dégradants. Ils ont alloué 10.000 euros à Vedat Günaydin. L'arrêt conclut également à une violation de l'article 6, quant au manque d'impartialité et d'indépendance de la cour de sûreté qui l'a jugé.

Le 6 octobre, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait condamné la Turquie pour avoir insuffisamment enquêté sur un décès et une disparition à Diyarbakir. La Cour avait estimé qu'Ankara avait violé l'article 2 (droit à la vie) de la Convention européenne des droits de l'homme en s'abstenant de mener des « enquêtes effectives » sur les circonstances entourant le décès de Mahmut Y., soupçonné d'être un militant du PKK, décédé le 5 décembre 1997 à l'hôpital militaire de Diyarbakir et la disparition d'Ihsan Haran dans la même région en décembre 1994. Selon le procès-verbal des gendarmes, Mahmut Y. aurait fait une chute alors qu'il était détenu à la gen-

darmerie de Siirt. L'autopsie avait conclu qu'il était mort d'un hématome sous-dural pouvant avoir été provoqué par une chute. La Cour avait en revanche rejeté les allégations de ses parents selon lesquelles leur fils serait décédé des suites de tortures, estimant que cette hypothèse n'était pas étayée par des « preuves tangibles ». Mais elle avait décidé de leur allouer 20.000 EUR pour dommage moral et 3.170 € pour frais et dépens en raison de la violation de l'article 2.

Dans l'affaire d'Ihsan Haran, la CEDH avait également estimé qu'il n'existait pas « de preuves suffisantes pour conclure au delà de tout doute raisonnable qu'il a été secrètement détenu et tué par des agents de l'Etat », comme le soutient sa veuve. Mais elle avait reconnu que les autorités turques avaient « failli à mener une enquête adéquate et effective » sur sa disparition et décidé d'allouer 10.000 € à la veuve pour dommage moral et 4.000 € pour frais et dépens.

## AINSI QUE...

**UN SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC TURC ECHAPPE À L'INTERDICTION APRÈS AVOIR RETIRÉ DE SES STATUTS L'OBJECTIF D'INTRODUIRE L'ÉDUCATION EN LANGUE KURDE.** Un tribunal turc s'est prononcé le 27 octobre contre la fermeture d'un syndicat d'enseignants prônant l'utilisation de la langue kurde dans les écoles publiques, mettant un terme à une saga judiciaire suivie de près par

l'Union européenne. La cour a estimé qu'il n'y avait pas lieu de sanctionner le syndicat Egitim-Sen dès lors que celui-ci a déjà retiré de ses statuts l'objectif d'introduire « l'éducation en langue maternelle » -dont celle du kurde- dans les écoles.

La Constitution turque interdit l'utilisation de langues autres que le turc dans l'enseignement public, même si le kurde peut désormais être enseigné dans des

cours privés. Egitim-Sen, qui compte quelque 200.000 membres, a amendé ses statuts en juillet après qu'une cour d'appel eut annulé un jugement opposé à la fermeture du syndicat au motif que « *l'éducation en langue maternelle va mettre en danger l'unité de l'Etat* ». Les dirigeants du syndicat ont affirmé que leur priorité était de sauver celui-ci de la fermeture mais qu'ils continueraient de plaider en faveur de l'enseignement en langue maternelle même si cet objectif n'est plus mentionné dans leurs statuts.

Des représentants de l'UE ont critiqué le procès intenté à Egitim-Sen, y voyant une preuve des pressions qui continuent de s'exercer en Turquie contre les organisations non gouvernementales. La Turquie a entamé le 4 octobre des négociations d'adhésion avec l'UE, qui demeure très attentive au respect des droits de l'Homme dans ce pays. La Commission européenne doit publier le 9 novembre un rapport annuel sur les progrès d'Ankara dans son alignement sur les normes européennes.

**LES OBSERVATEURS DES DROITS DE L'HOMME AGRESSÉS LORS DU PROCÈS DES POLICIERS TURCS IMPLIQUÉS DANS LE MEURTRE À MARDIN D'UN PÈRE ET DE SON FILS ÂGÉ DE 12 ANS.** Des incidents ont éclaté le 24 octobre au matin à Eskisehir (ouest de la Turquie) à la reprise du procès de quatre policiers, dont les associations de défense des droits de l'Homme ont fait un nouveau test de la solidité de l'engagement de la Turquie envers l'État de droit. La police a interpellé 12 manifestants au sein d'un groupe d'une quarantaine de personnes qui souhaitaient assister au procès des meurtriers d'un Kurde et de son fils de 12 ans. S'étant vu interdire l'accès à la salle d'audience de la Cour d'assises, ces personnes ont lancé des pierres contre la police anti-émeute, qui a procédé aux interpellations. Le président de l'Association turque des droits de l'Homme, Me Yusuf Alatas, a également été interdit d'accès au tribunal.

D'importantes mesures de sécurité avaient été prises dans la ville, avec l'arrivée de renforts et

de véhicules blindés des villes avoisinantes. Le tribunal doit statuer sur la mort d'Ahmet Kaymaz et de son fils de 12 ans, Ugur, abattus en novembre devant leur maison de Kiziltepe, une ville de la province kurde de Mardin.

La police a soutenu que le père et l'enfant avaient été tués lors d'une opération contre des combattants kurdes armés, mais les défenseurs locaux des droits de l'Homme et les voisins ont assuré que les victimes étaient des civils non armés. Une enquête parlementaire a conclu à une « *grave négligence* » policière et estimé que Kaymaz et son fils auraient pu être capturés sans effusion de sang.

Le procès a débuté en février à Mardin, avant d'être transféré à Eskisehir à la demande des avocats de la défense, affirmant avoir des craintes pour la sécurité de leurs clients. Ce procès est considéré comme un nouveau test de l'engagement de la Turquie à faire respecter l'État de droit alors que celle-ci a engagé ses négociations d'adhésion à l'Union européenne.

La Turquie reproche aux Etats-Unis de négliger sa sécurité

# Les camps irakiens du PKK hantent Ankara

Ankara : de notre envoyé spécial

Depuis la reprise l'an dernier des attaques du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les partisans d'Abdullah Ocalan sont à nouveau l'obsession d'Ankara. C'est qu'environ 4 000 combattants, éparpillés dans une quinzaine de camps, sont retranchés dans les montagnes de Qandil qui séparent sur quelque deux cents kilomètres l'Irak de la Turquie. Ils y ont installé des bases arrière après la capture de leur chef et procéderaient à des infiltrations de l'autre côté de la frontière. Leur présence est pour Ankara une source de contentieux avec les Kurdes irakiens, mais aussi avec l'Administration américaine. « Pourquoi les Etats-Unis font-ils une différence entre le terrorisme d'al-Qaida et celui du PKK ? Nous sommes à leurs côtés en Afghanistan, pourquoi ne nous rendent-ils pas la pareille ? » s'interroge Resat Arim, un ancien ambassadeur de haut rang.

Les militaires turcs qui avaient l'habitude avant la chute de Saddam de lancer des incursions en Irak pour nettoyer les sanctuaires du PKK sont aujourd'hui paralysés. Ils doivent se contenter de l'envoi d'unités spéciales chargées de surveiller discrètement la guérilla. Et l'armée turque garde un souvenir traumatique des humiliations subies par des officiers turcs interceptés et malmenés par les forces américaines lors d'une mission au Kurdistan irakien en juillet 2003. « Nous n'oublierons jamais la trahison de notre ami le plus fidèle », avait déclaré à l'ambassadeur américain, bien après l'incident, le général Hilmi Özkök, le chef d'état-major turc.

Préoccupé avant tout par la sécurité en Irak, Washington considère le dossier du PKK

comme marginal. Il n'est pas question d'envoyer des commandos dans les montagnes kurdes pour traquer un nouvel et insaisissable ennemi. Pas question, non plus, d'irriter l'allié kurde. Ce soutien infaillible aux Kurdes irakiens s'est imposé depuis le refus de la Turquie de laisser passer les troupes américaines sur son sol lors de l'invasion de l'Irak. Il provoque par ricochet l'essor d'un sentiment pro-américain chez les intellectuels kurdes. « Les Américains sont nos amis puisqu'ils défendent les minorités et sont pour la démocratisation de la région », s'est exclamé sous les applaudissements nourris du

public l'un d'eux lors d'un forum sur les droits de l'homme organisé récemment à Diyarbakir, en Turquie.

Faute de prise sur la situation intérieure en Irak, An-

**Environ 4 000 combattants sont retranchés dans les montagnes de Qandil, qui séparent l'Irak de la Turquie**

karä espère recouvrer une influence en se rapprochant du nouveau président irakien, le Kurde Jalal Talabani. Il joue, après maintes hésitations, la carte du chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avec d'autant plus de conviction que contrairement à son éternel rival Massoud Barzani, le patron du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Jalal Talabani est peu attiré par les sirènes indépendantistes.

Le plus turcophile des leaders politiques irakiens a été particulièrement bien accueilli lors de sa première visite en qualité de chef de l'Etat irakien à Ankara, une capitale où il entretient des réseaux.

Très attentives lors des tractations entre partis et communautés irakiennes, les autorités turques n'ont trouvé rien à redire à la nouvelle Constitution qui devrait être soumise à référendum le 15 octobre. Elles avaient pourtant dans un premier temps multiplié les mises en garde. Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan redoutait un contrôle larvé des Kurdes sur Kirkouk et s'affichait en défenseur intransigeant de la minorité turcomane de la métropole pétrolière et gazière du nord de l'Irak. En février encore, des responsables turcs men-

çaient d'une intervention militaire si le *statu quo* de Kirkouk était remis en cause. Quant à la mouvance nationaliste, elle clamait haut et fort son rêve d'annexer une région oc-

troyée à l'Irak lors du traité de Sèvres (1920) après la chute de l'Empire ottoman. Mais en quelques mois le ton a changé. Le gouvernement juge convenable une Constitution qui consacre le fédéralisme dans un Etat décentralisé et pourrait à terme conduire à un démembrement du pays. « Les Turcs admettent un texte qui fait la part belle aux Kurdes car ils considèrent que Talabani est une garantie du fédéralisme. Ils espèrent le convaincre qu'il n'est pas dans son intérêt d'avoir sur son sol un PKK qui lui crée des problèmes », note un observateur européen. T. Q.



Les rebelles du PKK dans un de leur campement à la frontière turco-irakienne. En soutenant le régime fédéraliste du président irakien Talabani, les autorités turques espèrent contrôler les séparatistes kurdes. (Photo Burhan Ozbilic/AP.)

LE FIGARO SAMEDI 1<sup>er</sup> - DIMANCHE 2 OCTOBRE 2005

# Le pari européen de l'armée turque

LE FIGARO SAMEDI 1<sup>er</sup> - DIMANCHE 2 OCTOBRE 2005

Ankara :  
de notre envoyé spécial  
Thierry Oberlé

Les militaires turcs stationnés dans le Sud-Est turc sont moroses. Depuis la reprise des activités du PKK après une trêve unilatérale de plus de cinq ans, ils sont victimes d'une hécatombe. Une centaine d'entre eux est déjà tombée, victimes de mines placées au bord des routes de montagnes, d'attentats à l'explosif et de guets-apens. Chaque semaine, les télévisions diffusent des images de cercueils couverts du drapeau rouge frappé du croissant et de l'étoile suivis par des cortèges qui rassemblent dans un élan de patriotisme des milliers de personnes.

Inspiré par les techniques irakiennes de guérilla, le PKK impose à nouveau à son vieil ennemi un meurtrier conflit de basse intensité. En difficulté, l'armée turque perd des hommes sans combattre. Ne trouvant pas la parade, elle a proposé d'associer le pouvoir politique à son combat à travers un nouvel organisme interministériel de lutte contre le terrorisme. Le gouvernement hésite sur la conduite à tenir. Car il sait que l'armée - son partenaire obligatoire - sera gagnante : si la nouvelle entité parvient à des résultats, l'armée les revendiquera, si elle échoue, la responsabilité des civils sera en cause.

Machine politique particulièrement performante, les Forces armées turques ont derrière elles des dizaines d'années d'expérience de la vie publique alors que le Parti de la justice et du développement (AKP) qui gouverne depuis 2002 est né avec le XXI<sup>e</sup> siècle. Chef d'état-major de l'armée, le général Hilmi Özkök est sans doute la personnalité turque dont les interventions dans le débat public sont les plus guettées par les médias. Homme d'ouverture, Hilmi Özkök donne son avis sur tous les sujets qu'il considère digne d'intérêt. Il peut se prononcer dans ces conférences de presse sur l'influence de la victoire du non au référendum français du 29 mai, sur la candidature de la Turquie à l'Union européenne, sur la lutte contre le PKK bien sûr ou plus récemment sur les lycées religieux, les « Imam Hatip ».



Gardiens ombrageux du dogme kémaliste, les militaires paradent devant le portrait d'Ataturk

Hilmi Özkök dénonce, au nom de la laïcité, le projet gouvernemental facilitant l'accès à l'université aux élèves issus de ces établissements.

En Turquie l'armée est une « grande bavarde » ou du moins ses élites rassemblées au sein du Conseil particulier de l'état-major. Le cénacle réunit les quatorze généraux - on dit les pachas - les plus influents. Cette caste privilégiée de janissaires définit les grandes lignes de la politique de l'armée, coopte ses nouveaux membres, trace des lignes jaunes à ne pas franchir

*Depuis la Constitution de 1982, les militaires sont imbriqués dans le champ politique dont ils sont les arbitres*

par le pouvoir civil. « Les militaires interviennent dans un nombre invraisemblable de domaines. Nous avons ainsi une histoire officielle, un « mentir vrai » comme dirait Aragon, unique en son genre », critique Mehmet Altan, professeur d'économie à l'université d'Istanbul et éditorialiste au quotidien *Sabah*.

Gardiens ombrageux du dogme kémaliste, les militaires se veulent les garants de l'unité républicaine. Les principes de la révolution kémaliste sont inculqués dès l'entrée dans les collèges préparatoires militaires qui forment les futurs officiers. Les recrues sont triées sur le volet mais issues dans leur grande majorité des milieux populaires

ou des classes moyennes. « Les élèves des grandes écoles subissent une mise en condition collective qui laisse peu de place à l'apprentissage de la réflexion personnelle et à l'esprit d'initiative. Ils sont là pour défendre l'Etat », commente un expert européen.

Depuis la Constitution de 1982 rédigée après le putsch commis deux années plus tôt, les militaires sont imbriqués dans le champ politique dont ils sont les arbitres. Avec le gouvernement Recep Tayyip Erdogan, la cohabitation fonctionne plutôt bien. Mais si les militaires ont trouvé un *modus vivendi* avec les « islamistes modérés », il n'en a pas été de même dans un passé récent. En février 1997, le haut commandement militaire s'est érigé en ultime rempart face à la montée d'un islam politique qualifié de « principal danger ». Il a poussé à la démission le gouvernement de Necmettin Erbakan, un premier ministre proche des Frères musulmans. La presse avait évoqué un coup d'Etat « post-moderne » du Conseil de sécurité national, (Milli Güvenlik Kurulu, CSN). Dirigé à l'époque par un militaire, l'organisme, qui rassemble les dix plus hauts dirigeants civils et militaires du pays, décide de la sécurité intérieure et extérieure, des grands choix géostratégiques et veille au respect du modèle républicain.

Dans le collimateur de l'Union européenne, le CSN a été ré-

formé en profondeur pour permettre l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE. Il est désormais dirigé par un civil et ses attributions sont purement consultatives. L'armée n'entend pas pour autant renoncer à toutes ses prérogatives.

« Les réformes sont trop souvent un saupoudrage qui masque la volonté des militaires de conserver leur position interne. L'armée se sent toujours la propriétaire du régime sous prétexte qu'elle a fondé la République. Chaque Etat a une armée, mais ici c'est l'armée qui a un Etat », raille Mehmet Altan.

Reste qu'en dépit des critiques qui commencent à s'élever, la militarisation de la vie publique est toujours jugée normale par bon nombre de commentateurs. « Avec la réforme du CSN, l'armée n'intervient plus directement dans la politique, elle se contente de garantir le bon fonctionnement des institutions dans un pays où la religion est sous le contrôle de l'Etat », explique Seyfi Tashan, le directeur de l'Institut de politique étrangère de Bilkent. « Özkök s'exprime librement comme tout le monde en Turquie. Cela n'a rien de choquant, d'autant plus qu'il exprime un point de vue de démocrate progressiste. »

Partisanes de l'intégration à l'Europe, les élites militaires sont convaincues, en bonnes kémalistes, que le modèle à suivre est à l'ouest. Leurs meilleurs éléments ont fait leurs classes dans les écoles de guerre occidentales, ont occupé des postes à l'étranger et partagé des responsabilités dans le commandement de l'Otan, comme le géné-

ral Özkök. Cette nouvelle génération tient à l'écart des leviers de commande un important courant conservateur moins europhile. Elle est convaincue de pouvoir garder une place à part dans une Turquie européenne en raison de la position géostratégique du pays. « *Quels sont les voisins qui menacent la France ? Le Luxembourg ? L'Italie ? Nous, nous avons à nos*

*portes l'Irak qui se nucléarise, l'Irak en proie au chaos et le Proche-Orient en crise perpétuelle* », constate un diplomate.

« *L'Europe aura besoin d'une armée turque forte pour protéger sa frontière orientale, lutter contre l'immigration clandestine et assurer la stabilité de son flanc ouest. Elle sera pour elle un atout* », renchérit le poli-

tologue Seyfi Tashan. Mais l'environnement régional peut aussi servir de prétexte pour freiner l'indispensable démocratisation de la société, synonyme d'érosion des privilèges des militaires. L'Europe s'accommodera-t-elle d'améliorations formelles ? Premiers concernés, les Turcs se posent la question...

LE FIGARO SAMEDI 1<sup>er</sup> - DIMANCHE 2 OCTOBRE 2005

## Oyak ou le capitalisme des galonnés

Ankara :  
de notre envoyé spécial

Féru de politique et de diplomatie, les militaires turcs sont aussi des hommes d'affaires avertis. Avec le holding Oyak, ils détiennent le troisième groupe industriel du pays. Géant de l'économie, Oyak emploie plus de 30 000 salariés dans une trentaine d'entreprises. Le mastodonte possède des usines de béton, de ciment et de pesticides ; ses activités couvrent aussi bien la chimie que l'agroalimentaire avec une présence dans la tomate en conserve, la volaille, les biscuits et le tourisme. Il détient aussi des supermarchés avec la

marque Oldüpasane (le marché du soldat), spécialisée dans le hard discount. Le conglomérat a son réseau bancaire, ses assurances en alliance avec le français Axa, ses automobiles en association depuis 1969 avec Renault, ses pneumatiques avec Goodyear, son pétrole en coopération avec Elf. Pour pérenniser son développement, Oyak a su s'associer avec des partenaires occidentaux souvent majoritaires, mais aussi avec les capitaines de l'industrie et du commerce turc. Les avantages fiscaux accordés au groupe expliquent en partie le phénomène.

Sorte de fonds de pension, Oyak a été fondé en 1961, peu après le putsch du colonel Türkes. Son système est basé sur des prélèvements directs,

effectués sur le salaire mensuel des militaires, d'une cotisation obligatoire qui assure une retraite complémentaire. Les sociétés sont contrôlées par des militaires de réserve de haut rang. Près des trois quarts des généraux se lancent dans une seconde carrière après la fin de leur temps d'active. Leur reconversion dans les secteurs de relations publiques leur donne l'occasion de faire jouer leurs réseaux d'influence.

Le complexe militaro-industriel comprend un second holding, la Fondation pour le renforcement des forces armées (TSKGV), plus spécialement consacré à l'industrie de l'armement.

*Oasis de verdure, le golf du quartier de Levent, dans le centre d'Istanbul, appartient aux forces turques*

Avec quelque 20 000 employés, la TSKGV a pour ambition de construire une industrie de défense nationale. Elle fabrique des blindés, des systèmes de communication et monte des avions. TSKGV répond à environ un quart des besoins en matériel des forces armées turques, qui occupent le sixième rang européen dans le classement des dépenses militaires exprimées en volume.

L'armée est également un important propriétaire foncier. Elle dispose d'un impressionnant patrimoine immobilier et possède des terrains au cœur d'Istanbul et d'Ankara. Oasis de verdure, le golf du quartier de Levent, dans le centre d'Istanbul, appartient aux forces turques. Et seuls les joueurs à épaulette y sont admis. T. O.

## Les mille et une Turquie

FRANCE 2 - 23 H 05  
*Un œil sur la planète*  
Radioscopie d'une société écartelée entre ses minarets et ses usines ultramodernes.

FAUT-IL intégrer la Turquie à l'Union européenne ? Quand se déroulera le générique de fin du magazine *Un œil sur la planète*, vous serez bien en peine de répondre de façon tranchée à cette question. Les reportages présentés par le journaliste Thierry Thuillier dessinent, en effet, un pays complexe. Un Etat de 70 millions d'âmes, grand comme la France et la Grande-Bretagne réunies, qui frappe depuis quarante-deux ans à la porte d'une Europe qu'il effraie pour des raisons historiques et religieuses. Le « cours » commence par le rappel d'un passé commun, de la prise

de Constantinople à la candidature turque, en passant par le traité de 1963 associant Ankara à la Communauté européenne.

### Cyberprêches

Il se poursuit par LE sujet qui fâche : la place de l'islam dans cette république dite laïque. « *Une lutte sourde s'est engagée entre le minaret et le drapeau depuis des décennies* », lance Thierry Thuillier. Pour preuve, le voile est interdit dans la fonction publique et les universités, mais les parents se bousculent pour inscrire leur progéniture dans des colonies de vacances coraniques.

Dans les quartiers aisés, les jeunes filles portent des minijupes, et l'alcool coule à flots, mais les faubourgs déshérités forment des nids d'intégristes. Le pays possède « *une institution unique dans le monde musul-*



Les modes occidentales ne sont pas arrivées à l'est de la Turquie. DR

man » : un directorat des affaires religieuses qui nomme les imams, les rémunère et leur envoie, par Internet, les prêches qu'ils devront lire le vendredi dans leur mosquée. Et que dire des brimades exercées contre les minorités chrétiennes, malgré un discours officiel revendiquant le respect de la liberté religieuse ?

Jusque dans son économie, le pays d'Atatürk révèle un double visage. Avec 10 % de croissance,

des usines dernier cri, la Turquie fait figure de grande puissance industrielle. Mais cette prospérité s'efface au fur et à mesure que l'on se dirige vers l'Est. Là, le niveau de vie est trois fois moins élevé qu'à l'Ouest. Les modes occidentales n'ont pas encore pris le pas sur les traditions ancestrales. Et l'ouverture des négociations entre l'Europe et la Turquie laisse la population indifférente.

MURIEL FRAT

3 octobre 2005 LE FIGARO

# DANS LES MAQUIS IRAKIENS DES KURDES TURCS

Dans les montagnes d'Irak, à la frontière iranienne, nous sommes allés à la rencontre des « derniers Mohicans », les combattants kurdes turcs du PKK. A la veille de la reprise des négociations entre Turquie et Europe, le 3 octobre, l'imbroglie kurde se poursuit

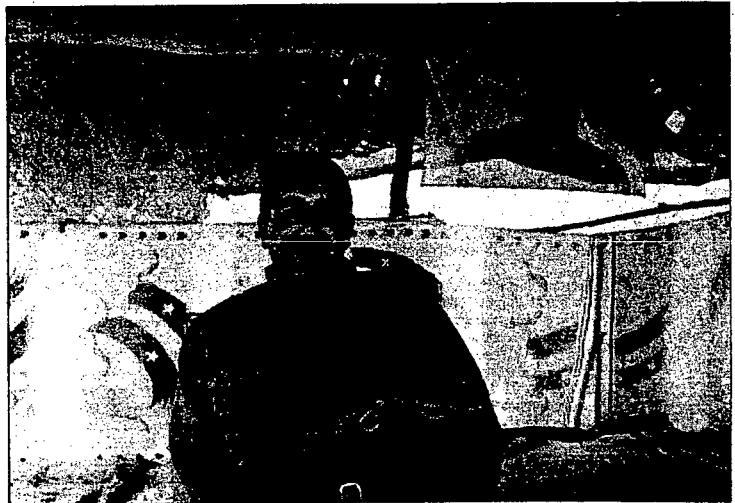
**L**

Le petit groupe d'uniformes kakis a surgi au détour d'une piste caillouteuse. La nuit est tombée sur les montagnes. Les présentations sont rapides. « Ibrahim, je suis ici depuis huit ans. » « Mehmet, douze ans de maquis. » Puis les femmes : « Esma, ici depuis neuf ans », « Zeynep, onze ans. » Après toutes ces années passées dans la clandestinité et un isolement strictement encadré, ces noms de guerre sont souvent la seule identité des guérilleros du PKK - le Parti des travailleurs du Kurdistan.

Pour la Turquie, le PKK est une « organisation terroriste », marxiste et séparatiste. Sous la conduite de son « grand leader » Abdullah Öcalan, alias Apo, le parti mène, au nom des Kurdes, une véritable lutte armée depuis quinze ans. L'arrestation d'Öcalan, en février 1999, semblait avoir mis un terme aux affrontements. La rébellion tombait dans l'oubli. Depuis six mois pourtant, elle défraie à nouveau la chronique turque et peu de jours passent sans que les médias d'Ankara ou ceux d'Istanbul évoquent « les nouvelles attaques criminelles des terroristes du PKK ».

Le camp retranché où nous sommes se trouve quelque part dans l'extrême nord de l'Irak, à Khneira. A l'est, de l'autre côté de cette chaîne dont les sommets culminent à 3 000 mètres, il y a l'Iran. Au nord, à quelques dizaines de kilomètres de montagne, c'est la Turquie. C'est ici, en plein territoire autonome kurde irakien, que se sont repliés les derniers combattants actifs du PKK en Turquie, obéissant à l'ordre de retraite donné en 1999 par Apo, après sa capture.

Près d'un tiers des 5 000 guérilleros auraient alors quitté le parti, démoralisés par la « lâcheté » du grand chef. Honni par beaucoup d'intellectuels, Öcalan reste adulé des masses kurdes de Turquie, dont l'identité « nationale » demeure niée par Ankara. Dans les maquis comme dans les multiples vitrines légales de l'organisation, au « pays » et dans la diaspora, on continue d'obéir aux ordres du célèbre prisonnier. Problème : aussi bien la capitulation proclamée de 1999 que l'ordre de reprise des combats en juin 2004 émanent des geôles turques et sont probablement filtrés. Beaucoup soupçonnent Apo d'être « en connivence » avec l'establishment militaro-sécuritaire turc, lequel aurait besoin, à l'heure des réformes démocratiques dans le pays, d'une bonne « guerre contre le terrorisme » pour conserver son influence.



Murat Karayilan, co-leader du PKK, le 11 août 2005, devant un portrait du « grand leader » emprisonné, Abdullah Öcalan.



Une combattante du PKK part s'entraîner à balles réelles près d'un camp de la guérilla dans les monts Haqourki, le 11 août 2005.

Extrêmement maigres dans leurs uniformes flottants, Ibrahim, Zeynep et les autres semblent à mille lieues de tout cela. Le camp n'admettrait, il est vrai, que des « anciens », à l'endoctrinement éprouvé. L'atteindre suppose d'ailleurs un feu vert préalable qui a transité, pour nous, via une instance « européenne » du parti. Que le PKK, classé « terroriste » par les Etats-Unis et l'Union européenne depuis 2002, soit théoriquement interdit en Europe n'a pas posé de problème. « Venir sans traducteur », nous avait-on précisé. Tous les Kur-

des repliés ici parlent turc - langue « réglementaire » du parti, la seule que maîtriserait le « grand leader ». Avec Zeynep, née en Syrie il y a trente ans, on parle arabe. Aucun signe d'émotion ne filtrera jamais de ce beau visage tanné, émacié, au regard dur.

Planté au bord d'un maigre torrent, le camp est constitué de dizaines de masures disséminées sur des centaines de mètres et camouflées sous des branchages. On semble craindre les avions ennemis. L'immense portrait d'Apo gravé sur la montagne est pourtant visible de la lune. Comment font-

ils pour survivre ici, l'hiver, sous 2 mètres de neige ? « Nous savons nous protéger, nous sommes des guerilleros mobiles et expérimentés », répond invariablement Zeynap à toutes les questions concernant la sécurité. Tout autre questionnement perçu comme « politique » est renvoyé à l'arrivée annoncée d'un mystérieux « grand chef ».

La nuit sera passée dans une des cabanes de femmes, à l'écart de celles des hommes. Quatre jeunes filles, dont une Kurde d'Irak, y dorment déjà, sur des couvertures posées à même le sol. Sur les murs, un portrait d'Apo et des fusils-mitrailleurs qui seront décrochés à l'aube pour un départ en silence vers « un travail » non précisé – une patrouille sur une crête voisine, semble-t-il. « Nous devons nous entraîner tout le temps », s'excuse Zeynap.

Au centre du retronchement, dans ce qui sert de salle de réception, un vieux couple kurde est venu d'un village turc visiter un fils qui reste silencieux. C'est la première fois depuis six ans qu'ils se retrouvent. La mère a les larmes aux yeux. Veut-elle ramener son fils ? « Surtout pas, dit le père. En Turquie, il serait arrêté. Ici, il mène une vie saine, le fromage est bon... » Au mur, l'omniprésent portrait d'Apo et ses œuvres – ses « plaidoiries » écrites en prison et disponibles ici sous forme d'épais ouvrages reliés.

Dans *De l'Etat sumer ecclésiastique vers l'Etat populaire républicain*, Öcalan réécrit l'Histoire, et la sienne en particulier. Il y explique sa « nouvelle stratégie » – renoncia-

tion au séparatisme en faveur de la lutte pour une « Turquie démocratique », rejet du « banditisme » qui a gangrené, avoue-t-il, le PKK, etc. « Nous les étudions surtout en hiver », explique Zeynap.

Des poèmes sont affichés sur un tableau mural. Il y a aussi le cliché d'un bébé. Appartient-il à quelqu'un d'ici ? « Tant que notre pays ne sera pas libre, nous ne pouvons pas nous marier, nos conditions ne s'y prêtent pas », réplique la combattante d'un ton égal. Des dissidents qui ont fui le PKK affirment que les liaisons amoureuses dans les camps étaient punies de mort. Idem pour les tentatives de désertion. Mais, après l'arrestation d'Apo, la discipline s'est relâchée. Certains ont tenté de démocratiser l'organisation, deux fois rebaptisée à cette fin. Mais tout cela semble oublié. L'organisation est redevenue le PKK, et elle a deux leaders, dont une femme, Asya Deniz.

C'est ce qu'explique le second – le « grand chef » que nous attendions et qui est arrivé au matin avec une escorte armée. Le département d'Etat américain l'appelle « le Zarkaoui kurde ». D'anciens camarades disent qu'il est « pire » que le djihadiste jordanien, « car il nie la terreur qu'il sème ». Mais Jamal – le nom de guerre de Murat Karayilan – s'en amuse. Il est bien le « fidèle lieutenant » d'Apo, qui l'a adoubé. Ni barbu ni agressif, l'homme est un quinquagénaire avenant et moustachu qui ne se distingue de ses hommes que par ses rondeurs.

Attablé devant un abondant repas, Jamal délivre, sur un ton lénifiant, un long « discours de paix ». Il s'interroge : « Ai-je vraiment l'air d'un terroriste ? » Jamal déplore que la Turquie n'ait pas répondu au cessez-le-feu d'un mois décrété par le PKK jusqu'au 20 septembre. « Nos forces n'en voulaient pas, mais, pour l'instant, on les contrôle. Après le 20, on ne le pourra peut-être



plus... » Le cessez-le-feu sera finalement prolongé jusqu'au 3 octobre, « en soutien à l'entrée de la Turquie dans l'UE ».

Le lieutenant d'Apo nous énumère les six conditions du PKK pour établir « une confédération en Turquie ». D'abord, l'introduction de « l'identité kurde » dans la Constitution, de la langue kurde dans les écoles publiques et la légalisation des partis politi-

ques kurdes. Il citera finalement « la libération » du chef, « notre avant-garde Apo », dira la traductrice. « Les Etats-Unis et l'Europe nous demandent de renoncer à Apo », continue Jamal. « Mais c'est impossible. Il est dans notre cœur et dans celui de millions de Kurdes. C'est notre honneur, et quiconque le reniera ne sera pas suivi », assure-t-il. Selon lui, c'est la raison pour laquelle les anciens dirigeants du PKK qui ont fait défection en juin 2004 « n'arrivent à réunir personne autour d'eux ».

Le PKK punit-il toujours la dissidence de mort ? « Non, nous ne tuons plus personne. Ce n'est pas prévu par nos nouveaux statuts. Ceux qui ne veulent plus se battre sont chargés de travail politique ou retournent chez eux. On leur donne un peu d'argent. » Affirmations vigoureusement démenties de diverses sources...

JAMAL clôt son discours par une pique contre « le département d'Etat américain, qui est pire » que le Pentagone. « Comment peuvent-ils donner leurs droits aux 3,5 millions de Kurdes d'Irak et ignorer ceux des 20 millions de Kurdes en Turquie ? Nous ne les avons pas gênés quand ils ont chassé Saddam, on les a même aidés contre les islamistes. Alors ? » Jamal s'énerve. « Si l'Amérique décide d'aider la Turquie à nous attaquer, il n'y aura pas de stabilité régionale. Nous sommes les plus forts, non seulement en Turquie, mais aussi en Irak et même en Iran et en Syrie. »

La place des Kurdes iraniens (5 à 8 millions d'âmes selon les sources) et surtout des Syriens (1 à 3 millions) dans les rangs du PKK nous sera démontrée par une rencontre avec une patrouille exténuée, pour moitié composée de Syriens, qui rentrait de « deux mois de marche dans le sud-est de la Turquie ». Le groupe était en route pour les monts Qandil, tenus par « Cuma » – un rival de Jamal. Ses membres nous affirment que depuis la répression de cet été au Kurdistan iranien, « 500 jeunes d'Irak » ont rejoint les maquis du PKK. « Nous autres, Syriens, ne faisons plus venir personne, précisons leur chef. C'est nous qui repartons en Syrie. »

« Evidemment ! Le PKK collabore toujours avec les services de Damas », assurera un autre groupe de dissidents composé de Kur-

des syriens. « Les tueurs du PKK – les « Faucons d'Öcalan » – nous recherchent », indique Salah Sufi, qui a passé dix-sept ans dans le parti avant de faire scission. « Ils ont tué le chef du parti que nous avons créé l'été dernier, le Pacte démocratique kurde syrien. Trois autres camarades – le dernier, le 10 septembre en Syrie – ont été assassinés. Nous leur faisons peur. Le PKK n'est plus un parti, c'est l'instrument de divers services de renseignement. Ce sont nous, Syriens, qui sommes majoritaires dans les montagnes. Contrairement aux Kurdes de Turquie, nous sommes en général de formation universitaire. Nous leur avons tout appris. »

Les querelles parfois très meurtrières entre Kurdes sont légendaires. Mais l'analyse de Salah Sufi est partagée par un autre groupe de dissidents, de Turquie cette fois, réunis autour de l'ex-grand chef militaire du PKK, Nizamettin Tas, alias Botan. « Organisation mi-stalinienne, mi-confrérique, le PKK aurait dû renoncer à la lutte armée dès 1991 », nous dit Botan. Il nous révèle avoir rencontré à l'insu d'Apo, et à trois reprises en 2003, des membres de la CIA pour discuter du désarmement du PKK, d'une rupture entre le parti et son chef emprisonné et de sa collaboration avec les deux partis kurdes d'Irak.

« Au congrès du PKK, en mai 2004, 80 % des présents étaient prêts à accepter notre programme – mais pas à désobéir à Apo. Quand trois de ses avocats nous ont désignés comme traîtres, nous avons dû fuir. » Réfugiés à Mossoul, dans le nord de l'Irak, puis plus au nord au Kurdistan irakien, Botan et ses amis ont créé une nouvelle formation pour les Kurdes turcs – le Parti démocratique patriotique (PDP). « Initialement, le frère d'Apo, Osman Öcalan en était », explique Botan. « Mais il est retourné il y a trois mois au PKK, qui avait commencé à tuer des membres de notre formation. Depuis, nous travaillons dans le plus grand secret pour arracher à l'emprise PKK le maximum de membres du Dehap » (le parti « pro-kurde », légal en Turquie).

Botan s'est investi dans cette mission. Il se veut optimiste. « Dans quelques mois, on pourra peut-être tenir un congrès. » Peut-être. Mais le PKK semble pour l'instant trop utile à trop de monde. D'abord, selon les théories en cours, la Turquie aurait besoin que « ses » Kurdes restent assimilés à des terroristes pour éviter que l'Occident ne les soutienne trop. La Syrie et l'Irak de même. Et puis il y a les deux grands partis kurdes d'Irak – jadis en guerre contre le PKK, un temps soutenu par Saddam Hussein. Le PDK et l'UPK, qui sont au pouvoir dans leur zone, ne détesteraient pas garder de tels combattants aguerris sous le coude, au cas où les troupes turques reviendraient en Irak pour les empêcher de récupérer le pétrole de Kirkouk. Au total, l'imbroglorio kurde reste complet. Ce qui permet à l'Occident de ne pas entendre la faible voix des dissidents du PKK...

Sophie Shihab



Turkey and Europe

# Too soon for Turkish delight

ANKARA

**Within Turkey and outside it, there are questions about the country's readiness for Europe—but also encouraging signs**

**B**ARRING last-minute upsets, never to be ruled out as the diplomats continued haggling this week, Turkey is on the brink of realising its fondest national dream: on October 3rd, formal talks will begin on Turkish membership of a European Union at whose gate it has been waiting for 40 years.

But as so often happens, the settlement of one question—should Turkey step all the way into the EU's ante-room?—has quickly given rise to a host of others. People are already asking how long rapprochement with the EU can be sustained, in the face of opposition in Europe to Turkey—and in Turkey to Europe.

Scepticism over the Turks surfaced again this week in the European Parliament. The legislators, while endorsing the start of talks with the government in Ankara, balked at ratifying Turkey's inclusion in a customs protocol—on grounds that the ships and aircraft of Cyprus, an EU member, are still barred from Turkish ports.

But the other part of Turkey's Euro-question is even harder: how much resistance will there be among the Turks to the changes—legal, economic, and above all cultural—that the EU is demanding?

For Turks who want a European future, there was a dollop of hope last weekend, when brave historians managed to hold a conference in Istanbul to discuss the fate of the Ottoman Armenians. It was the first time Turkish pundits were permitted to

challenge publicly the official line, holding that the mass deportation of Armenians in 1915 did not amount to a conspiracy to kill them. As participants read out letters between the "Young Turks" then ruling the empire, a rapt audience was left with no doubt that hundreds of thousands of Armenians were deliberately slain.

Planned originally for May, the Armenian forum was called off then at the behest of Cemil Cicek, the justice minister. It was nearly scuppered anew last week, when an Istanbul court used a technicality to order its cancellation. This time Mr Cicek offered a way out—changing the venue. And Recep Tayyip Erdogan, the prime minister, condemned the court rul-

ing: the first time an elected leader had so publicly rebuked Turkey's courts.

It was also the first time that Mr Erdogan had so clearly given a lead to public opinion instead of pandering to populism. The establishment media fell in behind him, decrying the noisy nationalists who pelted the conference delegates with eggs.

Cynics, who recall Mr Erdogan's earlier moves to appease conservatives by criminalising adultery, see his recent outburst of liberalism as a last-ditch effort to clinch the October 3rd date. Be that as it may, people close to the prime minister insist he has pinned his political fortunes on further reforms, with or without the EU. "He can't compete on nationalism with the ultra-nationalists, so it's in his interest to keep on reforming," said a western diplomat.

This may explain some other recent moves by Mr Erdogan: he dared to admit, in a speech in the Kurdish stronghold of Diyarbakir, that Turkey had erred in its dealings with the Kurds. These frank words enraged nationalists, including some members of his own party. In the country as a whole, nationalism has been bub-

bling: it has been rising since June 2004, when the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK) ended a five-year truce.

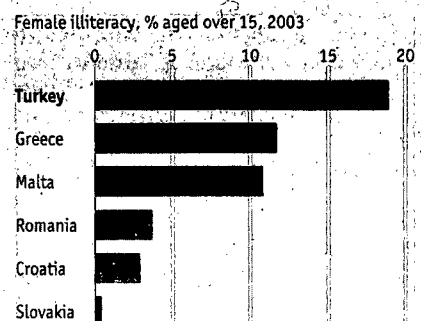
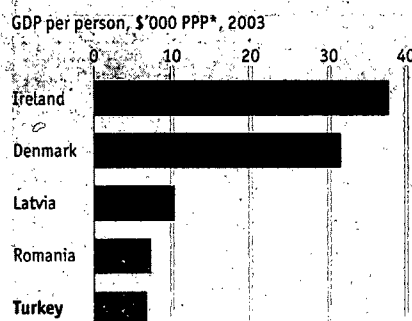
Chauvinism has surfaced in ugly ways. There have been attempted lynchings of Kurdish civilians outside their native south-east region. A recent poll shows the jingoistic Nationalist Action Party, which failed to enter parliament in the 2002 elections, would gain seats today.

As well as countering this dark mood, Mr Erdogan must cope with foes in the army who fear that rapprochement with Europe will reduce their power—and who see in Turkey's internal conflicts a chance to restore that influence. But Mr Erdogan has rebuffed army demands to re-introduce a draconian anti-terror law. Solving the Kurdish problem requires more democracy, not repression, he insists. He may have to take further risks—for example by endorsing, despite army opposition, a deal that would coax 5,000 PKK fighters from their mountain strongholds, both in northern Iraq and within Turkey.

The coming year will be a big test of Mr Erdogan's leadership. Austria, a sceptic on

**Different, but not that different**

■ EU member states ■ Candidate countries



Source: UNDP Human Development Report 2005

\*Purchasing Power Parity



Turkish entry, takes over the presidency of the EU in January. The Austrians will doubtless promote their idea of a "privileged partnership" between Turkey and Europe, instead of full membership. Next year will also see the retirement of General Hilmi Ozkok, a liberal chief of the general staff. His likely successor is the land-forces commander, Yasar Buyukanit, a more old-

fashioned type of soldier. It is to keep such secularist hawks at bay that Mr Erdogan has ignored some demands from his pious voters, such as boosting religious education and easing curbs on the headscarf.

Another challenge, in his dealings both with sceptical Europeans and his own voters, is to honour his claim to be giving Turkey its first clean government. Charges of

irregularity in the sale of shares in the state refinery, Tupras—and also in a tender for the operation of Istanbul's Galata port—have weakened that claim. Unless he deals with sleaze, Mr Erdogan may lose the trust of his own citizens and his European partners. That would be a pity, when the prime minister has risked so much for Turkey's European future. ■



Syria

## Lonely leader amid swirling rumours

DAMASCUS

**Bashar Assad is in a pickle, and has no easy way out**

THE capital looks stubbornly normal. Shoppers crowd its markets in the run-up to the fasting month of Ramadan, which starts on October 4th. The biggest downtown building to go up in years, a posh hotel, is set to open soon. Opera-goers rave over a new musical, called "The Last Tale", about a sad misanthrope who kidnaps a singer in the hope that her song will cheer him out of his gloom. But Syrians, who often complain that they are hostages to the ruling regime, know they need to do more than sing to solve the troubles of their president, Bashar Assad.

For Mr Assad, and his clan and Baath party, face a crisis as grave as any since his father, Hafez Assad, consolidated Syria's dictatorship 35 years ago. The regime has survived big dangers before, from losing wars with Israel (which still occupies Syria's Golan Heights), to a bloody insurgency by the Muslim Brotherhood that was crushed in the 1980s.

Soviet backing and pan-Arab sentiment helped then. But Syria now has no friends at all, except distant, non-Arab Iran. America, the sole superpower, has grown overtly hostile, and sits right next door in Iraq; the Bush administration accuses Syria of abetting jihadist infiltration of the Iraqi maelstrom, backing groups that America deems terrorists, meddling in Lebanon and oppressing its own people. America's ambassador in Iraq recently declared that "all options are open" regarding how Syria might be punished. Influential

Arab countries such as Egypt and Saudi Arabia, which used to condemn such aggressive talk, have tired of Syria's countering bluster and now shrug indifferently.

If it were just American chest-thumping, Mr Assad might feel secure. But a new threat has rapidly emerged in Lebanon, the small neighbour that Syria is more used to seeing as a playground, strategic buffer and, some would say, colony. Last spring, the groundswell of anger after the assassination of a long-serving Lebanese prime minister, Rafik Hariri, made Syria end its decades-long troop presence, then obliged it to stand by as the Lebanese voted in a staunchly anti-Syrian government.

The humiliation did not end there. The UN sent a special prosecutor, Detlev Mehlis, to investigate the Hariri killing. The tight-lipped German recently had four Lebanese security chiefs known for their closeness to the Syrian regime arrested. Now, after much delay, Syria has submitted to his demand to question their Syrian counterparts. That means not just those responsible for intelligence in Lebanon, but also their bosses in Damascus, including, some say, Mr Assad's brother, Maher, who commands the Republican Guard, and their brother-in-law, Asef Shawkat, Syria's overall intelligence chief.

Mr Mehlis is not due to issue his findings until October 25th, and has said that he has no Syrian suspects. Yet his presence at a heavily secured resort near Damascus has caused much trepidation. Many Syri-

ans assume he will finger top regime figures; the main question is how high in the hierarchy, and how close to the Assad family, the accusations will reach. Whatever it does turn up, Mr Mehlis's investigation, backed by the clout of the UN Security Council, will deeply embarrass Syria's government. Should there be proof of complicity or worse, and should Syria fail to hand over suspects for trial, Mr Assad's government is sure to be punished by further isolation, and an internationalisation of sanctions that are now unilaterally imposed by America.

Strains, not surprisingly, are showing at home. Internal opposition groups are small, fractious and closely watched. But general resentment runs high, against such ills as corruption, unemployment, sky-high house prices and the privileged place of Mr Assad's Alawite sect, which makes up 15% of Syria's mostly Sunni Muslim population. Sporadic unrest in the provinces has pitted restless Kurds, Ismailis and Druze against police or against other sects.

Sunni extremists, who once refrained from attacks in Syria in recognition of its support for Iraq's "resistance", may have changed tactics. Gun battles between such groups and police now break out regularly. Businessmen, many of them Sunnis, complain they are tired of uncertainty. Cash is said to be flowing rapidly abroad. At least one senior ousted member of the regime, a Sunni, is said to be living in a plush hotel in Paris owned by the Hariris: that cannot bring much comfort to former colleagues.

When Syria withdrew from Lebanon, Mr Assad tempered his embarrassment by promising to speed reforms. Little has changed. The Baath party said it would revise laws that hinder the emergence of rival political parties, but has taken no measures to do so. The appointment of Abdullah Dardari, a respected non-Baathist, as deputy prime minister with a mandate

to open up Syria's stymied socialist economy, was heralded as a breakthrough. But Mr Dardari's good intentions have mostly been thwarted. Despite considerable public sympathy for Mr Assad, more and more Syrians now reckon that his regime may not be capable of reform.

Intellectuals in Damascus contemplate three scenarios. One would see the regime reaching a deal with America and the UN investigators, whereby some figureheads, such as Syria's main intelligence chiefs in Lebanon, including their commander, General Rostom Ghazale, would be sacrificed for trial, and Syria would comply

fully with America's other demands.

There are some signs of this. One observer detects the start of a "dance of the seven veils", with Syria grudgingly relinquishing positions long declared sacrosanct. It has tightened controls along the Iraqi frontier, and told Damascus-based armed Palestinian groups to lie low and back Mahmoud Abbas's peace-inclined Palestinian leadership. In this scenario, Hizbullah, Lebanon's Iran-backed Shia militia, may be the next offering. Syria's support has so far insulated it from pressure to disarm, as required by the UN Security Council. Should Mr Assad decide to appease the Americans, his regime might, in the words of another Damascus observer, "lose some limbs but still be ambulatory."

#### Scratches and bites, both lethal

But the other two scenarios offer Mr Assad a less rosy outlook. One is what a dissident describes as "the cornered cat": the regime chooses to lash out at its tormentors. This could well lead to its rapid demise. Who might the inheritors be? It is hard to tell whether various Islamist groups, such as the Muslim Brotherhood, which was persecuted by Assad senior, are growing in strength. Some close watchers think its potential exaggerated; others reckon it more likely that military types may already be gaining ground inside Syria's institutions and may make a lunge for power.

The last scenario, perhaps more likely, is "the cornered scorpion". Surrounded by fire, it stings itself. In other words, the re-

gime would fall to an internal coup. Who might the beneficiaries be? Infighting among the Assad family and in-laws has been rumoured. The president might have another go at chucking out the powerful remainder of his father's old guard. Or the regime could turn against the Assad family. Or, perhaps most bloodily, young Sunni officers could turn against the minority Alawites who have held commanding posts in the army and regime. If Mr Mehlis's report does, in effect, mean that Mr Assad is told to sack some of his closest and most powerful advisers, or even put them on trial, this last scenario would become more plausible. For the time being, the only certainty is more uncertainty. ■

## Turkey's disabled

The treatment of the mentally disabled has fundamentally changed in recent years. The awareness that people with mental retardation or psychiatric diseases can thrive with proper therapy and attention has led doctors to abandon huge institutions and to let patients live with or near their families and get care in their communities. Electric shock therapy is used only in certain cases, with anesthesia.

But these reforms have bypassed Turkey, says a report by Mental Disability Rights International, a Washington-based group that studies the treatment of the mentally disabled. The group convincingly documents, with heartbreaking photos and video, practices that it calls "torture."

Turkey's psychiatric system, the group found, makes widespread and indiscriminate use of unmodified electric shock therapy — electroshock that is administered without

muscle relaxants or anesthesia. Such therapy is frightening, painful, and dangerous. Electroshock therapy can be useful against some mental diseases, but Turkey uses it on nearly a third of its patients with acute mental disorders, including children. The group quoted the director of the electroconvulsive therapy center at one hospital as saying the therapy is effective only without anesthesia because patients need to feel "punished."

Turkey should immediately ban unmodified electric shock therapy and limit the use of modified therapy to cases in which it is medically indicated. It should never be used as a first resort, and never on children.

It will be more difficult to reform Turkey's practice of warehousing retarded or mentally ill children. Investigators found giant buildings — supposedly rehabilitation centers — filled with children confined to their

cribs or living in total inactivity. When children begin the self-destructive behaviors that are a product of such boredom and abandonment, staff members tape plastic bottles over their hands so the children cannot use them. The staff in one institution told investigators that children who cannot feed themselves are left to starve to death.

How can such medieval practices thrive in a modern country? One reason is that these institutions are virtually hidden. In addition, Turkey lacks a widespread culture of rights, and its citizens do not often challenge the practices of a state that has at times given them good reasons for fear.

Some in Turkey's establishment have complained that the report was released just before Turkey was to begin formal talks to move toward joining the European Union. But the talks are an opportunity for European mental health experts to work with Turkey on meeting deadlines for progress.

## 110 are killed in 2 days of bomb attacks in Iraq

By Sabrina Tavernise

**BAGHDAD:** A car bomb detonated near a fruit and vegetable market in Hilla, a Shiite town south of Baghdad on Friday, killing at least 8 people and wounding 41, the second strike in two days of bloodletting that has left 110 people dead.

The bomb was remotely detonated around 10:15 a.m., in the Sharia market in central Hilla and tore into a crowd of shoppers. The attack was almost identical to three others that took place

just 16 hours earlier in Balad, north of Baghdad.

In Hilla, the explosives were packed into a Mercedes and then parked near the market, police officials said.

In the attacks in Balad, two of which were also in a crowded marketplace frequented mostly by Shiites, the death toll rose sharply overnight, and by Friday afternoon had reached 102, including 18 children, according to Dr. Qasim al-Qaisi, manager of Balad Hospital. In all, 150 people were wounded, he said.

Al Qaeda in Mesopotamia, the radic-

al Islamist group run by the Jordanian radical Abu Musab al-Zarqawi, claimed responsibility for the attacks in Balad, Agence France-Presse reported.

The stream of gruesome attacks, aimed mostly at civilians in Shiite areas, has surged in recent weeks. Sunni Arab radicals, led by Zarqawi, are pursuing a strategy of attacks against Shiites in an attempt to start a war between Iraq's two largest sects. Iraq is preparing to hold a national referendum on a new constitution on Oct. 15, a document that most Sunni Arabs here strongly oppose.

Many Shiites have expressed frustration with the government led by Prime Minister Ibrahim al-Jafari, a religious Shiite, saying it has not taken decisive enough steps against those who carry out attacks.

The New York Times

# On eve of Turkish accession talks, EU ministers meet to resolve standoff

By Graham Bowley

**LUXEMBOURG:** European foreign ministers began last-minute emergency talks Sunday on Turkey's future in the European Union.

The EU officials met to resolve a standoff over Austria's insistence that Turkey be offered less than full membership in accession talks scheduled to start Monday.

"This is a crucial meeting for the future of the European Union," Jack Straw, British foreign secretary, who was chairing the meeting, told reporters.

If the membership negotiations go ahead Monday, they will mark an important moment for the European Union, and a momentous step in Turkey's 42-year quest to join the EU.

Progress appeared slow in the talks late Sunday night, amid signs that Austria was maintaining its position.

The way to compromise remained unclear without an embarrassing retreat by Vienna, which over the past week has stood alone in arguing that Turkey should be offered a secondary status in the Union.

This position is flatly rejected by the other 24 EU member governments. Turkey, meanwhile, has warned that it will not agree to start talks, which are expected to last at least 10 years, unless the final goal is full membership of the EU.

On Sunday, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey said the meeting was a moment of decision for Europe. "Either it will show political maturity and become a global power, or it will end up a Christian club," Erdogan said in Turkey.

A rebuttal would not deflect Turkey from its course toward further democracy and reforms, he said. "We will, however, be saddened that a project for the alliance of civilizations will be harmed," he told lawmakers.

A resolution of the impasse could cen-

ter on Croatia, whose EU membership negotiations have been on hold since March over a dispute about an alleged war criminal, but which is supported by Austria. Austria believes it is unfair to begin talks with Turkey before Croatia.

The decision on whether to start talks is a test for European cooperation after the failed referendums last summer on the European constitution and the unresolved issue of contributions to the EU budget. Failure could once again throw the EU into disarray, and add to the sense of drift currently encompassing the EU.

Britain, which holds the EU's rotating presidency, has made the start of membership talks with Turkey a priority, and many officials in Brussels believe that opening negotiations with Turkey would provide important new momentum for the Union.

Despite increasing pressure from the other 24 EU nations, the Austrian government raised doubts about Europe's readiness to absorb a new nation, especially one the size of Turkey, and insisted Turkey be offered something other than full membership.

This reflected widespread hostility among the country's population towards Turkish entry of the Union.

The center-right government of Chancellor Wolfgang Schüssel of Austria faced regional elections in Styria Province on Sunday, and his party suffered a dramatic setback against Social Democrats. Some European diplomats said Austria's resistance to Turkey could crumble once the elections were over, but the Austrian government has denied that the two issues are linked.

Austria has close historical ties with Croatia and may insist on approval for membership talks with Croatia in return for its agreement on Turkey. However, Britain was seeking to deny any link between Turkey and Croatia. It insists that the EU must make a decision on Turkey before Croatia is dis-

cussed when foreign ministers resume their meeting on Monday.

At the meeting on Monday morning, Carla Del Ponte, chief prosecutor for the UN criminal tribunal for the war in the former Yugoslavia, is due to give an assessment of whether the Croatian government is cooperating with her tribunal in The Hague. Her judgment will be critical in deciding whether talks with Croatia begin.

Turkey's accession into the EU would be the Union's largest-ever widening. The EU's last enlargement, in May 2004, brought in 10 new countries, including eight from former communist Central and Eastern Europe. That took the EU's population to 450 million people, mak-

ing it the world's largest trading bloc. But its attempts at political integration, with the introduction of an EU constitution, founded this spring in the referendums in France and the Netherlands.

In similar last-minute diplomacy last December, all 25 EU governments agreed to open negotiations with Turkey on Oct. 3.

Then, countries overcame lingering objections about Turkey's human rights record. Since then, Turkey has made substantial internal reforms but provoked European countries over the

summer by declaring that it refused to recognize Cyprus, which has been a member of the EU since last year. This prompted new reservations in countries like France, where public support for Turkish membership is low.

But the French — and Cypriot — governments gave approval to the opening of talks after EU nations last month agreed jointly to a monitoring mechanism to make sure that Turkey normalizes its trade and political ties with Cyprus before it can ever join the Union.

International Herald Tribune

October 3, 2005  
Herald Tribune



As EU foreign ministers held talks on Turkey's future membership, approximately 60,000 supporters of the Nationalist Movement Party rallied in central Ankara on Sunday to protest against conditions that they said were being forced on Turkey.

# Ultimes tractations sur le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE

LUXEMBOURG

de notre bureau européen

A la veille de l'ouverture prévue des pourparlers d'adhésion avec la Turquie, les vingt-cinq gouvernements de l'Union européenne (UE) n'ont pas réussi à se mettre d'accord, dimanche 2 octobre dans la soirée, sur le cadre de négociation fixant les principes directeurs des discussions à venir. Après l'échec de deux rencontres entre les ambassadeurs des Vingt-Cinq à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères s'étaient réunis à Luxembourg pour tenter de s'entendre sur ce document, dont l'adoption est une condition préalable au lancement des négociations. C'est l'Autriche qui a bloqué, une fois de plus, l'accord en refusant de se rallier au texte sur lequel un consensus s'était établi entre ses vingt-quatre partenaires.

Tout en se disant prête à un rapprochement « dans un bon esprit européen », la ministre autrichienne, Ursula Plassnik, est restée ferme

sur les positions défendues par son gouvernement et exprimées publiquement, il y a quelques jours, par le chancelier Wolfgang Schäussel.

Seule contre ses vingt-quatre partenaires, l'Autriche insiste pour que soit mentionnée l'hypothèse d'une solution alternative au cas où l'adhésion se révélerait impossible, soit parce que la Turquie ne serait pas en mesure de répondre aux critères requis, soit parce que l'Union se montrerait hors d'état de l'accueillir. Ses partenaires estiment

que le cadre de négociation, dans sa version actuelle, devrait satisfaire les Autrichiens puisqu'il précise que, si elle n'adhère pas à l'Union, la Turquie devra être « pleinement ancrée dans les structures européennes à travers le lien le plus fort possible ». La formule est délibérément vague, mais elle ne l'est pas plus, estime un diplomate français, que le « partenariat privilégié » souhaité par ceux qui s'opposent à l'adhésion pleine et entière. Vienne demande aussi l'ouverture immédiate des négociations avec la Croatie, suspendues sine die en attendant que Zagreb accepte de coopérer pleinement avec le Tribunal pénal international de La Haye et, en particulier, de lui livrer le général Ante Gotovina, poursuivi pour crimes de guerre.



« C'est une situation frustrante, mais j'espère et je prie pour que nous soyons capables de parvenir à un accord »  
JACK STRAW

En dépit des efforts de la présidence britannique de l'UE, des conciliabules entre le chef de la diplomatie de Londres, Jack Straw, et son homologue autrichienne, d'un coup de téléphone de Tony Blair au chancelier Schäussel, des interventions critiques des autres délégations à l'égard de l'obstination de Vienne, des tentatives de médiation du commissaire à l'élar-

gissement, Olli Rehn, les discussions, « intensives » selon M. Straw, n'ont pas permis d'aboutir. « Nous sommes toujours à vingt-quatre contre un », constatait le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, qui participait pour la dernière fois à une réunion des ministres européens. « Ce n'est pas sérieux, nous perdons notre crédibilité », lançait le ministre portugais, Diogo Freitas do Amaral, qui jugeait « impossible » qu'un pays « rappelle à la dernière minute qu'il a des objections très importantes » chaque fois que les Etats doivent prendre une décision.

Les conversations devaient reprendre lundi matin, après d'ultimes consultations dans la nuit, pour permettre, en cas de succès, l'ouverture officielle des négociations avec la Turquie en fin d'après-midi. « La mission n'est pas impossible », a déclaré M. Straw, qui avait souligné, en arrivant à Luxembourg, que la réunion serait « cruciale pour l'avenir de l'Union européenne » et qu'un désaccord serait pour celle-ci « un échec ». « C'est une situation frustrante, a-t-il ajouté, mais j'espère et je prie pour que nous soyons capables de parvenir à un accord. » M. Rehn a indiqué qu'il avait « bon espoir ».

## CAPACITÉ D'ABSORPTION

Javier Solana, haut représentant de l'Union pour la politique étrangère, faisait état de « petits progrès » et se disait confiant. Du côté autrichien, on se disait prêt à per-

mettre l'ouverture des négociations avec la Turquie, sous réserve de « clarifications ». « Pour donner notre accord, a dit M<sup>me</sup> Plassnik, nous avons besoin d'un texte un peu amélioré. C'est à cela que nous travaillons. Ce n'est pas particulièrement facile. »

Pour la présidence britannique, ces clarifications ne devaient pas conduire à la remise en cause du paragraphe qui fixe pour objectif aux pourparlers l'adhésion de la Turquie, tout en soulignant qu'il s'agit d'un processus « ouvert » dont l'issue « ne peut pas être garantie à l'avance ». Toutefois, on se déclarait prêt à étoffer la partie du texte qui rappelle que, parmi les critères d'adhésion, figurent non seulement le respect de la démocratie et des libertés par l'Etat candidat mais aussi la capacité d'absorption de l'UE. Cette référence avait été discrètement introduite, à la demande de la France, dans les conclusions du Conseil européen de décembre 2004.

La mention de la capacité d'absorption de l'Union a été ajoutée au cadre de négociation. Elle pourrait être développée pour satisfaire aux demandes de l'Autriche. En revanche, la présidence britannique a exclu tout lien entre l'adhésion de la Turquie et celle de la Croatie. La question de la Croatie, a dit M. Straw, ne sera examinée qu'après la fin de la discussion sur la Turquie.

Thomas Ferenczi

## Les Arméniens, efficaces opposants à l'adhésion

La France est le deuxième foyer d'une diaspora disposant de milliers de relais

LUNDI 3 octobre, à 10 heures, les Européens d'origine arménienne hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne manifestaient à Luxembourg. Le rassemblement est notamment encadré, en France, par le Comité pour la défense de la cause arménienne (CDCA), et soutenu par la Coordination des organisations arméniennes, qui militent pour la reconnaissance par la Turquie du génocide de 1915.

Ces militants arméniens n'étaient pas seuls dans le cortège, à Luxembourg: « Nous les soutenons », annonce Philippe Pemezec, député UMP des Hauts-de-Seine, proche de Charles Pasqua. L'élu, fondateur en septembre 2004 d'un lobby parlementaire antiadhésion de la Turquie, a rallié

à sa cause une cinquantaine de députés UDF et UMP, souvent souverainistes, à l'image de Nicolas Dupont-Aignan, député UMP de l'Essonne.

Il fédère surtout, parfois à son corps défendant, tous ceux qui s'opposent à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Alors

même qu'Harout Mardirossian, président du CDCA, explique ne pas vouloir être assimilé aux souverainistes et dénonce le « poujadisme de De Villiers et consort ». Le 23 avril, lors de la commémoration du 90<sup>e</sup> anniversaire du génocide de 1915, Marine Le Pen a ainsi fait irruption, sous les huées, au mémorial arménien de Sarcelles (Val-d'Oise), pour y déposer une gerbe.

Car l'organisation arménienne garde un réseau solidement structu-

ré de militants. En France, deuxième foyer de la diaspora arménienne au monde, le CDCA ou encore le Comité du 24 avril 1915 ont des milliers de relais locaux. Essentiellement situés en région parisienne et en Rhône-Alpes.

## « MESSAGES DÉMAGOGIQUES »

Les militants de la « cause arménienne » s'emploient à faire valoir leurs positions auprès de leurs maires, de leurs députés, et des politiques d'origine arménienne comme Patrick Devedjian, UMP, conseiller politique de Nicolas Sarkozy. « Nous constatons à regret qu'une partie des Arméniens

peuvent se laisser tenter par les messages démagogiques de Le Pen, de Mégret, de De Villiers, ou à l'inverse de l'extrême gauche. En 2007, la

question sera un véritable enjeu pour le PS et l'UMP », prévient Harout Mardirossian.

Parmi les opposants à l'adhésion de la Turquie, on trouve aussi, bien plus discrètement, les catholiques. Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, Mgr Jean-Pierre Ricard, président de la conférence des évêques de France, et Mgr Hippolyte Simon, vice-président de la commission épiscopale de la Communauté européenne, soulignent épisodiquement dans la presse que, selon eux, la liberté religieuse n'est pas respectée en Turquie. Mais l'idée même des racines chrétiennes comme ciment de l'Union se diffuse surtout politiquement, par le biais des démocrates-chrétiens – notamment des UDF Valéry Giscard d'Estaing et François Bayrou – ou d'intellectuels – comme l'historien Max Gallo, proche de Jean-Pierre Chevènement.

Adeline Percept

## **VU DE FRANCE**

L'ouverture des négociations d'adhésion a ravivé les crispations au sein des familles politiques, à droite comme à gauche

# Sur la question turque, les lignes de fracture traversent les partis

**E**n France, depuis de nombreuses années déjà, la «question turque» divise la classe politique jusqu'au sein même des partis. Ces derniers mois, la perspective d'une ouverture prochaine des négociations d'adhésion à l'Union européenne a accéléré les prises de position. Premier enseignement: les arguments de Jacques Chirac en faveur d'un tel élargissement, dans dix ou quinze ans, sont loin de faire l'unanimité dans son camp. Dès le 9 mai 2004, lors d'un conseil national, l'UMP d'Alain Juppé avait annoncé la couleur: refus de l'adhésion, choix du «partenariat privilégié». Une position à laquelle l'actuel président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, souscrit pleinement. «L'Europe n'a pas vocation à être ouverte à tous les pays du monde sans être accusée de manquer à la solidarité planétaire, expliquait-il en mars dernier. Je le dis sereinement mais fermement: la Turquie n'a pas vocation à intégrer l'Europe.» Un choix de nature à satisfaire tout à la fois «Giscard l'Européen», qui déclare dans le *Journal du dimanche* d'hier que «l'entrée de la Turquie dans les institutions politiques de l'UE n'est pas souhaitable» et les souverainistes de l'UMP emmenés par le député de l'Essonne, Nicolas Dupont-Aignan.

Du côté de l'UDF, on perçoit l'éventuelle adhésion de la Turquie comme une menace de dilution de l'Union. Son président, François Bayrou, craint que l'Union européenne ne se transforme en une zone de libre-échange loin de l'Europe politique qu'il appelle de ses vœux. «Sans partenariat privilégié, avec une adhésion automatique, le président de la République a défini l'Union européenne comme une zone ou une région où l'on pourrait faire des échanges économiques», ce qui, selon lui,

«ne correspond pas au projet européen que la France porte depuis longtemps: projet d'Europe puissance, unitaire, capable de s'exprimer d'une seule voix», disait-il en décembre dernier, au lendemain d'une déclaration de Jacques Chirac sur le sujet.

Un risque également souligné par certaines personnalités de gauche, comme les socialistes Robert Badinter ou Laurent Fabius qui se disent hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Union.

Au PS, divisé, rares sont toutefois les ténors à avoir une position claire. À la direction du parti, on affiche une approbation de principe à l'entrée future du

pays tout en posant de nombreuses conditions préalables, qui rendent sa position assez confuse. «Nous n'avons pas à tourner le dos à la Turquie, résumait il y a un an, à l'émission «Face aux chrétiens», la porte-parole du Parti socialiste, Annick Lepetit. Mais nous n'avons pas non plus

**À gauche, seuls les Verts affichent un «oui» unanime à la Turquie. À droite, l'UMP ne partage guère l'enthousiasme présidentiel sur la question. Pour tous, l'obsession semble être de remettre à plus tard ce dossier épineux.**

à prendre de décision tout de suite, car nous ne savons pas quel sera l'état de l'Europe dans dix ou quinze ans. La vraie question; à

mon avis, c'est la question financière. L'Union, compte tenu de son budget, pourrait-elle supporter le poids d'un pays aussi peuplé?

Aujourd'hui, non. Mais je n'oppose pas un refus systématique.»

Même son de cloche au Parti communiste. «Toute opposition par principe à l'adhésion de la Turquie parce que c'est la Turquie est irrecevable», disait Alain Bockuet, le chef de file des députés communistes lors du débat sans vote organisé le 14 octobre 2004 à l'Assemblée nationale. Avant d'ajouter: «Mais pour envisager qu'un avenir commun à l'Europe et à la Turquie se construise dans l'intérêt des peuples, il y a des conditions à créer (...) qui ne sont pas réunies à l'heure actuelle», citant principalement le respect des droits de l'homme.

L'obsession semble être de repousser dans le temps le débat sur cet épineux dossier. Au final, à gauche, il n'y a guère que les Verts pour afficher un «oui» clair à l'ouverture des négociations. Pour Noël Mamère, député de la Gironde, «la Turquie fait partie intégrante de l'Europe et de son histoire».

À l'extrême opposé, le Front national mais aussi le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers ne perdent pas une occasion de dénoncer tout projet d'adhésion, au point d'en faire un thème de choix de tous leurs discours sur l'Europe.

MARINE LAMOUREUX

**la Croix**  
3 octobre 2005

## A la frontière turco-irakienne, les trafics fleurissent sur fond d'embouteillages de camions-citernes

**HABOUR (Turquie)**  
de notre envoyée spéciale

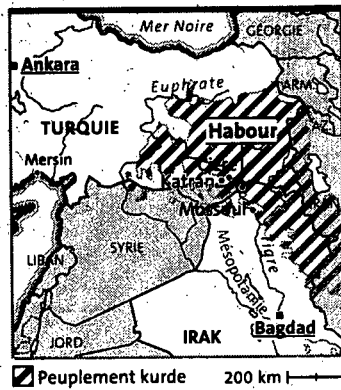
A des milliers de kilomètres du Luxembourg et des interrogations sur son éventuel avenir européen,

■ **REPORTAGE**

**Le prix de l'essence, treize fois plus chère du côté turc, stimule la contrebande**

le poste frontalier turc de Habour, seule route légale pour passer en Irak, restait, ces derniers jours, toujours aussi cauchemardesque. Du moins pour Mesût et ses semblables - chauffeurs routiers des files interminables de semi-remorques et de camions divers qui se croisent ici depuis des lustres.

Peu leur importe la majesté du paysage - les monts turcs du Zagros plongeant vers la plaine de Mésopotamie, le Tigre entamant son lent voyage vers le Golfe. Mesût, lui, ne fait que se désoler de sa malchance : « *Le voyage aller-retour va me prendre au moins deux semaines, et quel que soit le temps que j'y passe, je ne toucherai que 100 dollars...* » L'endroit où il a pris sa place dans la file interminable qui avance, par petits soubresauts, vers l'Irak, se trouve en effet à Katran, un village situé à plus de 80 km du poste-frontière. Au-delà du pont sur le Habour, devant le poste-frontière du « Kurdistan



d'Irak », la situation est plus ou moins la même. Au total, ce sont plus de 10 000 camions-citernes qui sont agglutinés de part et d'autre de la frontière, sans compter les poids lourds ordinaires, chargés notamment de ciment et d'autres matériaux pour le boom économique en cours au Kurdistan autonome.

Il s'agit très probablement d'un record mondial, qui s'explique partiellement par un autre record établi à cette frontière : elle sépare le pays où l'essence est une des plus chères du monde (le litre de sans-plomb en Turquie était à 1,6 euro en septembre, dont 60 % à 70 % de taxes) de celui où elle est une des moins chères (0,12 euro au prix subventionné en Irak, hors marché libre). Un tel différentiel - observé aussi dans une moindre mesure pour d'autres denrées - est un extraordinaire stimulant de la contrebande.

Elle avait fonctionné à fond en

marge des ventes de carburant par Saddam à la Turquie, dont profiteraient aussi les autorités du Kurdistan, en violation des résolutions de l'ONU mais dans l'intérêt de toutes les forces sur place. Y compris de Mesût et des autres Turcs, surtout kurdes, de la région qui, à cause de la guerre dans cette zone entre Ankara et le PKK et de l'embargo contre l'Irak de Saddam, n'avaient d'autres ressources que ces trafics frontaliers. C'est toujours le cas aujourd'hui. Mais ces chauffeurs ne s'aventurent plus dans les zones sunnites au sud de Mossoul où des dizaines d'entre eux furent tués en 2004. Leurs cargaisons sont désormais transvasées plus au nord dans des camions-citernes irakiens.

### REVENUS OCCULTES

La contrebande continue. L'aspect visible en est ces paquets de cigarettes que le douanier turc extrait, poliment, des pauvres cachettes aménagées dans une vieille Renault. Pour le pétrole, cela se passerait à la marge des flux officiels. Jusqu'en 2003, les camions allaient en Irak à vide pour en ramener des produits raffinés.

Depuis l'arrivée des Américains, ils en ramènent d'abord du brut, suppléant à un oléoduc devenu cible des insurgés sunnites. Puis, les raffineries exsangues d'Irak ne suffisant plus aux besoins des voitures importées en masse et à ceux des militaires américains, le gouvernement irakien s'est mis à envoyer, sous transit, du brut en

Turquie où il est raffiné et retourné en Irak. L'essence que transporte Mesût vient, dit-il, de Mersin.

Or la raffinerie de ce grand port a fermé en 2004. Ce n'est qu'un des mystères de cette frontière, dont les revenus occultes profiteraient aussi, selon certains médias turcs, aux « terroristes kurdes du PKK » [séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan]. Mais tout se légalise peu à peu : les taxis de la ville voisine de Cizre sont ainsi prêts à vous y emmener gratuitement, car ils ne sont autorisés à passer en Irak et à faire un plein - obligatoire - d'essence à un prix intermédiaire qu'à condition de réellement transporter un client, de préférence étranger.

Taxis et voitures particulières sont privilégiés : ils ont une voie spéciale d'accès et l'attente aux divers guichets du poste turc dure rarement plus d'une ou deux heures. L'accueil au « Kurdistan d'Irak » est, lui, simplifié au maximum. Un visa n'est pas requis. Un simple tampon est rapidement accolé sur le passeport par des fonctionnaires kurdes locaux. Les militaires américains viennent ici surtout pour se reposer - à peine visibles dans leur hôtel au milieu de l'enceinte douanière d'Ibrahim Khalil. L'absence de tout représentant du gouvernement central de Bagdad sera officialisée si le projet de Constitution irakienne est adopté par référendum le 15 octobre. Cela inquiète vivement Ankara mais n'empêche pas les entrepreneurs turcs d'origine kurde d'être les premiers à faire des affaires au Kurdistan d'Irak.

S. Sh.

## Irak : les Américains lancent une nouvelle offensive près de la frontière syrienne

Human Rights Watch dénonce les « crimes de guerre » perpétrés par la rébellion islamiste sunnite

L'ARMÉE américaine a lancé, samedi 1<sup>er</sup> octobre, une nouvelle opération militaire près de la frontière syrienne contre les insurgés sunnites irakiens et les combattants du mouvement djihadiste Al-Qaïda, afin de tenter de rétablir le calme dans le pays dans la perspective du référendum constitutionnel du 15 octobre.

Quelque 1 000 soldats participent à cette opération baptisée « Iron Fist » (« Main de fer »). Huit rebelles ont été tués, samedi, lors de l'attaque contre « un sanctuaire terroriste connu » situé dans la ville de Sada, à environ 12 km de la frontiè-

re syrienne. Vingt-huit autres insurgés ont été tués, dimanche, dans le village de Karabila. La population fuit les combats et les rebelles n'opposent guère de résistance face à la machine de guerre américaine.

Cette offensive vise, selon un communiqué officiel, « à extirper les terroristes de l'organisation Al-Qaïda en Irak qui opèrent dans la zone et à briser les systèmes de soutien aux terroristes dans la ville et ses alentours ». Depuis le 7 mai, c'est la neuvième opération d'envergure menée par les forces américaines dans la province sunnite d'Al-

Anbar, considérée comme l'un des principaux foyers de la rébellion. Cette région est aussi supposée abriter des combattants étrangers s'étant infiltrés en Irak par la frontière syrienne.

Citant un document d'Al-Qaïda, le ministre irakien de l'intérieur, Bayan Baqer Solagh, a affirmé que l'organisation dirigée par Abou Moussab Al-Zarkaoui, envisageait « sérieusement » d'étendre ses activités terroristes aux pays voisins. « Nous avons retrouvé un document adressé par Abou Azzam [numéro deux présumé d'Al-Qaïda en Irak, tué il y a quel-

ques jours à Bagdad] à Zarkaoui, dans lequel il souligne l'importance de transférer l'expérience d'Irak vers les pays voisins », a dit le ministre.

### OBUS DE MORTIER

Un communiqué d'Al-Qaïda, signé du nom d'Abou Maysara Al-Iraqi, porte-parole présumé de l'« Organisation Al-Qaïda en Mésopotamie », a revendiqué la capture de deux marines et a lancé un ultimatum enjoignant l'armée américaine de faire en sorte que toutes « les femmes musulmanes détenues » dans les prisons irakiennes soient libérées dans les vingt-qua-

tre heures, sous peine que les deux hommes soient assassinés. Les autorités américaines disent « ne pas avoir d'informations » sur cette capture et « vérifient que les effectifs des marines sont au complet ».

A Bagdad, le directeur général du ministère des municipalités et des travaux publics et un capitaine de police ont été tués par des inconnus. Toujours dans la capitale, le ministère de l'intérieur a été visé par quatre obus de mortier, dont l'explosion a tué un civil et fait six blessés. En outre, un porte-parole du bureau de Moqtada Al-Sadr a

affirmé que la milice de ce chef radical chiite avait libéré, dimanche, le frère du ministre de l'intérieur enlevé samedi. Le fils d'un général, responsable des relations avec les tribus du pays au ministère de l'intérieur, a été enlevé à Taji. Près de Baaqouba, trois soldats irakiens ont été tués et trois autres ont été blessés dans l'attaque de leur poste de contrôle.

Au total, 702 Irakiens ont péri dans les violences au cours du mois de septembre, soit une augmentation de 33 % par rapport au mois d'août (526 morts) ; 848 personnes ont également été blessées, selon

les chiffres des ministères de la santé, de l'intérieur et de la défense. Au total, il y a eu 32 voitures et une moto piégées, 50 attaques à l'arme légère, deux attaques de kamikazes portant des ceintures d'explosifs et de nombreux tirs d'obus de mortier. Les civils payent le plus lourd tribut puisque, sur les 702 morts, figurent 559 civils. D'après le ministère de la défense, 194 insurgés ont été tués et 907 autres arrêtés. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, 4 373 Irakiens (3 015 civils, 970 policiers et 388 soldats) ont péri dans les violences et 1 107 insurgés ont été tués, soit un

total de 5 480 victimes.

Dans un rapport publié lundi 3 octobre, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) dénonce « le ciblage délibéré de civils » par les rebelles et estime qu'il s'agit d'un « crime de guerre ». HRW cite notamment trois groupes, Al-Qaida, Ansar Al-Sunna et l'Armée islamique en Irak. 73 attaques sont répertoriées entre août 2003 et septembre 2005. HRW fait également état de 12 300 prisonniers détenus par les forces américaines sans qu'aucune charge soit retenue contre eux. - (AFP, Reuters, AP.)

## Iraqi government spats throw doubt on its leadership

By Neil MacDonald in Cairo and Roula Khalaf in London

Disputes within the Iraqi government spilled out into the open this week, highlighting its dysfunctional state and sharpening concerns over its ability to lead the country to the December elections.

Late on Sunday, a spokesman for President Jalal Talabani, the Kurdish leader, openly called for the resignation of Ibrahim al-Jaafari, the Shia prime minister, accusing him of monopolising decision-making and breaking political promises. Mr Talabani yesterday distanced himself from his spokesman's comment.

Also Sunday, Iraq's interior minister lashed out at Saudi Arabia, accusing the Saudi foreign minister, who has warned of growing Shia influence in Iraq, of being a "Bedouin riding a camel".

He chose to make his comments while Iraq's foreign minister was in the Saudi city of Jeddah trying to improve relations with Iraq's neighbours and arrange a visit to Saudi Arabia by the prime minister.

"Our officials are unguided missiles," admitted one government official yesterday. "The government has no coherence or discipline and every minister gives himself the right to talk about everything".

Hoshyar Zebari, the foreign minister, was forced to call a press conference at 1am to issue a public apology to the Saudis for the "unfortunate and disrespectful" comments.

Mr Jaafari yesterday said he would not stoop to personal insults. But he reminded the president that he headed the "executive body" in Iraq's transitional government, a reference to

his largely ceremonial post.

"I do not have time for personal actions and reactions," said a statement provided by Mr Jaafari's office. "I am in charge of the ministers and the government."

But with a referendum on the draft constitution now less than two weeks away and general elections in December, the transitional government with the mandate to guide Iraq through this critical stage appears to be in disarray.

For months, Iraqi, US and British officials have complained about Mr Jaafari's apparent inability to assert authority over the government and rein in ministers. Diplomats say there is little co-ordination between ministries and they blame the disarray for the poor provision of services. "There's been a lot of political bickering and very little government," said a western diplomat.

The United Iraqi Alliance, the Shia coalition that won the January elections, chose Mr Jaafari, leader of Daawa, one of the main Shia parties, as prime minister based on his popularity and a perceived ability to reach out to all sects and ethnic groups.

Initially welcomed by Sunni and Kurdish politicians, critics say he has since proved indecisive yet at the same time uncompromising in back-room negotiations. Iyad Allawi, a Shia secularist and former prime minister, accused Mr Jaafari's government of allowing militias to push their agendas at the expense of national interests. But even within the Shia bloc, Mr Jaafari is under pressure from those who feel they traded away too much in putting the current ruling coalition together.

Members of the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq, the main partner of Mr Jaafari's Daawa party within the Shia coalition, say they are considering running separately in

Critics say Jaafari has proved indecisive yet uncompromising in back-room negotiations

the next elections in December and forming inter-party alliances as needed afterwards.

Meanwhile, Mr Talabani has elevated the profile of the presidency in recent months, exacerbating the rivalry with the prime minister. Tensions between the two leaders escalated ahead of last month's UN summit, when the foreign ministry struggled to arrange sufficient appearances and meetings in New York for both the president and the prime minister.

"It was an uphill battle to convince both that they should come and speak at the General Assembly and at the last minute we managed to resolve it and give each of them a slot," said one person close to the government.

For the Kurdish leaders who brought their parliamentary bloc into the powerful coalition with the Shia-led United Iraqi Alliance, the main dispute with Mr Jaafari is the unresolved impasse over Kirkuk, the oil-rich northern city that the Kurds claim as their historic capital.

Mr Jaafari's government promised action on restoring Kurdish rights in the area within one month of taking office. But Kurdish officials claim he has done nothing more than five months later.

Kurdish citizens, assisted by political organisers, have submitted hundreds of thousands of claims to the special real-estate court set up to deal with illegal property expropriations by the former regime. But only a handful of those cases have actually been heard, according to an adviser to Mr Talabani.

FINANCIAL TIMES TUESDAY OCTOBER 4 2005



Going head to head: Iraqi President Jalal Talabani, left, has called for Ibrahim al-Jaafari, prime minister, right, to resign

# La Turquie a entamé une longue route vers l'Union

L'accord conclu dans la nuit de lundi à mardi met la Turquie sur les rails de l'adhésion, mais elle sera soumise à un contrôle très étroit

## En quoi consiste l'accord de lundi entre l'Union européenne et la Turquie ?

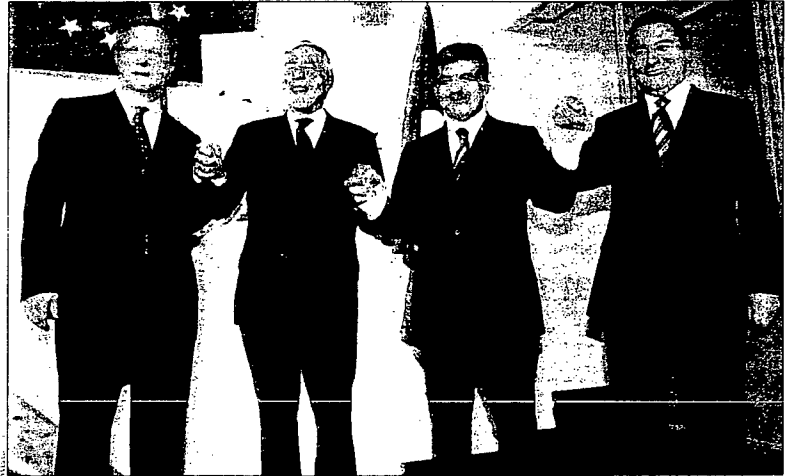
■ Le ministre des affaires étrangères turc, Abdullah Gül, a qualifié de « *moment historique* » l'ouverture des négociations d'adhésion de son pays avec l'Union européenne dans la nuit de lundi à mardi.

À l'issue d'une journée intense de négociations, un compromis avait en effet été trouvé entre l'Autriche et les vingt-quatre autres États membres de l'Union européenne, puis avec la Turquie. L'Autriche voulait durcir le cadre des négociations et voir mentionné noir sur blanc la possibilité que l'UE et la Turquie soient associées seulement dans le cadre d'un « *partenariat privilégié* ». Elle a seulement obtenu – ce qui satisfait également la France – qu'au moment final, une « *considération importante* » soit examinée par l'Union: sa propre capacité à intégrer un aussi vaste pays. L'Autriche a, en revanche, réussi à enclencher l'ouverture en parallèle de négociations d'adhésion avec la Croatie. Le but de la négociation qui s'est ouverte formellement hier est donc l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Un objectif mentionné explicitement.

## Comment vont se passer les négociations ?

■ Avant le début des discussions proprement dites, la Commission européenne va, pendant six à huit mois, lister les législations communautaires auxquelles devra se con-

former la Turquie, évaluer l'état de préparation du pays et identifier les problèmes. Puis les négociations seront divisées, comme pour les précédents élargissements, en 35 chapitres: liberté de circulation des biens et des personnes, politique étrangère, sécurité alimentaire, etc. Les Turcs devront appliquer toutes les législations communautaires et le rythme des pourparlers dépendra de leur capacité à les mettre en œuvre. Mais les autorités turques pourront se voir accorder des dérogations et des mesures transitoires.



À Luxembourg, Européens et Turcs se félicitent de l'accord. Une cérémonie symbolique a rapidement scellé le consensus trouvé lundi tard dans la nuit.

## L'adhésion est-elle inéluctable ?

■ L'adhésion de la Turquie n'est pas automatique. Le cadre de négociation adopté hier l'affirme à plusieurs reprises. S'il existe « *une faille sérieuse et persistante* », l'UE pourra mettre un terme à tout moment à la négociation. Quant au résultat final, le chef de la diplomatie française, Philippe Douste-Blazy, a rappelé lundi soir que c'était à la Turquie à faire dès maintenant « *des efforts dans tous les domaines* », notamment dans celui des « *li-*

*bertés* ». « *Deux solutions: ou elle les fait et elle rentrera, ou elle ne les fait pas et elle ne rentrera pas* », a-t-il assuré. Mais les opposants à l'ouverture des négociations, Valéry Giscard d'Estaing en tête, vont valoir que, les négociations une fois ouvertes, elles mènent inéluctablement à l'adhésion.

Les négociations seront longues, au minimum une dizaine d'années. Ce fut le cas lors des adhésions difficiles précédentes mais c'est en outre écrit noir sur blanc puisque la conclusion des négociations ne pourra pas se faire avant l'adoption par l'UE de son budget pour les années 2014-2020.

Deux nouvelles règles renforcent le dispositif de vigilance: aucun des 35 chapitres ne sera

considéré comme clos tant que l'ensemble ne sera pas clos; et chaque chapitre sera considéré comme appliqué non pas lorsque la législation aura été votée mais lorsque sa mise en œuvre aura commencé.

## D'autres obstacles peuvent-ils survenir ?

■ Il y en a au moins quatre. Chypre d'abord. Si la formulation de l'accord reste vague sur ce sujet, elle revient cependant à demander à Ankara de reconnaître la République de Chypre et d'appliquer pleinement le protocole du 29 juillet qui étend son union douanière avec l'UE à ses dix nouveaux États membres, dont la République de ●●●

●●● Chypre. Le massacre des Arméniens ensuite. Mercredi dernier, le Parlement européen a appelé la Turquie à reconnaître le génocide de ce peuple en 1915-1916. Ce n'est pas un préalable à l'ouverture des négociations, mais l'entrée de la Turquie dans l'UE paraît inimaginable sans cet acte majeur. Restent deux difficultés. Hier, le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso, estimait qu'Ankara devait maintenant « *gagner les cœurs et les esprits des citoyens européens* » majoritairement hostiles à l'adhésion. Manière de rappeler que deux pays au moins – la France et l'Autriche – donne-



ront leur accord in fine par voie de référendum. Enfin, il faudra avant cet élargissement réformer les institutions européennes. Ce qui, là aussi, est loin d'être simple.

**Comment la Turquie aborde-t-elle la négociation ?**

■ « La Turquie a effectué un pas de géant », a déclaré le premier ministre Recep Tayyip Erdogan lors de la conférence de presse qui a suivi

l'ouverture des pourparlers. Hier, *Milliyet*, journal de gauche libéral, titre en manchette « Nouvelle Europe, Nouvelle Turquie » tandis que les journaux proeuropéens associaient drapeaux turcs et européens et que les eurosceptiques proclamaient simplement « les pourparlers ont commencé ». Les dossiers les plus lourds par l'ampleur des réformes et des investissements nécessaires sont sans conteste ceux de l'environ-

nement et de l'agriculture. Quant à la question chypriote, la Turquie insistera pour que la réunification de l'île se fasse dans le cadre défini par l'ONU. Les Chypriotes turcs se montraient d'ailleurs hier les plus inquiets sur le développement des pourparlers.

MARIE-FRANÇOISE MASSON  
AVEC NÜKTE V. ORTACQ  
(à Istanbul)

► Pour le député européen, Jacques Toubon (UMP), l'issue des négociations d'adhésion est aléatoire et leur conduite, verrouillée

# « L'intégration de la Turquie reste une illusion »

## ENTRETIEN

### Jacques Toubon

Ancien ministre, député européen, vice-président de la commission parlementaire UE-Turquie

**L'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie signe-t-elle l'échec de ceux qui, comme vous, s'opposaient à son entrée ?**

**Jacques Toubon :** L'ouverture est une victoire politique pour la Grande-Bretagne et pour tous ceux qui ont une conception non intégrée de l'Europe. C'est une victoire pour les États-Unis, une très forte pression extérieure ayant été exercée sur l'Union européenne. L'accord du 3 octobre est l'aboutissement d'un long processus de quarante ans dans lequel la diplomatie était engagée sans plus pouvoir s'arrêter, comme entraînée par sa propre force d'inertie. Mais c'est un accord déjà dépassé puisqu'il ne répond plus à l'état de l'opinion publique aujourd'hui. Ce n'est donc qu'une victoire momentanée. En réalité, tout reste à faire.

**- Comment comptez-vous à l'avenir contrer le processus entamé ?**

- Ce mandat de négociation avec la Turquie contient plusieurs dispositifs inédits. Il comporte une clause de suspension en cas de violation des libertés par la Turquie. Cette suspension, qui devra être proposée par la Commission, pourra être adoptée par les Vingt-Cinq à la majorité qualifiée. À l'inverse, pour clore chaque chapitre de la négociation, il faudra l'unanimité. Par exemple, on ne pourra pas clore le chapitre sur la liberté de

circulation des marchandises si les Turcs bloquent l'entrée des navires chypriotes. Par cette différence entre majorité et unanimité requises, j'en conclus qu'il sera plus facile de suspendre la négociation et plus difficile de la poursuivre. La conduite du processus est donc bien verrouillée.

S'agissant de l'issue même du processus, le mandat précise, noir sur blanc et pour la première fois dans une procédure d'élargissement, que l'on peut ne pas aboutir. Il est ajouté que, dans ce cas, le lien le plus fort possible serait étudié, ce qui sous-entend clairement un partenariat privilégié entre la Turquie et l'Union. L'issue des négociations

**C'est donc malheureusement une illusion qui pendant des années va continuer de peser sur l'Union européenne.**

reste donc aléatoire. De plus, outre le référendum français qui sera organisé sur la question, l'adhésion ne pourra se réaliser qu'après vérification de la capacité d'absorption de l'entrée de la Turquie par l'UE. Cette capacité, qui figure parmi les fameux critères d'élargissement, doit être institutionnelle et économique, pour savoir par exemple si le budget européen est prêt à multiplier les dépenses pour l'agri-

culture turque. Elle doit aussi être politique, autrement dit prendre en compte la capacité d'absorption de l'opinion publique européenne pour accepter cet élargissement.

**- Misez-vous justement sur cette opinion publique, hostile à l'adhésion dans plusieurs pays, pour l'empêcher ?**

- Je crois qu'une conscience européenne se forge, indépendamment des milieux institutionnels, justement à travers le dossier turc. Tant qu'elle était lointaine, l'affaire ne mobilisait guère. On n'était pas contre. Mais c'est en prenant la mesure des problèmes que soulève l'adhésion que les gens prennent aussi mieux conscience de ce qu'ils souhaitent pour l'Union européenne. Que le projet politique de la Turquie d'être une puissance régionale pour le Moyen-Orient et le Caucase et le projet politique européen sont hétérogènes et ne peuvent pas se fondre. C'est pourquoi, sur le fond, l'intégration de la Turquie reste pour moi une illusion.

C'est malheureusement une illusion qui pendant des années va continuer de peser sur l'Union européenne. Une sorte de pollution dans le débat afin de poursuivre sur ce que nous voulons construire ensemble.

RECUEILLI PAR  
SÉBASTIEN MAILLARD

### Le cardinal Paul Poupard recommande la « prudence »

■ Le président du Conseil pontifical pour la culture, le cardinal Paul Poupard, a appelé à la « prudence » dans les négociations pour l'adhésion de la Turquie, dans un entretien publié hier par le quotidien italien *La Repubblica*. En Turquie, « il n'y a pas de liberté de religion et les chrétiens sont considérés comme des citoyens de deuxième catégorie », dénonce-t-il : « Pour un futur membre de l'Union européenne, c'est absurde. »

# 2 EU leaders raise red flags on Turkey

## Barroso and Chirac see no guarantee

By Graham Bowley

**BRUSSELS:** A day after Europe jubilantly embraced Turkey by agreeing to start historic membership talks, some of the Continent's leaders struck a note that sounded more sober than joyful, reflecting the strong popular opposition to Turkey's EU membership.

José Manuel Barroso, president of the European Commission, said Turkey's entry — not expected for at least a decade — was "neither guaranteed nor automatic."

"Turkey must win the hearts and minds of European citizens," Barroso said. "They are the ones who at the end of the day will decide about Turkey's membership."

President Jacques Chirac of France greeted the breakthrough agreement by saying that Turkey would have to perform a "major cultural revolution" before it ever became a European Union member.

"Will it succeed?" Chirac said at a news conference in Paris. "I cannot say. I hope so. But I am not at all sure."

The comments underlined the persistent opposition to Turkish membership, despite the deal late Monday night by EU foreign ministers to open talks.

Chirac has pledged a referendum in France, where opinion polls indicate that a majority of people oppose Turkey's joining the Union.

Even Prime Minister Tony Blair of Britain, a stout supporter of Turkish membership, said Tuesday that negotiations would take many years and would imply a "very big change" for Europe and Turkey.

"It will be an issue of controversy for

years to come," he told reporters in London.

Valéry Giscard d'Estaing, a former French president who led the convention to write the EU's proposed constitution, said he regretted the decision to start negotiations.

"France used to have a grand project — the political union of Europe," Giscard said. "We have allowed two further enlargements which are obviously going to transform Europe into a large free-trade zone. That is what I regret."

European leaders had ignored the views expressed in negative votes in the referendums on the constitution in France and the Netherlands in the spring, he said.

"The French people said four months ago, 'We are against Turkey's entry,' and here we are, four months later, and it is happening," he said on French radio. The no vote in the referendums was explained partly by public objection to the prospect of further enlargement of the EU.

But Abdullah Gul, the Turkish foreign minister, said at a press conference after midnight Monday that Turkey would maintain its momentum of economic and social changes to be able to bring his country into the Union.

Referring to the changes and to Turkey's rapid economic growth, he said that when Turkey comes to join the EU, "many countries that are skeptical today will have a different view of Turkey."

He gave a robust defense of the reasons for admitting Turkey. Referring to Turkey's longstanding membership of the North Atlantic Treaty Organization, Gul said, "At the time of the Cold War, we were defending Europe when some of the countries in the EU today were on

the other side of the fence."

Meanwhile, Chancellor Wolfgang Schäussel of Austria, who led the opposition to Turkey and almost blocked the start of talks, said Tuesday that his government had achieved a fundamental change in EU policy that would affect any future EU expansion. After backing down on an insistence that Turkey be

offered a status that stopped short of full membership, Austria in return won a concession that will give EU countries extra power in rejecting new countries if they believe the EU is not ready to absorb the candidate country.

"It is actually a new chapter in expansion negotiations," Schäussel said.

"Now it is totally different. With Turkey or, if need be, later, in the case of Ukraine, this question is the central question," he said.

Chirac used his press conference to strongly criticize the European Commission in Brussels.

On a day of public strikes in Paris, he accused the commission of failing to protect European interests in world trade talks and in its defense of European jobs. Chirac said this had undermined public support for the EU.

"The vocation of Europe and of European institutions is also, and above all,

to defend Europe, to defend the economic, financial and social interests of Europe," Chirac said.

"Is it normal for the commission to be uninterested in a problem?" he asked. "This is one of the reasons that explains the current disavowal of Europe." He added, "It is a problem that must be looked at."

Chirac clashed with Barroso earlier this year ahead of the referendum in France. He told the commission's president to stay off French television because the commission's economic policies were so unpopular.

Chirac criticized Barroso for failing to help in the issue of Hewlett-Packard, the U.S. computer manufacturer, which plans to cut thousands of jobs in France. The commission has said that it cannot prevent a private-sector company from cutting jobs but has said it will look at ways of helping workers retrain and adjust.

Chirac also accused the European Commission of making unilateral concessions in international negotiations about reducing trade protection.

Chirac said the role of European institutions was to "defend Europe, the economic, financial and social interests of Europe."

In the international Doha talks on a new global trade deal, he said the commission was "going from one concession to another."

A commission spokeswoman rejected Chirac's criticisms. She said, "The commission and the European institutions have always fought in favor of the European citizen, in the framework of our competences. This is what we are doing in the framework of Doha."

International Herald Tribune



Christophe Ena/AP



Hugo Philpott/EPA

Chirac, left, on whether Turkey would succeed: "I cannot say. I hope so." Barroso, the European Commission chief: Accession is "neither guaranteed nor automatic."

Herald Tribune October 5, 2005

# For Turkey, journey to EU is just starting

## Many hurdles to jump in years ahead

By Graham Bowley

**BRUSSELS:** The British foreign secretary, Jack Straw, was beaming. "This is a great day," he exuded after clearing the way for Turkey to begin negotiations to join the European Union after more than 40 years of waiting. "We have made history."

Beside him, Foreign Minister Abdullah Gul of Turkey, who had just flown from Ankara to cap 24 hours of tense diplomatic drama, was less ebullient.

Instead of dwelling on the forging of a bridge between Europe and the Islamic world, he referred to the difficult 10 years of negotiations that still lay ahead, and the arduous task of implementing the EU's books of law before Turkey could actually join. Although the deal was done, the real journey was only just beginning.

As Austria's stubborn last-minute resistance to offering Turkey full membership indicated, Ankara faces a series of hurdles over the next 10 to 15 years. There are multiple opportunities for political fights — within Europe, where Angela Merkel could become the next German chancellor, and shares Austria's view on limited membership for Turkey — and between Turkey and Europe.

The debates will intensify as Turkey's membership date approaches.

From now on, Turkey enters discussions with the European Union on 35 chapters of EU laws, chapters that will

pry painfully into every area of Turkish life. Turkey must conform to each chapter, but each can be closed only with agreement by all 25 EU member states, which will give Turkey's enemies in Europe ample opportunity to make political capital at home.

An early test will come in 2006, when the EU will review Turkey's progress in opening its ports and airways to vessels bearing the flag of the divided island of Cyprus, whose government in the Greek part of the island Ankara does not at present recognize.

This review was demanded by France, and offers the potential for another political disagreement, particularly as French politicians will then be tussling ahead of their presidential elections in 2007.

"We are sure of ourselves, and we know what we have to do," Gul said Monday night. "We will keep our promises, and we expect the European Union to keep its promises."

Longer-term wrangles will come when the EU begins to draw up its budget for the period after 2013, which is likely to envisage large fiscal transfers to the poor regions of Turkey. For all Straw's pleasure in forging historic bonds, existing member states could well balk at the bill.

There will also be an absorption test, undertaken by the commission, on whether the EU has the institutional and financial ability to embrace a new country, especially one of 70 million people.

Following the rejection of the EU's constitutional treaty this year, which was meant to streamline Europe's decision-making processes, there will be questions on whether the EU can cope with another member, especially if Bulgaria, Romania and Croatia join over the next few years.

But the biggest test will come in winning over European public opinion. Despite Monday's agreement, polls run firmly against Turkey's joining the EU. France and Austria have both said they will stage referendums on Turkey, and rejection could halt forever Turkey's journey toward Europe.

Despite the difficulties, the mood was jubilant when Gul arrived on Monday night, for his arrival ended 36 hours of tortuous talks.

While Gul waited near a telephone in Ankara, Straw on Sunday night and Monday shuttled between meetings with Europe's foreign ministers, trying to assuage their final reservations about opening negotiations with Turkey.

Early on Monday afternoon he overcame Austria's defiance, persuading it that the EU should offer Turkey the possibility of full membership, rather than a secondary status, as Vienna wanted.

Tony Blair, the British prime minister, telephoned Wolfgang Schüssel, the Austrian chancellor, to try to win him over. But Austria's consent was clinched after Carla Del Ponte, chief prosecutor of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, arrived to brief ministers on Croatia's cooperation with her court.

Austria, which in Hapsburg days ruled large swaths of Croatia, had long supported Croatia's efforts to join the EU. But the opening of negotiations had been thwarted by Del Ponte's judgment that Croatia was hindering attempts to catch an indicted war criminal, a former general named Ante Gotovina.

On Monday, however, Del Ponte said Croatia was "fully supporting" her court, and by Monday evening Ivo Sanader, the Croatian prime minister, followed Gul into a meeting room full of Europe's foreign ministers to begin membership negotiations with the EU.

After securing Austria's agreement on Turkey, Straw then had to contend with another last-minute hitch. This arose when Turkey balked at terms in the proposed negotiating document that suggested it would have to align its policies with common EU policies, especially in other international organizations such as NATO.

Turkey, a longstanding member of NATO, feared that this meant it could not block any possible future attempt by Cyprus to join NATO. Following Turkey's objections, Cyprus and Greece protested that a country that was not even yet an EU member was trying to dictate EU policy.

Condoleezza Rice, the U.S. secretary of state, called Erdogan, Gul and the Cypriot government, to say that Turkey's bargaining power in NATO remained secure.



Burhan Ozbilic/The Associated Press

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, in Ankara on Tuesday, said the start of EU membership talks was a victory over prejudice.

International Herald Tribune

## Pour M. Erdogan, « le vrai travail » commence mais la rue est sceptique

La Bourse d'Istanbul a bondi de 3,8 % tandis que la presse souligne le franchissement d'une étape historique

ISTANBUL  
correspondance

En décembre 2004, quand le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, arracha à Bruxelles la date du 3 octobre 2005 pour le début de négociations d'adhésion, il fut accueilli par des manifestations joyeuses, la nuit de son retour à Ankara. Le phénomène ne s'est pas reproduit : il n'y eut ni explosions de joie ni même simple soulagement dans les rues de Turquie à l'annonce de l'acrobatique accord intervenu cette date-là, notamment, à Luxembourg.

Douchée par des semaines de couverture médiatique sur le « traitement discriminatoire » que l'Union européenne (UE) veut imposer à la Turquie, la population semble avoir intégré l'idée que pour elle l'entrée dans l'Europe, ce sera toujours un « oui, mais ». Réaction d'un marchand de tissu à Istanbul : « Nous, on veut bien, mais on doit toujours faire concession sur concession... D'ailleurs, votre président a dit que, si la Turquie entre dans l'Europe, c'est la France qui en sortira ! », dit-il en confondant Jacques Chirac et

### Dans une ONG locale, des femmes disent avoir « peu d'espoir que la Turquie y arrive un jour »

Philippe de Villiers - avant de s'avouer, quand même, content de son erreur. Dans une organisation non gouvernementale locale, des femmes disent avoir « peu d'espoir que la Turquie y arrive un jour, les gens sont trop pauvres, trop mal informés par la télévision, leur seul luxe ». La contradiction vient du vieux gardien : « Non, ça ira mieux maintenant, on attendait ça depuis quarante ans ! »

Le vieil homme réagissait à l'unisson des grands titres de la presse turque, mardi 4 octobre : « Le rêve de l'UE est devenu réalité » (Aksam), « A Europe nouvelle, une nouvelle Turquie ! » (Milliyet), « Le voyage a commencé » (Radi-

kal). Mais après la jubilation des « unes », les pages intérieures détaillent les difficultés qui attendent la Turquie.

Les éditorialistes parlent de « pas historique franchi, hélas, dans un climat lourd », de « fiançailles forcées après une trop longue romance » ou des « basses manœuvres » des ennemis de la Turquie à Luxembourg. Lesquelles devraient se répéter tout au long du processus, menant de crise en crise, prophétisent divers commentateurs,

pas seulement opposants. Les nationalistes précisent - mais par périphrases, tellement le sujet est sensible - que l'UE entend, sous prétexte de démocratie, pousser Grecs, Arméniens et Kurdes à dépecer la Turquie.

Plus sobrement, les « kémalistes » rappellent que le cadre de négociation, s'il évite les mots « partenariat privilégié », n'en prévoit pas moins une « issue ouverte » des négociations, permet des restrictions à la libre circulation des travailleurs turcs, ne garantit pas qu'Ankara pourra bénéficier des subventions agricoles et, nouvel élément discriminant, souligne

la nécessaire « capacité d'absorption » de l'UE - critère vague opposable à une Turquie qui aurait rempli toutes les conditions requises.

Il revenait au gouvernement d'insuffler de l'optimisme. « Dans cinq ou six ans, l'UE reconnaîtra elle-même les avantages de l'entrée de la Turquie », a affirmé le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül, en rappelant que le taux cumulé de croissance en Turquie sur les trois dernières années a été de 26,5 %. Il a précisé que la hausse, désormais attendue, des investissements créerait des emplois et limiterait l'émigration vers l'Europe.

La Bourse d'Istanbul lui a donné raison, en battant par une hausse de 3,8 % de son index le record historique qu'elle avait déjà enregistré la veille. Traduction dans le réel de l'élan pro-européen de la Turquie, qui en fera « un pays beaucoup plus prévisible », essentiel pour sa stabilité future, a précisé M. Gül. M. Erdogan, lui, expliquait que « le vrai travail vient juste de commencer » et qu'il consistera aussi à « appliquer complètement » les réformes démocratiques - celles, notamment, déjà votées mais peu appliquées.

Sophie Shihab

## Londres accuse l'Iran de soutenir les insurgés irakiens

UN RESPONSABLE britannique a accusé, mercredi 5 octobre, l'Iran de fournir aux insurgés irakiens la technologie nécessaire pour infliger des pertes à l'armée britannique dans le sud de l'Irak. S'exprimant dans plusieurs quotidiens britanniques sous couvert de l'anonymat, ce responsable a également indiqué : « Il y a des preuves du fait que les Iraniens sont en contact avec des groupes sunnites. Je ne pense pas que ce soit pour des objectifs bienveillants. »

Selon lui, les Gardiens de la révolution iraniens ont notamment fourni la technologie nécessaire pour l'utilisation d'explosifs puissants dont la mise à feu se fait par infrarouge. Ceux-ci ont été utilisés lors d'attaques meurtrières contre des soldats britanniques. La Grande-Bretagne dispose de 8 000 hommes sur le terrain. 95 ont été tués depuis le début du conflit. « Nous pensons que cela provient du Hezbollah libanais via l'Iran », a affirmé cet officiel, qui, en revanche, a refusé de préciser si les Gardiens

de la révolution ont agi sur ordre du gouvernement de Téhéran ou de manière autonome.

Ce haut responsable estime que l'Iran pourrait, de cette manière, envoyer des messages d'avertissement à la Grande-Bretagne, concernant le dossier nucléaire.

« Ce serait tout à fait naturel, du style "Ne jouez pas avec nous". Ce ne serait pas étranger aux habitudes politiques de Téhéran », a-t-il déclaré. Il a confirmé que la Grande-Bretagne avait adressé des protestations auprès des autorités de Téhéran, lesquelles ont démenti ces accusations. « S'ils ont des preuves, ils n'ont qu'à les fournir. Mais ils n'ont aucune preuve. Ce sont eux qui sont responsables de l'instabilité en Irak et ils en accusent les autres », a répliqué le porte-parole du ministère irakien des affaires étrangères, Hamid Reza Assefi.

### « MILICES INFILTRÉES »

Le président du Parlement irakien, Hajem Al-Hassani, a également accusé l'Iran d'être impliqué

dans l'assassinat de deux dignitaires chiites en Irak en 2003, à l'occasion d'une rencontre avec des députés islamistes du Koweït, selon le quotidien koweïtien *Al-Anbaa* dans son édition de jeudi. M. Al-Hassani a affirmé que « Bagdad a des preuves irréfutables concernant l'assassinat de l'ayatollah Mohammad Baqer Al-Hakim (en août 2003) et d'Abdel Majid Al-Khoï (en avril 2003) ». Il a ajouté que l'ingérence de l'Iran en Irak était « très claire » et que Téhéran avait réussi à infiltrer diverses milices armées dans le pays.

D'autre part, le Parlement irakien, cédant à la pression des Nations unies, est revenu, mercredi, sur le texte adopté dimanche, qui rendait difficile le rejet de la Constitution par la minorité sunnite, lors du référendum du 15 octobre. Adopté par 119 voix sur 147 députés présents, le nouveau texte ne fait plus de distinction entre les votants et les inscrits.

Les dirigeants sunnites avaient parlé de manipulation et avaient menacé de lancer un appel au boy-

cottage. Le porte-parole du gouvernement irakien, Leith Koubba, a annoncé l'intention du cabinet de renforcer les mesures de sécurité pour garantir la participation du « maximum d'électeurs ». En revanche, le président du Parlement, Hajem Al-Hassani, a estimé que l'offensive lancée par les forces américaines dans l'ouest de l'Irak risquait de décourager les sunnites d'aller voter. Selon l'armée américaine, 42 insurgés ont été tués depuis samedi, date du lancement de l'opération « Iron Fist » (Poing d'acier).

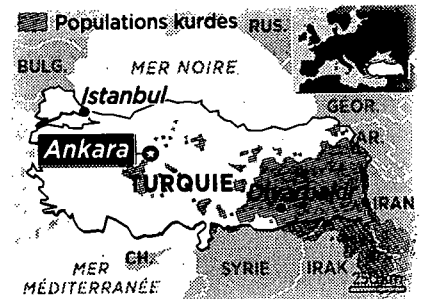
Le début du ramadan a été marqué, pour les chiites d'Irak, par un attentat-suicide qui a fait 25 morts et 87 blessés dans une mosquée à Hilla, au sud de Bagdad. L'attentat a eu lieu au moment de la prière de la rupture du jeûne. - (AFP, Reuters.)

Les rebelles kurdes du PKK ont annoncé la fin de la trêve avec les forces d'Ankara.

# Le conflit kurde entrave la marche turque vers l'Europe



A Istanbul, le 4 septembre, des manifestants kurdes brandissent des portraits du leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan.



ti, le DTP (Mouvement démocratique et social). A la mi-août, après que le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, eut lancé que la question se résoudreait seulement «avec plus de démocratie», le DTP a en vain appelé le PKK à «un cessez-le-feu à durée indéterminée». Malgré cet échec, il n'est pas question pour le nouveau

mouvement de défier ouvertement le chef rebelle enfermé dans l'île prison d'Imrali, au large d'Istanbul.

«Dans le combat légal et démocratique des Kurdes, ceux qui sont contre Abdullah Öcalan n'ont pas de soutien populaire», martèle sans cesse Orhan Dogan, pour qui l'urgence est de «mettre fin aux causes profondes qui ont créé le PKK, sinon une nouvelle organisation similaire ressurgirait de ses cendres». Dans le sud-est anatolien, la popularité du chef rebelle reste forte. Son portrait est brandi dans toutes les manifestations. Le ressentiment se nourrit aussi du refus des autorités d'offrir une amnistie aux derniers combattants et de l'incapacité des pouvoirs publics à permettre le retour des centaines de milliers de personnes chassées de leurs villages pendant la «sale guerre». D'où le risque de nouvelles explosions.

«Il y avait une chance historique de créer un véritable mouvement politique kurde indépendant. Mais, finalement, ce nouveau parti n'est rien d'autre qu'une courroie de transmission du PKK», regrette Yavuz Önen, président de la Fondation des droits de l'homme, déçu comme nombre d'intellectuels engagés dans la cause kurde. Bien que «détenu dans des conditions inhumaines», privé du droit de visite ainsi que de journaux et de télévision, Öcalan n'en continue pas moins à diriger d'une main de fer ce qui reste de son organisation. Bien décidé à rester le seul représentant de la cause kurde, le PKK menace – voire élimine – tous ceux qui remettraient en cause son hégémonie. L'Etat a beau refuser toute négociation avec les «terroristes», le mouvement espère un jour s'imposer comme l'incorruptible interlocuteur, quitte à mener la politique du pire.

Ankara envoyé spécial

Ce sont des embuscades ou le plus souvent des mines sur les routes du sud-est anatolien, peuplé en majorité de Kurdes. Depuis le début de l'année, ces attaques des rebelles kurdes ont fait près de 200 morts et blessés parmi les forces de l'ordre. Parfois, ce sont aussi des attentats à la bombe dans des stations touristiques. Même demeurant à un niveau de basse intensité, ce conflit risque de compliquer la marche turque vers l'Union européenne. «La question kurde constitue l'obstacle majeur dans le processus de démocratisation du pays. C'est ce qui bloque la pleine mise en œuvre des réformes et qui pourrait servir de prétexte à une reprise en main autoritaire», s'inquiète Baskin Oran, professeur de sciences politiques à Ankara et auteur d'un rapport très critique sur la situation des minorités pour le Haut Conseil turc des droits de l'homme. Quelque 15 millions de Kurdes vivent en Turquie sur une population de 71 millions d'habitants. **Risque réel.** L'espoir d'une in-

tégration européenne avait affaibli ces tensions. Mais elles sont en train de ressurgir. Ces derniers mois, des incidents opposent toujours plus fréquemment nationalistes turcs et kurdes après des manifestations. «Il y a un risque bien réel d'affrontements intercommunautaires que nous n'avons même pas connus dans les années 80-90 aux pires moments des combats entre l'armée et le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan]», renchérit Mithat Sancar, kurde et professeur de droit à Ankara. La «sale guerre», qui a fait quelque 37 000 morts durant quinze ans d'affrontements entre les forces de l'ordre et la guérilla indépendantiste dirigée par Abdullah Öcalan, s'était arrêtée après l'arrestation du chef kurde en 1999. Condamné à perpétuité, Öcalan avait appelé ses partisans à déposer les armes. Mais, en juin 2004, le PKK reprenait ses opérations et les «suspendait» seulement un mois jusqu'au 3 octobre. Hier, il annonçait la fin de ce cessez-le-feu.

«La violence a fait son temps. Elle ne doit plus être un moyen d'action ni pour l'Etat ni pour l'autre côté», répète Orhan Dogan. Comme Leyla Zana, à qui le Parlement européen décerna en 1995 le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, cet ex-député kurde a passé dix ans et demi derrière les barreaux pour «complicité» avec le PKK. Remis en liberté il y a un an grâce aux pressions de Bruxelles, les deux anciens prisonniers politiques auréolés de leur prestige se sont engagés dans la construction d'un nouveau par-

**Meeting Interdit.** «L'internationalisation de la question kurde a changé la donne, marginalisant toujours plus le PKK. L'affirmation d'un quasi-Etat kurde démocratique en Irak affaiblit son prestige. Et à cela s'ajoutent les perspectives positives créées par la dynamique d'intégration européenne», explique Baskin Oran. Malgré ses liens avec le

PKK, le nouveau parti kurde sera conduit à mettre en avant une logique toujours plus politique. Dimanche, veille de l'ouverture des négociations avec les Vingt-Cinq, le DTP avait prévu un grand meeting à Diyarbakir, la capitale du sud-est kurde, sur le thème «liberté pour les Kurdes, démocratie pour la Turquie, oui à l'Union européenne». La réunion a été interdite au dernier moment pour raisons de sécurité. ◆

MARC SEMO

## TURQUIE

# Le tabou arménien enfin brisé

Une conférence sur "les massacres d'Arméniens" s'est tenue à Istanbul les 24 et 25 septembre, permettant pour la première fois depuis quatre-vingt-dix ans un vrai travail sur la mémoire. Deux journalistes turcs confrontent leurs souvenirs sur la "question arménienne".

«Nous avons chacun notre part du malheur»

BUGÜN  
Istanbul

Quand j'étais petit, j'entendais souvent parler de Djemal Agha le Kurde, un ami de la famille. On racontait que, pendant la "déportation" [des Arméniens], c'était un bandit qui avait brûlé des Arméniens dans les grottes du mont Karnak [près de Malatya, dans l'est de l'Anatolie]. Il avait toutefois épargné la femme d'un notable qu'il avait ensuite prise pour épouse et dont il eut un fils dénommé Hadji. C'est donc dans ce contexte que j'ai entendu pour la première fois, alors que j'étais encore enfant, parler d'"Arméniens" et de "déportation". Bien des années plus tard, je me suis rendu à Karnak et j'ai essayé d'imaginer ce qui avait bien pu se passer dans cet endroit. Pourtant, je me rappelle que, dans mon esprit d'enfant, je n'avais pas alors ressenti de contradiction entre la générosité du Djemal Agha que je connaissais et le fait qu'il avait massacré des Arméniens. Les anecdotes et les histoires ne manquent pas à propos de cette époque. C'était le temps où mon grand-père combattait à Gallipoli\*. On racontait ainsi dans la famille que son corps avait été retrouvé dans les tranchées aux côtés de ceux de ses compagnons d'armes. Et combien de fois n'ai-je pas aussi entendu les histoires de mon grand-père maternel combattant sur le front en Palestine ? Tous ces événements "fantastiques" pour mon esprit d'enfant s'étaient déroulés au même

moment que la déportation des Arméniens. A l'école, j'avais des camarades de classe arméniens. Je me rappelle encore avec précision comment ils m'avaient si bien reçu chez eux, dans le quartier arménien de Kayseri [à Istanbul]. Le plus incroyable, c'est que, dans ces moments-là, jamais les histoires de Djemal Agha ne me sont venues à l'esprit, pas plus que l'épisode de la déportation. On ne parlait jamais de ce genre de choses entre nous. Ainsi, je n'ai jamais su si mes camarades arméniens se considéraient alors comme les sujets d'une tragédie historique. A l'instar de ce qu'écrivait récemment à ce sujet la romancière turque Elif Safak dans *The Washington Post*, pour bon nombre de Turcs, et donc pour moi-même, l'histoire de notre pays n'a commencé qu'en 1923. Les racines du ressentiment des

Arméniens ne faisaient tout simplement pas partie de notre mémoire historique commune. Et d'ailleurs, si cette mémoire s'était au moins partiellement transmise, dans quelle mesure cela aurait-il alors vraiment changé quelque chose ?

En effet, j'ai grandi en écoutant les souvenirs d'une génération qui a aussi subi les déportations et la violence. Ainsi, la famille de ma mère est arrivée en Turquie de Salonique au moment du transfert. [En 1922-1923, 400 000 Turcs de Grèce étaient expulsés vers la Turquie, alors que plus de 1 million de Grecs faisaient le voyage dans l'autre sens.] Le père de ma grand-mère paternelle était originaire de Filibe [l'actuelle Plovdiv, en Bulgarie] et sa mère, de Varna [Bulgarie]. Ils avaient tous deux quitté leurs terres dans le contexte tragique de la fin de l'Empire ottoman. Combien de fois n'ai-je pas aussi entendu l'histoire de la famille de mon père, qui, au début de la guerre de libération [d'Atatürk,

de 1919 à 1922], a dû fuir Iznik devant l'arrivée des troupes grecques avant que leur maison ne soit incendiée ? Tous ces événements dataient d'avant 1923. Dans un tel contexte, je ne pouvais pas vraiment ressentir de réelle différence entre ce qui était arrivé aux Arméniens, qui avaient dû quitter leurs terres et qui avaient été tués, et ce qu'avaient subi ma propre famille et des communautés musulmanes en termes d'exil forcé et de mort. De ce point de vue, nous étions tous des Arméniens. Quant aux Arméniens, ils faisaient partie de nous. Nous étions musulmans et eux chrétiens, mais nous étions tous des citoyens de la république turque, dont l'histoire avait commencé avec faste il n'y a pas si longtemps.

Dans ces conditions, tant que nous ne comprendrons pas le ressentiment et la déception des Arméniens

face à notre négationnisme, mais aussi tant que les Arméniens refuseront de tenir compte de la perception historique des Turcs, que j'ai décrite à travers le simple exemple de ma famille, il sera difficile de forger une mémoire commune et a fortiori de jeter les bases d'un avenir commun. Pour cela, il faudra en tout cas abandonner les attitudes nationalistes et racistes réciproques ; il faudra aussi refuser la facilité de l'indifférence pragmatique et considérer que le passé n'est pas une période dont on peut se débarrasser à bon compte. Il s'agit en effet d'un héritage qu'il faut redécouvrir et comprendre et dont il faut débattre avec sincérité et sang-froid.

Cengiz Candar

\* Lieu de plusieurs affrontements entre les Turcs et les troupes anglo-australiennes dans le cadre de la bataille des Dardanelles, en 1915.

**Le Point**

6 octobre 2005



OZBILICI - AP - SIPA

Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre turc, a tout misé sur l'adhésion de son pays à l'Europe

ÉLARGISSEMENT

## Turquie : l'Europe au forceps

Les 25 sont parvenus à un laborieux compromis sur le démarrage des négociations avec Ankara. Au grand bénéfice de la Croatie.

PAR PIERRE BEYLAU

L'Europe a une longue pratique des crises, des séances marathons, des compromis trouvés in extremis au cœur de la nuit par des délégations épuisées de fatigue. Les marchandages qui ont précédé le démarrage officiel des négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ont respecté cette tradition. Les 25 se sont finalement mis d'accord lundi soir sur le cadrage des pourparlers avec Ankara. L'Autriche peut se targuer d'avoir réussi à défendre victorieusement la cause de la Croatie : les négociations avec ce pays vont aussi débiter prochainement.

Le chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel, face à une opinion publique hostile (à 80 %) à l'entrée de la Turquie dans l'Union, estimait que l'on pratiquait la politique des deux poids-deux mesures. Que l'on exigeait davantage, en matière des droits de l'homme, de la Croatie catholique que de la Turquie musulmane. Schüssel devait aussi tenir compte d'une mémoire collective autrichienne dans laquelle demeure ancré le souvenir des deux sièges que Vienne dut jadis subir de la part des envahisseurs turcs.

Mais, en dehors de l'Autriche, qui s'en tire avec les honneurs, le marathon de Luxembourg laisse des partenaires en piteux état.

**L'Union européenne.** L'UE n'est pas au bout de ses peines. Les négociations avec la Turquie vont durer dix ou quinze ans. L'objectif théorique est l'adhésion. Mais il s'agit d'un processus « ouvert » dont le résultat « ne peut être garanti à l'avance ». En cas d'échec, Ankara et l'UE devront tisser « le lien le plus fort possible ». Les pourparlers commenceront par un « screening », passage en revue général de l'acquis communautaire et de l'état de préparation des Turcs, qui devrait prendre plusieurs mois. On s'attaquera ensuite aux 35 chapitres de cet acquis communautaire. Chacun d'entre eux devra être ouvert, puis fermé à l'unanimité. Des esprits facétieux ont calculé qu'il existait 875 possibilités de veto... donc autant de crises potentielles. Il ne suffira pas qu'Ankara remplisse toutes les conditions requises. Le cadre de négociation introduit une notion à géométrie variable : la « capacité d'absorption » de l'UE, qui pourra être évaluée à chaque étape des discussions. Enfin, l'Union émettra à la fin du processus, si on y arrive un jour, un jugement global. Un véritable parcours du combattant où les relations euro-turques risquent d'être mises à rude épreuve.

**La Turquie.** Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre turc, qui se veut « islamiste-démocrate » (comme on dit « chrétien-démocrate »), a tout misé sur l'adhésion de son pays à l'Europe. Il jouait sa survie politique. Le début des négociations avec l'UE constitue un succès et, en tout cas, un sursis. Mais certains milieux nationalistes et l'armée commencent à trouver que le prix à payer pour le ticket d'entrée dans le club Europe est bien élevé et l'attendent au tournant.

**La Grande-Bretagne.** Jack Straw, le secrétaire au Foreign Office, avait lundi soir l'aspect d'un boxeur qui a frisé le KO mais a fini par gagner de justesse le match aux points. L'adhésion de la Turquie était l'objectif prioritaire d'une présidence britannique qui n'est guère flamboyante. Tony Blair avait, lors du sommet de juin, réussi un joli coup médiatique : il avait masqué son isolement sur le fameux « rabais » jadis consenti à Margaret Thatcher en déplaçant le débat sur la Politique agricole commune (PAC), dont la France est la principale bénéficiaire. Mais, en empêchant l'adoption du budget, il s'est aliéné les Etats récemment entrés dans l'Union, qui ne peuvent de ce fait profiter des aides communautaires (fonds structurels). L'ordre du jour du prochain sommet informel organisé par Londres est des plus flous, et tout indique que la question du budget ne sera pas résolue sous présidence britannique, mais laissée à la présidence autrichienne, qui lui succède.

**La France.** La position française n'a pas été d'une limpidité cristalline. Un diplomate proche du dossier explique qu'il faut tenir compte de trois éléments : l'engagement fort du président de la République, convaincu de la nécessité d'ancrer la Turquie à l'Europe, le respect des engagements pris depuis quarante-deux ans à l'égard d'Ankara et, enfin, l'inquiétude de l'opinion publique. La réserve d'usage l'empêche d'ajouter que les guerres intestines de la majorité n'arrangent rien : Nicolas Sarkozy est hostile à l'adhésion de la Turquie, Dominique de Villepin, circonspect, et Jacques Chirac, pour. Cela fait plus une cacophonie qu'une polyphonie...

A travers la Turquie, c'est le problème des frontières de l'Europe, de son identité, de l'existence d'une communauté de destin qui est posé. Le débat n'est pas près d'être clos ■

**Le Point**

6 octobre 2005

IRAK

# Fallouja, ville fantôme

Notre envoyée spéciale est parvenue à entrer dans Fallouja, bastion de la résistance sunnite reconquise à grand-peine par les troupes américaines. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE ANNE NIVAT

« **B**ienvenue dans Fallouja, ville-prison! Ici, impossible de se déplacer librement et en toute sécurité, même à l'intérieur de la cité! » Omar, 35 ans, est agacé et ironique à la fois. Presque un an après les féroces combats entre l'armée américaine aidée des forces irakiennes et les insurgés qui ont rendu la capitale du « triangle de la mort » sunnite, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad, tristement célèbre, finalement peu de choses ont changé. Les « événements de novembre » sont encore dans tous les esprits.

« Une fois entrés dans la cité, les Américains ont installé leur base et s'y sont calfeutrés, rappelle Omar. Les rebelles qui avaient décampé avant l'assaut sont revenus et ont poursuivi leur guérilla en se camouflant au sein de la population, voire en infiltrant les forces de l'ordre locales. Résultat: le niveau d'insécurité est encore plus grand. » Omar tente de gar-

der le sourire. Rentré chez lui, comme la plupart des habitants, fin novembre 2004, il a repris sans grand espoir son activité de directeur des services techniques de la municipalité: « J'ai été le premier à rentrer, raconte-t-il avec une certaine fierté. C'était plutôt triste de déambuler dans ces rues dévastées, aux maisons détruites et pillées. Par chance, la mienne était encore debout et les meubles n'avaient pas été volés. Elle a dû servir de quartier général à l'une des factions de combattants avant qu'ils soient contraints au départ. »

Aujourd'hui, entrer et sortir de Fallouja reste difficile et périlleux, la zone étant censée être sécurisée. Un strict régime de contrôle des entrées est toujours en vigueur, qui fait perdre de nombreuses heures aux points de contrôle. Se vêtir comme les habitantes, connues pour leur conservatisme, minimise les risques d'être repérée. Je compte passer les deux check-points assise à l'arrière d'une voiture conduite par Omar qui est venu me chercher avec sa femme, sa mère et ses deux filles. A sa droite, muette, son épouse, dont le foulard fa-



cial ne dévoile que les yeux. Dans ses bras aux mains gantées, elle serre sa fille cadette. On me passe une paire de gants noirs. Mon foulard, noir également, ne laisse pas dépasser un cheveu et par-dessus ma longue jupe j'ai revêtu une ab-

baya dissimulant l'ensemble du corps. Sa mère est, elle aussi, drapée dans une abaya, ainsi que sa fille, âgée de 6 ans. Au premier poste, des soldats irakiens vérifient l'identité du conducteur et son adresse. Au second poste, les trois femmes sont fouillées par une soldate américaine à l'air las. Sans nous demander nos papiers.

**Pire qu'à Bagdad.** Le niveau de destruction de la grand-rue est impressionnant: des deux côtés, il ne reste des bâtiments qu'un monceau de ruines ou des murs de béton troués par les tirs d'artillerie et l'aviation américaine. Onze mois après l'opération qui avait duré onze jours, provoqué la mort de 51 soldats américains et celle de 8 Irakiens des troupes gouvernementales, l'activité principale des hommes de Fallouja consiste à s'activer à la truelle pour reconstruire les maisons.

Au passage d'un convoi de blindés américains, les automobilistes ne sont pas contraints à rouler au pas 100 mètres derrière le Humvee sous peine de se faire tirer dessus comme à Bagdad. Ici, c'est pire, la circulation est tout bonnement interdite dans tout le secteur. Le couvre-feu est décrété à 22 heures. Une heure de moins que dans la capitale. « En cas d'urgence, c'est l'horreur, se plaint Omar. Pour la plupart, nos ambulanciers préfèrent ne pas prendre de risques. Mais ça dépend sur qui tu tombes. La semaine dernière, enceinte, la femme d'un de mes voisins a commencé à perdre les eaux à 22 heures précises. Personne n'osait l'emmenner à l'hôpital. Finalement, on l'a cachée dans un camion de pompiers qui est passé miraculeusement! » Dans les rues, l'angoisse est pa-



Les affrontements de 2004 ont fait de Fallouja la capitale du « triangle de la mort » sunnite

ASHLET GILBERTSON/AURORA/COSMOS





ASHLET GILBERTSON/AURORA/COSMOS

tente. Les échoppes des artères auparavant si commerçantes ferment vers 14 heures. La plupart des écoles, dont les bâtiments avaient été réquisitionnés par l'armée américaine en novembre, sont restées fermées. Les enfants n'ont rien à faire, si ce n'est espionner les Américains pour les plus jeunes, ou s'en-

rôler dans les différentes armées de moudjahidin, pour les autres.

Assis en tailleur autour d'une toile cirée déroulée à même le sol sur laquelle a été posé l'incontournable plat de riz au poulet, des amis d'Omar me présentent à Youssouf, 30 ans, soldat de l'« armée de Mohammed », un des nombreux

groupes d'insurgés de Fallouja. « Après nous avoir bombardés et alors que la fin officielle des opérations avait été déclarée, les Américains ont brûlé nos maisons. Aujourd'hui, ils arrêtent à tour de bras. Ils ne savent pas que cette stratégie n'a qu'une conséquence : excédés, de plus en plus de jeunes viennent nous rejoindre », raconte l'homme posément. « George Bush a bien dit un jour que tout pays sous occupation avait le droit de se battre, c'est ce que nous faisons et nous appelons ça le djihad, voilà tout ! » Il pose son verre de Pepsi et attend une autre question. La résistance à Fallouja est-elle forcément en faveur d'un retour au pouvoir de Saddam Hussein ? Le combattant sourit et lisse sa barbe. « Personnellement, je ne suis ni un ancien militaire ni un ex-membre du parti Baas. Je suis sunnite, oui, comme mes ancêtres, mais quelle importance ? Ce qui compte, c'est que, tous ensemble, nous les chassions hors de notre pays. » La dizaine d'hommes présents hochent silencieusement la tête. A Fallouja, la réponse au référendum du 15 octobre sur la Constitution sera sans doute non, avant tout parce que le texte a été imposé par « l'envahisseur » ■

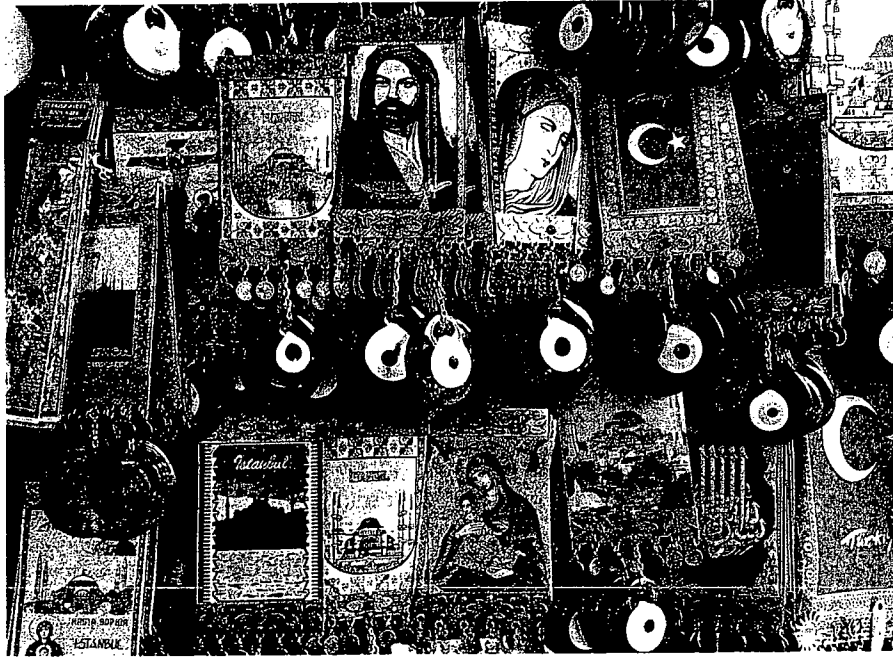
## LE PARI DES AMÉRICAINS

**A**u centre de l'Irak, dans cette région sunnite que Washington croyait avoir mise au pas après la sanglante chute de Fallouja, le nombre des morts va chaque jour croissant. La région chiite, dans le Sud, où opère l'armée britannique, n'est pas plus sûre. Une semaine avant le vote du 15 octobre qui permettra aux Irakiens d'entériner le projet de Constitution, le pays survit dans un climat de guerre civile.

Les sunnites veulent mettre l'Irak à feu et à sang à la veille du référendum, estimant que celui-ci va consacrer leur mise à l'écart. La Constitution,

largement inspirée par les Américains, prévoit en effet la création d'un État fédéral dans lequel les chiites superviseront dans le Sud une grande zone constituée de neuf régions et les Kurdes bénéficieront dans le Nord de provinces autonomes. Ils garderont une milice de 60 000 hommes. Pour complaire aux chiites, le projet de Constitution prévoit que « l'islam est la source principale du droit » et reconnaît l'importance du clergé. Oublié, l'État laïque de Saddam auquel tiennent les sunnites.

Le pari de Bush de passer le relais à un pouvoir irakien élu après les législatives de décembre et de rapatrier ses boys à partir du printemps 2006 paraît plus qu'incertain ■ M. D.



Turkey and the EU

## A chaotic start with pitfalls ahead

LUXEMBOURG

Keeping the EU's date with Turkey turned out to be a messy business

IT WAS hardly the Union's finest moment, but the European gift for squabbling over details, and finessing deadlines, was shown off to good effect. In the small hours of October 4th, the British, who hold the EU's presidency, claimed to have kept the Union's promise to launch membership talks with Turkey—on precisely the agreed date, October 3rd.

It was all a matter of which time zone you were in, the Brits explained. If you went by Greenwich Mean Time, the appointed day was still in progress; never mind that in Luxembourg, where the talks were in progress, it was two hours later, and in Ankara yet another hour on. And anyway, chimed in Olli Rehn, the European Union's commissioner for enlargement, we could always have "stopped the clock" for a few hours if necessary.

Interrupting the march of time is probably not the most difficult thing that Turkey and the European Union will have to do if the promise of full Turkish membership is to become reality, presumably in a decade or more's time. But the British achievement, in sorting out all the last-minute problems over talks with Turkey, was still significant. It showed that the Union is still capable of taking hard decisions, even after its leaders declared their whole project to be in crisis after a pet initiative—the approval of a European constitution—vir-

tually collapsed during the summer.

But the huge difficulties of getting to the starting-point with Turkey suggest that the country's Euro-troubles have only just begun. So awkward was the haggling that Britain, whose turn it was to chair the talks, kept the terms of the final compromise hidden from most of its European partners until Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, had signed on the dotted line. That in turn cleared the way for his foreign minister, Abdullah Gul, to set out from Ankara to Luxembourg. Only at a late-ish stage did Britain present the deal to its partners, congratulating them all on their fine diplomatic achievement. Others, dismayed by this sleight-of-hand, were left muttering darkly about Albion's perfidious tactics.

The Turks must now turn to the tougher problem of actually getting in. This means, first, fulfilling the normal conditions of entry, including adopting over 80,000 pages of EU law. These are divided into 35 so-called "chapters", each covering a topic such as justice and home affairs. All 25 EU members must agree that Turkey has met every condition in each chapter for that bit of the negotiation to be closed. In other words, anyone can hold up talks at any time. The Greek-Cypriot president, Tassos Papadopoulos, has assured his voters that he has scores of vetoes up his sleeve.

Indeed, the summit in Luxembourg also showed that Turkish entry into the EU

will be inconceivable unless Cyprus is solved. That problem resurfaced because the EU's entry terms require newcomers to align their foreign policies with the EU in international bodies. In the final stages of the talks Turkey grew worried about this: it voiced the fear that if it joined the Union, it could not veto any application by the Greek-Cypriot government to join NATO.

In fact, its worries were excessive. All the same, it required phone calls from Condoleezza Rice, America's secretary of state, to the Cypriot president (getting assurances that Cyprus does not want to apply) and to the Turkish prime minister (saying don't panic) to allay the fears. The need to call in the Americans, who a month ago were being told to keep out of the EU's talks with Turkey, is a worrying portent for the Europeans' ability to solve the Cypriot conundrum without transatlantic help.

Lastly, the Turks must prepare European public opinion for their entry. Both France and Austria have promised referendums and, at the moment, public opinion in those countries is overwhelmingly hostile. Earlier this year, the German chancellor, who supports Turkey's wish to join, said its attitudes to human rights were "incompatible with [the EU's] common values". After the agreement, France's President Jacques Chirac said Turkey needed a "cultural revolution" to get in.

Yet whatever happens later, the decision to open talks has already had one important effect. It has kept the door open to further enlargement of the EU in the Balkans. Just 45 minutes after the start of negotiations with Turkey, the Union began accession talks with Croatia. The British said this was coincidence, but few people believed this.

Croatia's entry process broke down because of EU demands that it hand over a suspected war criminal. A sudden breakthrough came because Croatia had supposedly changed its ways, and Carla Del Ponte, the head prosecutor of the tribunal for war crimes, was able to report that Zagreb's authorities were "co-operating fully" with her. Perhaps. But her report ap-

peared just as Austria's objections to Turkish accession talks were melting away—and Austria has been a strong backer of Croatian membership. To many Europeans, swallowing Croatia looks like the price of Turkish accession.

Whatever the truth of that suspicion, the decision to open talks with both countries should, European officials hope, forestall a new crisis in the Balkans. Many

reckon that the hope of eventual membership of the EU is the only thing keeping the region's rickety states minimally stable. And their big fear was that, if both the EU constitution and Turkey were rejected, this aspiration would vanish and the region could slide into conflict once more.

If they are right, the EU avoided three crises this week: in Brussels, Ankara—and the Balkans. But only just. ■

## Sounding old themes on Iraq

**W**e've lost track of the number of times President George W. Bush has told Americans to ignore their own eyes and ears and pretend everything is going just fine in Iraq. On Thursday, when Bush added a ringing endorsement of his own policy to his speech on terrorism, it was that same old formula: the wrong questions, the wrong answers and no new direction.

Bush suggested that people who doubted that nation-building was going well were just confusing healthy disagreement with dangerous division. "We've heard it suggested that Iraq's democracy must be on shaky ground because Iraqis are arguing with one another," he scoffed.

What he failed to acknowledge was that the Iraqi power groups seem prepared to go through the motions of democracy only as long as their side wins.

Just this week, the United Nations narrowly averted disaster when it convinced Shiite and Kurdish officials to drop a plan to fix the upcoming constitutional referendum to eliminate Sunni voters' capacity to vote down the constitution. But their promises to follow the rules seem likely to hold up only as long as the

game goes as they want.

Americans want to believe that there is light at the end of the tunnel in Iraq, and Bush offered quite a bit. "Area by area, city by city, we're conducting offensive operations to clear out enemy forces and leaving behind Iraqi units to prevent the enemy from returning," he said.

Best of all, there were "more than 80 Iraqi Army battalions fighting the insurgency alongside our forces." Unfortunately, the real questions are how many of the cleared-out towns actually stay clear once U.S. troops have gone, and how many Iraqi units

are capable of fighting on their own, without American soldiers at their side. In both cases, the answers are far more dismal than Bush suggested.

As a candidate, Bush got a lot of mileage out of offering the same simple, positive thoughts over and over. But now America doesn't need more specious theories about why the invasion was a good idea and cheery assurances that the original plan is still working. If Bush still cannot acknowledge the flaws in his policy, how can he fix them?

Americans need clear guidelines for judging how long it makes sense to stay in Iraq. Are American troops

helping create a nation, or simply delaying an inevitable civil war? Does a continued U.S. presence help push the Middle East toward peace and democracy, or simply inflame hatred of the United States and serve as a rallying point for Al Qaeda? The fact that the president isn't willing even to raise the questions does not increase confidence in the ultimate outcome.

Given the state of the American adventure in Iraq and the way it has sapped the strength and flexibility of the U.S. armed forces, it was unnerving to hear Bush talk so menacingly about Syria and Iran. It was also maddening to listen to him describe the perils that Iraq poses while denying that his policies set them in motion.

It is hard to argue with his assertion that if militants controlled Iraq, they would be well positioned "to develop weapons of mass destruction, to destroy Israel, to intimidate Europe, to assault the American people and to blackmail our government into isolation." It is also hard to resist the temptation to say he should have thought of that before invading.

Herald Tribune  
October 8-9, 2005

# Bombs kill 6 marines; U.S. sweeps Iraqi west

By Kirk Semple

**BAGHDAD:** Six marines were killed in two roadside bomb attacks in western Iraq as the U.S. command pressed a two-pronged offensive against insurgent strongholds along the Euphrates River,

American officials announced Friday.

In southern Iraq, British forces arrested 12 suspected insurgents, including several members of the local police department accused by the British of participating in terrorism activities.

Fresh evidence of Iraq's deepening

and bloody sectarian divides emerged Friday when the police in southeastern Iraq announced they had found the bodies of 22 men, mostly Sunnis, who had been kidnapped in Baghdad in August. Each of the men had been bound with duct tape and shot in the head, according to an Interior Ministry official and victims' relatives.

Two of the six American marines killed Thursday were slain when a roadside bomb detonated alongside their convoy outside Qaim, near the Syrian border, where an American force of about 1,000 troops has been scouring villages dominated by the antigovernment insurgency, the military said.

The four other marines were killed by a roadside bomb outside Karma, near Falluja, the military said.

Insurgents have been smuggling weapons and fighters along a corridor that follows the Euphrates River from the Syrian border to the Sunni-dominated region west of Baghdad. In addition to the offensive in the border region, the U.S. command earlier this week dispatched nearly 3,000 American and Iraqi troops to attack insurgent hideouts in the river towns of Haditha, Haqlaniya and Barwana in western Anbar Province.

The American command is trying to undercut the insurgency's influence and control over local populations, particularly as the Oct. 15 constitutional referendum nears. Though western Anbar



Khalid Mohammed/The Associated Press

Iraqi Sunnis carrying the coffins of some countrymen to funeral services on Friday. The bodies of 22 men, mostly Sunnis, had been found bound and shot in the head.

is predominantly Sunni and most Sunni leaders have criticized the constitution, the American and Iraqi authorities say a large turnout at the polls among supporters and opponents alike would help to legitimize the results and give more validity to the democratic process.

The latest developments in Basra came as relations between British au-

thorities and their Iraqi counterparts were at a low ebb. Two weeks ago British forces drove an armored vehicle through the outer wall of an Iraqi police station in an effort to free two British soldiers who had been detained.

This disintegration of relations has come against a backdrop of worsening violence in the province, much of it

from competing conservative Shiite militias that have infiltrated the local government and police force.

The New York Times

Thaier Aldaami contributed reporting for this article.

## Turkey and the European Union

# Now make Turkey's case

### On being European and different



**A**FTER two days and a night of unseemly horse-trading between Turks, Austrians and other Europeans, Britain's foreign secretary, Jack Straw, made bold claims for the deal he brokered this week. The start of entry talks between the European

Union and Turkey, he said, marked an "historic day for Europe and the whole of the international community".

His bleary-eyed triumphalism may yet prove premature. But the reverse of what he said is certainly true. It would have been an historic disaster if, 42 years after promising the Turks the possibility of entry, and ten months after giving a definite date for talks to begin, the Union had slammed the door in Turkey's face. That outcome would have been dreadful, both in its direct consequences and because of the opportunities lost.

Among the short-term results, Turkey's impressive but still fragile programme of economic and political reform could have slowed or worse. Those Turks—starting with Recep Tayyip Erdogan, the prime minister—who have invested in a European future would have been left horribly exposed. Worse, Muslims in Turkey and elsewhere would have concluded that Europeans bore a grudge against them because of their faith alone. This would have encouraged all those, from Osama bin

Laden to the western world's religious far-right, who long for a clash between Islam and the historically Christian world.

It is also true that a chance now exists to achieve something vastly desirable. All sides will benefit hugely if what is best in Europe, including its tolerant, liberal-democratic tradition, can finally come together with what is best in Turkey—including the dynamism of a demographically young nation that makes Europe's heartland seem sluggish by comparison.

But reaching that goal will require hard work and political courage. It will also need a prudent openness to the possibility that somewhere in the process, one or other party (and it could well be the Turkish side) will conclude that the price is too high. That would be disappointing but not necessarily terrible—as long as the EU expects of Turkey only the same as it would of any other applicant.

In Turkey, people's enthusiasm for a European future has already waned in the face of the "rudeness" of potential partners such as France and Austria. How can it be, many Turks ask, that people in those countries do not see the obvious benefits of having them as members? If the Turks are to find their way to Europe, they will need to grow thicker skins.

For European politicians, the queasiness of many citizens about embracing another large, impoverished country is a

hard, irreducible fact. In several European countries, far-right parties are doing well by playing on fears of Muslim immigra-

tion. The response of the EU's leaders to these realities may yet be statesmanlike, or opportunistic. But it is politics, not technicalities, that will finally decide Turkey's fate.

And the politics will be tough. All the arguments against incorporating the Turks seem obvious and, to some politicians, tempting. The case for keeping the doors open has to be reasoned through more carefully. The onus is on politicians to convince voters that making western Europe a sort of up-market gated community would be worse than useless: it would not protect existing job-holders, or keep desperate labour migrants out, or stem Europe's relative decline in the world economy. If politicians are responsible, they will also point out that trying to toughen the rules unreasonably for Turkey will not make that country go away, or reduce its importance, or slow the pace at which it is changing: it will simply increase the chances that Turkey will evolve in an unhappy direction, towards Muslim fundamentalism or militaristic nationalism.

### The right sort of scepticism

At the same time, politicians should accept that one ground for Turco-scepticism is, in its own terms, perfectly sound. To the delight of some and the dismay of others, Turkey's presence will make it harder for any country or axis to play a dominant role in Europe. With 15% of the total population, the Turks will hardly take over the Union themselves; but their membership will deny preponderance to others.

So France's ex-president, Valéry Giscard d'Estaing, is right to say that an EU including Turkey will be a looser grouping than some people desire. The Turks may well wreck things for any state or pair of states which still hope the EU as a whole will act as a mouthpiece for their own political, or geopolitical, ideas; or that the Union will turn into a super-state with one or two of its current members in charge.

But in fact, those dreams have been dashed already, and it was not the Turks, or even the party-pooping Brits, who destroyed them. Among the many messages delivered by French and Dutch voters when they rejected the Euro-constitution, one was certainly this: that there are still some fundamental questions—such as how to mix efficiency with fairness, or tolerance with responsibility—that cannot be settled by pan-European edict alone. And many would rather see a somewhat looser EU than have choices they abhor imposed on them from above.

So as politicians consider the arguments in favour of embracing Turkey, they might try this one: the Turks' aspiration to be "European but different" may yet give heart to people in other parts of the EU who are willing to participate in the Union, and abide by commonly-agreed rules, but not to sacrifice their own nations' distinctiveness. Such people are quite numerous, and Europe is the stronger for it. ■

Shiites vs. Sunnis ■ By Amin Saikal

# Iraq's conflict fuels a bitter Mideast split

CANBERRA

**T**he wider consequences of the Iraq conflict are unfolding, but not in the way that the United States and its allies had expected. While stability, security and consolidated democracy continue to elude the Iraqis, an alarming outcome looming on the horizon is the sharpening of the historical division between the two main sects of Islam in the region: Sunnis and Shiites.

The traditional power equation in the Gulf is rapidly shifting in favor of Shiite Islam, which has a majority of followers in only three Middle Eastern countries — Iraq, Bahrain and Iran — and whose leadership is claimed by Iran. This has deeply concerned the regional Arab states, especially Saudi Arabia, which champions the cause of Sunni Islam that is dominant in most Muslim countries.

If the present trend continues, the Iraq conflict could cause wider sectarian hostilities across the Muslim world, with a devastating impact on the region and beyond.

Historically, Iraq has had an Arab national identity but a majority Shiite population, ruled by a succession of minority Sunni-dominated elites. The U.S.-led invasion, and Washington's aim of installing a protégé government without affecting Iraq's Arab identity, changed all this.

The Sunnis' loss of political power drove many of their elements to join forces with Islamic extremists to mount a formidable resistance, preventing Washington from transforming Iraq and the region in the U.S. image. As result, the Bush administration has become increasingly dependent on its traditional minority Kurdish allies and responsive to the Shiite majority in Iraq as the best way of defeating the resistance.

In the process, however, America failed to see that its approach could also achieve what it had never intended: the empowerment of Iraq's

Shiites and the diluting of Iraq's national identity, which had historically been forged within the Sunni-dominated Arab world.

The first development unquestionably strengthened the position of Iran, given the close sectarian ties between the two sides at both leadership and popular levels. This, together with Iran's support of the Lebanese Shiites in Hezbollah and its close political relationship with Damascus, has now given rise to a Shiite-dominated strategic entity, enabling Tehran to influence not only the course of events in Iraq but also the geostrategic situation in the region as a whole.

Given the traditional rivalry between Arabs and Iranians, the second development could only irritate the neighboring Arab states, all of whose governments have close links with the United States. Although most Iraqi Shiites are of Arab origin, Iraq's Arab neighbors fear that the sectarian affiliation of these Shiites could diminish Iraq's Arab identity by driving it more and more toward Iran.



Atef Hassan/Reuters

This fear has lately prompted Saudi Arabia's foreign minister, Prince Saud al-Faisal, to echo a common Arab concern in sharply criticizing what he alleges to be Iran's meddling in Iraqi affairs. Yet such criticism also had the effect of presenting the current government of Iraq's Shiite prime minister, Ibrahim al-Jaafari, as an Iranian puppet. Further, it could make Iraq's Shiites turn even further away from the Arab world. The tragic outcome for Iraq and the region could be that both Arabs and Iranians might enhance their assistance to their respective sectarian allies in Iraq in what is shaping up as a fight by proxy.

These are the very developments that the Bush administration and its allies had wanted to avoid. But they are now confronted with them as a fait accompli. The occupying forces can no longer really trust either the Iraqi Sunni or Shiites. The only friends on whom they can count are the Kurds. No wonder President Jalal Talabani, the most prominent Kurd in the present Iraqi leadership, is desperately trying to persuade the United States and Britain against any early withdrawal of their troops.

The situation has become so tenuous that Washington and London feel that they need urgently to counterbalance the growing Shiite and Iranian influence in the region. Hence President George W. Bush's and Prime Minister Tony Blair's lambasting of the Iranian regime for helping the resistance in Iraq and for seeking to acquire nuclear weapons.

Unless Bush and Blair succeed in opening direct negotiations with the Iraqi resistance and enlist the support of Iraq's neighbors, especially Iran and Syria, as well as the Arab League, the Iraq conflict is set to grow into a bigger and longer-term regional crisis.

*Amin Saikal, a professor of political science, directs the Center for Arab and Islamic Studies at the Australian National University.*

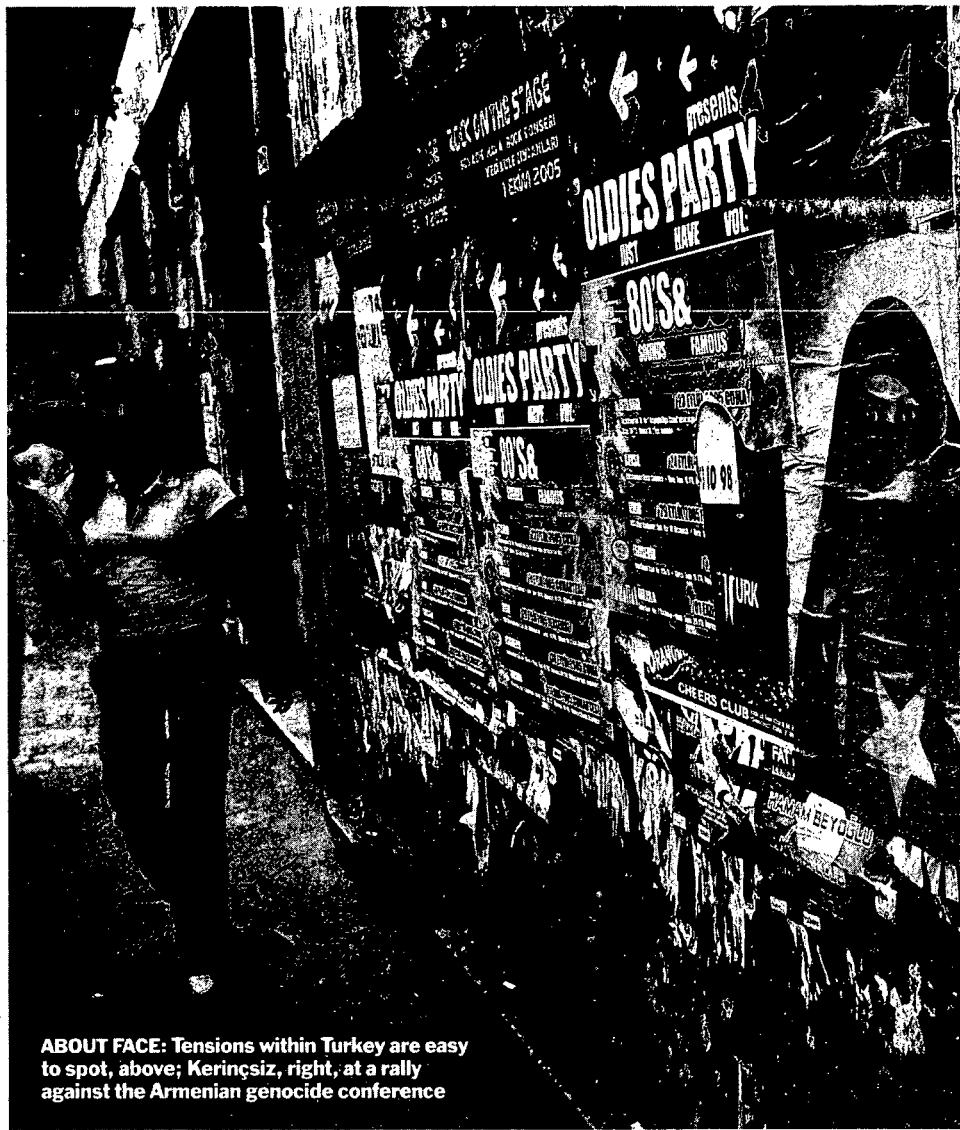
# CONTINENTAL DIVI

By ANDREW PURVIS

**K**EMAL KERİNCİSİZ HAS A FORMIDABLE intelligence. At Istanbul's top law school, he graduated with the best grades ever; now he is applying his smarts to a different cause. He is fighting to stop his motherland from joining the European Union. Kerinçsiz's strategy is simple: to try to block the reforms that the E.U. is imposing by rallying Turkish nationalists to his cause. Late last month, by seeking a last-minute injunction, he almost succeeded in shutting down a conference on the mass killings of Armenians in 1915, one of the most brutal episodes in Turkish history, and one which has never been officially acknowledged by a Turkish government. The conference went ahead following the personal intervention of the Prime Minister, Recep Tayyip Erdoğan—and sparked protests widely interpreted in Western media as evidence of Turkey's un-European behavior. But un-European is something Kerinçsiz is proud to be. "History taught us that we cannot trust these Europeans," the lawyer, 42, told TIME. "Look at what happened in 1920: they divided up the Ottoman Empire, even though they had pledged not to do that. People call us paranoid, but we're not."

The mistrust is mutual. Since the E.U. officially invited Turkey to start talks last December, European misgivings have deepened. Last week, Austrian Chancellor Wolfgang Schäussel tried to insist on a last-minute change to the terms of the negotiations to allow for less than full E.U. membership. Much now hangs in the balance. Erdoğan's political survival depends on talks going smoothly; if they fail or encounter unexpected resistance, nationalists will gain at his expense prior to elections in 2007. A new nationalist government would be less friendly to Europe. And many believe that turning Turkey away would send a dangerous signal to the Islamic world. "We cannot afford to get this wrong," British Foreign Secretary Jack Straw said last month. The alternative of finding ways to bridge West and East "is too terrible to contemplate."

But there are real concerns in Western Europe over the wisdom of welcoming into



**ABOUT FACE:** Tensions within Turkey are easy to spot, above; Kerinçsiz, right, at a rally against the Armenian genocide conference

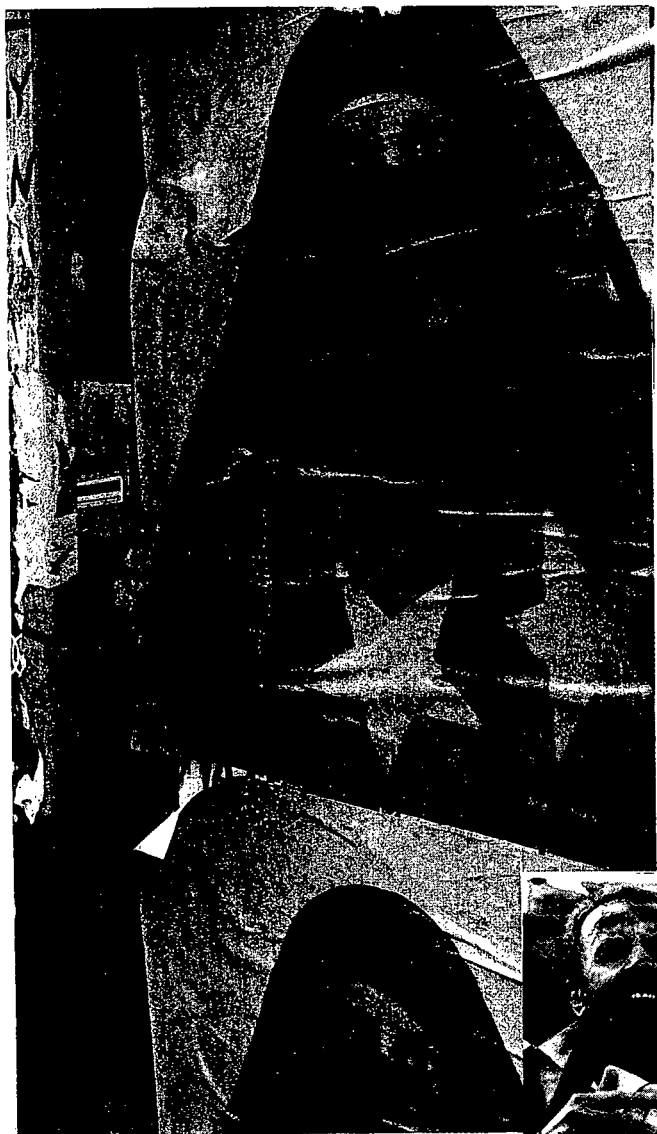
the E.U. a mostly Muslim nation of 70 million people. A recent opinion poll by the Washington-based Pew Research Center found that nearly two-thirds of French and Germans are opposed to Turkey joining the E.U. The unease in Europe plays into the hands of Kerinçsiz and other opponents of membership by making it harder to sell unpopular reforms. "The rise of nationalism in Turkey has a lot to do with Turkey's internal dynamics, but it is being compounded by the E.U.'s attitude," says Hakan Altınay, head of the Open Society Institute in

Turkey. "We are being exposed to the pettiest side of the E.U."

Kerinçsiz belongs to an influential and increasingly vocal segment of Turkish society, one that encompasses members of the military and the judiciary, and which is vehemently opposed to E.U. membership and the changes to Turkish law and customs that it would require. The aim of these groups is not only to derail talks but also to discredit Erdoğan, accession's most enthusiastic proponent. Many see his concessions as a betrayal of Turkish nation-

# DE

## Some Europeans aren't convinced Turkey belongs in the E.U. Their opposition is helping Turkish nationalists keep Europe at bay



STATION WINTER—POLARIS; REUTERS (INSET)

try's borders. The charge against Pamuk—that he insulted Turkey's good name by discussing the mass killings of Armenians and Turkey's Kurdish conflict in an interview with a Swiss newspaper—carries a possible three-year sentence. (In practice, Pamuk is unlikely to go to jail and the publicity surrounding the case has embarrassed the government.) “No country can shoot itself in the foot,” said Foreign Minister Abdullah Gul, ruefully, “like Turkey can.” The charges were brought by a prosecutor aligned with nationalist causes. “These people will find a reason, any time and anywhere, to be against this journey [toward E.U. membership],” says Güler Sabancı, head of leading conglomerate the Sabancı Group and one of Turkey's best-known business leaders.

Opponents of accession are still in the minority in Turkey. In polls, between 60-70% of Turks believe Turkey would be better off in the E.U. But that number is dwindling, down at least 10% from just one year ago, according to the German Marshall Fund. Moreover, 30% of Turks now believe that their country will never join the club.



al interests. “Tayyip bey,” says Kerinçsiz dismissively, “has dug his own grave.” In the runup to the E.U. talks, Turkey's two main right-wing and nationalist parties—which together form the main opposition to Erdogan's government—mobilized, bringing tens of thousands of sympathizers onto the streets of several cities, including Ankara. These protests grabbed attention in Turkey, but it was the case brought by a state prosecutor against the world-renowned novelist Orhan Pamuk in August that generated outrage beyond the coun-

The E.U. has not made the process of accession easy, demanding a range of reforms, some of which are deeply unpopular in Turkey—and not just with nationalists. These include loosening restrictions on the use of the Kurdish language, and on Kurdish media, even as a new Kurdish insurgency is gaining momentum in the southeast. Demands that Turkey recognize Greek-

controlled Cyprus and changes aimed at bringing Turkey's penal code in line with Europe's are also controversial, seen by many as undermining the integrity of the Turkish state. In a recent poll, 51% of Turks said that they now saw the E.U.-inspired reforms as a repeat of the widely reviled 1920 Treaty of Sèvres, which led to the Ottoman Empire being dismantled by foreign powers. “Turks are fed up,” says Haluk Cetin, a 30-year-old nationalist activist and manufacturer of ice-cream-making equipment. “Rising terrorism, economic hardship and now all this pressure from the E.U. Turks are patient people, but once they reach boiling point, anything could happen.”

Erdogan understands that his government is at risk from nationalists, but he also has his own political constituents to cater to, many of them in the prosperous conservative Muslim heartland of Anatolia. They too are restive for change, having failed to see Erdogan deliver on campaign promises like the lifting of a ban on head scarves in universities and public offices. For them E.U. membership is a potential guarantee against military rule and restrictive laws aimed at curbing religious expression. Last week Erdogan heeded that base and Turkey's other pro-E.U. voices. He circumvented a local court ruling, and hence enabled the conference on the Armenian massacres of 1915 to go ahead—the first meeting of its kind ever to be held in Turkey. “There's no turning back for [Erdogan] now,” says Altınay, who attended the conference. “He's burned his bridges.”

That's the kind of toughness E.U. leaders want to see. As do many Turks. “Turkey is committed to the E.U. path, not only for the sake of becoming a full member, but essentially for itself,” says Sabancı, adding, “The Turkey that will enter the European Union is not the Turkey we have today.” But there's still a yawning gap between that putative future Turkey and today's reality. The conference was the first public discussion of a topic that has been taboo in Turkey for more than 80 years. Participants included an 80-year-old former minister, whose description of what happened to his home town of Tokat—its Armenian population reduced in a decade from 8,800 to 700—left many attendees in tears. “There was a real sense of moral responsibility in the air,” says Altınay. “I've never experienced anything quite as emotional as this.” Then he left the hall—and was promptly showered with eggs and tomatoes by flag-waving protesters. —With reporting by Leo Cendrowicz/Brussels and Pelin Turgut/Istanbul

## Chiites, sunnites, kurdes : à chacun ses enjeux

Si le texte a la faveur des chiites et des kurdes, les deux piliers de la coalition gouvernementale, les sunnites en revanche estiment qu'il contient les germes d'une division du pays.

### Un embryon d'État

La future constitution d'Irak, soumise à référendum samedi, offre aux chiites du sud du pays, riche en pétrole, la possibilité de constituer un embryon d'État en rassemblant plusieurs provinces en une seule région.

Car les chiites, grands vainqueurs des élections de janvier avec les Kurdes, étaient en position de force au sein de la commission de rédaction de la Constitution. Ils ont donc imposé un article stipulant que l'Assemblée nationale, qui sera élue après l'adoption de la Constitution, devra adopter

dans les six mois une loi fixant les conditions pour que deux ou plusieurs des 18 provinces d'Irak puissent former une région.

Les chiites pourraient revendiquer la création d'une région regroupant jusqu'à neuf provinces au sud de la capitale.

### Question d'autonomie

Aucun doute dans le Kurdistan d'Irak sur l'utilité de voter « oui » lors du référendum de samedi. Car le projet de Constitution, y est perçu comme un moyen de renforcer l'autonomie de cette région du nord du pays.

La mobilisation pour un vote en faveur du texte dans les provinces d'Erbil, de Dohouk et de Souleimaniyah, n'a pas d'égale dans le pays : d'une seule voix, partis politiques, responsables et médias chan-

tent les louanges du texte.

Pendant la longue et laborieuse naissance du projet, les négociateurs kurdes ont défendu avec acharnement et obtenu gain de cause sur le fédéralisme, même s'ils n'ont pas réussi à faire inscrire dans le texte le droit à l'autodétermination.

### Les grands perdants ?

Les sunnites, à la tête du pays depuis la naissance d'un État moderne irakien, ont perdu tous les leviers du pouvoir avec la chute de Saddam Hussein. Ils craignent désormais d'être les grands perdants de

l'instauration d'un Irak fédéral. A la suite des élections générales du 30 janvier, les chiites et les Kurdes, devenus les nouveaux maîtres du pays et ont pesé de tout leur poids pour inscrire leur revendication dans le projet de Constitution.

Les sunnites craignent moins l'établissement d'une région au nord, où les Kurdes disposent déjà d'une zone largement autonome, que la création d'une région chiite au centre et au sud, toutes deux disposant d'un grand potentiel pétrolier.

« Les sunnites voient les dispositions sur le fédéralisme comme un complot communalitaire pour diviser l'Irak, qui ne leur laisserait qu'une région centrale enclavée, dépourvue de ressources », souligne le groupe de réflexion international Crisis Group).

La communauté sunnite devra mobiliser en masse, samedi, pour rejeter la Constitution : elle doit réunir deux-tiers de « non » dans au moins trois des 18 provinces du pays. Mission difficile, mais pas impossible.

## 32 are killed in Iraq in a wave of attacks

By Robert F. Worth

**BAGHDAD:** A suicide bomber drove a car packed with explosives into a crowded open market in the northern city of Tal Afar on Tuesday, in the worst of half a dozen attacks across Iraq that left at least 32 people dead and dozens wounded.

The attacks came as U.S. officials and top Iraqi political leaders spent a third straight day struggling to agree on changes to the draft constitution that might persuade more Sunnis to vote for the document in the nationwide referendum on Saturday. Efforts to negotiate changes on Iraq's constitution have been going on for weeks, but have

gained new urgency in recent days, with all of Iraq's top leaders gathering in a last-ditch effort to win more support from the minority Sunnis.

The bombing in the Saray district of Tal Afar killed at least 24 people and wounded 36, all civilians, hospital officials said. Al Qaeda in Mesopotamia, the terror group led by the Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi, took credit for the attack in an Internet statement, saying that it was aimed at Iraqi police and army officers.

Tal Afar, which is 420 kilometers, or 260 miles, northwest of Baghdad near the Syrian border, has long been a transit point for insurgents smuggling weapons

and foreign fighters into Iraq. Last month, U.S. and Iraqi forces cleared the city of insurgents in a major military offensive that left more than 150 insurgents dead and much of the city in ruins.

A contingent of Iraqi commandos remained in the city to maintain order,

but militants have sworn revenge for the offensive, and appear to have had some success in filtering back into town. Two weeks ago, a woman blew herself up in Tal Afar, killing eight people in an operation also claimed by the Zarqawi network.

U.S. officials have repeatedly said that insurgents would step up their attacks in an effort to disrupt the referendum. The attacks on Tuesday appeared to bear those warnings out.

In the northern city of Kirkuk, gunmen ambushed a convoy of police officers assigned to protect polling sites, killing three officers and a civilian, said General Torhan Joseph, the Kirkuk police chief. Six civilians were also wounded. Separately, four police officers were hurt when a bomb exploded near their patrol south of the city, Joseph said.

In Baghdad, a suicide bomber drove a bomb-laden car into a joint American-Iraqi patrol, killing four Iraqi soldiers, Interior Ministry officials said.

Meanwhile, the Iraqi Commission on Public Integrity announced Tuesday that arrest warrants had been issued for Hazem Shaalan, the former defense minister, and 22 other officials who served in the ministry. Shaalan, who served under the interim prime minister, Ayad Allawi, was charged with public corruption in connection with the disappearance of more than \$1 billion from the Defense Ministry's accounts, said Ali al-Shaboot, a spokesman for the commission.

The New York Times



European Pressphoto Agency

A fire being extinguished after a bomb exploded at a market in Baghdad on Tuesday.



# « Exposer tous les crimes de Saddam »

*Sauf contretemps, le procès du raïs déchu débutera le 19 octobre. Chris Kutschera, qui a dirigé la rédaction du Livre noir de Saddam Hussein (Oh ! Ed.), en analyse les enjeux*

**Q**uel est le premier dossier qu'examinera le Tribunal spécial irakien (TSI) ?

► Il s'agit sans doute de l'une des exactions les plus mineures. En 1982, alors que son convoi traverse le village chiite de Doujaïl, Saddam Hussein échappe à un attentat. En représailles, il fait exécuter 143 villageois. Peut-être a-t-on voulu commencer par une affaire simple, facile à juger, pour roder le tribunal avant d'aborder des dossiers plus épineux. Et ils sont nombreux. Pour les Kurdes, l'opération « Al-Anfal » (près de 200 000 morts), le bombardement chimique de Halabja, en mars 1988 (5 000 civils tués), la disparition de 8 000 membres de la tribu Barzani, en 1983. Du côté chiite, les massacres perpétrés au lendemain du soulèvement de 1991. Et il y a aussi les centaines de milliers d'Irakiens emprisonnés, torturés puis exécutés sommairement. Les survivants ne veulent pas d'un procès bâclé, hâtif, limité à Doujaïl.

**Ces crimes sont-ils quantifiables ?**

► On estime le nombre total de victimes à, au minimum, 2 millions. Saddam a commis tout à la fois des crimes de génocide, contre les Kurdes et les chiïtes, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. **Installé par l'occupant, le TSI est-il légitime ?**

► On avait le choix entre un tribunal international et une cour proprement irakienne. Le TSI est à mi-chemin : des

magistrats irakiens épaulés par des experts étrangers. Il s'agit non pas seulement d'infliger une sentence, mais de préparer la reconstruction sur des bases saines. Pour que chiïtes, sunnites et Kurdes vivent ensemble, il faut que tous ces crimes soient exposés sur la place publique, qu'il y ait condamnations et réparations. **Les droits de la défense sont-ils garantis ?**

► Au départ, la défense

accusait, se disait privée de tout accès aux dossiers. Aujourd'hui, c'est la pagaille. Raghda, l'une des filles de Saddam, a récusé les avocats choisis et repris l'affaire en main.

**Le raïs déchu peut-il, comme le Serbe Slobodan Milosevic à La Haye, faire du tribunal une tribune et « pourrir » le procès ?**

► On l'a vu mordant lors des premières comparutions. Il traitait, paraît-il, les témoins

à charge de « chiens », leur crachait au visage. Depuis, il semble moins combatif, un peu résigné, comme cassé par ses deux années d'interne-

**La peine de mort est-elle inéluctable ?**

► Tout ce qu'il y a d'humaniste en nous refuse l'exécution, mais l'ampleur des crimes et les incertitudes qui pèsent sur l'avenir de l'Irak sont telles qu'il s'agit sans doute de la meilleure solution. Une façon de convaincre ceux qui rêvent d'une restauration que le chapitre Saddam est définitivement clos.

**Le procès peut-il doper la guérilla baassiste ?**

► Elle peut surtout l'assommer. Le partisan loyal qui voit son héros menotté, derrière une vitre blindée, comprend qu'il ne subsiste aucun espoir de le voir acquitté ou relâché.

**En trente ans de couverture de l'Irak, avez-vous décelé chez Saddam Hussein une trace de remords, de compassion ?**

► A aucun moment. ●

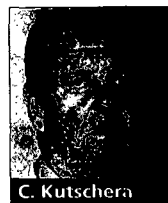
**Propos recueillis par Pierre Ganz et Vincent Hugué dans le cadre de l'émission RFI-L'Express L'Invité de la semaine**



Chris Kutschera. « Les survivants ne veulent pas d'un procès bâclé. »

## ● A LIRE Les crimes de Saddam

Deux ans et demi après la chute de Saddam Hussein, alors que le procès de l'ancien président devant un tribunal spécial est annoncé pour les prochains mois, ce « Livre noir de Saddam Hussein » est une somme fort utile. Préfacé par Bernard Kouchner, l'une des rares personnalités à avoir apporté un bémol à l'unanimité française contre la guerre en Irak, cet ouvrage collectif réunissant journalistes, chercheurs et diverses personnalités irakiennes décortique les trente-cinq ans de règne de celui que les auteurs



C. Kutschera

qualifient de « première arme de destruction massive » de son pays. Il accorde une large place à la répression que

le régime baassiste a fait subir à son peuple, particulièrement aux chiïtes et aux Kurdes qui tentent aujourd'hui d'imposer leurs vues à la minorité sunnite. Insistant sur les crimes de guerre commis contre les Iraniens ou les Koweïtiens, les auteurs n'épargnent pas la communauté internationale, en consacrant un chapitre à l'épi-

neuse question des soutiens – notamment français – dont a bénéficié l'ancien dictateur. V. S. « Le Livre noir de Saddam Hussein », sous la direction de Chris Kutschera, Oh ! Editions, 700 pages, 29,90 euros.

# M. Erdogan veut assurer les Européens de la bonne volonté turque

ANKARA

de nos envoyés spéciaux

Dans de nombreux pays d'Europe, notamment en France, les citoyens sont critiques sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Quelles en sont les raisons, selon vous ?

J'ai du mal à les comprendre. Le processus d'intégration de la Turquie à l'Union européenne (UE) n'a rien de nouveau. Il dure depuis quarante-trois ans. Nous devrions mieux nous entendre, car nous sommes ensemble dans de nombreuses organisations internationales comme l'OTAN, l'OCDE et le Conseil de l'Europe. Cinq millions de citoyens de Turquie vivent dans les pays de l'UE depuis les années 1960. Dans l'évolution démocratique de la Turquie, il existe une influence très forte de la Révolution française.

Il est très difficile de comprendre pourquoi, en dépit d'une telle coopération et du niveau des investissements en provenance des pays de l'UE, la Turquie peut être maintenue sur la liste d'attente depuis si longtemps. Je veux insister sur la nécessité pour nos amis de mieux nous comprendre. Vous, les médias, avez un rôle important. A certains moments, les médias ne nous ont pas décrits tels que nous sommes réellement, et les gens en Europe se sont fait une idée fautive de nous.

Nous entrons désormais dans un nouveau processus très important.

Concernant le fondamentalisme, la Turquie a mis en place un dispositif très fort. Mais on ne doit pas oublier qu'il y a des fondamentalistes dans toutes les religions de tous les pays. Ils ne forment jamais la majorité mais toujours

une petite minorité. Nous ne devrions pas fonder notre évaluation sur eux.

Pour notre part, nous avons déjà annoncé notre position. Si les choses n'avancent pas bien avec l'UE, nous connaissons les critères [démocratiques] de Copenhague [imposés pour adhérer à l'UE], nous connaissons aussi les critères économiques de Maastricht [exigés pour adopter l'euro]. Nous les rebaptiserions simplement critères d'Ankara et nous continuerions d'avancer sur cette voie, car nos objectifs sont d'améliorer les conditions de vie de nos citoyens en matière de démocratie, de droits de l'homme, de niveau de vie, ainsi que d'environnement pour les entreprises.

**La Turquie a-t-elle besoin de l'UE pour la protéger d'une double menace, le fondamentalisme et le pouvoir militaire ?**

La Turquie a dépassé ces difficultés. Elle n'a plus de problèmes sur ces sujets. Après tout, l'aspiration européenne de la Turquie n'a rien de neuf. C'est un processus qui a débuté sous Mustafa Atatürk, fondateur de notre République, et c'est un processus qui se poursuit, mais il a atteint un rythme différent.

**La Turquie a accompli beaucoup de réformes, depuis deux ans, pour obtenir l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'UE. Le terme de ces négociations étant fixé pour une date lointaine, ne va-t-il pas être difficile de maintenir ce rythme ?**

Cette approche n'est pas juste. Nous aimerions avoir une feuille de route de l'adhésion, mais il y a seulement une cible, un objectif. Nous ferons tout ce que nous pouvons pour achever ces

négociations le plus tôt possible et pour que les pays membres de l'UE veuillent accueillir la Turquie.

**Combien de temps cela va-t-il prendre, selon vous ?**

Il est difficile pour moi de citer un nombre d'années, puisqu'il y a vingt-cinq pays qui doivent voter. La France est très importante et, parce que sa Constitution prévoit maintenant un référendum sur cette question, nous espérons beaucoup de nos amis français. N'oubliez pas que 500 000 Turcs vivent en France. Nous voulons qu'ils s'intègrent dans la société française et nous allons continuer à leur demander de faire le nécessaire pour cela. C'est très important pour la Turquie.

**Voulez-vous dire que cette communauté ne fait pas assez d'efforts, actuellement, pour s'intégrer ?**

Ce serait une erreur de prétendre que cette intégration est réussie à 100 %. Mais à partir de maintenant, cela va s'accélérer.

**Pour revenir aux exigences européennes, les lois turques sont adaptées, mais leur application pose problème. Le système judiciaire est à la traîne, comme en témoigne le procès fait à l'écrivain Orhan Pamuk, possible Prix Nobel de littérature...**

Toutes les lois que nous avons adoptées sont en accord avec l'acquis communautaire. Mais la justice est un pouvoir indépendant de l'exécutif et du législatif. Dans le processus en cours, nous avons tous fait des expériences diverses. Je suis allé en prison pour avoir récité un poème en public [« Nos dômes sont nos casques, les mosquées sont nos baïonnettes... »] et, pour cette raison, moi, président de mon parti, je n'ai pas pu être candidat aux élections législatives

du 3 novembre 2002. Trois mois plus tard, nous avons changé la loi, et j'ai pu être candidat. Mais le pouvoir exécutif ne peut pas interférer avec le pouvoir judiciaire.

**N'avez-vous aucun commentaire à faire, quand même, sur la situation de Pamuk ?**

Il ne serait pas correct de commenter une affaire de justice en cours. Mais mes concitoyens connaissent mes vues au sujet de la liberté d'expression. Nous faisons le maximum pour étendre cette liberté pour tout le monde.

**Quels sont les obstacles aux progrès sur la voie d'un règlement du problème kurde ?**

Nous ferons tout ce que nous pouvons pour surmonter les obstacles. Il faut que nos interlocuteurs, par exemple les maires, prennent leur part de responsabilité. Les autorités locales font partie du système de gouvernement. Il s'agit de travailler main dans la main à la prospérité de cette région. Nous faisons des investissements d'une ampleur sans précédent dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, les transports, le logement, l'agriculture.

**Certains nationalistes craignent que l'adhésion à l'UE ne fasse perdre à la Turquie sa liberté d'action...**

Je ne suis d'accord avec aucun de ceux qui tiennent ces propos. Nous avons trois lignes rouges. Nous sommes contre le nationalisme ethnique, régional et religieux. Nous sommes confiants, nous avons un pouvoir qui élimine toutes les craintes. Comme outil contre le nationalisme ethnique, nous avons la citoyenneté de la République de Turquie. C'est ce qui nous réunit tous sous la même ombrelle. En matière de nationalisme régional, nous ne discriminerons jamais aucune région. La terre de Turquie est partout la même. Nous avons à atteindre le même niveau de prospérité pour tous nos concitoyens où qu'ils vivent. Nous éliminerons toutes les sortes d'injustices religieuses. Bien que 99 % des Turcs soient musulmans, nous sommes les garants des 1 % qui ne le sont pas.

**Quelle est votre réaction à l'accession à la chancellerie allemande d'Angela Merkel, qui s'est dite opposée à l'adhésion de votre pays à l'UE ?**

J'accepte tout ce que la démocratie apporte.

Propos recueillis par Patrick Jarreau, Arnaud Leparmentier et Sophie Shihab



Recep Tayyip Erdogan applaudi au Parlement d'Ankara à l'annonce de l'ouverture des négociations d'adhésion, mardi 4 octobre. Le premier ministre turc estime la Turquie « nécessaire » à l'Union européenne.

# LE PETROLE FAIT TACHE AU QUAI D'ORSAY

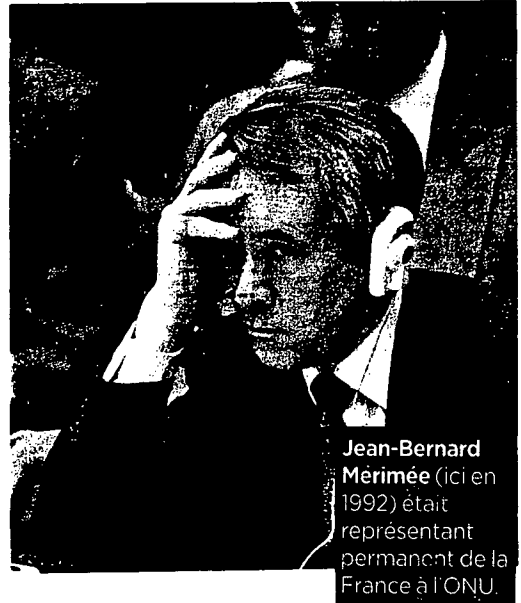
Après Serge Boidevaix, mis en examen, Jean-Bernard Mérimée, autre ambassadeur, est placé en garde à vue dans l'enquête sur les détournements liés au programme de l'ONU en Irak «Pétrole contre nourriture».

**A**près l'implication, au printemps dernier, des réseaux affairistes gaullistes proches de Charles Pasqua, voici la haute diplomatie française à son tour éclaboussée par le scandale «pétrole contre nourriture». Lundi, Jean-Bernard Mérimée, représentant permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU entre 1991 et 1995, puis ambassadeur de France à Rome jusqu'en 1998, a été placé en garde à vue par les policiers de la Brigade de répression de la délinquance économique (BRDE). Il pourrait être mis en examen dans la journée par le juge financier Philippe Courroye, qui enquête depuis 2002 sur cette affaire. Il y a un mois, Serge Boidevaix, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, avait été mis en examen pour «trafic d'influence et corruption active d'agent public étranger» dans le même dossier.

Un par un. Fidèle à sa technique, le juge Philippe Courroye procède avec méthode. Un à un, il convoque les onze Français ou résidents français désignés dans l'annexe du rapport d'enquête de l'ONU sur les détournements financiers opérés en marge du programme «pétrole contre nourriture», et évalués à dix milliards de dollars par l'ONU. Claude

Kaspereit, un homme d'affaires français, fils d'un ancien député parisien RPR, a été mis en examen le 21 septembre. Gilles Munier, secrétaire général de l'Association des amitiés franco-irakiennes, a subi le même sort le 7 octobre. Avant l'été, Hamida Na'na, une journaliste palestinienne, et Bernard Guillet, l'ancien conseiller diplomatique de Charles Pasqua, avaient été eux aussi mis en cause, peu avant la révélation par la Commission d'enquête du Sénat américain d'une implication de l'ancien ministre français de l'Intérieur (*Libération* du 13 mai). A cette occasion, le Quai d'Orsay a fait savoir hier qu'il souhaitait que «toute la lumière soit faite sur les malversations éventuelles».

**Deux voies.** Que reproche-t-on à ces personnes? Aux yeux de la justice, le détournement du programme «pétrole contre nourriture» a emprunté deux voies. D'abord un circuit presque officiel: Total, qui commerçait légalement avec l'Irak, est soupçonné d'être ensuite passé par d'autres sociétés afin d'acquiescer davantage de brut irakien. Problème, l'Irak acceptait cette dérogation qu'en échange de rétro-commissions. Dans un rapport du mois d'avril, les policiers estiment que «de nombreux éléments démontrent que la société Total a été particulièrement impliquée dans différentes infractions, soit directement par l'acquisition de produits pétroliers, soit indirectement, en rémunérant les uns et



Jean-Bernard Mérimée (ici en 1992) était représentant permanent de la France à l'ONU.

les autres, en utilisant différents intermédiaires». Le volet français de l'affaire «pétrole contre nourriture» existe d'ailleurs depuis 2002, après que Tracfin, le service antiblanchiment de Bercy, a établi que Total avait fait transiter près de 5 millions d'euros de commissions occultes sur les comptes suisses de la société Telliac, pour rétribuer les intermédiaires lui ayant permis d'accéder au marché irakien.

Le deuxième circuit, plus opaque, a consisté pour le régime de Bagdad à attribuer directement à des personnes physiques «amies» des bons d'achat de pétrole qu'elles revendaient ensuite, avec une confortable marge, aux compagnies pétrolières souhaitant acheter du pétrole irakien. L'écart entre la valeur des coupons attribués à ces «amis de l'Irak» et le prix de vente aux compagnies générait d'énormes commissions, qui revenaient pour partie dans les poches des dignitaires irakiens, le solde étant conservé par les allocataires des coupons: Bernard Guillet aurait ainsi perçu 760 000 euros, Serge Boidevaix 250 000 dollars – ce qu'il nie –, et Claude Kaspereit 1 million de dollars... ▶

FABRICE TASSEL

**Outre celles mises en examen, cinq personnalités ont été citées par le rapport d'enquête de l'ONU et par les policiers français. Mais elles n'ont pas encore été poursuivies dans l'enquête du juge Courroye.**

**Charles Pasqua**

**Ancien ministre de l'Intérieur (1986-1988 et 1993-1995)**

Il aurait bénéficié d'environ 10 millions de barils qu'il aurait revendus à Total via une société écran suisse. Il dément. Bernard Guillet, son ancien conseiller diplomatique, a affirmé: «Tarek Aziz [ancien vice-Premier ministre irakien] m'a dit que l'Irak voulait remercier Charles Pasqua [pour avoir organisé en 1993] la première visite avec un officiel de haut rang en France.»

## Elias Firzli

**Avocat libanais, il est visé par un mandat d'arrêt international lancé par le juge Courroye.**

Membre du parti Baas, il aurait touché de Total environ 30 millions de francs (environ 4,6 millions d'euros) entre 1998 et 2002 pour avoir favorisé son accès au marché irakien.

## Patrick Maugein

**Homme d'affaires proche de Jacques Chirac**

Il aurait été allocataire de 13 millions de barils. Il nie et estime que ces soupçons sont le fruit de ses relations avec le chef de l'Etat: «*J'étais le pigeon idéal, du fait de mes relations avec Jacques Chirac.*»

## Michel Grimard

**Ancien membre du conseil national du RPR**

Il aurait été le destinataire de 7,5 millions de barils de brut entre 1997 et 2002.

## Ruy di Souza

**Homme d'affaires**

Associé de Maugein dans une société monégasque, il aurait aussi été allocataire de barils de pétrole.

LIBERATION 12 OCTOBRE 2005

# L'Irak, une histoire d'amour et de dollars

La France est toujours empêtrée dans ses liens tissés avec le régime de Saddam Hussein.

Jean-Bernard Mérimée et Serge Boidevaix appartiennent à un club très restreint. Ils ont été élevés «à la dignité d'ambassadeur de France». Avie. Le rang le plus haut, le plus prestigieux du ministère des Affaires étrangères, équivalent d'un vice-président du Conseil d'Etat. Ils ne sont que trente-neuf à bénéficier d'un pareil honneur, dont quatre en activité. Aujourd'hui, les deux hommes ont un second point en commun, moins glorieux. Ils encourent les foudres de la justice. Comme Serge Boidevaix, il y a un mois, Jean-Bernard Mérimée devrait être à son tour mis en examen pour «trafic d'influence» et «corruption d'agents publics étrangers». Le juge Philippe Courroye l'a placé hier en garde à vue dans le cadre de son enquête sur les malversations liées au programme «pétrole contre nourriture» en Irak.

**Bons de pétrole.** Le scandale qui entoure ce programme touche donc, après l'ONU, le Quai d'Orsay. Il renvoie aux relations très troubles que le régime de Saddam Hussein entretenait avec certains hauts fonctionnaires et responsables politiques français. L'homme clé de cette affaire est Tarek Aziz, l'ex-vice-Premier ministre et véritable chef de la diplomatie de Saddam. C'est lui qui, du temps de la splendeur du régime baasiste,

entretenait des amitiés avec tout ce que Paris comptait d'«amis de l'Irak». C'est lui qui, plus tard, alors que ce pays était soumis à embargo, rétribua avec des bons de pétrole, des contrats ou des commissions les «amis» ou jugés tels. La liste des bénéficiaires des «allocations de brut», révélée par *al-Mada*, un journal irakien créé par le sulfureux Ahmed Chalabi, après la chute de Bagdad, épouse les contours de l'ancien lobby pro-irakien, en France et ailleurs.

Longtemps très puissant, ce groupe de pression rassemblait des personnages venus d'horizons divers. Certains suivaient une passion personnelle, à l'image de Gilles Munier, qui, après une enfance dans l'Algérie indépendante, s'était fait inlassable animateur des Amitiés franco-irakiennes, organisant des voyages, invitant des députés, fréquentant des journalistes. Charles Pasqua, lui, avait noué des liens avec l'Irak quand il était ministre de l'Intérieur, sous la première cohabitation. D'autres, des diplomates, ont croisé l'Orient par leur métier. En poste dans une ambassade ou au département Afrique du Nord et Moyen-Orient du Quai d'Orsay, ils ont été les premiers acteurs du partenariat stratégique qui, jusqu'à la fin des années 80, a uni la France et l'Irak. Un long flirt scellé en 1974 par Jacques Chirac

alors Premier ministre et désireux de remplir le carnet de commandes de l'industrie française, et que François Mitterrand perpétua, en soutenant ardemment Bagdad dans sa guerre contre l'Iran.

**Un cent par baril.** Après la première guerre du Golfe, quelques-uns n'ont pas su descendre du train au bon moment. Serge Boidevaix, 77 ans, est l'illustration la plus frappante de cette dérive. Conseiller diplomatique de Jacques Chirac, de 1974 à 1976, il a été l'artisan des trois rencontres entre le Premier ministre et Saddam Hussein. Plus tard, il a été ambassadeur en Allemagne, puis secrétaire général du Quai d'Orsay. Une fois à la retraite, il s'est installé comme consultant. A

la fin des années 90, il allait à Bagdad tous les deux mois, passant chaque fois par Amman, en Jordanie. Il travaillait pour Dumez, Veritas, et des entreprises de lait et de fromages. Un autre de ses clients s'appelait Vitrol, un trader pétrolier anglo-américain: Boidevaix lui fournissait des analyses sur la situation en Irak et s'entremettait pour lui obtenir du pétrole. Son revenu fixe était de 30 000 dollars par an, plus un cent par baril s'il dépassait les 3 millions de barils

par an. En 2002, il prenait la présidence de la chambre de commerce franco-arabe.

Jean-Bernard Mérimée, 68 ans, lui, n'est pas un «ancien» des allers-retours Paris-Bagdad. Chef du protocole sous Giscard, ambassadeur en Australie et au Maroc, c'est comme représentant de la France au Conseil de sécurité

**Conseiller diplomatique de Jacques Chirac de 1974 à 1976, Serge Boidevaix a été l'artisan des trois rencontres entre le Premier ministre et Saddam Hussein.**

de l'ONU, de 1991 à 1995, qu'il commence à fréquenter les Irakiens. Notamment Tarek Aziz, qui passe alors beaucoup de temps à l'ONU pour tenter d'obtenir un assouplissement de l'embargo contre son pays.

**«A bout de gaffe.»** Dans l'imagerie de la diplomatie mondiale, la photo montrant Chirac levant son verre à la santé de Saddam Hussein occupe une place à part, comme exemple des liaisons dangereuses qu'un dirigeant doit savoir éviter. Depuis la première guerre du Golfe, le chef de l'Etat tient «à bout de gaffe», assure un de ses proches, tous ceux qui, dans ce réseau, se réclament de lui. A commencer par Boidevaix. Mais le Président ne pourra pas empêcher l'impression de se répandre que, vis-à-vis de l'Irak, la France n'a pas su garder la distance qui sied aux re-

lations normales entre Etats. Pas plus certains diplomates que certains politiques. Informé dès 2000-2001 des agissements des deux ex-ambassadeurs, le Quai d'Orsay avait

mis en garde l'Elysée. Aujourd'hui, des diplomates du ministère voudraient qu'on fasse le ménage. En commençant par retirer à Serge Boidevaix et à Jean-Bernard Mérimée

leur titre d'« ambassadeur de France ».

ERIC AESCHIMANN  
et CHRISTOPHE BOLTANSKI

# Affaire Mérimée : le Quai d'Orsay cherche à circonscrire le scandale

Le Monde

13 OCTOBRE 2005

**LE MINISTÈRE** français des affaires étrangères s'est employé, mercredi 12 octobre, à circonscrire les retombées d'un scandale qui éclabousse deux anciens diplomates français de haut rang, soupçonnés d'avoir entretenu des liens de corruption avec le régime irakien de Saddam Hussein en bénéficiant de détournements financiers liés au programme onusien « Pétrole contre nourriture ».

Jean-Bernard Mérimée, qui a occupé de 1991 à 1995 le poste d'ambassadeur de France auprès de l'ONU - c'est-à-dire dans la période menant à la mise en place du programme « Pétrole contre nourriture » qui a permis à Saddam Hussein de monnayer des soutiens politiques à l'étranger en échange de « coupons » de vente de pétrole -, a été mis en examen, mercredi, à Paris, par le juge Philippe Courroye. Il est poursuivi pour « trafic d'influence » et « corruption active d'agent public étranger ».

M. Mérimée a reconnu devant le juge avoir été « remercié » par le ministre irakien Tarek Aziz, en octobre 2001, par l'attribution de quotas de pétrole d'un volume de 2 millions de barils, qui lui ont permis de dégager un bénéfice personnel de

150 000 dollars. Il est le deuxième ancien responsable diplomatique français, après Serge Boidevaix, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, à faire l'objet d'une telle procédure judiciaire dans le cadre de l'enquête du juge Courroye portant sur les groupes d'intérêts français en Irak avant le déclenchement de l'intervention américaine, en 2003, à laquelle Paris s'était fortement opposé. M. Boidevaix avait été mis en examen en septembre 2004.

Il s'agit d'une « première » dans les annales du Quai d'Orsay, où l'on voulait insister, mercredi, sur le caractère personnel, relevant exclusivement d'initiatives individuelles, des faits reprochés aux deux ex-diplomates. Ceux-ci, souligne-t-on, étaient déjà à la retraite pendant la période incriminée.

M. Mérimée, dont la longue carrière (ambassadeur en Australie, en Inde, au Maroc, puis à l'ONU) avait été couronnée par une élévation à la « dignité d'ambassadeur de France », un rang qui se conserve à vie, a pris sa retraite en 1998 après avoir brigué sans succès le poste de secrétaire général de la défense nationale. Il est soupçonné d'avoir bénéficié de bons d'achat de pétrole irakien portant sur plusieurs millions

de barils de pétrole, au cours de la dernière période du programme « Pétrole contre nourriture », de 2001 à 2003. A la retraite mais actif dans la finance, notamment par des liens avec une banque marocaine, M. Mérimée était en même temps, de 1999 à 2002, l'un des représentants spéciaux du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

On s'appuie sur cette argumentation, au Quai d'Orsay, pour prendre ses distances et déclinier tout lien avec les agissements financiers de M. Mérimée. Cependant ceux-ci étaient connus puisqu'une « mise en garde » avait été adressée, en septembre 2001, par les services du ministère, à l'ancien ambassadeur à l'ONU, reconverti dans les affaires. La même mise en garde a été envoyée à M. Boidevaix, à la retraite depuis 1993, et connu pour avoir été une des figures de proue des « amitiés franco-irakiennes » du temps de Saddam Hussein.

L'affaire Mérimée-Boidevaix soulève la question des réseaux français tissés en Irak depuis les années 1970-1980 lorsque, comme le rappelle un spécialiste, « tout le monde voulait vendre quelque chose à Saddam : c'était le grand marché ». Elle souligne leur imbrication avec le personnel du Quai d'Orsay et les marchandages obscurs qui ont pu en découler. M. Boidevaix a déclaré devant le juge Courroye que le Quai d'Orsay avait été informé, si ce n'est consulté, sur des transactions qu'il menait.

Pour autant, aucune enquête interne, ni procédure particulière de vérification, ne sera engagée par le ministère français des affaires étrangères, indiquait-on mercredi. Il n'est pas



prévu non plus que le personnel ayant travaillé au sein de la mission française auprès de l'ONU pendant les années de joutes diplomatiques avec les Etats-Unis sur le régime de sanctions imposé à l'Irak fasse l'objet de contrôles particuliers. De même n'y a-t-il pas de dispositif de suivi précis, au sein du Quai, portant sur les activités commerciales privées menées par des diplomates à la retraite, en profitant du carnet d'adresses et des liens tissés au cours de leur carrière de haut fonctionnaire.

Il n'y a « aucun lien » entre l'affaire Mérimée et la « décision de la France de ne pas participer à la guerre en Irak », qui « tenait à notre conception du droit international », a déclaré, mercredi, le porte-parole du Quai d'Orsay, Jean-Baptiste Matéi, en réponse à une question de journaliste. Le nom de Jean-Bernard Mérimée figurait dans le rapport établi par l'ancien inspecteur américain en désarmement Charles Duelfer, en octobre 2004. A l'époque, le Quai d'Orsay avait qualifié de fallacieuses toutes ces allégations.

Fabrice Lhomme et  
Natalie Nougayrède

## Des personnalités russes impliquées

Selon le rapport de la sous-commission publié le 16 mai 2005, le tiers des bons d'achats délivrés par le régime de Saddam Hussein ont été accordés à la partie russe. Pourtant à ce jour, Moscou semble faire la sourde oreille.

Une liste publiée dans le journal de Bagdad *Al-Mada* le 26 janvier 2004 a identifié plusieurs compagnies ou personnalités de haut niveau. On y trouve par exemple Alexandre Volochine, ex-chef de l'administration présidentielle, ou Vladimir Jirinovski, le leader du parti ultranationaliste.

D'autres structures liées au pouvoir russe seraient concernées, comme l'Académie moscovite des sciences, ou l'administration tchétchène. De très grandes compagnies énergétiques figurent également sur cette liste, à côté de compagnies régionales. - (Corresp.)

14 OCTOBRE 2005

**Le Monde**  
ÉDITORIAL

# L'image de la France

CE N'EST QU'UN soupçon, mais terrible. Jean-Bernard Mérimée, ambassadeur de France et ancien représentant permanent du Quai d'Orsay au Conseil de sécurité des Nations unies, entre 1991 et 1995, a été placé en garde à vue lundi 10 octobre et devrait être mis en examen. A ce stade, le juge d'instruction Philippe Courroye s'interroge sur son implication dans les détournements financiers liés au programme de l'ONU en Irak, dit « Pétrole contre nourriture ».

M. Mérimée n'est pas le premier diplomate inquiété. Serge Boidevaix, lui aussi élevé à la dignité d'ambassadeur de France, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, a été mis en exa-

men en septembre pour « trafic d'influence et corruption » dans le cadre du même dossier.

Au-delà de ces deux personnalités, neuf autres, parmi lesquelles l'ancien ministre de l'intérieur Charles Pasqua et son conseiller diplomatique Bernard Guillet, sont visées et se voient reprocher d'avoir bénéficié des largesses de l'ancien dictateur Saddam Hussein.

En bref, la justice les soupçonne d'avoir reçu des allocations pétrolières et de les avoir revendues avec une marge bénéficiaire d'environ 30 cents de dollar par baril. M. Mérimée aurait ainsi reçu des commissions sur quelque deux millions de barils ; M. Boidevaix, président de la chambre de commerce

franco-arabe depuis les années 1990, aurait été l'allocataire de plus de 32 millions de barils entre 1998 et 2003.

Sans préjuger l'issue de l'instruction, ces soupçons viennent durement écorner l'image de la

diplomatie française. Les plus indulgents s'interrogeront sur les dangers d'une politique pro-arabe allant parfois jusqu'à l'aveuglement. Bagdad attendait de la France et de ses plus hauts représentants qu'ils renvoient une image positive du régime irakien. En échange des services rendus, Saddam Hussein a remercié une foule de prestataires plus ou moins conscients et intéressés.

La révélation de cette affaire, l'enquête conduite aux Nations unies par la commission Volcker et l'instruction menée en France par le juge Courroye embarrassent au plus haut point depuis de trop longs mois la diplomatie française. Le respect de la présomption d'in-

nocence lui impose le silence. Mais le respect de sa mission devrait lui donner obligation de parler haut et clair.

En l'occurrence, la diplomatie américaine ne s'est encombrée ni d'élégance ni de demi-mesures, même si certaines sociétés d'outre-Atlantique étaient concernées. Washington est à l'origine de la campagne visant les trafics d'influence qui ont prospéré dans les marges du programme « Pétrole contre nourriture ». Cela entrait dans le cadre de sa lutte sans merci avec la France tandis que celle-ci brandissait l'étendard du multilatéralisme et s'opposait au projet guerrier de George W. Bush en Irak. Cela permettait aussi à la Maison Blanche d'instruire le procès de l'ONU, organisation jamais assez efficace selon les Etats-Unis.

Cela dûment établi n'excuse en rien d'éventuelles malversations des ambassadeurs de la France.

## M. Boidevaix aurait été « en contact constant avec le quai d'Orsay »

Le diplomate a assuré au juge avoir informé les affaires étrangères de ses activités en Irak

**DES LAMBRIS** du Quai d'Orsay aux bas-fonds du commerce international. Ce parcours singulier, Serge Boidevaix, 77 ans, l'a retracé, le 8 septembre, dans le bureau du juge Philippe Courroye. Mis en examen pour « trafic d'influence » et « corruption d'agents publics étrangers », l'ex-secrétaire général du Quai d'Orsay a reconnu avoir perçu les fameuses allocations de pétrole irakiens, entre 1998 et 2003 – pour un total de 29 millions de barils –, en récompense de son lobbying en faveur du régime de Saddam Hussein, via la société Vitol. Il a surtout affirmé au magistrat que le Quai d'Orsay était parfaitement au courant de ses affaires mais aussi de ses démarches auprès du régime baassiste. Des déclarations qui semblent en contradiction avec celles du Quai d'Orsay qui, mercredi 12 octobre, a pris publiquement ses distances avec MM. Boidevaix et Mérimée.

### « JE CONNAIS BIEN L'IRAK »

Sur procès-verbal, M. Boidevaix a affirmé : « J'ai été en contact constant avec le Quai d'Orsay », où il aurait rendu compte, dès 1997, de ses activités en Irak. « J'ai prévenu de mes déplacements les directeurs concernés. Je leur ai demandé si ce que je pouvais dire aux Irakiens ne posait pas de problème pour la diplomatie française. A savoir des propositions d'aménagement des sanctions et tout le problème des relations entre l'Irak et les Nations

unies. J'allais voir aussi notre ambassadeur de France en Irak et lui rendais compte de mes entretiens dans le détail et en particulier ceux que j'avais eus avec Tarek Aziz et les vice-ministres des affaires étrangères. L'administration française connaissait l'existence de mon contrat avec Vitol et l'ambassade des Etats-Unis le savait aussi ».

Lors de son audition, M. Boidevaix avait d'abord évoqué ses quarante années passées dans la diplomatie, dès sa sortie de l'ENA. Ambassadeur en Allemagne de 1986 à 1992, il fut par la suite nommé secrétaire général du Quai d'Orsay avant de prendre sa retraite, en 1993. Après quatre ans au Conseil d'Etat, M. Boidevaix crée, en 1997, une société de consultants. Un an plus tard, il est contacté par Vitol, une société suisse qui, selon lui, « cherchait à rentrer en Irak pour acheter du pétrole ». « Je connais bien l'Irak », a expliqué M. Boidevaix, « parce qu'entre 1980 et 1983, j'ai été directeur en Afrique du Nord/Moyen-Orient au Quai d'Orsay et j'ai été amené à me rendre souvent dans ce pays et à établir des liens avec tous les responsables irakiens. Je connais notamment Tarek Aziz. J'ai conservé des liens avec lui car c'est un homme intelligent et qui est le leader d'une communauté catholique. Je connais Saddam Hussein depuis la fin des années 1970. Je lui ai porté des messages de plusieurs présidents de la République français. »

Fort de sa parfaite connaissance du « système politique et administratif irakien », M. Boidevaix est donc approché « par la vice-présidente de Vitol, Robin d'Alessandro. Elle cherchait à travailler en Irak, elle était Américaine et elle s'est renseignée sur les gens qui pouvaient l'aider ». M. Boidevaix s'engage à ouvrir le marché du brut irakien à Vitol qui, en échange promet de le « payer chaque année 30 000 dollars », plus une prime de 1 cent par baril acheté. « A cette époque, rappelle M. Boidevaix, la résolution 986 de l'ONU [pétrole contre nourriture] avait déjà été prise. Le commerce du pétrole était encadré et contrôlé par l'ONU ».

### « DINERS AU SÉNAT »

L'ancien diplomate se souvient avoir « rencontré le ministre du pétrole irakien, Rachid Amer, ainsi qu'un représentant de la SOMO [la société d'Etat gérant le pétrole irakien], le directeur général adjoint Ali Hassan. Je leur ai dit que Vitol était prêt à acheter du pétrole dans les conditions des Nations unies. [...] C'est donc bien sur mon intervention que les Irakiens acceptaient de négocier les contrats avec Vitol. Les Irakiens octroient des allocations à des gens qu'ils connaissent et qui peuvent leur rendre service. »

Interrogé sur les personnalités françaises qui auraient aussi bénéficié d'allocations (Charles Pasqua, Bernard Guillet, Jean-Ber-

nard Mérimée...), M. Boidevaix a indiqué : « Selon moi, ils ont obtenu des barils car ils ont poussé le lobbying auprès des autorités irakiennes ». Il a reconnu avoir lui-même multiplié les démarches pour obtenir la levée des sanctions contre l'Irak, en organisant des « dîners au Sénat », un « colloque à l'Assemblée nationale »...

Concernant les « surcharges » – les fonds reversés par les bénéficiaires d'allocations à des dignitaires irakiens – M. Boidevaix a affirmé qu'il se « douta[it] que Vitol payait des surcharges ». « J'ai dit à Robin d'Alessandro qu'il ne fallait pas aller contre la loi et qu'il ne fallait pas continuer les paiements. J'ai constaté que Vitol avait suivi mes conseils parce que mes allocations ont été supprimées ».

Lorsque le juge lui a présenté des documents prouvant que des responsables irakiens, notamment Saddam Hassan, ex-directeur général de la SOMO, avaient perçu des rétrocommissions sur des comptes ouverts en Jordanie, M. Boidevaix a indiqué : « Dans ce cas, je pense qu'on est en effet dans un circuit de corruption. Saddam Hassan est le cousin de Saddam Hussein. Je pense aussi que Tarek Aziz a fait la même chose à partir d'un certain moment. J'ai vu le régime irakien se corrompre au fil des ans en commençant par le bas ».

Gérard Davet  
et Fabrice Lhomme

# Quand le régime syrien se déchire de l'intérieur

**L'analyse**  
de Pierre Prier \*

**L**a mort spectaculaire et mystérieuse de Ghazi Kanaan, l'ancien proconsul syrien au Liban, annonce-t-elle le début de la fin du pouvoir syrien ? Le régime de Bachar el-Assad, dont il a hérité en juin 2000, à la mort de son père Hafez, est d'une telle opacité que les experts y perdent leur arabe. L'avènement de cet ophthalmologue, remplaçant au dernier moment le dauphin désigné, son frère Bassel, mort dans un accident de voiture, a rendu plus illisibles encore les structures d'un pays dirigé dans l'ombre par un clan familial issu d'une secte minoritaire, les Alaouites, et par les patrons de divers services secrets aussi féroces que rivaux. Malgré tout, le régime semble bien engagé dans un combat pour sa survie. Avec bien peu d'armes. Bachar el-Assad et son entourage ont peut-être commandité des crimes, mais ils ont surtout commis une faute : celle de ne pas comprendre que le monde avait changé.

Le père avait consolidé son emprise en usant d'une extrême brutalité dans le pays, mais aussi d'une diplomatie subtile à l'extérieur. Hafez el-Assad avait fait de la Syrie le pays sans lequel rien ne peut se faire au Proche-Orient, en démontrant un art consommé de l'alliance de revers. La Syrie avait tourné le dos à l'arabité en soutenant l'Iran dans la guerre Iran-Irak. Elle avait ensuite quitté le « *front du refus* » et rejoint le camp occidental en participant à la coalition internationale contre l'Irak dans la première guerre du Golfe, puis en soutenant la conférence de Madrid en 1991, début du processus de paix. Dans le conflit israélo-palestinien, il a continué un numéro d'équilibriste : Damas a toujours soutenu le Hezbollah libanais à la frontière entre le Liban et Israël, tout en interdisant toute infiltration à partir de sa propre frontière.

A chaque fois, Hafez el-Assad avait touché les dividendes de la realpolitik, grâce à un culot monstre et à un sens instinctif du

« *jusqu'où aller trop loin* ». Il put faire sauter les immeubles de Beyrouth où étaient cantonnés les soldats français et américains ; il put faire assassiner en 1981 l'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare ; il put faire tuer les hommes politiques libanais qui lui déplaisaient ; en fin de compte, la France et les Etats-Unis reconnurent de facto sa suzeraineté sur le Liban compliqué, en lui sous-traitant la sécurité. On ferma aussi les yeux sur ses méthodes pour rester au pouvoir. En 1982, une série de révoltes où les isla-

mistes jouèrent un rôle important fut traitée avec simplicité : le centre-ville de Hamra, cœur de l'insurrection, fut rasé et transformé en parking. On dénombra au moins 20 000 morts, sans grande protestation de l'extérieur.

Ce paysage « idyllique » s'est évanoui. La Syrie n'a plus aucun allié, ni dans le monde occidental ni dans le monde arabe. Même l'Iran lui reproche son soutien à la guérilla antichuite en Irak. Damas est désormais entourée de nations hostiles. L'armée américaine occupe l'Irak. Saddam Hussein, avec qui Bachar s'était rabiboché, n'est

**La Syrie  
n'a plus aucun allié,  
ni dans le monde  
occidental  
ni dans le monde  
arabe**

plus là pour lui vendre du pétrole à bas prix. L'Arabie saoudite le soupçonne du meurtre de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri, qui possédait aussi la nationalité saoudienne. La France et les Etats-Unis se sont alliés pour l'éjecter du Liban. La commission d'enquête de l'ONU sur la mort de Hariri menace de remonter jusqu'au sommet de l'Etat syrien. L'Union européenne a gelé son processus d'association. Dans le monde de

l'après-11 septembre 2001, le pays clé du Proche-Orient est devenu le pays dont plus personne n'a be-

soin. Les Etats-Unis, engagés dans une guerre sanglante en Irak, raisonnent en termes d'amis ou d'ennemis, sans demi-teinte. Le Hezbollah, toléré dans la mesure où il se contentait de tirs symboliques, est prié de déposer les armes. La mort de Rafic Hariri le 14 février 2005 a été l'assassinat de trop, au moment où le processus de l'éviction de Damas du Liban était enclenché. Tout ce que Washington demande aujourd'hui à la Syrie, c'est de cesser de soutenir le Hezbollah et de donner un coup de main au gouvernement irakien en empêchant le transit des djihadistes internationaux par son territoire, ainsi que l'implantation de bases arrière des insurgés sunnites irakiens.

**Q**uant à la France, son changement d'attitude est d'une autre nature. Il s'appelle déception. Jacques Chirac, seul chef d'Etat occidental présent aux obsèques de Hafez el-Assad, avait voulu jouer un rôle de mentor auprès du jeune président inexpérimenté. Paris entendait montrer à la face du monde – surtout des Etats-Unis – la supériorité de la méthode douce sur la force armée, de la connaissance intime du Proche-Orient sur les idéologies abstraites. La France allait piloter Damas vers la démocratisation et l'ouverture, et offrir ainsi un

contre-modèle exemplaire au « grand Moyen-Orient » de George Bush. Le gouvernement syrien fut pris en main : audit complet par les services financiers français, conventions de toutes sortes, y compris la mise en chantier d'une justice digne de ce nom.

L'échec est patent. Les tireurs de ficelle du régime damascène ont étouffé les réformes. La démocratisation n'a pas pointé le bout de son nez. Les opposants ont été ramenés en prison. Les diplomates les plus enthousiastes au début du règne dénoncent maintenant avec amertume un président « *faible et manipulé* ».

Le président et son entourage continuent pourtant à jouer la partition du règne précédent. Les assassinats d'hommes politiques et

de journalistes antisyriniens se multiplient au Liban, tandis que Bachar el-Assad souffle le chaud et le froid à la manière de son père. Mercredi, il déclarait sur CNN que les accusations à propos de son aide aux insurgés étaient « *totallement fausses* », mais qu'il ne « *pouvait pas contrôler toutes les frontières* ». Ce jeu de rôle tombe à plat. Sous forte pression internationale, le régime commence à se déchirer de l'intérieur. Cependant, en l'absence de coup de théâtre, sa déliquescence pourrait traîner en longueur. Les dictatures mettent parfois longtemps à mourir.

\* *Grand reporter  
au service Etranger*

**LE FIGARO**

14 octobre 2005

SYRIE

# Trois scénarios pour une fin de régime

Isolé sur la scène internationale et ayant perdu le soutien de la population, Bachar El-Assad aura bien du mal à se maintenir longtemps au pouvoir, affirme Volker Perthes, spécialiste allemand de la Syrie.

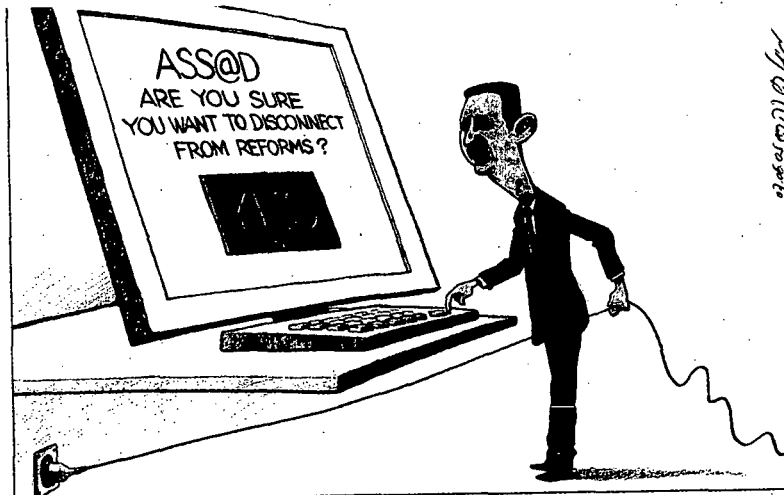
INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE  
Paris

**E**n Syrie, le régime de Bachar El-Assad est en phase terminale, même s'il s'accroche au pouvoir depuis des mois, voire des années. Et cela presque indépendamment de ce que Detlev Mehlis, chargé par l'ONU d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, dira sur le rôle joué par Damas dans ce crime. Une inculpation de responsables syriens de haut rang précipiterait évidemment les choses, pour le pire comme pour le meilleur. Même si Mehlis ne trouve aucune preuve d'une participation directe de la Syrie, il sera pratiquement impossible pour le régime de mettre fin à son isolement sur la scène internationale et d'enrayer la perte de sa légitimité à l'intérieur.

Le gouvernement américain accuse la Syrie de soutenir l'insurrection en Irak. Damas a également indisposé son principal ami en Europe, la France, et poussé à bout d'autres Etats européens qui ont pendant longtemps tenté d'entretenir un dialogue constructif sur des questions tant régionales qu'intérieures. De plus, les relations se sont tendues avec l'Arabie Saoudite, le principal allié arabe de la Syrie.

Mais le plus important est que le régime d'Assad a perdu la confiance et le soutien d'une grande partie de la population et des élites du pays. A cause de sa gestion calamiteuse du Liban, il a dû procéder à un retrait humiliant, et la Syrie s'est vu imposer une enquête internationale qui empiète largement sur sa souveraineté. Assad a mal interprété les grands événements survenus dans la région et dans le monde, et, de ce fait, a isolé son pays sur la scène internationale. Il n'a engagé aucune réforme politique non plus. Alors, le vent du changement soufflera-t-il un jour sur la Syrie, et sous quelle forme ? Compte tenu de l'absence d'un mouvement populaire fort et organisé qui pourrait conduire à une révolution à l'ukrainienne, trois scénarios sont envisageables.

Dans le premier, Assad entreprendrait de changer le système d'en haut. Il ferait endosser les erreurs des cinq dernières années à certains collaborateurs et les renverrait. Il libérerait les prisonniers politiques et annoncerait la tenue de véritables élections législatives dans environ un an, suivies d'un



◀ Bachar El-Assad. "Assad, êtes-vous sûr de vouloir vous déconnecter des réformes ?" Dessin de Kichka, Israël.

scrutin présidentiel pluraliste. Parallèlement, il déciderait qu'il est plus important pour la Syrie de prévenir une guerre civile en Irak que d'assister à un échec des Américains, si satisfaisant que soit un tel spectacle.

Ce scénario exigerait la présence d'un dirigeant fort, aussi n'est-il pas près, hélas, de se réaliser. Ni Assad ni la plupart de ses collaborateurs ne semblent comprendre le monde qui les entoure. Assad n'est pas à la hauteur des fonctions dont il a hérité. Et un nombre croissant de Syriens, dont beaucoup occupent des postes élevés dans l'armée et les services de sécurité, s'en rendent compte.

Nombreux sont les Syriens qui redoutent un scénario totalement différent. Si le régime accentuait son isolement à l'extérieur et perdait un peu plus de sa légitimité à l'intérieur en se contentant de pratiquer la politique de l'autruche, l'Etat syrien risquerait de se désintégrer progressivement. Les Syriens n'accepteraient certainement pas un régime qui enfermerait le pays à la manière de la Biélorussie, en le

dressant contre le reste du monde. Etant donné l'absence d'un espace politique qui aurait permis à d'autres courants politiques de s'exprimer, l'opposition au régime risque de prendre une forme fâcheuse. D'ores et déjà, ces derniers temps, les petits litiges locaux et le malaise politique se sont transformés en troubles ethniques et religieux. A l'évidence, l'Etat voit son autorité contestée. Devant les risques de désintégration de l'Etat, un nombre grandissant de Syriens jugent presque inévitable un troisième scénario : un putsch. L'auteur serait un membre haut placé de la hiérarchie

militaire qui appartiendrait également à la secte des alaouites (celle d'Assad). Dans le Moyen-Orient d'aujourd'hui, les coups d'Etat ne sont possibles que lorsqu'ils s'accompagnent d'une promesse crédible de changement politique. Tout officier qui chasserait Assad et son entourage devrait donc autoriser la constitution de forces politiques et l'organisation en temps voulu d'élections démocratiques. Ce programme remporterait l'indispensable adhésion de la bourgeoisie de Damas et d'Alep, mais aussi des fonctionnaires, des intellectuels, et même d'une grande partie de la base du parti Baas. L'arrivée au pouvoir d'un Musharraf [président du Pakistan] syrien ne serait peut-être pas l'issue idéale, mais elle ne représenterait pas une mauvaise solution.

L'Europe et les Etats-Unis ont tout intérêt à ce que les choses bougent à Damas, et ce sans anarchie ni effondrement de l'Etat. Qui plus est, le mouvement doit venir de l'intérieur. Les fantasmes sur l'accueil enthousiaste que réserverait la population à un changement de régime piloté de l'étranger sous-estiment le nationalisme syrien, comme on a sous-estimé le nationalisme irakien avant le déclenchement de la guerre en Irak. Si jamais Assad décidait de changer de cap, de coopérer avec la communauté internationale et d'engager de véritables réformes politiques, l'Europe et les Etats-Unis devraient rester disposés à lui donner un coup de main. Mais, si le rapport Mehlis accablait des agents syriens et qu'Assad refuse de se montrer coopératif, l'Occident devrait isoler son régime et faire savoir qu'il est prêt à travailler avec ses successeurs.

Volker Perthes

■ **Le pestiféré**  
Difficile de trouver un article dans la presse internationale pour prendre la défense du régime syrien. Pour *The Economist*, le régime traverse la plus grave crise qu'il ait connue en trente-cinq ans. Le spécialiste israélien du monde arabe Zvi Bareil écrit dans *Ha'Aretz* que Bachar El-Assad est devenu le nouveau dada de George Bush. Enfin, selon le *Financial Times*, Washington pense sérieusement lancer des raids militaires contre Damas.

Courrier International

DU 13 AU 19 OCTOBRE 2005



# L'affaire d'Etat qui déstabilise le régime syrien

LE FIGARO

13 octobre 2005

## PROCHE-ORIENT

L'ancien homme fort de la Syrie au Liban, le ministre de l'Intérieur Ghazi Kanaan, qui avait été interrogé dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri, s'est officiellement tué d'une balle dans la bouche, hier.

Alors que tombait, hier, la nouvelle du suicide du ministre syrien de l'Intérieur, Ghazi Kanaan, ancien homme fort de Damas au Liban, le président syrien Bachar el-Assad a déclaré sur CNN qu'il « punira sévèrement » comme « traître » tout Syrien qui serait impliqué dans l'assassinat de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri. Cet entretien a été enregistré peu avant l'annonce officielle du décès brutal du général Kanaan.

L'ANCIEN HOMME FORT de la Syrie au Liban, Ghazi Kanaan, s'est donné la mort hier, selon le communiqué publié par l'agence officielle Sana : « Le général Ghazi Kanaan, ministre de l'Intérieur, s'est suicidé ce matin dans son bureau. » Son directeur de cabinet, le général Walid Abaza, a précisé : « Le général a quitté son bureau pour rentrer chez lui, puis est revenu au bout de trois quarts d'heure, a pris une arme dans son tiroir et s'est tiré une balle dans la bouche. »

Selon un opposant syrien, l'atmosphère était calme hier à Damas, hormis un grand trafic de voitures offi-



Le ministre de l'Intérieur syrien, Ghazi Kanaan (à gauche), ici au côté du président Bachar el-Assad, s'est suicidé hier d'une balle dans la tête dans son bureau de Damas.

cielles autour de l'hôpital principal. Peu d'informations filtraient sur les circonstances réelles de la disparition du ministre, survenue dans une atmosphère de rumeurs de déstabilisation du régime de Bachar el-Assad.

Une première hypothèse lierait la mort de Kanaan à la prochaine publication du rapport de l'ONU sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri en février dernier à Beyrouth. Le rapporteur, le magistrat allemand Detlev Mehlis, devrait présenter un premier résultat le 25 octobre, tout en demandant une prolongation de son enquête. Il avait récemment interviewé Kanaan. Ce dernier, le matin même de l'annonce de sa mort, avait donné une interview à une radio privée libanaise, *La Voix du Liban*. Il y déclarait, de façon sibylline : « C'est la dernière déclaration que je pourrai donner. » Dans l'interview, le ministre de l'Intérieur démentait les informations publiées par une autre chaîne libanaise, NTV, sur son témoignage devant la commission Mehlis. NTV avait affirmé que Kanaan avait touché dix millions de dollars pour faire adopter une loi qui avait permis la victoire de Rafic Hariri, à l'époque allié au

Syriens, aux législatives de 2000. Kanaan s'est-il tué pour échapper à une mise en cause prochaine par la commission Mehlis ? Pour l'opposant syrien déjà cité, « les choses sont beaucoup plus profondes que cela ».

## Système de corruption

La mort de Kanaan peut trouver ses racines dans le complexe système de corruption mis en place par la Syrie au Liban, et dont il était le grand patron. Sa disparition intervient également au moment où la pression monte contre le régime syrien. Outre la menace de révélations de l'enquête Mehlis, le régime de Damas est la cible de sommations répétées des Etats-Unis pour mettre fin à son soutien aux insurgés irakiens. Hier encore, George Bush a demandé à la Syrie de « faire tout son possible pour mettre fin au transit d'auteur d'attentats suicides et de tueurs vers l'Irak ». Des fuites dans la presse augmentent la menace. Selon l'hebdomadaire *Newsweek*, le gouvernement américain aurait récemment débattu d'une attaque sur des camps d'insurgés irakiens situés à l'intérieur du territoire syrien. Lundi, le premier ministre syrien Naji Otaro a répliqué violemment, prédisant que « les portes de l'enfer s'ouvriraient sur les troupes américaines si elles osaient attaquer la Syrie ».

Mais, en dépit de ces rodomontades, de nombreuses rumeurs font état de manœuvres souterraines à l'intérieur du pouvoir de Damas. L'appareil sécuritaire lui-même enregistre des défections. Il y a quelques mois, selon la lettre confidentielle *Intelligence Online*, le colonel Mohammed Safi, directeur de cabinet du chef des renseignements militaires, serait passé aux Etats-Unis via l'Arabie saoudite. Il aurait fourni à la commission Mehlis la preuve que les explosifs ayant tué Hariri provenaient d'une grosse commande passée de Syrie à une firme tchèque slovaque.

Acculé, le régime pourrait tenter de se sauver en sacrifiant ses éléments les plus en vue. Les opposants, désormais totalement interdits de réunion à Damas (un militant connu, le docteur Sarem, a été arrêté hier, selon des sources syriennes), tiennent désormais des réunions publiques à Paris ou à Washington. Ils seraient en liaison avec des personnalités proches de la famille Assad, qui constitue le cœur du pouvoir syrien. Un proche du président Bachar aurait également pris langue avec les Etats-Unis et les Frères musulmans syriens en exil à Londres. La mort du général Kanaan apporte un mystère de plus dans ces tractations de l'ombre.

PIERRE PRIER

# Turks embrace novelist's war on EU

By Dan Bilefsky

**ISTANBUL:** The year is 2010 and the European Union has rejected Turkey. Fascist governments have come to power in Germany, Austria and France and are inciting violence against resident Turks and Muslims. A vengeful Turkey joins forces with Russia and declares war against the EU. Turkish commandos besiege Berlin, obliterate Europe and take control of the Continent.

Some critics will be quick to dismiss "The Third World War," a new futuristic novel by a 30-year-old Turkish writer, Burak Turna, as the wild imaginings of a conspiracy theorist and literary shock jock — and in many ways it is.

But the novel, which dominates bookstore display windows in Istanbul, has sold more than 130,000 copies in just two months and is rising on best-seller lists across the country. As Turkey embarks on 10 years of tortuous talks to join the EU, Turkish observers say the novel's popularity reflects the growing wariness of Turks about a Europe that is increasingly wary of them.

"Turks are getting fed up with the EU's constant demands — and 'The Third World War' has tapped into that," said Sinan Ulgen, a Turkish commentator. He noted that the book's pithy, cinematographic style has helped it resonate with taxi drivers, government officials and housewives alike.

Turna is no fringe figure. His first novel, "Metal Firtina" ("Metal Storm"), became the fastest-selling book in the history of Turkey when it was published in December, a time of deep Turkish ambivalence about the U.S.-led war in Iraq.

The book is a fictional account of a U.S. invasion of Turkey that provokes a Turkish agent to detonate a nuclear bomb in a park in Washington, leveling the capital. Overnight, the grungy former journalist and philosophy student became a chat-show celebrity, a cult figure among 20-somethings and an unofficial cultural barometer for his country.

Turna says Turks' fear of U.S. domination, reflected in the popularity of "Metal Storm," is being supplanted by a growing Turkish ambivalence about Europe — an ambivalence that has lurked in the Turkish soul since after World War I.

At that time, West European powers dismembered the Ottoman Empire.

He says he wrote "The Third World War" — "Üçüncü Dünya Savaşı" in Turkish — to give Turks an outlet for their wounded pride about the EU's constant snubbing.

"Turks are waking up to two facts," Turna said at a café near Istanbul's



Burak Turna in a bookstore in Istanbul, where his novel is a best seller.

Lynsey Addario for the International Herald Tribune

bustling Taksim Square, where he was greeted like a rock star by young fans. "One is that everything told to the Turkish people by EU leaders is lies. Two, that a Muslim country will never get into an EU that doesn't want us."

Turna is a self-confessed history and science fiction junkie, whose authoritative descriptions of U.S. military maneuvers in "Metal Storm" prompted some in Turkey to accuse him of being a CIA agent.

He says he began researching "The Third World War" by brushing up on 1,000 years of European history and concluded that Europe will inevitably reject Turkey and that the Continent will descend into chaos and war.

"Europe is based on a racist nation-state structure that has created world wars for the last 900 years," said Turna, who added that none of his works have been published abroad due to his incendiary themes.

"Even if there are no guns, the EU's decision to turn its back on Turkey will create a cultural war between Islam and the West."

His novel pours scorn on the West in passages like one in which Russian and Turkish officers discuss how they will carve up Europe after defeating it:

"You are right, no matter what the consequences, a new European order will be established," interrupted Cemil Pasha, "and a new European Union will be formed, and this time the strength will lie with Eastern Europe." The Russian general was pleased with this assessment. "I will never say no to Istanbul being the center of the new European Union. After all, I've been there myself," the general joked, "and I've seen the Bosphorus — which was quite enough for me!" Cemil Pasha said,

"Such an outcome would please me. Then Western Europe would watch with grief the reconciliation between the Orthodox world and Istanbul."

The author has been spreading his "clash of civilizations" ideas on the Turkish chat-show circuit and in fiery speeches — titled "The World Order After the Dissolution of the EU" — to sold-out audiences across the country. At a recent book signing event in Izmir, an Aegean port facing Greece, he began by asking the crowd of mostly 15- to 25-year-olds how many supported Turkey's joining the EU. Not a single hand was raised.

He says this is a Turkish backlash against what he calls the "anti-Turkish mania" on the Continent.

Sales of "The Third World War" have been helped by the fact that the book was published in August against a backdrop of rising nationalism in Turkey.

In recent weeks, as the EU intensified its demands for Turkish concessions in sensitive, emotionally charged policy areas like Cyprus and Armenia, sales of Turkish flags have surged.

"Turks are a proud people," Turna said. "Countries like France think we are begging them to join the EU, but the reality is that we will just turn in on ourselves, become skeptical or just lose interest."

His depiction of Turks' growing skepticism is borne out by opinion polls here. One by the Istanbul-based Foundation for Economic Development, an independent research institute, showed that Turkish support for EU membership plunged in May to 63 percent from 94 percent a year earlier.

Turna acknowledges that his propensity for satire and hyperbole often gets in the way of the facts. In "The

Herald Tribune  
INTERNATIONAL  
October 13, 2005

Third World War," Governor Arnold Schwarzenegger has become president of the United States and supports Europe's offensive against Turkey. He provides backing through a secret pagan society, the Brotherhood of Death, that seeks global domination and is meant to represent U.S. neo-conservatives.

Turna grew up in a traditional but intellectual family in Istanbul, imbibing a mix of military history, Kantian rationality and secular Islam. As a student, he spent hours on the Internet, googling U.S. military sites and memorizing Pentagon jargon. In college, he studied business and philosophy, then worked briefly as a journalist before writing "Metal Storm" with a friend, Orkun Ucar.

He confesses that his only trip to Europe was one visit to Munich five years ago, a fact that helps explain why "The Third World War" features baroque descriptions of Germany's beer capital but is spartan in its characterizations of the rest of the Continent.

His frequent travels in Asia, he said, have led him to conclude that Turkey's future rests in an "eastern alliance" rather than in the West.

Turna proposes that Turkey limit its relationship with the EU to a free-trade agreement and instead link up politically with China, India and Russia.

"India has 250 million rich people, China has a huge economy and middle class. Russia is flowing with cash. Why are my politicians wasting time in the corridors of the EU when they should be visiting and courting these countries, like the U.S. does?"

Just as Europeans are ignorant about the real Turkey, Turna argues, Turks are ignorant about the real EU. He blames the Turkish media and the political establishment for portraying the EU as a panacea that will help make poor, agrarian Turkey flush with cash.

"There is not a proper debate on Europe in Turkey," Turna said. "It has become taboo to criticize the EU. The Istanbul elite sell the EU, while the rural part of the country has little understanding of what joining the bloc really means."

Pressed about the benefits that Turkey's EU membership drive has brought, including better rights for minorities and the liberalization of the

Turkish economy, Turna acknowledged that the carrots and sticks of the EU process have been important for a country that has been plagued by instability. But he adds a caveat often heard in the salons, cafés and boardrooms of Ankara and Istanbul.

"What matters for Turkey is being part of a process that has accelerated political and economic change," he said. "But the process is more important than the endgame, and no one will shed a tear if the EU doesn't let us in 10 to 15 years' time."

Since "The Third World War" came out, Turna has been working on a soon-to-be-published philosophical treatise called "Sistema." He also has started his own publishing house to translate new foreign authors into Turkish.

These days, he says, he spends a lot of time playing video games. His favorite? A game called the Rise of Nations in which countries compete for global domination. "I love to pretend that I'm China and to bomb Europe into the Stone Age," he says.

International Herald Tribune

## Iraq's Sunnis divided over charter deal

By Dexter Filkins

**BAGHDAD:** Sunni leaders offered a mixed reaction Wednesday to a last-minute agreement designed to bolster the prospects of the Iraqi constitution, which is set to go before Iraqi voters in a nationwide referendum Saturday.

The agreement came as insurgents pressed their campaign to wreck the referendum. A suicide bomber killed 30 Iraqis at an army recruitment center on Wednesday in a northern town where another bomber had struck just a day earlier, The Associated Press reported.

A number of Sunni religious and political leaders, whose community forms the backbone of the guerrilla insurgency, said they would continue to oppose the draft charter, despite the agreement Tuesday of the Iraqi Islamic Party, the country's largest Sunni political party. Among the rejectionists was the Association of Muslim Scholars, which represents hundreds of Sunni clerics from across the country.

"We are against this constitution because we think it encourages the sectarian division of this country," said Isam Al Rawi, of the Muslim clerics.

But at least one conservative Sunni leader, Mahmood Al Mashhadani, declared Wednesday that he had changed his mind and decided to endorse the constitution and urge Iraqis to approve it Saturday.

Mashhadani made the statement a day after Iraqi leaders announced that they had agreed to insert a mechanism into the constitution that could allow for substantial changes to the constitution after the new, full-term national

assembly is chosen in the December elections. That agreement prompted the endorsement of the Iraqi Islamic Party.

"It's a hard fact that if we want to achieve our demands of freeing the country from occupation, we have to engage in the political process to do so," Mashhadani said. "We will call on all the voters to say yes, because there is no meaning in saying no."

The Iraqi National Assembly approved the revision Wednesday evening, when no one raised any objections to the proposal.

the charter's success.

"We were confident before, but now we are totally confident," said Ali Dabagh, a member of the Shiite alliance that holds a majority of the seats in the National Assembly.

But for weeks, the greatest concern of Iraqi and American leaders has been that the constitution would pass without significant Sunni support, and possibly drive more Iraqis toward violence. Such an outcome would undercut one of the principal goals of the American-fostered democratic process that had been unfolding here over the past year:

### A number of Sunni leaders still oppose the charter, despite the agreement of Iraq's largest Sunni party.

The mixed reaction to the deal, while perhaps not quite what the Iraqi government and the United States were hoping for, suggested that their strategy of driving a wedge into Iraq's Sunni population was showing some success.

Iraqi leaders hailed the deal as all but ensuring that the constitution would be approved Saturday. Sunnis are thought to comprise a majority in only three of Iraq's provinces, and they could defeat the constitution if they mustered two-thirds majorities in all three provinces against it.

That prospect, which seemed unlikely before, seemed more improbable after the agreement was made.

At a ceremony Wednesday, Shiite leaders said the agreement with the Iraqi Islamic Party had all but ensured

that the process itself would co-opt the insurgency by giving more Sunnis a take in the new Iraq.

So far, that has not happened. The Sunnis largely boycotted the elections

in January, and then, in August, a group of Sunni leader refused to support the draft constitution agreed on by Shiite and Kurdish negotiators.

The deal Tuesday was the first sign that the Iraqi leaders, with American prodding, might begin to reverse that.

The breakthrough compromise — reached Tuesday night after days of intense negotiation — greatly increase the likelihood that the draft constitution will pass in the referendum.

Meanwhile, Sunni-led insurgents have stepped up attacks in a campaign

to wreck the referendum and scare voters away from the polls. At least 433 people have been killed in violence in the last 17 days.

On Wednesday, for the second day in a row, a suicide attacker hit the northwestern town of Tal Afar.

The bomber set off explosives hidden under his clothes at the first of two checkpoints outside the army recruiting center in Tal Afar, where men were gathering to apply for jobs, said an army captain, Raad Ahmed, and a town police chief, Brigadier Najim Abdullah.

The captain and brigadier said at least 30 people were killed and 35 wounded.

A day earlier in Tal Afar, a suicide bomber killed 30 civilians and wounded 45 when he plowed his explosives-packed vehicle into a crowded

outdoor market.

Al Qaeda in Iraq claimed responsibility for that attack.

In August, U.S. and Iraqi forces conducted a major offensive in Tal Afar, 150 kilometers, or 95 miles, east of the Syrian border.

They claim to have killed 200 insurgents and driven many others out.

In other violence Wednesday, three suicide car bombs, two roadside blasts and two drive-by shootings killed three

Iraqis and wounded 28 in Baghdad and the northwestern city of Baquba, the police said.

An explosion set by insurgents also shut down an oil pipeline from the northern city of Kirkuk to refineries in Beiji, an official said. The pipeline is open only intermittently because of in-

cessant sabotage.

In Baghdad, Saad Naif al-Hardan, minister of provincial affairs, escaped an apparent assassination attempt when a convoy of cars preparing to pick him up at his office was hit by a suicide car bomb that wounded five bodyguards and five bystanders, the police said.

And two U.S. soldiers died and one was injured when their vehicle rolled over while on patrol during combat near Balad, 80 kilometers north of Baghdad, the military said.

The New York Times

## LE FIGARO

14 octobre 2005

# La promesse d'Europe, levier des réformes en Turquie

L'Union européenne et la Turquie, en ouvrant les négociations d'adhésion le lundi 3 octobre, ont pris la décision qui s'imposait. L'intégration de la Turquie à l'Union est en effet dans l'intérêt des deux parties.

L'ouverture de ces négociations viendra alimenter la dynamique des réformes politiques et des restructurations économiques dans le pays, et aiguillonner les efforts engagés pour résoudre les tensions et conflits nés de la situation à Chypre. Si nous n'en avons pas décidé ainsi, la crédibilité de l'Union s'en serait trouvée sérieusement entamée.

La Turquie revêt une importance stratégique capitale du fait de sa situation géographique. Elle est un partenaire indispensable dans la lutte contre le trafic de drogue, contre la criminalité transfrontières et contre le terrorisme international. Elle est un des pays d'Europe qui connaît le plus fort taux de croissance et elle représente déjà un débouché important pour les pays de l'Union. Pour dire les choses simplement, elle rendra l'Union européenne plus forte, plus sûre et plus compétitive.

La seule perspective d'adhérer à l'Union a entraîné des bouleversements spectaculaires dans le pays. Il n'aurait jamais pu être

question d'une éventuelle adhésion sans que les critères politiques stricts de Copenhague soient réunis. Le premier ministre Erdogan a pris des décisions difficiles mais nécessaires en mettant en œuvre son ambitieux programme de réformes – qui commence à porter ses fruits. Il a notamment aboli la peine de mort, et pris des mesures allant dans le sens d'un respect plus scrupuleux des droits de l'homme et de l'État

de droit. Pour autant, nous savons – comme nos partenaires turcs – que beaucoup reste à faire. Nous savons aussi que les choses prendront du temps et que nous ne pouvons pas préjuger du résultat.

La Turquie doit aligner sa législation sur celle de l'Union européenne. C'est un énorme chantier, qui compte 35 chapitres, dont chacun devra avoir été traité de A à Z avant de pouvoir être refermé. Il va de la justice et des affaires intérieures à la politique économique en passant par l'environnement. C'est la Commission qui sera en charge des négocia-

tions et qui en garantira la rigueur. Il lui reviendra de s'assurer que la Turquie répond bien aux exigences voulues – mais aussi que les exigences en question n'ont rien d'exorbitant et correspondent bien à celles auxquelles devront se plier les autres pays candidats.

Nous nous lançons dans une immense entreprise, tant du point de vue de l'Union que de la Turquie. Le chemin parcouru et les étapes qui restent à franchir au cours des dix années à venir enverront un double signal fort sur le plan politique. Et d'abord, au moment où certains considéraient comme inéluctable un choc des civilisations, la preuve que, pour l'Union européenne et pour nos amis turcs, les différences de religion et de culture ne sont pas un obstacle au partenariat.

Ensuite, comme en témoignera la vitalité propre de la Turquie, c'est aussi la preuve, pour ceux qui prétendent que l'Union fait de l'impérialisme culturel et cherche à aliéner ses voisins en leur imposant ses valeurs, qu'elle n'a pas cette volonté hégé-

monique. La Turquie sera l'exemple vivant de ce que les réformes en cours, porteuses de stabilisation du pouvoir politique, d'innovation, de croissance et d'investissement, et synonymes de recul de la corruption et de la violence séparatiste, peuvent être menées à bien sans entamer ni atteindre les particularismes nationaux du pays qui en fait l'objet.

L'Union n'impose rien à la Turquie. C'est la Turquie qui est

résolue à mener à bien ce chantier, sachant que ce sera pour le plus grand bénéfice de son peuple. N'allons pas nous imaginer qu'elle aurait engagé ces réformes avec autant de diligence et de célérité et que son gouvernement s'y serait investi de la sorte si la perspective de l'adhésion pleine et entière à l'Union n'avait pas servi d'aiguillon.

Nous voulons avoir pour voisin une Turquie prospère, démocratique et stable. Nous voulons voir les autres pays de la région emprunter eux aussi la voie de la réforme et du développement économique. Et nous voulons voir la Turquie, le jour où elle aura rempli les conditions requises, prendre place parmi nous au sein de l'Union européenne.

\* Ministre britannique délégué aux Affaires européennes.



Par Douglas Alexander \*

« Erdogan a pris des décisions difficiles en mettant en œuvre son programme de réformes »

# 15,5 millions d'Irakiens appelés à se prononcer sur la Constitution

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Mais où sont donc passés les titanesques embouteillages des grandes avenues de Bagdad ? Et les

## REPORTAGE

### Les écoles sont closes, les boutiques ont fermé, et les marchés sont presque déserts

6 millions de Bagdadis ? Jeudi 13 octobre, à 48 heures du référendum national sur le projet de nouvelle Constitution, la capitale irakienne n'était jamais apparue aussi étrangement silencieuse. Ecoles et lycées exceptionnellement clos pour quatre jours, boutiques et restaurants fermés, marchés presque déserts, peu de passants : les habitants, prudents et craintifs, n'ont pas attendu l'entrée en vigueur du couvre-feu officiel, imposé de 22 heures à 6 heures, pour se calfeutrer chez eux. La peur est dans la ville, non sans raisons.

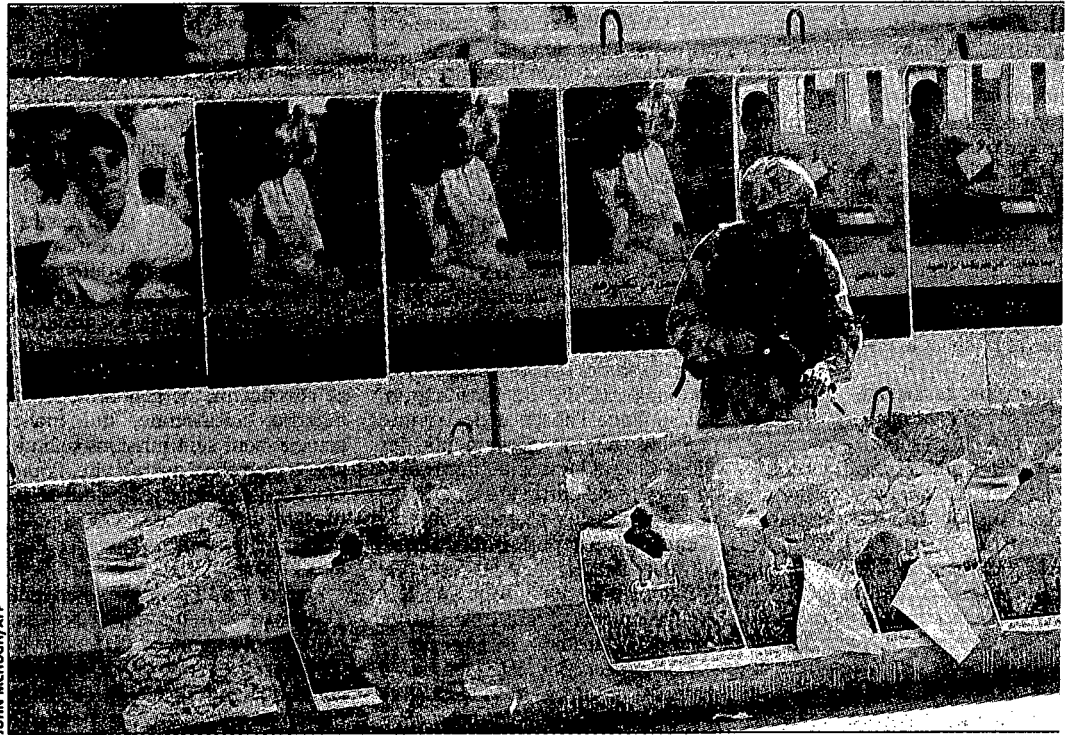
Chaque jour, chaque nuit, des détonations d'armes automatiques, des explosions de lance-roquettes ou de bombes se font entendre. Ce n'est pas le pire. Ces derniers 18 jours, il y a eu, à travers le pays, plus de 500 morts dans des dizaines d'assassinats ciblés, d'attentats à la voiture piégée ou suicides. Sans parler des offensives mili-

itaires au char d'assaut et des bombardements américains, qui ont tué, dans l'ouest et le nord-ouest, des dizaines de personnes « insurgées » ou « rebelles », sans que nul ne puisse vérifier l'authenticité des « rapports de mission » claironnés à Bagdad.

## Les Etats-Unis « satisfaits » des préparatifs

Par la voix de son porte-parole, Adam Erel, le département d'Etat a jugé, jeudi 13 octobre, « très satisfaisants » les préparatifs du référendum constitutionnel du surlendemain en Irak, allant jusqu'à suggérer que le niveau actuel de violences dans ce pays était inférieur à celui enregistré lors du scrutin législatif de janvier. Un rapport trimestriel du Pentagone publié jeudi tend à infirmer un tel constat. Selon ce rapport, au 16 septembre le nombre moyen d'attaques en Irak atteignait 600 par semaine, alors que juste avant le scrutin de janvier, il était de 500. Les responsables militaires américains ont indiqué qu'ils n'avaient pas constaté d'accalmie dans les activités des insurgés au cours des quatre ou cinq dernières semaines.

Pour M. Erel, le nombre d'attaques n'est pas « un baromètre du succès ou de la solidité de la démocratie en Irak ». Washington, selon lui, a été encouragé par le compromis intervenu entre chiites, kurdes et sunnites sur le projet de Constitution et par l'augmentation des électeurs inscrits, qui sont passés de 14,3 millions en janvier à 15,6 millions aujourd'hui. — (AFP.)



Un militaire britannique patrouille dans les rues d'Al-Amara, dans la province de Maysan, au nord de Basorah, jeudi. Soldats, policiers, forces spéciales sont sur le pied de guerre pour assurer la tranquillité du vote.

## « UNE VILLE SANS LOI »

Toutes les frontières du pays et les aéroports sont fermés pour deux jours. Depuis vendredi matin, aucun véhicule civil n'est autorisé à circuler où que ce soit. Drôle d'ambiance pour un scrutin censé rapprocher les Irakiens d'une démocratie concoctée pour eux outre-Manche et outre-Atlantique. « Ne dites à personne où vous logez. Ne prévenez jamais quiconque quand vous sortez. Ne dites pas où vous allez. Restez discret. Circulez le moins possible. Ou alors avec des gardes sûrs et armés, prévenez les amis. Bagdad est aujourd'hui une ville sans loi, où nul ne

peut plus distinguer les policiers des hors-la-loi, les assassins des militaires, les bandits des pseudo-résistants. C'est l'anarchie, la loi du plus fort, du mieux armé. » Après les médecins, les avocats, les familles prospères, les enseignants, ce sont les anciens pilotes de l'armée qui sont enlevés et souvent assassinés — plus d'une vingtaine ces dernières semaines, au point que le président de la République, le Kurde Jalal Talabani, a conseillé aux survivants d'émigrer dans le Kurdistan.

La peur qui règne à Bagdad n'est ni uniforme ni permanente. La ville s'est transformée en une succession de petites « zones vertes » fortifiées, à l'instar de celle édifiée au cœur de la cité pour abriter les pouvoirs irakien et américain. Des quartiers entiers se sont cotisés pour s'offrir des gardes, des checkpoints et de hautes barrières de sécurité en béton armé, qui ne peuvent être franchies qu'après avoir montré patte blanche.

Derrière, des enfants jouent au foot et des vieux devisent à l'ombre, autour d'une table de dominos ou de jacquet. Par comparaison, les grandes villes du sud chiite comme Bassora ou Diwanîyé, ou du nord autonome kurde comme Arbil ou Souleimaniyé — régions presque homogènes en termes ethniques ou confessionnels — peuvent appa-

raître, malgré des attentats sporadiques, comme des havres de paix.

Nul ne doute que dans ces régions-là, les électeurs iront voter en masse le samedi 15 octobre, et qu'une puissante majorité pour le « oui » à la Constitution se dégage. Nul ne doute non plus que les chiites et les Kurdes, qui constituent près de 80 % des 27 millions d'Irakiens et des 15,5 millions d'électeurs inscrits, glisseront un bulletin positif dans les urnes. Le suspense est ailleurs.

## QUATRE PROVINCES-CLÉS

A Bagdad, où les populations sont mélangées, mais surtout dans la plus grande province du pays, al-Anbar, et dans celles de Ninive, Dyala et Salaheddine. Ces 4 provinces sont les seules, sur 18, où les Arabes sunnites sont majoritaires. Les seules où des villes, comme Ramadi, Amara, Fallouja ou Tal Affar sont sporadiquement contrôlées par la guérilla — nationaliste et/ou djihadiste — entre les offensives américaines qui font beaucoup de dégâts sans jamais parvenir à éradiquer les tueurs et les rebelles qui, une fois les Américains partis, « punissent » ceux qui auront été suspectés d'avoir « collaboré » avec l'ennemi.

Abou Moussab Al-Zarkaoui, l'insaisissable et sanglant émir d'Al-Qaida en Irak, a interdit « sous pei-

ne de mort » toute participation au scrutin. Combien oseront défier la menace, samedi, dans ces régions ? C'est toute la question. Car la seule possibilité pour les Arabes sunnites qui rejettent à priori le projet constitutionnel éminemment fédé-

ral qui est proposé serait que deux tiers des votants d'au moins trois provinces disent « non ».

Une seule chose est sûre : tout ce que compte l'Irak de policiers, soldats, forces spéciales et autres milices ont été placés sur le pied

de guerre pour assurer la tranquillité du vote. L'armée américaine, a augmenté ses forces pour le scrutin - 152 000 soldats contre 138 000 d'ordinaire. Mais les GI et les marines n'auront pas le droit, en principe, de se montrer le jour

du vote. Ce doit être, comme disent les officiels, un « exercice irakien souverain ».

Patrice Claude

## Al-Qaida aurait défini une stratégie en quatre étapes en Irak

NEW YORK

de notre correspondant

Les services de renseignement américains auraient intercepté une lettre de 13 pages envoyée le 9 juillet par le numéro deux d'Al-Qaida, l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri, au Jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, le chef du mouvement djihadiste en Irak. Ils en ont rendu public des extraits la semaine dernière, et la totalité du contenu le 11 octobre. Dans ce document, Zawahiri insiste sur l'opportunité historique offerte à l'islamisme radical par l'occupation américaine de l'Irak. Pour le numéro

deux d'Al-Qaida, « l'Irak est devenu le lieu de la plus grande bataille de l'islam de notre ère ». Mais les forces de Zarkaoui doivent garder à l'esprit qu'il s'agit seulement d'une étape.

Zawahiri définit une stratégie en quatre temps. Le premier est de chasser militairement les États-Unis. Le deuxième d'établir « une autorité islamique en Irak, la développer et la soutenir sur le plus grand territoire possible en Irak ». Puis il faut étendre le califat aux

pays frontaliers de l'Irak (Syrie, Jordanie, Arabie saoudite). La dernière étape consiste à engager la

bataille avec Israël, car « Israël a été seulement créé pour défier une nouvelle entité islamique ». Dans cette perspective historique, Zawahiri demande à Zarkaoui de concentrer ses attaques contre les Américains plutôt que contre les civils irakiens et d'éviter les décapitations et autres exécutions sanglantes dont les images sont diffusées sur Internet. Elles sont condamnées par une partie du monde musulman et risquent de coûter à Zarkaoui le soutien des populations.

Le numéro deux d'Al-Qaida recommande de ne pas « se séparer des masses, quel que soit le danger ». Il ne veut pas que se répète « l'erreur des talibans qui ont restreint la participation au gouvernement aux étudiants et aux personnes de Kandahar. Ils n'avaient aucune représentation du peuple afghan dans leur régime. Quand l'invasion est venue, l'émirat s'est effondré en quelques jours, parce que le peuple était passif ou hostile ».

« TÔT OU TARD »

Dans une tribune publiée le 11 octobre dans le *New York Times*, Bernard Haykel, professeur d'études islamiques à l'université de New York, souligne qu'il existe au sein de la mouvance djihadiste une opposition grandissante à la façon dont Zarkaoui mène la guerre contre les chiïtes.

Dans sa lettre, Zawahiri n'épargne toutefois pas les chiïtes. Il les accuse de « trahison et de collusion avec les Américains ». Il prévoit une confrontation entre sunnites et chiïtes « tôt ou tard ». Il ne cesse aussi de rendre hommage à Zarkaoui et de ménager sa susceptibilité. « Il y a une raison à cela, Abou Moussab Al-Zarkaoui est sans conteste aujourd'hui le terroriste

islamiste ayant le plus de succès et de pouvoir. Il a réussi à faire de l'Irak, de loin, le principal théâtre d'opération de la guerre contre les États-Unis et l'Occident. Il a subi des revers, mais ces capacités opérationnelles restent importantes », souligne Daniel Benjamin, ancien membre du Conseil national de sécurité américain et chercheur au Centre

d'études stratégiques internationales. Selon les évaluations du Pentagone, Zarkaoui disposerait de 1 500 à 6 000 hommes et serait à l'origine d'une grande partie des 500 attaques-suicides menées depuis 2003 majoritairement par des combattants étrangers, notamment saoudiens.

Au début de l'année, le chef d'Al-Qaida, Oussama Ben Laden, avait envoyé un message, également intercepté par la CIA, demandant à Abou Moussab Al-Zarkaoui de monter des attaques sur le sol des États-Unis. Il confirmait ainsi indirectement l'incapacité des dirigeants historiques d'Al-Qaida, traqués depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, à conserver un rôle opérationnel.

Eric Leser

## Irak : les sunnites se reprennent à espérer avant le référendum

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Mishaan Al-Joubouri est content, et il n'est pas le seul député arabe sunnite dans ce cas. Les modifications apportées, mardi 11 octobre, au projet de Constitution qui sera soumis à référendum le 15 octobre le satisfont. Ces modifications visent un seul objectif : rallier le plus grand nombre d'électeurs arabes sunnites.

Parce qu'ils ont toujours dominé l'histoire moderne de l'État ultra-centralisé irakien et qu'ils craignent un démembrement du pays dans le système fédéral très décentralisé prévu par le nouveau projet, les Arabes sunnites (20 %-25 % de la population) apprécient la révision de l'article 1 du texte, qui précise à présent que « l'Irak est un État unitaire » et que la Constitution « garantit » cette unité.

Parce qu'ils formaient sinon la majorité du parti Baas déchu, au

moins l'essentiel de ses strates supérieures sous Saddam Hussein, ils apprécient également que les activités du Comité de débaassification créé en 2003 soient désormais placées « sous la supervision » de l'Assemblée qui sera élue le 15 décembre et qui veillera à « assurer l'objectivité et la transparence » de ces activités. « La simple appartenance au Baas dissous n'est pas suffisante pour entraîner des poursuites judiciaires », précise un nouvel article. Beaucoup de fonctionnaires, professeurs, instituteurs et militaires, le plus souvent sunnites, avaient été expulsés de leur corps professionnel ces deux dernières années pour avoir été membres du Baas.

RÉALIGNEMENTS POLITIQUES

Si le Parti islamique d'Irak (sunnite) a appelé ses partisans à voter oui au projet de Constitution, le Comité des oulémas, organisation religieuse influente, continue pour

sa part de rejeter toute idée de « voter sous occupation étrangère ». Le Conseil du dialogue national, qui regroupe plusieurs petits partis, continue de dire non parce qu'il est convaincu, selon Salah Motlaq, son

porte-parole, que « les modifications favorables aux sunnites seront finalement rejetées » plus tard par la majorité kurde et chiïte. De fait, les correctifs plus importants qui seraient ajoutés au texte dans les quatre mois suivant les élections du 15 décembre devront être, à leur tour, approuvés par un référendum.

« Justement, tout est là », estime le riche Mishaan Al-Joubouri, chef d'une petite formation arabe sunnite, le Parti de la patrie. Pour ce milliardaire, qui édifie sa fortune sous Saddam Hussein en s'associant à l'un des fils du dictateur, avant de rejoindre l'opposition fin 1989, des réalignements politiques d'importance sont « déjà en cours ». Selon lui, « les partis chiïtes religieux » qui dominent aujourd'hui le pouvoir sous la direction du premier ministre, Ibrahim Al-Jaafari, chef du Daawa, « ont déçu leurs électeurs, et de nombreux chiïtes refu-

seront de les reconduire ». Le député, qui appartient à l'une des grandes tribus arabes sunnites, est persuadé que les deux grands partis kurdes et la formation laïque de l'ancien chef du gouvernement intérimaire Iyad Allaoui « travaillent déjà à la formation d'une nouvelle coalition avec les Arabes sunnites pour les prochaines élections ».

De fait, des tensions assez fortes ont opposé ces dernières semaines les chiïtes religieux et les Kurdes qui se partagent le pouvoir. Un affrontement physique aurait récemment été évité de justesse entre les gardes des deux parties à l'intérieur même de la « zone verte », où cohabitent tous les pouvoirs en place.

Les Britanniques et les Américains, qui ont présidé aux tractations ayant abouti à des amendements du projet constitutionnel, auraient, selon plusieurs sources, fait droit aux revendications sunnites après que l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Égypte, effrayées par l'influence grandissante de l'Iran en Irak, eurent « fait pression » sur Washington.

Patrice Claude

# Les « visiteurs de l'aube » attisent la guerre civile

Les assassinats pour raisons confessionnelles se multiplient dans le pays, au fur et à mesure que la guerre civile s'étend.

Bagdad

IL EN AURA FALLU du temps pour convaincre Ammar Adel al-Douleyimi, 20 ans, d'aller jusqu'à Bagdad. Depuis la descente des « visiteurs de l'aube » et l'assassinat de quinze membres de sa famille, le jeune sunnite ne quitte que très rarement son quartier d'al-Hurriya, à la périphérie de la capitale irakienne. « Nous sommes victimes d'une guerre lancée par le gouvernement chiite », lâche-t-il.

Les « visiteurs de l'aube », c'est ainsi que les Irakiens nomment ces escadrons de la mort qui débarquent en pleine nuit, arrêtent, torturent, puis jettent leurs victimes au bord d'une route ou d'une rivière. Depuis la chute de Saddam Hussein, il était fréquent d'entendre parler, à Bagdad, d'assassinats isolés, de vengeance politiques calculées. Aujourd'hui, ce sont des charniers entiers qui sont découverts à travers le pays. Au départ, les victimes étaient essentiellement chiites : pèlerins tués sur la route de Nadjaf ou jeunes recrues de l'armée massacrées au retour d'une formation à l'étranger. Désormais, les meurtres en série visent les sunnites. « Il y a six mois, j'étais beaucoup plus optimiste. Mais aujourd'hui je peux dire que le conflit interconfessionnel est déclaré », note le sociologue Munqith Daghri.

## La méfiance s'est propagée dans chaque foyer

À l'heure où les Irakiens se rendent aux urnes, les tensions entre la majorité chiite et la minorité sunnite n'ont jamais été aussi palpables. Les chiites, régulièrement visés par des attentats, accusent les anciens détenteurs sunnites du pouvoir de soutenir la guérilla. Les sunnites, pour leur part, reprochent au gouvernement transitoire d'être à la solde de l'Iran chiite voisin. Comme un nouveau virus, la méfiance s'est propagée dans chaque foyer.

Pour raconter son histoire, Amar Adel al-Douleyimi a choisi un endroit neutre : la cafétéria d'un hôtel populaire de Bagdad, où se croisent des chefs de tribu sunnites et des hommes d'affaires chiites de Nadjaf. Les cernes sous ses yeux laissent deviner de nombreuses nuits blanches. Il dit qu'il a du mal à trouver le sommeil depuis le 25 août. « Vers 1 heure du matin ce jour-là, des hommes armés en tenue de camouflage ont fait irruption dans la maison. Sans raison, ils ont embarqué mes deux frères », raconte-t-il. Quelques minutes plus tard, son père, 12 cousins et 21 voisins étaient arrachés d'autres habitations. « Certains assaillants avaient le visage masqué. Ils ont tout détruit dans la maison, y compris les équipements

électroniques ! », se rappelle le jeune Irakien. Une semaine plus tard, les corps mutilés des 36 hommes étaient retrouvés dans une rivière asséchée, à Badrah wa Jassam, près de la frontière iranienne. « À la morgue, on avait peine à les identifier. Ils portaient encore leurs menottes. Leurs dents et leurs yeux avaient été arrachés. Certaines parties du corps avaient été brûlées à l'acide », raconte-t-il.

Face à ces horreurs qui rappellent les pires années du régime de Saddam, Itham Kadhem, membre du Comité des oulémas sunnites, pointe du doigt le gouvernement à majorité chiite dirigé depuis avril par le premier ministre, Ibrahim al-Jaafari. « Il est incapable d'assurer la sécurité et de garantir un minimum d'électricité, mais il est capable de tuer des innocents ! », s'insurge-t-il. Il affirme que les tueries sont perpétrées par les forces de sécurité, infiltrées par d'anciens membres de la brigade Badr, la milice dépendant du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, une des principales formations chiites de retour d'un long exil en Iran.

Tarek al-Hashemi, le chef du Parti islamique irakien (sunnite), en est, lui aussi, convaincu. « Bayan Jaber, le ministre de l'Intérieur, sponsorise ces crimes ! », dit-il. Sinon, « comment expliquer que de nombreux criminels se dépla-

cent aussi impunément, à l'heure du couvre-feu » ? Au ministère de l'Intérieur, un secrétaire répond que son chef est trop occupé pour répondre aux questions des journalistes et des plaignants. « Je lui ai remis en main propre un dossier détaillé portant sur 25 cas récents de meurtres et de tortures, avec les preuves de l'implication de ses forces de l'ordre. J'attends toujours de ses nouvelles ! », enrage Tarek al-Hashemi. Au cours de ces derniers mois, son parti a également relevé un nouveau phénomène : l'assassinat, séparément, de 55 anciens officiers de l'armée de l'air qui participèrent à la guerre Iran-Irak (1980-1988).

## Des responsables dépassés

« Pour se venger de Saddam, les chiites s'attaquent aveuglément aux sunnites », grommelle le jeune Ammar. Pourtant opposé aux forces américaines d'occupation, il en est presque à regretter leurs méthodes « plus tendres » que celles des nouvelles forces de sécurité, majoritairement chiites. « Avec les Américains, on avait des chances de s'en sortir vivant ! Quand les chiites frappent à votre porte, vous savez que votre fin est proche », ironise-t-il.

Dépassé par les événements, Muvaffaq al-Rubae, conseiller chargé de la sécurité nationale, vient de lancer une grande enquête sur cette violence croissante. D'après ses recherches, « les trois quarts des victimes d'assassinats pour raison confessionnelle sont des chiites ». Cependant, la communauté sunnite ne représente qu'environ 20 % de la population irakienne. Rubae s'en remet au vieil ayatollah chiite Ali Sistani, qui est perçu comme un facteur de calme. « Nous devons tout faire pour le garder en vie. Il détient le remède contre la guerre civile », dit-il. A moins qu'il ne soit déjà trop tard. Dans certains quartiers mixtes de Bagdad à majorité sunnite, comme Ghazaliya, Dora ou Amariya, des dizaines de familles chiites ont déjà plié bagage à force d'être visées par des attaques. Quant aux victimes sunnites, qui ne disposent pas, à l'inverse des chiites, d'un *marja* (ou « modèle d'imitation »), certaines finissent par rejoindre les rangs des insurgés, en désespoir de cause. « Se battre, c'est le seul moyen de nous défendre », prévient Ammar al-Douleyimi.

LE FIGARO samedi 15 - dimanche 16 octobre 2005



Des sympathisants du leader chiite Moqtada Sadr ont défilé hier à Bassora, dans le sud de l'Irak, pour réclamer l'exécution de Saddam Hussein dont le procès qui doit s'ouvrir la semaine prochaine pourrait être retransmis en public. Photo AFP

D. M.

# Les Irakiens aux urnes pour une Constitution aux contours flous

LE FIGARO samedi 15 - dimanche 16 octobre 2005

**MOYEN-ORIENT** Le texte soumis ce samedi aux électeurs irakiens, en instaurant un système fédéral, risque d'attiser les tensions entre sunnites et chiïtes.

Neuf mois après les élections de janvier qui ont porté au pouvoir le gouvernement du chiïte Ibrahim Jaafari, les 15,5 millions d'électeurs sont appelés aux urnes aujourd'hui, pour se prononcer par référendum sur la nouvelle Constitution. Fruit de laborieuses discussions, le texte vise à instaurer un Irak fédéral, tranchant sur le régime centralisé de l'ère Saddam Hussein. Les observateurs s'attendent à une large victoire du oui.

À LIRE LES AFFICHES ÉLECTORALES dans les rues de Bagdad, l'Irak n'a jamais été aussi uni. « *Un pays, une nation, une Constitution* », lit-on sur l'une d'elles. En réalité, c'est une autre affaire. Loin d'apaiser les tensions entre chiïtes et sunnites, le projet de Constitution contient les graines de futures discordes. « *Cette Constitution est un véritable fiasco !* » s'exclame le politologue irakien Wamidh Nadhmi. Bricolé à la va-vite, sous la pression américaine, amendé jusqu'à la dernière minute, le texte a, cette semaine, subi un nouveau réglage pour tenter de gagner la confiance de la minorité sunnite. Traditionnelle détentrice du pouvoir, cette dernière craint que

le principe du fédéralisme, ancré dans la nouvelle Constitution, ne conduise à l'éclatement de l'Irak, avec des Etats kurdes et chiïtes dans les régions pétrolières du Nord et du Sud et un désert sunnite au centre.

## Sauver le projet américain

Le dernier amendement adopté laisse la porte ouverte à de nouveaux changements dans la Constitution, qui seraient alors soumis à référendum l'an prochain. Grâce à cette assurance, le Parti islamique irakien, principal groupe sunnite, s'est résigné à faire marche arrière dans sa campagne en faveur du non. Les autres mouvances sunnites n'ont pourtant pas suivi. « *Cette nouvelle mesure ne fait que sauver le projet américain (...). Elle installe les bases de la division de l'Irak, avant même les élections* », commentait Muthana Harith al-Dhari, le porte-parole du Comité des oulémas. Pas question non plus pour Salah Mutlak, politicien sunnite, de se résigner à voter oui. Selon la nouvelle clause, les futurs amendements ne passeront qu'à condition qu'ils ne soient pas rejetés par les deux tiers des électeurs inscrits dans trois provinces.

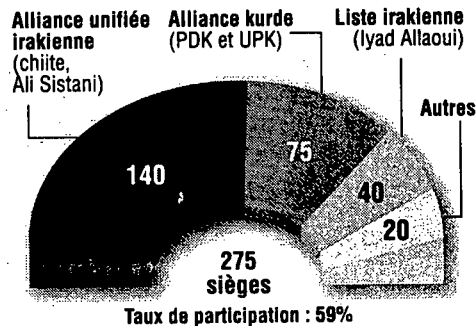
« *Dans ces conditions, dit-il, ça veut dire que la Constitution ne changera pas d'un pouce dans les dix ans à venir* », car les provinces chiïtes et kurdes s'opposeraient aux amendements sunnites.

« **C'est la voie ouverte au contrôle des régions par les milices !** »

Le projet de Constitution stipule que plusieurs

## ► Où en est le processus électoral ?

30 janvier 2005



Source : Commission électorale

28 août

Fin de la rédaction du projet de Constitution

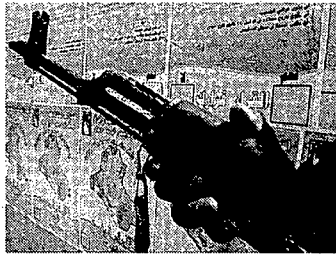
15 octobre

Référendum sur l'approbation de la Constitution

15 décembre

Elections législatives si la Constitution est approuvée

## ► Les chiffres et les mesures prises pour le scrutin



15 millions d'électeurs inscrits

26 millions d'habitants

6 235 bureaux de vote

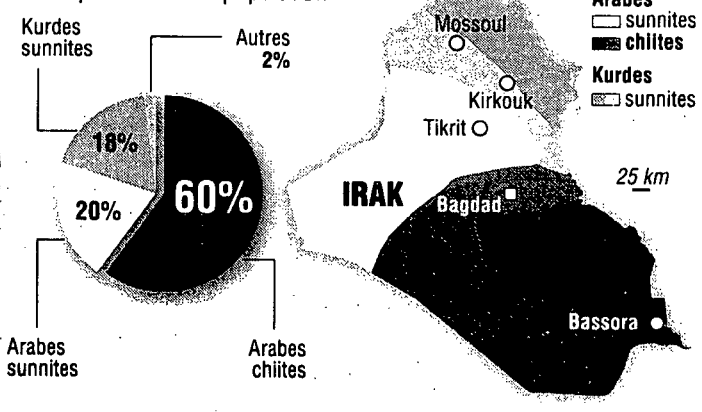
31 809 urnes

3,5 millions de copies du texte de la Constitution en arabe, 1 million en kurde, 400 000 en turcoman et en assyrien

**Nouvelles mesures de sécurité :**  
Couvre-feu général de 22 h à 6 h  
Interdiction de port d'arme pour les civils et les milices  
Trafic routier suspendu

Plusieurs milliers d'observateurs

## ► Répartition de la population



provinces peuvent décider de s'unir pour former un gouvernement régional. Il garantit aux régions des responsabilités comme la gestion de la santé, de l'éducation, mais aussi l'organisation des forces de sécurité interne. « *C'est la voie ouverte au contrôle des régions par les milices, plus loyales à l'égard de leur parti politique local que du gouvernement !* » commente Wamidh Nadhmi, le politologue.

Les sunnites ne sont pas seuls à s'inquiéter. Les proches de Moqtada Sadr, le rebelle chiïte de Koufa,



défendent avec ferveur l'identité nationale arabe en opposition aux « Persans », terme péjoratif utilisé pour évoquer les autres chiïtes, de retour d'un exil en Iran. Quant à la minorité chrétienne, elle craint d'être encore plus marginalisée. « Je commence à recevoir des messages de chrétiens qui se disent sous pression au Kurdistan », remarque Baher Butti, membre de l'association assyro-chaldéenne.

#### Un texte distribué in extremis

Les opposants à la Constitution dénoncent ses zones d'ombre, notamment sur les ressources pétrolières. Dans un article ambigu, il est stipulé que le gouvernement fédéral supervise la gestion des ressources « actuelles » en partenariat avec les régions. « Rien n'est précisé sur les « futures » ressources. De quoi générer des

disputes », note Huda Hidaya Nuaimi, une chercheuse sunnite. La question épineuse du statut de Kirkouk, ville pétrolière et multi-ethnique, que les Kurdes rêvent d'annexer, a été repoussée à la fin 2007. « C'est très dangereux. Cela laisse le temps aux Kurdes de transformer la démographie de Kirkouk », s'inquiète Farouq Abdullah, un des chefs du Front turkmène.

Ces réticences ne devraient pas empêcher le oui de l'emporter, grâce au vote des Kurdes et de la majorité chiïte. Rares sont pourtant les Irakiens qui ont eu le temps de décrypter le pavé de 52 pages, distribué in extremis cette semaine. Cet été, plusieurs versions contradictoires du texte avaient circulé dans la presse locale. « Les Irakiens ne savent malheureusement pas pour quelle constitution ils votent ! » regrette Wamidh Nadhmi.

DELPHINE MINOUI

## Anna Gallo : « Un pas très important vers la stabilisation »

La représentante de l'Union européenne en Irak confie au « Figaro » son analyse du scrutin.

**LE FIGARO.** - Les Irakiens se sentent-ils concernés par ce référendum ?

**ANNA GALLO.** - La population s'est massivement mobilisée pour s'inscrire sur les listes électorales. Certes, la campagne a été courte. Il y a eu des modifications de dernière minute introduites dans le texte. Ce n'est pas l'idéal. Mais, grâce à l'action des Nations unies qui ont largement distribué ce projet de constitution, les médias locaux ont pu sensibiliser la population. On peut s'attendre à une importante participation. J'espère que les conditions de sécurité permettront aux gens d'aller voter. Mais, la situation reste très dé-

licate. Des attentats ont lieu chaque jour à Bagdad. Et dans certaines régions sunnites, les opérations militaires contre la guérilla ne facilitent pas les choses. Maintenir un haut niveau d'insécurité fait partie de la stratégie des insurgés pour bloquer le processus politique.

**Ces modifications de dernière minute vont-elles permettre un ralliement des sunnites, de manière à éviter à terme l'éclatement de l'Irak ?**

Il n'y a pas si longtemps encore, les positions étaient très éloignées entre d'un côté, les sunnites, et de l'autre les Kurdes et les chiïtes. Ces deux derniers ont accepté de poursuivre le dialogue. Kurdes et chiïtes ont consenti des efforts pour répondre aux préoccupations légitimes des sunnites,

hostiles au fédéralisme. Tout cela est positif. Il faut continuer. Mais les formations politiques sunnites restent divisées. La plus importante d'entre elle, le Parti islamique irakien, a finalement demandé à ses supporters de voter oui. C'est important. Cela peut attirer des sunnites vers un processus politique, dont ils se sentent exclus jusqu'à maintenant. Le référendum pourra éviter un démembrement de l'Irak, si les Irakiens pensent que le résultat, quel qu'il soit, est légitime, qu'il représente la vraie volonté du peuple. Il faut que les Irakiens, la minorité sunnite en particulier, puissent dire : « Nous avons été entendus. » Un pas très important aura alors été franchi en vue d'une stabilisation politique du pays.

**Quel impact ce vote peut-il avoir**

sur la guérilla ?

La rébellion elle-même est divisée. On a vu des groupes d'insurgés proposer de protéger des bureaux de vote, tandis que le réseau al-Zarqoui lié à al-Qaida menace les Irakiens qui vont voter. Al-Zarqoui va-t-il être écouté ? Nous aurons demain un indice de sa capacité de persuasion. Quoi qu'il en soit, à terme, ce vote peut permettre à certains groupes de renoncer à la lutte armée et les convaincre qu'ils ont leur place dans le processus politique. Je pense à certains groupes nationalistes ou aux membres de l'armée de Saddam Hussein qui ont été renvoyés par les Américains peu après leur prise du pouvoir à Bagdad. Mais, pour que ce référendum ait un impact durable sur la guérilla, il faudra qu'il y ait en face une réelle volonté de négocier de la part du gouvernement irakien.

Propos recueillis par  
GEORGES MALBRUNOT

## Faillie chez les sunnites

Un parti politique sunnite qui a appelé à voter oui à la Constitution a été la cible de représailles hier.

De notre envoyé spécial à Bagdad

LES INSURGÉS SUNNITES n'ont pas attendu l'ouverture des bureaux de vote pour s'exprimer. Le Parti islamique, la formation sunnite qui s'est ralliée avant-hier au processus politique en appelant à voter oui au référendum constitutionnel, a été la cible de violentes

représailles de la part de courants plus radicaux. Une bombe a explosé hier après-midi devant le siège du parti au centre de Bagdad, alors que ses bureaux de Faludja étaient mis à sac et une grenade jetée contre le domicile d'un des responsables du parti.

Dans le quartier sunnite d'Adhamiyah, au nord de Bagdad, plusieurs centaines de manifestants ont marché vers la mosquée Abou Hanifa, l'un des fiefs du Parti islamique, en brandissant des bannières appelant à voter non à la Constitution, et accusant de trahison le chef du parti, Mohsen Abdoul Hamid. Le changement de position du Parti islamique, survenu après que les Américains eurent arraché des concessions de dernière minute

au comité constitutionnel, est la première division importante survenue dans la communauté arabe sunnite. Elle menace la prépondérance d'un discours jusqu'alors radicalement hostile au processus politique. Pour être adoptée, la Constitution doit recueillir une majorité simple, mais sera abandonnée si les électeurs de trois des dix-huit provinces se prononcent contre. Or, les sunnites sont majoritaires dans quatre provinces, ce qui rend leur unité indispensable aux adversaires du texte pour empêcher son adoption.

Pendant ce temps, dans les quartiers chiïtes de Bagdad, les mosquées ont rappelé les consignes du grand ayatollah Ali Sistani, qui a appelé ses coreligionnaires à voter oui.

« Nous nous attendons à une forte participation, dit Hussain Hindawi, membre et ex-président de la commission électorale. Nous avons un million de plus d'électeurs inscrits que pour les législatives de janvier dernier, puisque nous sommes passés de 14,2 à 15,5 millions. »

« Dans la province d'Ambar (NDLR : au cœur du triangle sunnite, où se situent les villes rebelles de Faludja et Ramadi), nous avons passé un accord avec les tribus pour que les centres électoraux soient protégés, et leur nombre est passé de 35 à 170. C'est un progrès notable ! »

« Cette Constitution a été dure à élaborer, mais tout le monde y a participé, ajoute-t-il. Y compris les terroristes, qui ont aussi joué un rôle en ouvrant les yeux de la population. »

A. J.

# Les incertitudes sur le centre pétrolier de Kirkouk font hésiter les Kurdes

D'après le projet de Constitution, l'éventuelle inclusion de la ville dans la région du Kurdistan serait tranchée avant fin 2007

## ERBIL

de notre envoyée spéciale

Des voitures arborant le drapeau kurde sillonnent villes et villages de la « région du Kurdistan d'Irak », comme à la veille d'une fête. Toutes les affiches sur les bâtiments officiels, les journaux et les chaînes de télévision locale appellent les Kurdes à voter « oui » samedi 15 octobre, au projet de Constitution irakienne. Laquelle va « mettre fin à toutes les souffrances passées » -

légende d'une affiche avec une photo de l'exil dramatique des Kurdes suite à la première guerre du Golfe -, et leur ouvrira « un avenir de lumière » - comme le promet une jeune fille en habit national mettant son bulletin dans une urne.

Mais au-delà de ces signes extérieurs d'unanimité, les surprises commencent. Au pied de la vieille citadelle d'Erbil, la capitale administrative de la région, un jeune marchand de journaux assure que ses clients qui ont multiplié leurs achats de journaux depuis deux semaines vont « voter à 70 % contre cette Constitution ». Pourquoi ? « A cause de Kirkouk, ils ont peur de ne jamais la retrouver. »

La question de Kirkouk - grand centre pétrolier du nord de l'Irak

dont Saddam Hussein avait cherché à renverser la composante ethnique en remplaçant une partie de ses Kurdes majoritaires par des Arabes - pèse sur l'avenir de l'Irak. Sa richesse en or noir pourrait garantir la viabilité d'un Etat kurde indépendant s'il englobait cette ville que le Parlement d'Erbil a déjà désignée comme sa « future capitale ».

Perspective qui fait frémir les voisins de l'Irak, Turquie en tête, qui ont aussi des minorités kurdes sensibles au rêve d'un « grand Kurdistan ». Or, le projet actuel de Constitution irakienne laisse la porte largement ouverte à l'inclusion de Kirkouk dans la région du Kurdistan -

**« Nos dirigeants nous avaient promis le droit à l'autodétermination, mais il n'en est rien »**

tan - la question devant être tranchée par référendum avant fin 2007, à l'issue d'un programme de retour, en chassé-croisé, des déplacés kurdes et arabes. Mais à écouter le marchand de journaux, cela

semble insuffisant : « Nos dirigeants nous avaient promis que la question de Kirkouk serait réglée tout de suite, ils nous avaient aussi promis le droit à l'autodétermination, mais il n'en est rien et, de plus, les Arabes ont reçu le droit de changer encore la Constitution ! »

Ses inquiétudes semblent ici largement partagées, mais pas son pronostic sur les résultats : « Notre société kurde tribale aime tellement ses deux présidents, qu'il suffit à ces derniers de claquer les doigts et tout le monde marche - or, ils ont dit qu'il fallait voter "oui", remarque, amer, l'écrivain Ferhad Pirbal, auteur du peu conformiste roman intitulé *Misères sexuelles du pechmerga* (combattant kurde). Il considère que les chefs des deux grands partis locaux (Jaal Talabani, élu président de l'Irak, et Massoud Barzani, désormais président de la région du Kurdistan) ont « trahi les 98 % de Kurdes » qui ont voté pour l'indépendance au printemps, lors d'une consultation en marge des législatives irakiennes. Ferhad Pirbal votera donc « non » samedi, même s'il ne pense pas à être suivi par plus de « 20 à 30 % de la population ». Il précise que ce sont « les jeunes, ceux qui n'ont pas connu l'oc-

cupation et ne voient pas pourquoi ils doivent tout d'un coup être soumis à Bagdad, qui voteront "non". »

Suzan Hussain, professeur à l'université des Lettres, est d'accord, même si elle va voter « oui », car elle croit aux assurances données par MM. Barzani et Talabani - le projet de Constitution serait le meilleur possible pour les Kurdes dans les conditions actuelles et n'interdit pas d'envisager l'indépendance à l'avenir. « Je sais maintenant que les choses changent. Si l'on m'avait dit, il y a trois ans, qu'un Kurde serait président de l'Irak, j'aurais éclaté de rire », dit-elle. Mais pour autant, le vote de samedi n'aura rien d'une fête, « ni pour moi, ni pour tous les gens que je connais ». La vraie fête, le grand moment d'émotion, ce fut le vote du printemps, quand les Kurdes ont pu voter « pour l'indépendance », même si ce vote était non officiel. « Ce jour-là, même ma vieille mère malade avait exigé d'y aller. Samedi, elle n'ira pas », confie Suzan.

Sophie Shihab

# Les Irakiens se prononcent sur une Constitution fédérale

## BAGDAD

de notre envoyé spécial

Les résultats définitifs du référendum constitutionnel auquel les 15,5 millions d'électeurs irakiens étaient conviés, samedi 15 octobre, ne devaient pas être connus avant le mardi ou le mercredi suivant, disent les autorités de Bagdad. Quels qu'ils soient, au lendemain de cette nouvelle étape vers un recouvrement progressif de leur souveraineté nationale par les Irakiens, le paysage politique du pays ne sera plus tout à fait le même. Sur ce point au moins, tout ce que Bagdad compte d'experts et d'observateurs sont d'accord. Dans la perspective des élections générales qui devraient avoir lieu, quels que soient les résultats du scrutin, le 15 décembre, la recomposition politique a déjà commencé. Et, sauf coup de théâtre, Ibrahim

Al-Jaafari, l'actuel premier ministre chiite du gouvernement transitoire, n'en sera pas.

« Il a beaucoup déçu », note sobrement l'un de ceux qui lui voulaient pourtant le plus grand bien, Ali Dabbagh, authentique expert du monde religieux chiite et membre de la commission des affaires étrangères du Parlement. Chercheur reconnu, formé à l'université américaine et canadienne, M. Dabbagh ne va pas jusqu'à employer l'expression de « gouvernement fantôme » qui court dans tous les milieux politiques du pays.

Il n'évoque pas non plus « tous ces ministres qui passent leur temps à se quereller et gerent leurs administrations comme autant de petits Etats dans l'Etat », comme le fait un autre chercheur local, Wathab Al-Saadi, directeur du Centre d'études sur l'Irak. Mais son réquisitoire n'en est pas moins sans appel :

« Pas de vision, beaucoup d'inefficacité et encore trop de corruption, même si elle est inférieure à celle de l'administration précédente. » Les jugements de l'universitaire chiite et ceux du politologue arabe nationaliste rejoignent ceux de la rue.

En neuf mois de pouvoir, le gouvernement de coalition d'Ibrahim Al-Jaafari n'a pratiquement rien fait de tangible. La guérilla est plus puissante et meurtrière que jamais. Aucun calendrier de sortie des forces américaines et britanniques n'a pu être mis au point. La force multinationale continue de faire à peu près ce qu'elle veut, où elle veut et quand elle veut. Et la vie quotidienne de l'Irakien moyen ne s'améliore pas.

## LE GOUVERNEMENT DÉÇOIT

L'électricité est toujours aussi rare, à Bagdad comme ailleurs. Les coupures d'eau sont aussi fréquen-

tes. Le chômage touche sans doute plus de la moitié de la population active et malgré le manque de place d'une circulation routière alternée - une semaine pour les numéros minéralogiques pairs, une autre pour les impairs, ce qui a créé un énorme trafic de fausses plaques et de faux papiers -, les files d'attente devant les stations-service font toujours des kilomètres. Assis sur les secondes plus grandes réserves pétrolières du monde, l'Irak ne parvient toujours pas à produire assez d'essence pour ses nationaux ni à exporter autant de brut que sous les dernières années du régime précédent.

Labid Abbaoui, le vice-ministre des affaires étrangères, nous répond que « beaucoup de ces problèmes, quand ils dépendent de nous, ne se règlent pas en un jour ».

Il n'empêche qu'aucun progrès n'a été perçu par les populations dans leur quotidien et que la déception est générale. « Par comparaison, ironise Wathab Al-Saadi, l'ancien chef du gouvernement intérimaire, Iyad Allaoui - pourtant installé par les Américains - apparaîtrait pres-

que comme un homme d'Etat ». Pour Ibrahim Al-Jaafari, chef du vieux parti chiite religieux Al-Daawa, la critique d'Ali Dabbagh sonne sans doute plus cruellement encore. M. Dabbagh, qui n'est ni barbu, ni enturbanné, ni membre

d'aucun parti, est en effet un proche du grand ayatollah Ali Al-Sistani, le maître spirituel incontesté de millions de chiites religieux, l'homme dont la « bénédiction » publique avait en quelque sorte « fabriqué » la victoire électorale de la Daawa (la Voie) et de ses alliés religieux du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (CSRII) - aujourd'hui très critiques, eux aussi, de la performance du premier ministre - lors des élections générales du 30 janvier.

« Son éminence a exprimé son désappointement aussi bien envers

le gouvernement que l'Assemblée nationale », confie-t-il. Reclus à Nadjaf, le grand ayatollah septuagénaire « voulait une coalition beaucoup plus large », ajoute-t-il. « Il

avait apporté sa bénédiction à la "liste chiite", entre autres parce qu'il craignait que les Américains, grâce à leur argent, leurs armes et d'autres moyens encore, exercent une influence trop grande sur les résultats des élections ». A en croire l'enquête réalisée après coup par le journaliste américain Seymour Hersh, ces craintes n'étaient pas

totale ment infondées. La « liste chiite » n'ayant pas réussi à obtenir la majorité absolue qu'elle ambitionnait, elle a dû s'allier aux partis kurdes qui « exercent à présent une influence politique bien supérieure à leur poids démographique ». En soutenant M. Jaafari, Sistani a perdu un peu de son prestige. Il a certes invité les Irakiens à voter « oui » au référendum. Mais, prédit Ali Dabbagh, « il ne soutiendra probablement personne aux élections du 15 décembre ».

Patrice Claude

## M. Bush : « Un coup sévère au terrorisme »

« En votant, les Irakiens portent un coup sévère aux terroristes et envoient au monde un signal clair selon lequel ils décideront de l'avenir de leur pays par le biais d'élections pacifiques et non pas par une insurrection violente », a déclaré George Bush, dans son allocution hebdomadaire, samedi 15 octobre. « Le scrutin de ce week-end est un pas déterminant dans la marche de l'Irak vers la démocratie et chaque pas que les Irakiens effectuent fait reculer la vision qu'a Al-Qaïda du monde », a-t-il ajouté estimant que « ce week-end marque une date déterminante dans l'histoire du Moyen-Orient ». Pour M. Bush, « cette Constitution est le résultat de mois de débats et de compromis entre les représentants des différentes ethnies et groupes religieux irakiens. Ces représentants se sont unis pour rédiger un document qui garantit les libertés fondamentales et pose les bases d'une démocratie durable ». « Maintenant, les Irakiens ont le dernier mot », a-t-il conclu. - (AFP.)

## Vers un Etat fédéral et démocratique

● **Le projet de Constitution** soumis au vote, samedi 15 octobre, comporte 139 articles et stipule notamment que l'Irak est un Etat fédéral et une démocratie parlementaire. Les élections législatives doivent avoir lieu tous les quatre ans. L'islam est religion d'Etat. Le chef de la majorité parlementaire deviendra le premier ministre. Si l'islam a le statut de religion d'Etat, la liberté de culte sera garantie par la Constitution. L'islam est aussi reconnu comme principale source du droit, et aucune loi ne peut être en contradiction avec les principes de cette religion ou de la démocratie, pas plus qu'avec d'autres droits garantis par la Constitution.

● **Libertés.** Tous les Irakiens sont égaux devant la loi. La liberté d'expression, de la presse et de réunion est garantie. Le parti Baas, au pouvoir sous Saddam Hussein, est interdit. Les langues officielles nationales sont l'arabe et le kurde. Les réserves pétrolières et gazières sont déclarées « propriété de tout le peuple irakien », et les revenus pétroliers seront partagés équitablement par les différentes régions. Les administrations provinciales se verront accorder un degré élevé d'autonomie et auront le droit de constituer des gouvernements régionaux.

● **Le Parlement,** qui doit être élu le 15 décembre, formera une commission qui devra présenter, dans les quatre mois,

des recommandations sur les possibles amendements. La Constitution sera adoptée si la majorité des votants se prononce pour le « oui », à condition qu'il ne se trouve pas, dans trois des 18 provinces, une majorité des deux tiers en faveur du « non ». 6 200 bureaux de vote seront ouverts dans le pays, de 7 heures à 17 heures. 100 000 policiers et soldats irakiens sont mobilisés. 500 observateurs sont sur place.

● **Le processus.** Si le « non » l'emporte, le processus repart de zéro. Le Parlement sera dissous, et des élections se tiendront d'ici au 15 décembre. Le Parlement élu devra rédiger un nouveau projet qui sera soumis à un référendum d'ici à octobre 2006.

Le Monde

DIMANCHE 16 - LUNDI 17 OCTOBRE 2005

## Des tirs sur Bagdad dès l'ouverture des bureaux de vote

LES 15 550 928 ÉLECTEURS inscrits sur les listes électorales, soit 1,2 million de plus que lors des élections générales du 30 janvier, devront répondre par « oui » ou par « non » à cette simple question : « Approuvez-vous le projet de Constitution pour l'Irak ? » Près de 32 000 urnes ont été mises à la disposition des votants à travers tous le pays alors que d'imposantes mesures de sécurité ont été mises en place pour éviter les attentats. Les frontières et l'aéroport ont été fermés et la circulation automobile a été interdite afin d'empêcher les attentats à la voiture piégée.

Le président kurde Jalal Talabani et le premier ministre chiite Ibrahim Al-Jaafari ont montré l'exemple en votant très tôt, samedi matin, à l'intérieur de la « zone verte » à Bagdad, le secteur ultraprotégé. « J'ai voté "oui" et j'exhorte tous les Irakiens à faire de même, quelles que soient leur ethnies et leur religion », a déclaré le chef de l'Etat

Les 6 235 bureaux de vote ont été placés sous étroite surveillance et il est impossible de s'en approcher sans montrer un document d'identité aux forces de l'ordre omniprésentes. Il y a plusieurs cordons à franchir avant de pénétrer dans les bureaux de vote et tous ceux qui se présentent sont systématiquement fouillés afin de s'assurer qu'ils ne portent ni armes, ni explosifs.

### EXPLOSION À FALLOUJA

Certains bureaux de vote n'ont pas ouvert leurs portes, et dans d'autres le matériel électoral n'est pas arrivé. D'après les premières indications, l'affluence semblait beaucoup plus importante dans les zones chiites que dans les secteurs sunnites. En dépit de la décision du principal parti sunnite, le Parti islamique, de voter « oui » au référendum, les opposants sunnites au projet de Constitution, notamment le Comité des oulémas, la principale organisation reli-

gieuse sunnite, est restée hostile à cette consultation. Le 30 janvier, lors des élections législatives, la communauté sunnite avait largement boycotté les urnes et s'était donc retrouvée en minorité dans l'Assemblée transitoire.

Divers incidents sont survenus dès l'ouverture des bureaux de vote. Certains ont essuyé des tirs à Bagdad et plusieurs engins piégés ont explosé dont un devant une école primaire. Trois soldats ont été tués et trois autres blessés lors de l'explosion d'une bombe près de la frontière iranienne. A Fallouja, le bastion rebelle sunnite à l'ouest de la capitale, un engin artisanal a explosé au passage d'un convoi américain sans faire de victime. Un sabotage des lignes à haute tension alimentant Bagdad a provoqué une coupure de courant générale dans la capitale, vendredi soir. Bassora, capitale du sud, a également été plongée dans le noir à la suite d'un autre sabotage. - (AFP, Reuters.)

# Le oui, «lumière de l'avenir» kurde

La Constitution entérine la quasi-indépendance du Kurdistan irakien. Une opportunité historique que la majorité des 4 millions d'habitants de cette région ne compte pas laisser passer.

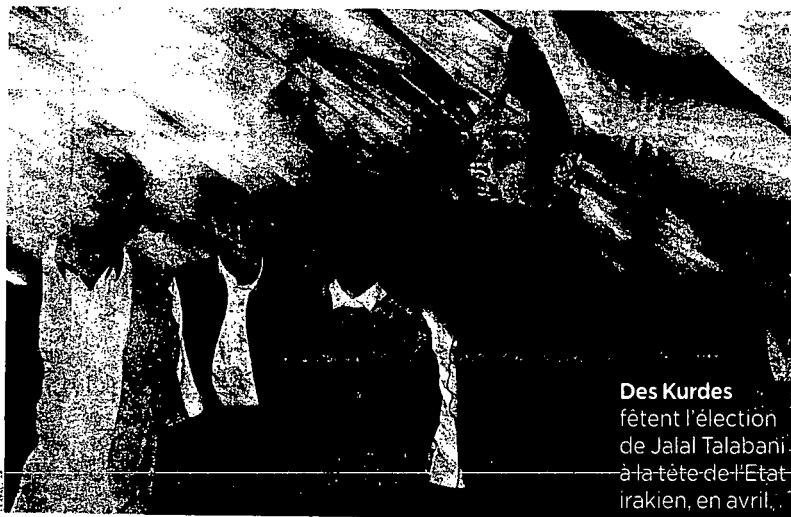
Erbil envoyé spécial

**M**algré la chaleur et la fatigue d'une journée de jeûne de ramadan, les peshmergas - combattants kurdes désormais formellement intégrés à l'armée irakienne - ouvrent les coffres et fouillent soigneusement toutes les voitures. «Avant le référendum, les mesures de sécurité ont été renforcées et les véhicules venant des autres régions d'Irak ne peuvent plus entrer dans le pays kurde jusqu'à mardi», explique l'officier sur le grand pont qui enjambe la rivière Zab. C'est une frontière administrative, informelle mais bien réelle, au sud d'Erbil, la capitale kurde. C'est déjà là que se trouvait le dernier check point du Kurdistan irakien qui, placé sous la protection de l'ONU depuis 1991, échappait au contrôle de Bagdad. Partout flottent les trois couleurs kurdes frappées du soleil. Pas un seul drapeau irakien. Mossoul, la grande ville du nord irakien, en proie aux violences presque quotidiennes, est à moins de 40 kilomètres. Mais le «Kurdistan du Sud», comme l'appellent ses habitants, reste un îlot de paix et de prospérité économique dans le chaos irakien, malgré deux gros attentats-suicides en février 2004 et en mai dernier. Les grandes routes venant du sud sont très contrôlées et, depuis six mois, un gros fossé entoure Erbil, afin d'empêcher les voitures piégées de pénétrer dans la ville par des chemins détournés.

**Le souvenir de 1991.** La nouvelle Constitution soumise samedi aux suffrages des Irakiens va entériner la quasi-indépendance du pays kurde, avec ses 4 millions d'habitants répartis sur un territoire montagneux grand comme la Suisse. C'est le premier Etat qu'ait eu le peuple kurde, écartelé par l'Histoire entre Irak, Syrie, Turquie et Iran. Les affiches électorales sont partout. Une grande photo montre une vieille femme épuisée marchant dans la neige pendant le grand exode qui suivit l'écrasement de la révolte kurde du printemps 1991. «La nouvelle Constitution, c'est la fin du malheur pour notre communauté», proclame la légende. A côté, l'image d'une jeune femme en costume folklorique déposant dans l'urne un bulletin marqué «balé» (oui en kurde) et un texte affirmant que «la nouvelle Constitution est une lumière pour notre avenir».

**Réalisme.** Le président de la région, Massoud Barzani, fils du légendaire général Mustapha Barzani, combattant historique de la cause kurde, affirme haut et fort que «le texte représente une base solide pour bâtir un Irak démocratique, fédéral et pluraliste». Le responsable des relations internationales du parti de Barzani, Safeen Dizae, assure que «cette Constitution maintient presque tout ce que nous avons acquis de facto. Mais pour la première fois, elle leur donne en plus un cadre légal, aussi bien au niveau irakien qu'international». Jalal Talabani, éternel rival de Barzani et actuellement président de l'Irak, est tout aussi favorable au texte.

Même s'ils admettent que la Constitution «ne répond pas à toutes les aspirations des Kurdes irakiens», ils n'en saluent pas moins «une étape historique» et la reconnaissance de la langue kurde comme langue officielle du pays avec l'arabe. L'écrasante majorité des



Des Kurdes fêtent l'élection de Jalal Talabani à la tête de l'Etat irakien, en avril.

Kurdes rêve toujours d'une véritable indépendance, mais ils font pour la plupart le choix du réalisme. «Nous avons connu trop de tragédies, et la géopolitique de la région nous oblige à garder la tête froide», explique Suzan Hussein, professeur de français à l'université. «Je voterai pour le texte parce que je suis kurde», annonce un jeune employé des Postes. Tawna, étudiant ingénieur, est tout aussi catégorique, même s'il reconnaît «ne pas encore avoir pu lire le texte», pas plus d'ailleurs qu'aucun de ses condisciples. Le texte de 32 pages, plutôt ardu et plein de contradictions, a été tiré à Bagdad à plus de 5 millions d'exemplaires sous l'égide de l'ONU, en kurde et en arabe. Mais il a à peine été diffusé. «Je me suis informé en regardant la télévision», explique Ibrahim, électricien.

Les trois grandes chaînes kurdes publiques ou privées diffusent en effet sans cesse des clips et des débats consacrés à la Constitution. Elles laissent un réel espace aux partisans du «non» qui, parmi les Kurdes, estiment le projet insuffisant pour garantir l'intégration de la ville de Kirkouk, avec ses grands gisements pétroliers, dans la région kurde.

Beaucoup se ruent aussi sur les journaux. «J'en vends deux fois plus que d'habitude et surtout les journaux de Bagdad, parce qu'ils ont plus d'informations sur le sujet. Les arguments des officiels kurdes, tous les connaissent trop bien», explique le tenancier d'un kiosque près du bazar au pied de la citadelle.

**Les minorités.** Les non-Kurdes d'Erbil, notamment les Turkmènes et les Arabes, très minoritaires dans cette ville de plus d'un million d'habitants, sont plus réticents. «Je ne suis pas contre le fédéralisme, mais il ne doit bénéficier qu'aux Kurdes, qui ont leur propre langue et disposent déjà de leur propre gouvernement. Si les chiïtes se l'approprient, ce sera la fin de l'Irak», soupire Tarek, Arabe de confession sunnite qui vit depuis des années en zone kurde où il avait trouvé refuge au temps de Saddam. Il n'a guère d'illusions sur le résultat du vote, notamment dans le pays kurde. «Les gens votent dans la discipline, comme le leur disent leurs chefs traditionnels.» Lui est plutôt tenté par le «non». Mais il ne quittera pas Erbil: «Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. Ici, nous sommes les borgnes dans un Irak en pleine déliquescence.»

MARC SEMO

## « Pour la première fois, les Kurdes se trouvent dans le camp des gagnants »

**ERBIL (Kurdistan irakien)**  
de notre envoyée spéciale

En apparence, rien n'a changé au Kurdistan irakien, dimanche 16 octobre, au lendemain d'un réfé-

### REPORTAGE

## Les drapeaux kurdes flottent : « Nos voisins ne pourront plus dire que c'est illégal »

rendum qui a eu lieu ici dans un calme bien encadré. Le résultat était attendu - un quasi-plébiscite pour le oui à une Constitution qui légalise les acquis d'une indépendance obtenue de fait dès 1992. Mais c'est cela même qui constitue un changement fondamental, bien qu'impalpable, insistent les dirigeants kurdes.

Les drapeaux kurdes flottent ici toujours aussi nombreux, en l'absence du moindre drapeau irakien. « Mais nos voisins arabes, turcs et autres ne pourront plus dire que c'est illégal », se réjouit-on dans les rues d'Erbil, capitale administrative de la « Région du Kurdistan d'Irak ».

Après ce référendum, les Kurdes des pays voisins, venus « respirer un air de liberté », et les émigrés, venus investir « au pays » parlent avec plus d'assurance de leurs projets.

Le besoin s'en fait toujours vivement sentir, malgré la reconstruction à marche forcée, depuis six à sept ans, des infrastructures dans une région où Saddam Hussein avait pratiqué la politique de la terre brûlée. Dans le quartier pauvre de Koran, en bordure d'Erbil, la participation au référendum a été minimale. Fonctionnaires et habitants, soumis à la pression du parti dirigeant local (le Parti démocratique du Kurdistan - PDK) cherchaient à nier cette infraction aux consignes. Mais les registres montraient une participation de 5 % à 10 % maximum, à trois heures de la clôture du scrutin... Cas extrême, mais dont la raison, avouée par certains, est claire : « Pourquoi voter alors qu'on n'a toujours pas d'eau, d'électricité, d'essence... »

### VICTOIRE GARANTIE

La seule surprise du vote kurde réside en effet dans une participation relativement faible : 65 % estimés pour la région d'Erbil tenue par le PDK et 70 % pour celle de

Souleimaniyé, tenue par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Lors du scrutin législatif de janvier,

plus de 80 % des inscrits s'étaient mobilisés pour élire un Parlement régional et, surtout, se prononcer à 98 % pour l'indépendance du Kurdistan, lors d'une consultation parallèle officieuse.

C'est pourquoi Fouad Hussein, chef de cabinet du président de la « Région du Kurdistan », Massoud Barzani, préfère parler d'« abstention par nationalisme ». « On nous reproche de n'avoir pas réussi à faire inscrire dans le texte le droit à l'autodétermination », dit-il. Même si ce droit est implicite dans le préambule et dans un article de la Constitution, affirmant que c'est « l'application » de celle-ci qui « garantit l'unité de l'Irak ». Autrement dit, si la Constitution est violée, les Kurdes seront libres de décider seuls de leur avenir, répètent les responsables, qui rappellent les autres droits officialisés par le texte, du maintien des peshmergas, les combattants kurdes, baptisés « gardes régionaux », comme seule force au Kurdistan, y compris à ses frontières, au droit à une représentation kurde dans les ambassades irakiennes.

« Mais il en faut plus pour convain-

cre nos jeunes qui n'ont connu que l'indépendance, ne parlent pas l'arabe et ne sont jamais allés à Bagdad, qui leur renvoie uniquement des images de barbarie... Notre génération rêvait d'aller à Bagdad, eux rêvent de Stockholm ou de Paris, et beaucoup n'ont pas voté. De même que de nombreux intellectuels et de femmes, mécontents des contradictions dans le texte entre islam et démocratie », explique Fouad Hussein. De toutes façons, relève-t-il, l'absence d'enjeu au Kurdistan - où la victoire du oui était garantie - n'incitait pas à une forte participation.

Quant à la question centrale - l'indépendance reste-t-elle votre but ? - Fouad Hussein répond : « L'indépendance est notre droit, notre rêve. Mais ce n'est pas dans nos plans. Du moins tant que l'Irak se dirige vers la démocratie, et non vers une république islamique, ou agressive à notre égard. » Et il ajoute, sur une petite note de triomphe : « Pour la première fois dans l'Histoire, les Kurdes se trouvent dans le camp des gagnants... »

Sophie Shihab

## L'opposition syrienne unie réclame un « changement national démocratique »

POUR la première fois en Syrie, des partis et des personnalités arabes et kurdes d'obédiences politiques diverses viennent de se retrouver autour d'une plate-forme commune, dont l'appellation - « Déclaration de Damas pour le changement national démocratique » - annonce la couleur : l'objectif de la vingtaine de formations et personnalités signataires est le changement de régime par les voies « pacifiques et démocratiques », dans le but d'instaurer un « Etat de droit ». Les autorités les ayant empêchés d'annoncer leur alliance dans une conférence de presse, les signataires ont diffusé l'information, dimanche 16 octobre, sur un site Internet.

Le pouvoir syrien aura du mal à crier à la manipulation ou à l'ingérence étrangère dans la mesure où les signataires ont derrière eux une longue histoire de lutte politique nationale qui leur a valu de ne pas être légalisés voire, pour certains d'entre eux, d'être emprisonnés.

La direction exilée de l'association syrienne des Frères musulmans a aussitôt adhéré à la « Déclaration de Damas », dans un communiqué publié sur son site Internet.

A l'heure où le pouvoir syrien est mis en cause pour son ingérence au Liban et son soutien présumé aux insurgés et aux terroristes en Irak - ce dont il se défend -, cet

appel intérieur à des « changements radicaux » qui ne soient pas « de pure forme » accentue la pression sur le pouvoir.

L'appel à tous les partisans du changement au sein de la société et de la classe politique, y compris dans le giron du pouvoir, pour faire passer le pays de la « formule de l'Etat sécuritaire à celle de l'Etat politique », est dicté par l'urgence face « aux dangers sans précédent » qui guettent la Syrie, écrivent les auteurs.

### LARGE COALITION

Ils dénoncent « le monopole du pouvoir » exercé depuis plus de

trente ans par un régime « hégémonique, totalitaire et factieux » dont les politiques, qualifiées de « destructrices, aventureuses et à courte vue », ont entraîné un « isolement étouffant » au plan arabe et régional et une désaffection populaire pour la chose publique, des crises de plus en plus graves et le risque d'un effondrement économique.

Les signataires, qui vont du Rassemblement national démocratique - dont fait partie le Parti du peuple (ex-Parti communiste) du célèbre opposant Riad Turk - au député en détention Riad Seif et à l'activiste des droits de l'homme Haïtham Al-Maleh, en passant par les sept partis représentant la minorité kurde et le chef religieux sunnite très respecté Jaoudat Saïd, se proposent d'instaurer « pacifiquement, progressivement, par le dialogue, l'entente et la reconnaissance de l'autre », un régime « démocratique », condition indispensable du changement.

Ils rejettent tout esprit totalitari-

re, toute violence en politique et toute hégémonie partisane, s'engagent à respecter la liberté et la souveraineté du peuple, bref à construire un « Etat moderne, fondé sur un nouveau contrat social », issu d'une nouvelle Constitution élaborée par une Assemblée constituante.

Ils prônent le multipartisme, l'octroi à la minorité kurde opprimée (1,5 million de personnes) de la citoyenneté pleine et entière, à égalité avec toutes les composantes de la société. L'islam étant « la religion de la majorité » des citoyens, il est qualifié de « constituant culturel principal », toutes les autres composantes culturelles et religieuses du pays devant être respectées.

Dans le but de parvenir à la plus large coalition possible de forces sociales politiques et syndicales désireuses de changement, les signataires précisent que ces lignes directrices sont ouvertes à la critique et à la discussion.

Mouna Naïf

# Les Irakiens se sont massivement mobilisés

LE FIGARO 17 octobre 2005

## MOYEN-ORIENT

Plus de 60 % des électeurs convoqués samedi pour se prononcer sur la Constitution se sont déplacés sans incident majeur. Le oui semblait devoir l'emporter au risque de raviver le mécontentement de la minorité sunnite.

Sans attendre les résultats du référendum de samedi en Irak sur la Constitution, le président américain George W. Bush s'est félicité hier de la forte participation, qualifiant la consultation de « jour très positif » pour les Irakiens.

De notre envoyé spécial à Bagdad

MALGRÉ LA MOBILISATION des Arabes sunnites, qui se sont contre toute attente rendus en grand nombre samedi aux urnes pour voter contre le projet, la nouvelle Constitution irakienne semblait hier sur le point d'être adoptée.

Selon des résultats partiels transmis hier soir à Bagdad, le oui l'aurait emporté dans les provinces de Ninive et de Diyala, majoritairement sunnites, mais où vivent d'importantes minorités kurdes ou chiïtes. Or les espoirs des opposants sunnites à la Constitution reposaient sur le ralliement au non des deux tiers des électeurs d'au moins trois gouvernorats sur les dix-huit que compte l'Irak. Même s'ils remportent la majorité dans les deux autres provinces sunnites d'Ambar et de Salahoudine, leurs dernières chances de voir rejeté un texte constitutionnel qu'ils considèrent comme un plan de partition de l'Irak sont à présent pratiquement nulles. Des rumeurs de fraudes couraient déjà hier soir à Bagdad dans l'opinion sunnite, qui refuse de croire à une autre raison de sa défaite dans des provinces où elle est majoritaire.

## Les Kurdes majoritairement favorables

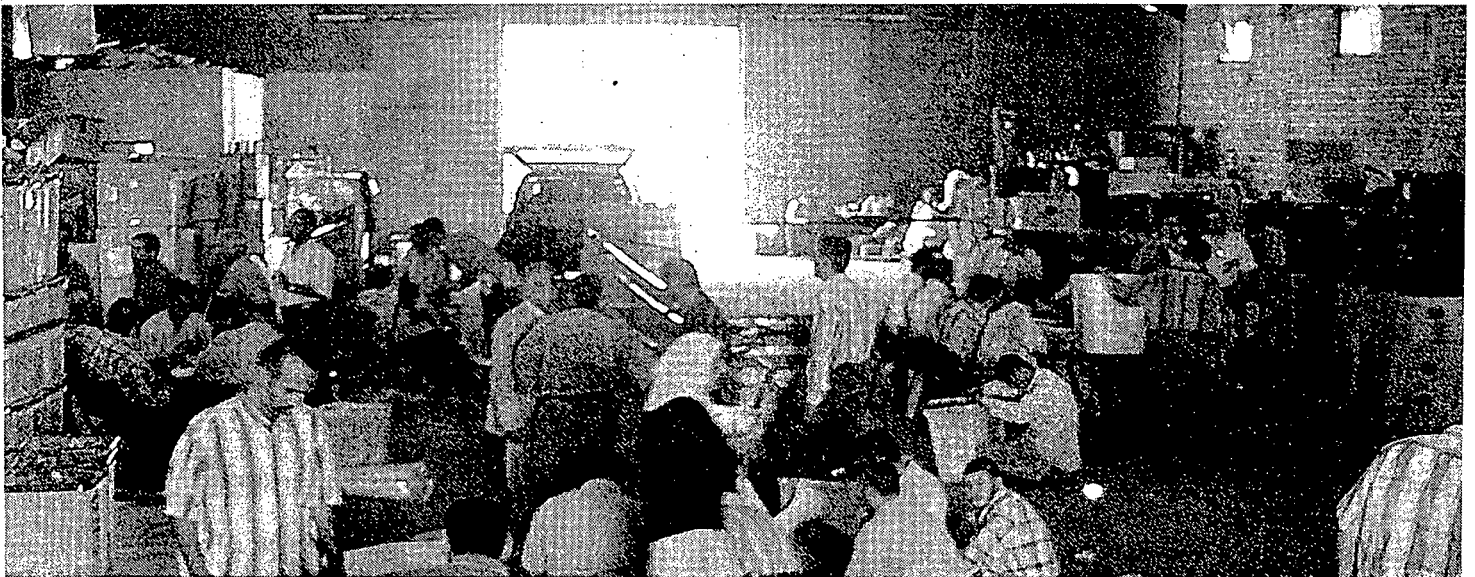
Le taux de participation aurait dépassé les 60 %, avec un nombre d'inscrits supérieur à celui des élections législatives de janvier dernier. Outre la mort de cinq soldats américains, tués par une mine le jour du vote à Ramadi, l'un des repaires des insurgés sunnites, le scrutin s'est déroulé dans le calme. Aucun attentat suicide n'est venu entraver le déroulement du vote, contrairement aux dernières législatives, où les attaques contre les bureaux de vote avaient fait plus de 35 morts.

Jusqu'à la semaine dernière, la communauté arabe sunnite était restée soudée dans son opposition à la Constitution, et notamment au système fédéral, perçu

comme un démembrement de l'Irak au profit des Kurdes et des chiïtes. Les sunnites avaient boycotté les élections législatives de janvier 2005, se privant d'une représentation dans la nouvelle Assemblée, et s'apprêtaient à faire de même.

Mais les pressions exercées sur les autorités irakiennes par le nouvel ambassadeur américain Zalmay Khalilzad, diplomate d'origine afghane plus habile que ses prédécesseurs et désireux de ramener les sunnites dans le jeu politique, ont permis d'arracher un compromis de dernière minute. Une disposition a été ajoutée au texte, permettant la révision de la Constitution par la prochaine assemblée irakienne, qui sera élue le 15 décembre prochain.

La principale formation politique sunnite, le Parti islamique, a ainsi changé ses consignes de vote, appelant à voter oui, à la fureur des sunnites les plus radicaux, qui refusent toute participation au processus politique aussi longtemps que durera l'occupation américaine. Des attaques contre les représentations du Parti islamique et des appels enflammés de certaines mosquées à voter contre le projet n'ont pas empêché



Le dépouillement du référendum sur le projet de Constitution s'est poursuivi dimanche (ici dans la ville de Bakouba, au nord de Bagdad), au lendemain d'un scrutin qui s'est déroulé sans violences. Photo Ali Yussef/AFP

un grand nombre de sunnites de se rendre aux urnes.

Les chiïtes, qui représenteraient quelque 60 % des 27 millions d'Irakiens, ont obéi massivement aux consignes de leur chef spirituel, le grand ayatollah Ali al-Sistani, qui a appelé la semaine dernière depuis sa retraite de Najaf à voter oui à un texte largement inspiré par les partis chiïtes et renforçant l'autonomie des provinces. Le oui l'aurait ainsi emporté à près de 80 % à Kerbala, même si les taux de participation ont été moindres dans les provinces chiïtes du sud qu'aux législatives.

Dans les provinces kurdes, les électeurs se sont aussi prononcés à une large majorité en faveur d'un texte qui institue le fédéralisme en Irak, une revendication ancienne des Kurdes qui souhaitent voir garantie

dans les textes l'autonomie qu'ils connaissent de facto depuis la première guerre du Golfe en 1991.

La victoire du oui au référendum et l'important taux de participation représentent une étape importante dans le processus de reconstruction institutionnelle de l'État irakien. Mais le ralliement d'une partie de l'électorat sunnite au jeu électoral pourrait se révéler un succès de courte durée. En laissant espérer aux sunnites qu'ils pourront revoir radicalement la Constitution en échange de leur participation, les autorités irakiennes et les Américains prennent le risque, si ces espoirs sont déçus, de voir reprendre de plus belle une insurrection de sunnites convaincus que la violence reste leur seul moyen d'action.

ADRIEN JAULMES

LE FIGARO 17 octobre 2005

## Clémence pour les GI déserteurs

Quelque 5 000 membres de l'armée américaine sont actuellement classés comme déserteurs.

New York

UNE COUR MARTIALE américaine a condamné, le 21 mai 2004, à douze mois d'emprisonnement Camilo Mejia Castillo, un soldat de la Garde nationale de Floride qui avait refusé de réintégrer son unité en Irak. « C'était la peine maximale qu'il encourrait pour ce chef d'accusation devant cette cour martiale », admet aujourd'hui son avocat, Tod Ensign. « Mais l'armée avait aussi la possibilité de choisir un autre tribunal où il aurait risqué cinq ans de prison. » Camilo Mejia a fait l'objet d'une libération anticipée en février dernier pour bonne conduite.

Autre cas attentivement suivi par les médias, celui de Kenvin Benderman, qui avait l'an dernier refusé de repartir en Irak avec la troisième division d'infanterie : en juillet dernier, il a été condamné à 15 mois de prison quand il aurait pu écoper de cinq ans.

L'avocat Tom Ensign explique cette relative clémence : « En terme de relations publiques, l'armée ne

tient pas à avoir sur les bras le cas de quelqu'un emprisonné longtemps parce que sa conscience lui dit de ne pas retourner en Irak. »

Quelque 5 000 membres de l'armée américaine sont actuellement classés comme déserteurs, mais, jusque-là, le Pentagone garde profil bas sur le sujet, évitant de faire de la publicité aux cas comme ceux de Mejia et Benderman, devenus des figures du mouvement antiguerre. Le quotidien *USA Today* a révélé au début du mois que l'armée américaine n'avait encore cherché à poursuivre aucun des 73 soldats de la réserve immédiatement mobilisable qui ne s'étaient pas manifestés lors de leur convocation.

A la GI Rights Hotline, une permanence téléphonique au service de militaires qui veulent s'extirper de leurs engagements, Matt Daloisio, un des bénévoles, rappelle que si, en temps de guerre, les sanctions peuvent théoriquement aller jusqu'à la peine de mort, concrètement, les déserteurs sont aujourd'hui très rarement traqués mais simplement fichés. Ils sont arrêtés en cas de contrôle d'identité pour d'autres infractions, le plus souvent pour des contrôles de police sur la route. **GUILLEMETTE FAURE**



PATROUILLE AMÉRICAINE mardi dernier à Tal Afar au nord de l'Irak après un attentat suicide. Six soldats américains ont été tués samedi lors d'une attaque à l'engin piégé contre leur véhicule dans la ville de Ramadi, à l'ouest de Bagdad. Ces décès portent à 1 966 le nombre de militaires américains morts en Irak depuis l'invasion du pays, en mars 2003. Photo Monyelle/Reuter.

### Tarek Aziz refuse toujours de témoigner contre Saddam Hussein

L'avocat de l'ancien vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a nié, hier, que son client négociait sa liberté en échange d'un témoignage contre le président déchu Saddam Hussein, dont le procès s'ouvre le 19 octobre.

« C'est totalement faux et j'ai toujours dit que Tarek Aziz n'a jamais eu l'intention de témoigner contre

Saddam Hussein », a déclaré à l'AFP M<sup>e</sup> Badie Izzat Aref. L'édition dominicale du *Sunday Telegraph* a écrit hier que Tarek Aziz avait accepté, en échange de sa liberté, de témoigner contre son ancien chef. Les principales charges retenues contre lui seraient alors retirées et il serait autorisé à passer ses vieux jours en exil.

# Espoirs irakiens

L'éditorial par Pierre Rousselin



Les Irakiens se sont prononcés samedi sur une Constitution aux contours très vagues qui ne règle en rien la division croissante du pays selon les clivages ethniques opposant les trois principales communautés, chiite, kurde et sunnite.

La Constitution n'avait de chance de passer dans les provinces sunnites que par une entourloupe de dernière minute : des amendements pourront être apportés après l'adoption du texte. Encore faudrait-il que la nouvelle mouture passe, à son tour, l'épreuve d'un référendum, où chiites et Kurdes seront parfaitement en mesure de refuser des aménagements dont leurs représentants n'ont pas voulu jusqu'ici.

C'est que l'exercice constitutionnel est, en Irak, très particulier. Concilier les intérêts divergents des trois composantes ethniques et religieuses d'un pays aux frontières artificiellement créées par la colonisation tient de la quadrature du cercle.

Les sunnites ont toutes les raisons du monde de craindre d'être les dindons de la farce. Le fédéralisme très lâche entériné par la Constitution ouvre effectivement la voie à la division du pays et à la création d'entités chiites et kurdes, dans les régions riches en pétrole du nord et du sud du pays.

Mais le chaos est tel en Irak que l'essentiel est ailleurs. Si l'on veut être optimiste, peu importe le texte de la Constitution. Celle-ci est loin d'être par-

faite. Qui pouvait s'attendre qu'il en fût autrement ?

Retenons plutôt que les Irakiens, sunnites compris, ont voté nombreux samedi, malgré la dégradation constante de la situation sécuritaire dans le pays. Un jour viendra, espérons-le, où le processus politique finira par prendre le dessus sur le déchaînement de violence.

L'étape de samedi était, à cet égard, capitale. Elle a permis aux Irakiens de se prononcer sur une loi fondamentale qui devrait donner toute sa légitimité aux législatives de décembre prochain. De ce

scrutin-là sera issu le premier gouvernement réellement indépendant de l'après-Saddam Hussein. Il sera essentiel, à cette occasion, que la population sunnite, qui avaient boycotté les premières élections - par ailleurs réussies - de janvier dernier, se joigne à l'entreprise démocratique commune.

Ainsi, et seulement ainsi, peut-on espérer que l'insurrection sunnite finira par être contenue et que la guerre civile sera évitée.

Pour cela, il faut renverser la vapeur et mettre un terme à la « libanisation » de l'Irak, à cette communautarisation de la démocratie, à laquelle a donné lieu, jusqu'ici, le processus constitutionnel, sous couvert d'une unité de façade.

Tel est le défi des deux prochains mois. Il y va de l'intérêt de l'immense majorité des Irakiens, qu'ils soient chiites, sunnites ou kurdes. Il y va aussi d'un retrait en bon ordre des troupes de la coalition.

LE FIGARO 17 octobre 2005

## Washington accentue la pression sur l'Iran

### NUCLÉAIRE

A Paris, Moscou et Londres, l'Américaine Condoleezza Rice a milité pour que le conseil de sécurité de l'ONU s'empare du dossier atomique iranien. Sans succès auprès de Vladimir Poutine.

L'HEURE ÉTAIT À LA FÊTE, vendredi, au siège de l'AIEA à Vienne. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) célébrait son prix Nobel de la paix. Un diplomate n'était pas tout à fait dans l'ambiance : l'Américain Gregory Schulte, qui a ramené tout le monde aux fâcheuses réalités du cas iranien. Un dossier que Washington souhaite ardemment voir passer des mains de l'AIEA à celles du Conseil de sécurité de l'ONU. Si « l'Iran ne change pas de politique », du moins.

Or, Téhéran a réaffirmé hier

son refus de suspendre ses activités nucléaires sensibles. Le chef de la diplomatie iranienne est « confiant » : « son dossier nucléaire ne sera pas renvoyé devant le Conseil de sécurité de l'ONU ». Un optimisme alimenté par le soutien de Moscou. Au chef de la diplomatie américaine, Condoleezza Rice, les dirigeants russes venaient d'opposer un poli mais ferme refus de la suivre sur le chemin du Conseil de sécurité. Est-ce pour fragiliser la position russe que des « sources de renseignement occidentales » ont révélé ce week-end que d'anciens militaires russes ont secrètement aidé l'Iran à obtenir de la technologie nécessaire à la fabrication de missiles ? Selon la presse britannique, ils auraient notamment joué les intermédiaires entre l'Iran et la Corée du Nord.

Une chose est sûre, l'offensive diplomatique américaine bat son

plein. Le secrétaire d'Etat américain effectue une tournée internationale pour convaincre ses pairs de la nécessité de brandir plus sérieusement la menace de sanc-

tions, face à l'obstination du régime des mollahs. Dernière étape en date, Londres, hier. Sans surprise, les deux pays ont affiché leurs convergences de vues. Mais Condoleezza Rice s'est aussi félicitée chaudement du soutien de Paris, qu'elle visitait vendredi. « Les Britanniques, les Français, - vous avez entendu, les Français - l'EU 3 (Londres, Paris et Berlin, qui négocient au nom de l'Europe, NDLR), sont tous très clairs » dans leur refus de voir Téhéran acquérir l'arme nucléaire. Jacques Chirac et Condoleezza Rice partagent l'idée que « la perspective d'un Iran doté de moyens nucléaires militaires est inacceptable », a commenté l'Elysée. Pour le ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, il faut « rendre l'option du Conseil de sécurité crédible ».

### John Bolton remonte au front

Le 24 septembre dernier, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA

a adopté une résolution qui ne demande pas la saisine du Conseil de sécurité à ce stade, mais établit les conditions d'un transfert ultérieur du dossier devant cet organe de l'ONU. Une nouvelle réunion est prévue le 24 novembre. « Mais il ne s'agit pas d'une date limite, tient-on à préciser au Quai d'Orsay, où l'on espère toujours « des propositions iraniennes ».

En attendant, le redoutable ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, John Bolton, est remonté au front ce week-end, accusant l'Iran d'être engagé « depuis près de 18 ans » dans un programme d'armes nucléaires. Et d'être susceptible de « les fournir à des terroristes ». Un comportement d'« Etat voyou » stigmatisé aussi par Condoleezza Rice, qui a lancé une mise en garde à l'Iran sur un autre sujet : un soutien possible aux auteurs d'attentats à la bombe en Irak, sur foi d'informations britanniques. Un lien entre armes de destruction massive et terrorisme qui rappelle d'autres dossiers.

ARNAUD DE LA GRANGE



# éditorial

Par JEAN-MICHEL HELVIG

## Un progrès

La démocratie n'est jamais tombée pure et parfaite sur la tête des peuples. Elle a avancé dans nos contrées de fort peu honorable manière avant d'être admise comme le bien commun de tous sans discrimination de fortune, de race ou de sexe. Et s'il y a une immense

arrogance sinon une grande illusion, de la part de ceux qui voulaient, en Irak, l'importer clés en main dans leurs fourgons militaires, force est de constater qu'au moins le suffrage y est d'emblée universel, à défaut d'être entièrement sincère. Car la Constitution sur laquelle doivent se prononcer aujourd'hui les Irakiens ressemble à un cadre suffisamment mou pour ne contrarier aucun des intérêts d'aujourd'hui et assez flou pour ne gêner aucune des arrière-pensées de demain. Les Kurdes

voteront oui parce qu'ils préservent leur quasi-indépendance, les chiïtes approuveront parce qu'ils maintiennent leur majorité et les sunnites se diviseront entre oui et non selon la voie qui leur paraît la moins mauvaise pour échapper à la marginalisation. Il n'y a pas qu'en Europe où l'on répond à côté de la question posée par un référendum. Mais si l'on veut bien prendre en considération l'état d'un Irak sorti depuis peu des ténèbres dictatoriales, soumis à une barbarie terroriste quotidienne et aveugle, c'est

peut-être un progrès à ne pas négliger que l'on s'y accorde au moins sur le fait qu'une question soit seulement posée. Cela ressemble à un instinct de vie collectif, à un réflexe de vivre ensemble, bref les bases de ce qui pourrait demain constituer une démocratie nationale. Dans un pays que l'on voue généralement au pire, la démocratie peut commencer quand chacun fait le calcul par son vote qu'il a plus à gagner qu'à perdre en en faisant reculer l'échéance.

## Hosham Dawod, anthropologue irakien et chercheur au CNRS: «L'essentiel, c'est de voter»

**A**nthropologue irakien et chercheur au Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux (CNRS-EHESS), Hosham Dawod explique pourquoi le référendum pourrait provoquer une nouvelle dynamique politique.

**Dans un contexte de quasi-guerre civile, chaque communauté ne va-t-elle pas aller voter en fonction de ses seules arrière-pensées?**

Nous avons, c'est vrai, un contexte particulier. L'Irak est un pays occupé, avec des conflits accentués par des divisions confessionnelles et ethniques, une ingérence de plus en plus agressive de certains voisins et, surtout, une incapacité à gérer consensuellement cette période critique de transition. Le souci constitutionnel s'affaiblit dès lors devant l'exigence politique du moment: les chiïtes veulent imposer à la Constitution une posture confessionnelle; les Kurdes exigent de préserver leur place, leurs avantages et leur accès disproportionné au pouvoir; et les sunnites, très divisés, souhaitent regagner le terrain perdu depuis la chute de Saddam et la perte de leurs avantages.

**Le texte est très flou...**

C'est un texte évolutif qui prend en compte l'équilibre des forces dans l'Assemblée. Dans trois mois, elle ne ressemblera plus à celle sur laquelle les Irakiens se prononcent, puisque 40 à 50 articles sur 140 ont été laissés en suspens et seront légiférés ultérieurement à la majorité simple. Dans l'article 2, on voit par exemple qu'il n'est plus permis de légiférer contre les principes fondamentaux de l'islam et, dans le même article, qu'on ne peut pas le faire contre la démocratie et les droits de

l'homme. Cela revient à dire: si nous avons un gouvernement islamique, sa politique sera de ramener l'article vers l'islam. Si une majorité laïque l'emporte, ce sera l'inverse. Le contexte du moment est plus important que le texte.

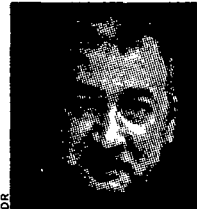
**Les sunnites semblent vouloir davantage participer au scrutin.**

Après sa stratégie calamiteuse depuis la chute de Saddam, un vrai changement s'opère au sein du camp sunnite. L'insurrection n'est plus présentée comme l'unique réponse à sa perte de pouvoir. Sa participation à la rédaction de la Constitution a suscité une dynamique politique. Une partie des sunnites a même appelé à voter oui, bien que sa motivation réelle demeure le scrutin législatif du 15 décembre. Ce camp est d'ailleurs très divisé. Il oscille entre pragmatisme politique et ultraradicalisme. Entre ces deux pôles, beaucoup de notables, d'anciens militaires, de religieux, de chefs de tribu hésitent encore à adopter une position définitive par rapport à l'évolution politique en cours. Leur participation aux discussions sur la Constitution, et plus tard aux législatives, montre qu'une grande partie d'entre eux voient dans ce processus une issue à leurs problèmes et une possibilité d'accéder partiellement au pouvoir. Le défi de Washington sera de réussir à les intégrer.

**On ne voit pas pour autant l'insurrection faiblir.**

Parce que les insurgés ont beaucoup de facilités pour développer une résistance acharnée. Et que le processus n'est pas accompagné par des infrastructures per-

mettant de le consolider. Il faut aussi un rééquilibrage au profit des sunnites lors des prochaines élections et une participation régionale pour empêcher les infiltrations de combattants étrangers. Cela dit, l'histoire au jour le jour ne doit pas nous faire oublier que depuis deux ans et demi l'Irak est passé du stade de pays occupé à une souveraineté limitée, puis à des élections libres - même si l'Assemblée est boiteuse sans les sunnites - et à un référendum précédant de nouvelles élections. La Constitution amplifiera le processus politique. On voit par exemple le conseil des oulémas (principale représentation politique de la guérilla, ndr) appeler à voter contre. Or, l'essentiel,



c'est de voter, pas d'être pour ou contre. On voit mal les gens prendre un bulletin un jour et leur kalachnikov le lendemain. Bien sûr, la violence ne s'arrêtera pas maintenant. D'autant que le seul objectif des radicaux islamistes sunnites est d'apporter le chaos et de pousser les communautés les unes contre les autres.

**Quelles seront les conséquences pour la région si ce processus politique réussit?**

Ça sera un contre-modèle parce que l'Irak partage avec ses voisins des caractéristiques communes. Mais s'il échoue, ça sera encore plus grave pour la région: ce pays va devenir la base du terrorisme djihadiste, à deux pas des plus grandes réserves de pétrole du monde, de l'Iran et d'Israël. On doit se souvenir que la guerre au Liban, pourtant un petit pays, a influencé tout le Moyen-Orient. ◀

Recueil par JEAN-PIERRE PERRIN

# La désillusion éloigne le Kurdistan des urnes

Dans cette région quasi indépendante, le taux d'abstention pourrait atteindre 35 %.

Erbil envoyé spécial

**A**u bureau de vote du lycée de filles d'Erbil, les résultats sont sans appel avec 2775 oui et 42 non. Les résultats sont peu ou prou similaires dans les autres bureaux électoraux de la capitale et des différentes villes du Kurdistan irakien. «Les gens savent que la nouvelle Constitution garantit les droits des Kurdes», assure une responsable locale. Toute la machine administrative et sécuritaire du gouvernement régional kurde s'est mobilisée pour le référendum. Pendant une journée, les gosses ont été les rois des rues, jouant au football dans les avenues vides. Comme dans le reste du pays, une interdiction générale de circuler en voiture a été instaurée pour vingt-quatre heures. C'est donc à pied que les électeurs sont allés faire leur devoir civique. A l'entrée des bureaux de vote, les hommes et les femmes forment deux files différentes pour une ultime fouille au corps. Si le triomphe du oui était attendu dans le pays kurde, la participation relativement faible, oscillant entre 65% et 70%, constitue en revanche un phénomène politique significatif.

«**Situation de fait.**» «Les votants ont été sensiblement moins nombreux que lors des

élections de janvier, car beaucoup d'électeurs ne voyaient pas les enjeux d'un texte qui donne un cadre légal à une situation de fait et qui ne change rien à leur vie quotidienne», reconnaît Fuad Hussein, chef de cabinet de Massoud Barzani, le président de la région kurde. Celle-ci bénéficie d'une quasi-indépendance depuis 1991. S'abstenir était une façon de dire non. «Je n'ai pas participé au scrutin parce que je n'en ai rien à faire d'une Constitution pour l'Irak», soupire Rebin Ismael, intellectuel d'opposition et animateur de l'ONG civique Ask. «Tous les jeunes rêvent d'indé-

«**Avant les élections de janvier, les politiques nous avaient tout promis, mais rien n'est venu.**»

Un habitant d'Erbil

pendance et cette Constitution ne représente rien de nouveau par rapport à cet espoir», renchérit Ferhad Pirbal, professeur et écrivain.

C'est dans la génération qui a grandi après 1991 – dans un Kurdistan libéré de facto de la tutelle de Bagdad – que les abstentions ont été les plus nombreuses. «Ils sont beaucoup plus nationalistes que leurs aînés. Ils regardent vers l'Europe et les Etats-Unis. Pour eux, tout ce qui évoque un

quelconque lien avec Bagdad, même formel, a un effet repoussoir», reconnaît Fuad Hussein.

L'abstention traduit aussi le ras-le-bol de l'opinion dans certaines zones populaires. Dans le quartier de Koran («aveugle», en kurde), de sordides maisons basses s'entassent au milieu de terrains vagues couverts d'immondices. Là, à la mi-journée, il n'y avait eu qu'une poignée de votants.

**Raffinerie.** «Et pourquoi irions-nous voter? Il n'y a plus d'essence, sinon au prix fort, depuis des semaines et à peine deux heures d'électricité par jour», se justifie Tawna, qui tient un petit kiosque. Une grogne que partagent nombre des habitants de la ruelle. «Avant les élections de janvier, les politiques nous avaient tout promis, mais rien n'est venu», martèle un voisin. Ils rêvent moins de l'indépendance que d'une raffinerie pour avoir de l'essence. «On en parle depuis deux ans, râle Tawna. Il suffirait de la construire pour qu'on n'ait plus besoin d'envoyer le pétrole dans les raffineries turques. Car, au retour, les camions-citernes attendent des jours et des jours à la frontière.»

MARC SEMO

# L'Irak vote sans bain de sang

Le référendum sur la Constitution s'est déroulé sans incident.

Amman envoyé spécial

**U**ne bonne participation, peu de violence et le ralliement au processus politique d'une partie des Arabes sunnites: le référendum, samedi, sur le projet de Constitution a pu être salué hier comme une avancée majeure pour l'Irak à la fois par le gouvernement de Bagdad, Washington et l'ONU. Selon la commission électorale, qui a commencé le dépouillement dès la fermeture des bureaux, la participation se situe à environ 61% au niveau national, chiffre à prendre avec précaution en attendant les résultats définitifs, prévus pour le 20 octobre.

Comme prévu, le Nord kurde et surtout le Sud chiite se sont massivement rendus aux urnes pour se prononcer sur un texte jetant les bases d'un Irak fédéral et décentralisé, où les différentes composantes ethniques et religieuses se voient dotées de droits importants.

**Morts.** Grâce à des modifica-

tions obtenues à l'arraché, qui permettent d'amender le texte après les législatives du 15 décembre, une partie de la communauté sunnite est allée voter. Selon les correspondants irakiens des agences de presse, la participation serait même importante dans les bastions sunnites de Mossoul, la grande ville du Nord, Falouja et même Takrit, l'ancien fief de Saddam. Une bonne partie des électeurs sunnites devrait se prononcer contre le texte, même si le Parti islamique, la formation sunnite la plus importante, a appelé à voter oui.

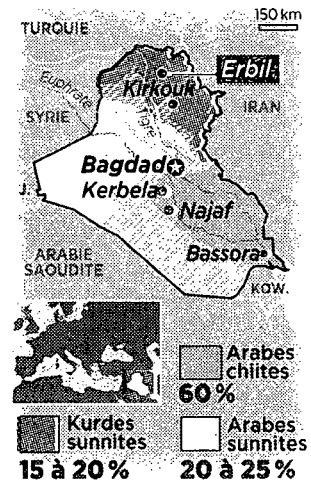
Grâce à des mesures de sécurité drastiques – extension du couvre-feu, interdiction de la circulation automobile, etc. –, la consultation n'a pas connu le bain de sang dans lequel la guérilla avait promis de plonger le pays. Cinq soldats américains ont toutefois été tués, ainsi que plusieurs Irakiens. Cette violence somme tout li-

mitée, au regard du quotidien de l'Irak, a fait dire au ministre de l'Intérieur, le chiite Bayane Baqer Soulagh, que «tout a parfaitement fonctionné».

Déjà, l'ONU s'est félicitée du déroulement du scrutin, le deuxième depuis la chute de Saddam Hussein. Les élections générales du 30 janvier avaient été boycottées par les

sunnites. «Quel que soit le résultat, le secrétaire général (Kofi Annan) estime que ce référendum offre une chance à tous les Irakiens de s'éloigner de la violence et de s'unir dans un esprit de réconciliation nationale», a indiqué un communiqué publié à New York.

**Législatives.** La consultation de samedi a été «manifestement un mauvais jour pour les terroristes», a commenté le département d'Etat américain. «Le vote d'aujourd'hui est un important jalon. Chaque fois que les Irakiens ont eu la possibilité de s'exprimer politique-



ment, ils l'ont utilisée», a renchérit Condoleezza Rice en visite à Londres. Si la Constitution est adoptée, des législatives seront organisées en décembre pour élire un nouveau Parlement. Si elle est rejetée, ce qui semble peu probable, le processus de transition devra reprendre de zéro. Hier, les attentats avaient recommencé à Bagdad: deux obus de mortier sont tombés, sans faire de victimes, sur la «zone verte» ultrasécurisée et un engin a explosé dans le sud de la ville.

JEAN-PIERRE PERRIN



**Newsweek**

OCTOBER 17, 2005

# Dangers in Damascus

If the United States turns up the heat, it risks getting burned.

BY MICHAEL HIRSH AND KEVIN PERAINO

**F**OR A SYRIAN, SAMIR NASHAR IS close to being a dream democrat. He's liberal, secular, rich—and brazenly outspoken. Syrian President Bashar al-Assad has “lost his credibility,” Nashar boldly told a NEWSWEEK reporter who visited him recently at his home in Aleppo. Three months ago, Nashar and six friends decided to form a political group called the Alliance of Free Nationalists. Yet even Nashar says that his tiny democracy movement can barely muster support. The group is “still waiting

Soldiers of the Levant—are already gaining influence in Syria, where they were once ruthlessly crushed. This comes as Qaeda-linked groups are trying to spread the jihadist contagion regionally, according to an alleged letter from Qaeda No. 2 Ayman al-Zawahiri last week.

Critics say that the Bush administration isn't encouraging Syria's democrats just now—but neither is it willing to work with Syria's dictator. And in the absence of any cooperation between governments, jihadists are moving across Syria's 310-mile border with Iraq to join the insurgency. Imad

Washington had privately lauded Syria for handing over Saddam's half brother, Sabawi Ibrahim al-Hasan, earlier in the year. Moustapha also confirmed an account from a U.S. intel official who said Damascus was angered when Washington exposed one of its operatives. “We are willing to re-engage the moment you want—but on one condition,” Moustapha says. “You have to acknowledge that we are helping.”

That's not likely to happen. While U.S. officials stop short of accusing al-Assad of actively aiding the insurgency, they say he has permitted jihadist transit and training camps to exist in the open. After the U.S. ambassador to Iraq, Zalmay Khalilzad, warned last month that “time is running out on Damascus,” U.S. officials even debated launching military strikes inside the Syrian border against the insurgency. But at an Oct. 1 “principals” meeting, Secretary of State Condoleezza Rice successfully op-

posed such a move, according to two U.S. government sources who are not authorized to speak on the record. Rice argued that diplomatic isolation is working against al-Assad, especially on the eve of a U.N. report that may blame Syria for the murder of Lebanese politician Rafik Hariri.

The goal seems to be to “get [the regime] by the throat, and then really squeeze,” says Josh Landis, a Fulbright scholar in Damascus who runs an influential blog called [syria-comment.com](http://syria-comment.com). Maybe it's working: diplomats in Damascus say they've seen signs in recent months that al-Assad is trying to police Syria's southern border better.

But Moustapha says Syria could do much more if intelligence was shared as it once was. Some U.S. intel officials agree. They say that valuable cooperation is being sacrificed at a critical moment when Iraqis are to vote on a new government and insurgents seek to undermine that effort. “We won't take yes for an answer from Damascus,” says one intel official who de-

clined to be identified because his work is classified. In the last few years before contacts were cut off, he says, Syrian intelligence helped avert two major attacks on U.S. targets, including a Navy base in Bahrain. U.S. pressure, he adds, may be “radicalizing the country.” That is one risk, perhaps, of engaging with no one in Syria—neither dictators nor democrats. ■



**PUSH TO SHOVE:**  
If Assad goes,  
what comes next?

PHOTOGRAPH BY KATE BRIDGEMAN—POLARIS FOR NEWSWEEK

for a legitimate party law,” he says, and most Syrians are too scared of the secret police to push for it.

But if Syrian democrats like Nashar were empowered, more radical elements might be too, and that could be a nightmare for Washington. “You might get what you wish for. But not quite what you wish for,” said one diplomat in Damascus who requested anonymity because of diplomatic sensitivities. The prospect of regime change in Syria worries even Israel, Syria's longtime enemy. If al-Assad's rigidly secular regime were toppled, the nation's mosaic of competing sects and ethnicities could explode into conflict. Islamist radicals—including a group called

## U.S. officials debated military strikes inside the Syrian border, but Rice opposed the move.

Moustapha, the Syrian ambassador to Washington, told NEWSWEEK that Damascus ended all security and intelligence cooperation with America several months ago, and it has not resumed.

Why? The ambassador says that while Damascus is still detaining jihadists on its own, it got “fed up” with the Bush administration's public al-Assad bashing, even after

# Newsweek

OCTOBER 17, 2005



**EYES ON THE PRIZE:** The Kurds see their destiny within their grasp at last

# Friends in the Mountains

## Iraq

Northern Iraq is a stable land where people love America and Americans. So why doesn't the U.S. military make itself at home?

BY BABAK DEGHANPISHEH  
AND CHRISTOPHER DICKEY

**F**OR A BRIEF SPELL last year, small groups of American soldiers fresh off the battlefields of Fallujah and Samarra

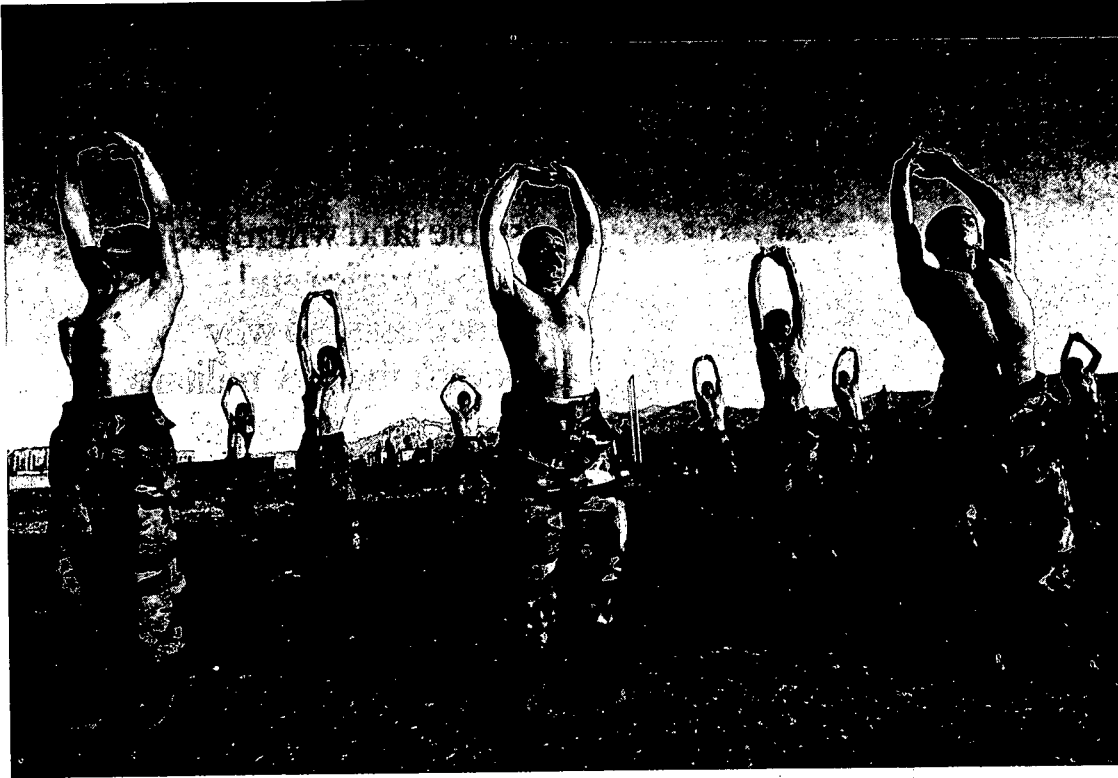
got a chance to rest and relax at the Jiyan Hotel in the highlands of Iraq. They could swim laps, play tennis, shoot pool and generally just chill as they looked out on the dramatic snow-covered

peaks that have always been the refuge of the Kurds. ("We have no friends but the mountains" is a well-known Kurdish proverb.) Kids mobbed the soldiers, asking for candy; adults began every conversation with "My friend." Indeed, there are few places anywhere in the world these days where American troops get a warmer welcome.

When you hear that Iraqis are sick of the U.S. occupation, remember the Kurds. They love the U.S.A. They *want* these American occupiers, and really do think of them as lib-

erators. Top Kurdish officials have practically begged the U.S. military to make itself at home in their land. "I do not ask that Americans build bases in Kurdistan—I demand it," says Abdel Beg Perwani, a Kurdish member of Iraq's Parliament and deputy head of the defense committee.

It gets better: Kurdistan is the one area of Iraq that's stable and prosperous. "People feel good," says Stafford Clarry, an adviser to the regional government who previously worked for the United Nations. "It's just money, money, money." With the approach of a referendum on Iraq's national constitution on Oct. 15, bombs were going off to the south in Baghdad, Taji and Al Hillah, killing scores of people and wounding hun-



dreds. But the Kurds were in a festive mood. "It's going to be embarrassing," says Clarry of the referendum. In Kurdistan, "there's probably going to be a 97 percent turnout."

So why are U.S. soldiers rare sights in the Kurdish north? In part, it's because they're not needed. Kurdish troops known as *peshmerga* are responsible for keeping order, and do. Yet soldiers don't even go to the Jiyon Hotel anymore for R&R; they go to Kuwait and Qatar instead. And you might think the Americans could use a base in a stable area, if only to focus a little attention there. So what gives? The answer goes a long way toward explaining the delicacy of the U.S. position. America can't afford to accept the offers of its friends in Iraq any more than it can bow to the demands of its enemies—at least not yet.

Very quietly, some tentative planning for American installations in Kurdistan is underway. One site under consideration is the military zone that houses Erbil International Airport. According to the civilian facility's general director, Zaid Zwain, a "large team" from the American military "came to do a security assessment" last April. Harry Schute, who was in charge of an Army civil-affairs unit in northern Iraq until June last year, says that Kurdish leaders have also offered basing facilities at the old Harir air base north of Erbil. "You have a spot that's right in the thick of things, but that spot is secure and the people are friendly," says Schute. A senior Coalition official, who would speak only on condition that he not be further identified, says the planning is part of Defense Secretary Donald Rumsfeld's global strategy to build small, forward bases and to support "islands



**LOYAL FIGHTERS:** Not many U.S. troops are stationed in Kurdistan now because *peshmerga* (top) have the situation under control; Iraqi President Talabani (center)

of stability" in potentially troubled regions.

The Kurds' proffered hospitality is not altruistic. They have a long history of being massacred by their neighbors and betrayed by their friends (including the United States). Since 1991, however, the Americans have provided fairly consistent protection, and the Kurds have developed their economy and their fledgling democracy. Since the overthrow of Saddam Hussein in 2003, many have dared to dream of an even closer alliance that would

serve to protect them further.

That's probably more of a commitment than the United States wants to make at this point. For starters, it would further anger and alienate the Shiite and Sunni Arabs of Iraq, and imperil any hopes of building an effective national government. Iraq's neighbors would be equally wary. Iran wouldn't look kindly on U.S. bases anywhere on its borders, and already has concerns about unrest stirred among its Kurds by the satellite TV stations broadcasting from northern Iraq. Turkey, itself a close U.S. ally, has opposed every increment in Iraqi Kurdish autonomy, fearing Kurds in Turkey would make the same demands.

Iraq's Kurds are not relying solely on the United States for their security. Since the fall of Saddam, more than \$800 million worth of construction contracts have been given out to Turkish companies. Yet tens of thousands of Turkish troops remain positioned near the border, and Ankara continues to press Washington to do something about Kurdish rebels operating from northern Iraq. So far, the U.S. military has shied away from that. But the United States may have to act if it wants to get Ankara's blessing to build bases in Turkey's backyard.

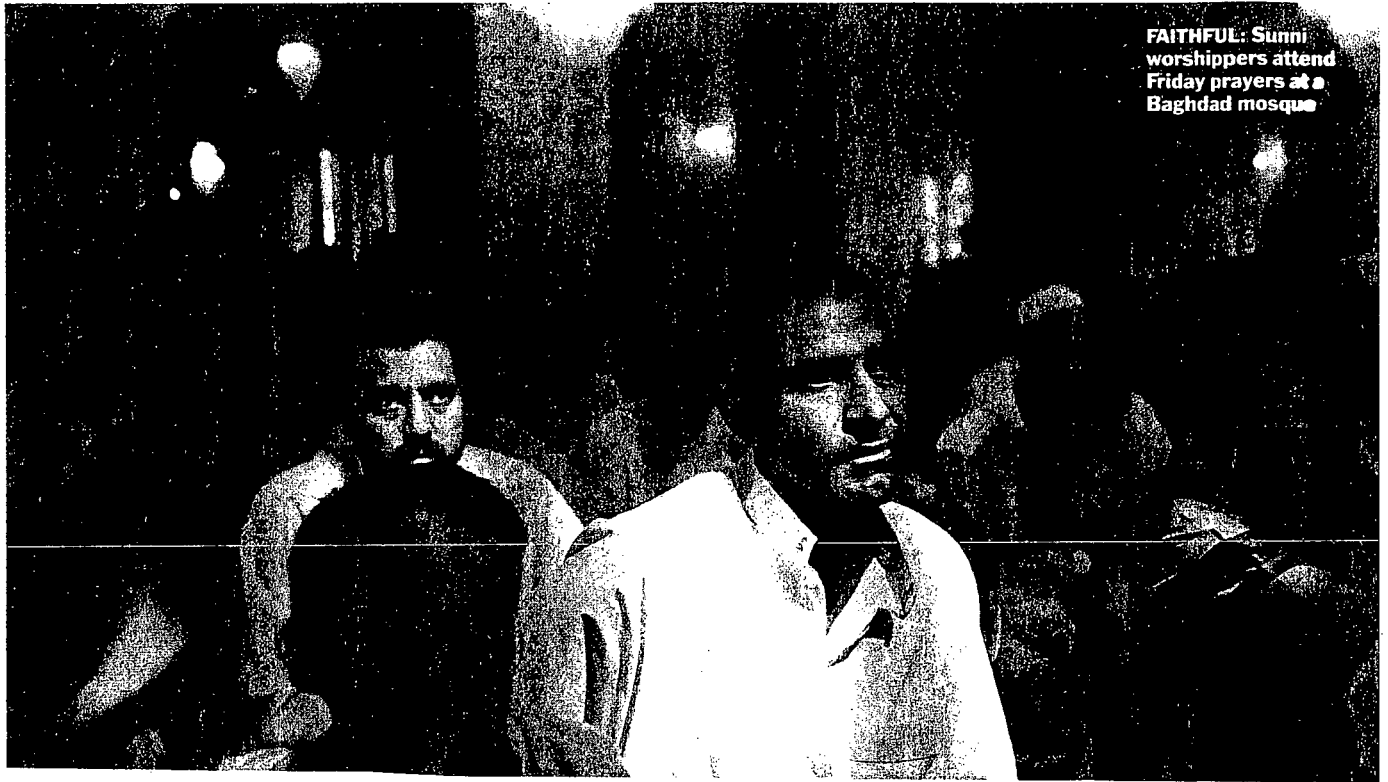
As Kurdistan cultivates its image of tranquillity, launching a TV ad campaign next month beckoning investors to "Kurdistan, the Other Iraq," the temptation for the American military is bound to grow. "If you think about a withdrawal strategy, it would make a lot of sense," says Peter Galbraith, a former American ambassador who advises the Kurdish leadership. U.S. forces could still deploy quickly

and effectively from Kurdish areas, but wouldn't be an in-your-face incitement to resentful Sunni or Shiite Arabs. And they'd be staying the course, still inside the country. "If you get out of Iraq completely," says Galbraith, "you'll never go back." Until then, it seems, the United States has no better friends than the Kurds in their mountains.

With OWEN MATTHEWS in Baghdad, SCOTT JOHNSON in Haro, MICHAEL HASTINGS in Mosul, JOHN BARRY and MICHAEL HIRSH in Washington, and SAMI KOHEN in Istanbul

# TIME

OCTOBER 17, 2005



**FAITHFUL:** Sunni worshippers attend Friday prayers at a Baghdad mosque

## MIDDLE EAST

# FACES OF RESISTANCE

The U.S. hopes to persuade Iraq's Sunnis to join the political process. But the constitution they are voting on may push them toward the insurgents instead

By APARISIM GHOSH BAGHDAD

**T**HE TWO RAISED VOICES BOUNCE off the latticed walls of the Abu Hanifa mosque in Baghdad, where hundreds of Sunnis have gathered for the first night of Ramadan. Korans snap shut, and heads turn toward the corner, where a quiet discussion among a group of Sunnis is getting contentious. The subject preoccupies Sunnis across Iraq: whether to vote in this week's referendum on a new consti-

tution. "The best way for us to show our opposition is to boycott," says Majid al-Bayati, 63, a retired lawyer, as some congregants mutter approval. "It's a complete waste of time." Upon hearing this, construction worker Samir Abdel-Haadi, 33, pushes back. "That is the kind of thinking that got us where we are today," he says, referring to the elections last January that produced a victory for religious Shi'ite parties. This time around, he says, Sunnis should stand up and be counted.

The Bush Administration would proba-

bly hail this kind of exchange as a sign that some of Iraq's Sunnis—who make up 20% of the population but the bulk of the anti-U.S. insurgency—are willing to participate in a political process they have until now largely rejected. But the Sunni dilemma reveals deep anxieties that cannot be resolved simply by holding elections. Whether or not Sunnis come out to vote in large numbers in Saturday's referendum, the underlying tensions that have pulled Iraq to the brink of civil war aren't likely to disappear. Few Sunnis have faith in the U.S.-sponsored political process or the Shi'ite and Kurdish leaders who have risen to power in Baghdad. The vote on the constitution—which Sunni leaders oppose because it paves the way for a semiautonomous region in the south (like the one already created in the Kurdish north)—may serve only to heighten Sunni estrangement, since it will probably pass no matter how many Sunnis come out to vote against it. It's no wonder that ordinary Sunnis increasingly believe they have no say in the political events sweeping through their country. "There is a sense that we are losing control of our destiny," says Hatem Mukhlis, a prominent Sunni politician. "We feel marginalized, victimized and completely alone."

For the U.S., those are worrisome sentiments. The U.S. exit strategy in Iraq

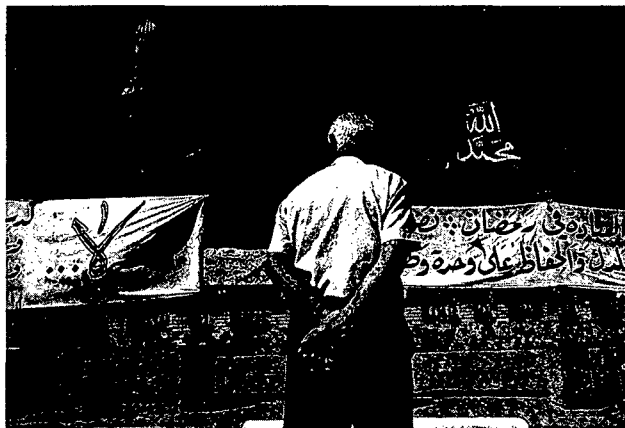
hinges on convincing moderate Sunnis that it's in their interests to embrace democracy and accept political setbacks with grace. Few Sunnis say they support the terrorist atrocities that are perpetrated daily by followers of al-Qaeda leader Abu Mousab al-Zarqawi, but many still regard attacks against U.S. and Iraqi troops as legitimate resistance. At the Abu Hanifa mosque, the most prominent Sunni mosque in Baghdad, a banner hangs from the clock tower calling on worshippers to pray in the name of Muhammad, imam of the *mujahedin*. Over the door to the main prayer hall, another banner paraphrases the Koran, exhorting God to deliver the faithful from the infidels—a not-so-subtle call to drive U.S. troops out of Iraq. Says Vice President Ghazi al-Yawer, the highest-ranked Sunni in the government: "An angry community that feels helpless and powerless—it's not hard to see how the terrorists and insurgents will exploit the situation."

And yet while expressions of Sunni anger are common in Iraq, identifying the precise sources of that anger and what it will take to defuse them remains a huge challenge. Though a numerical minority in Iraq, the Sunnis have ruled the country for centuries, giving them a strong sense of entitlement—and an equally powerful resentment at their abruptly reduced status. Sunni leaders couch their demands in politically correct language, citing specific grievances and mistreatment by the Shi'ite majority, but in private they argue that Iraq would not be experiencing its current convulsions had the U.S. left the Sunnis in charge. Nazer al-Koudsi, a Sunni political activist in Baghdad, voices a common Sunni perception when he describes the current government as "a mix of Shi'ite fanatics from the south and Kurdish traitors from the north, none of whom have any experience in ruling Iraq." In that view, the Sunnis are the pre-ordained ruling class, groomed for the task under Ottoman and British colonial tutelage, while the Shi'ite majority are ignorant, superstitious rabble.

The Sunnis' belief in their natural right to rule makes the current reality all the more depressing. At the Abu Hanifa mosque, al-Bayati and Abdel-Haadi bemoan the Sunni plight. "Look at how we live now, like prisoners," says al-Bayati. Outside the mosque, the Adhamiya district has fallen silent at 8 p.m., a contrast with

Ramadan past, when the neighborhood came alive at the end of the day's fasting. Now, few Sunnis dare step out for fear of harassment by Iraqi security forces made up mainly of Shi'ites. The security measures are probably warranted: Adhamiya has a history of harboring Sunni insurgents. But locals don't see it that way. "We are being singled out," says Abdel-Haadi. "If you are a Sunni, the government automatically assumes you must be a terrorist."

The Sunni sense of victimhood is not entirely imaginary: Iraqi police and security forces are certainly guilty of profiling. Hundreds of innocent Sunnis have been detained in antiterrorist sweeps and later released without apology. In recent weeks, Sunni groups have complained that people



**ON MESSAGE** At the Abu Hanifa mosque in Baghdad, banners encourage Sunnis to vote against the constitution

picked up by the Interior Ministry's special forces have been turning up dead, their bodies bearing signs of torture and execution. The assassinations of many Sunnis have been attributed to Shi'ite death squads; the government seems to be doing nothing to investigate, much less apprehend, the guilty. "Sunnis feel that they are not being provided the protection of the state," says Mukhlis, the Sunni politician, "and instead the state is protecting their killers."

But while the Sunnis are swift to air their grievances and point to everything that's wrong with the government, few have articulated an alternative, democratic vision for Iraq. Community leaders have not yet figured how they can best fit into the new order. They have a strong sense of what they don't want—a government that's run by Shi'ite religious parties, a constitution that weakens the center and hands more power to non-Sunni provinces, the presence of foreign soldiers on Iraqi soil. But their ability to push their interests was damaged by their boycott of the January

election. It gave the Shi'ites and Kurds disproportionate influence over the drafting of the constitution, which Sunni leaders have refused to support.

Some Sunni leaders acknowledge that the boycott was a mistake and are urging their followers to turn out this Saturday—to vote against the constitution. In Sunni-dominated Anbar and Salahuddin provinces, up to 75% of eligible voters have registered to vote. If two-thirds of voters in three of Iraq's 18 provinces vote no, the draft constitution will be thrown out and a new government, elected on Dec. 15, will go back to the drawing board to produce a new charter. The Iraqi parliament tried to change the rules last week so that it would take two-thirds of the registered voters—not just those who actually vote—to defeat the constitution, but reversed itself after the move was condemned by the U.N. Still, if Sunnis do turn out in high numbers and the referendum passes despite their opposition, the losers probably won't be philosophical in defeat. "What worries me the most is the scenario in which the Sunnis make a maximum effort and fall just a bit short," says Patrick Clawson, deputy director of the Washington Institute for Near East Policy. "The possible reaction is, 'It's all rigged against us.' That's the troubling scenario, and it's also the most likely."

Moderate Sunni leaders are pushing for an 11th-hour compromise on the draft constitution's wording under which the Shi'ites and Kurds drop their key demand for federalism in exchange for Sunni support. "We will keep negotiating until the last minute," says Saleh al-Mutlaq, the lead Sunni negotiator. "If we can get a compromise, our people will be happy to vote yes, and we can all move forward as Iraqis." But the Shi'ites and the Kurds have shown little inclination to compromise, and there is enough Sunni mistrust to fuel the insurgency for years. At the Abu Hanifa mosque, al-Bayati and Abdel-Haadi continue to argue over the way forward, with the younger man saying he is not prepared to give up on politics. "We have to be inside the system, not shouting on the outside," he says. But after a few more minutes of discussion, al-Bayati cuts him off and makes it clear that Sunnis like himself, at least, aren't ready to stop fighting. "There will be 20 drafts of the constitution," he says as he rises from the carpeted floor to leave. "But the last one will be written by the *mujahedin*." —With reporting by Elaine Shannon/Washington

# Iraqi vote on charter produces big turnout

## Approval expected despite opposition in the Sunni regions

By Dexter Filkins and John F. Burns

**BAGHDAD:** Iraqi officials were counting ballots Sunday after a constitutional referendum that appeared to have drawn as many as 10 million people, about two-thirds of the eligible voters, to polling stations across this war-ravaged country.

Although a full tally of the election results was not likely before midweek, American and Iraqi officials appeared confident that the constitution would be approved, despite a high turnout in several provinces to the east, west and north of Baghdad where Sunni voters opposed to the new charter were aiming to defeat it.

Officials at Iraq's election commission said that an early count indicated that turnout could have been as high as 65 percent of the country's 15.5 million voters, a showing that would exceed the 58 percent turnout in the January election that voted a transitional government into office.

Speaking to reporters Sunday in London, Secretary of State Condoleezza Rice said that American officials in Iraq were predicting a turnout in the range of 63 percent to 64 percent, and that she believed the constitution had been approved.

"Most people assume on the ground that it has probably passed," she said.

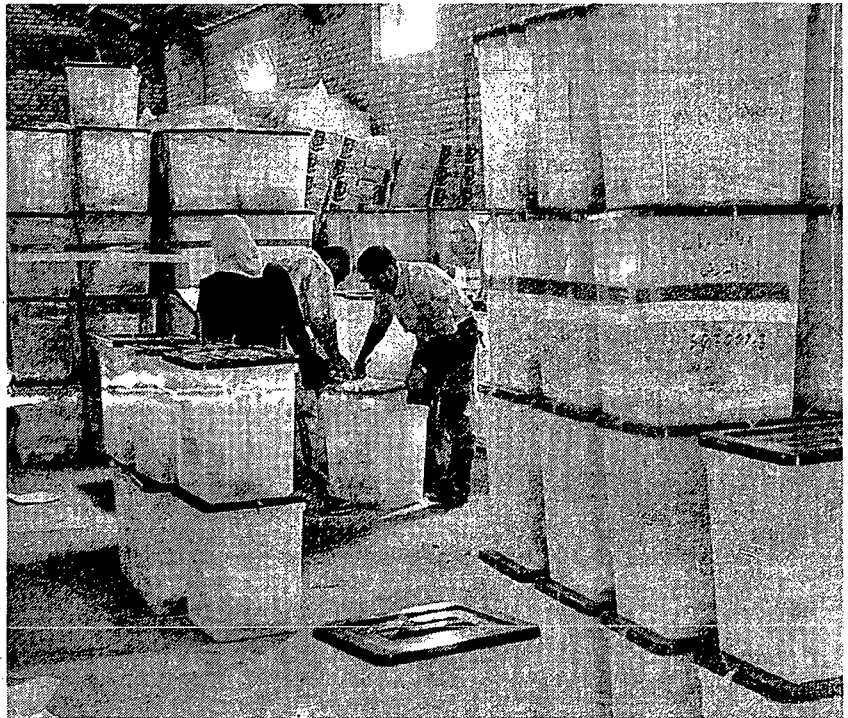
President George W. Bush on Sunday congratulated the Iraqi people, saying that indications of a large overall voter turnout and of high Sunni participation were both "good news."

Bush, speaking from the White House lawn, said that he was pleased that the number of violent attacks was down from the last election in January.

"That's a tribute to the Iraqis' forces, who we've trained, as well as coalition forces," Bush said.

"We're making progress toward peace," he added.

"We're making progress toward an ally that will join us in the war on terror, that will prevent Al Qaeda from establishing a safe haven in Iraq," the president said.



Ali Yussef/Agence France-Presse

Iraqi officials counting votes Sunday in the aftermath of the constitution referendum.

Approval of the charter would clear the way for another round of voting on Dec. 15 to choose a full-term government, completing the political timetable laid down by the United States after the 2003 invasion.

The Bush administration is under pressure at home to set a timeline for the withdrawal of the 150,000 U.S. troops in Iraq.

The administration has cited progress in establishing democratic institutions and the buildup of Iraq's armed forces, now numbering more than 200,000 soldiers and police, as preconditions for a pullout that some generals have said could begin in the spring of 2006.

In the vote count, attention was focusing on four provinces with large Sunni populations, where Sunni voters appeared to have gone overwhelmingly against the constitution.

These provinces were Anbar, west of Baghdad, an insurgent hotbed where voting, though relatively low, appeared to have gone strongly against the charter; Diyala, to the east of the capital, where Sunnis and Shiites are evenly balanced; and two Sunni-majority provinces in the north, Salahuddin and Nineveh, which has its capital in Mosul.

With Anbar considered likely to vote the constitution down by a wide margin, Sunni rejectionists required two other provinces to meet the requirement in Iraq's transitional constitution for two-thirds of the voters in three of the country's provinces to reject the new constitution for it to be defeated. Another province likely to reject the charter was Salhuddin, with its capital in Saddam Hussein's hometown of Tikrit, where officials said Sunday that voting in the city was running about 96

percent against the document.

Although the Sunni votes in Nineveh and Diyala were also expected to run heavily against the constitution, Kurdish and Shiite voters, who heavily favor the charter, appeared likely to deny the Sunnis the two-thirds majorities there.

The constitution, worked out in months of bitter negotiations between Iraq's fractious political groups, and in the face of outright rejection from powerful Sunni groups, would give the Iraqi state a strong Islamic cast and provide broad guarantees for individual rights. It would grant the Kurds broad autonomy and is expected to usher in a Shiite-dominated government after elections in December. From the 1920s until the fall of Saddam Hussein, the Sunni minority of less than 20 percent dominated Iraq, holding sway over Kurdish and Shiite populations that account for most of the other 80 percent.

The mood on the streets of many Iraqi cities appeared markedly less enthusiastic than on Jan. 30, when millions of Iraqis braved an onslaught of violence to cast ballots in a vast outpouring of pro-democratic sentiment.

On Saturday in Baghdad, streets were noticeably devoid of pedestrians, polling centers were less busy and voters exhibited little overt enthusiasm.

"I sense that the turnout will be lower this time," said Zainab Kudir, the chief poll worker at the Marjayoun Primary School in a predominantly Shiite neighborhood in Baghdad. "People feel their needs have not been met. There is no security. There are no jobs."

But as in the January elections that brought Iraqis their first fully elected government, many who arrived at the polling centers paused to catch the

OCTOBER 17, 2005

INTERNATIONAL  
Herald Tribune



sense of history on a day when they were given a voice in shaping the kind of country Iraq will become.

Some drew comparisons with the last time Iraqis were asked to vote in a referendum, Oct. 15, 2002, exactly three years ago, when Saddam Hussein, under pressure from the United States before the invasion that came five months later, awarded himself a new seven-year presidential term in a ballot in which he was

the only candidate. The next day, his aides announced that he had won 100 percent of the 11.4 million votes.

In Iraq's predominantly Shiite areas, many voters were drawn to the polls by a express endorsement of the constitution from Grand Ayatollah Ali Al-Sistani, the powerful Shiite religious leader. The constitution, and the elections in December, are seen by Shiites across the country as the keys to enshrining

their dominance after decades of living as a repressed majority.

"Sistani's endorsement helped, but the decision was mine; it came from inside me," said Hassan Mohammed, a 37-year-old laborer in a Baghdad whose two brothers were executed by members of Saddam's regime. "The best thing about this constitution is that it allows federalism, and that will prevent a concentration of power at the center, another dictatorship."

The New York Times

---

## EDITORIALS & OPINION

---

# The New Politics of Iraq

**M**illions of Iraqis have risked their lives to endorse their new constitution, but it's a measure of American defeatism that the vote is already being dismissed in many quarters as a mirage on the road to inevitable civil war. On the contrary, we'd say the vote is further evidence that the Iraq mission still has every chance of succeeding.

The expected approval is certainly a triumph for Iraqi political leaders, who have been underestimated by everyone, including too often by the Bush Administration. Most Iraqi politicians have displayed both wisdom and a spirit of compromise. Yes, there have been feuds and acts of brinkmanship along the way. Name a government where there aren't such public spectacles, and you'll find a dictatorship.

Whatever its flaws, the new constitution is by far the most liberal in the Arab world. Parts of the draft initially displeased leaders of the Sunni minority, but Iraqi Shiite and Kurdish leaders bent over backward to win them over. Their compromise last week brought major Sunni endorsements. Initial vote counts yesterday showed that the charter probably passed

even in two of the four Sunni-majority provinces where opponents of the constitution had hoped for a defeat.

More broadly, Saturday's referendum builds on the political progress of January's stunning parliamentary elections. Turnout was at around 61%, above the 58% in January. Most of those new voters are Sunnis who now see that their January boycott was a mistake because it left them with too little representation in Baghdad.

Assuming the constitution is approved, Iraqis will elect a new and permanent

parliament in December. And because of different proportional voting rules, Sunnis are all but guaranteed a larger presence in the new legislature. The new body will also include a mix of Kurds and secular and religious Shiites that will make dominance by any one ethnic or sectarian group unlikely.

All of which confirms that the best way to bring Sunnis into the process was not to appease ex-Baathist or insurgent leaders, as some in the U.N. and U.S. wanted to do. The better move was to keep the democratic process moving and show the major-

ity of Sunnis who don't want civil war that they have a stake in a new government. In retrospect, the tragedy is that the coalition waited a year after Saddam's fall to begin this process. The same goes for the delay in building Iraqi security forces, whose improvement is another reason for optimism.

Nearly 40 Iraqi battalions are now able to take the lead in anti-terrorist operations.

Yes, there are cases of desertion and infiltration, and an officer corps with battle experience will take time. But the truth is that thousands of Iraqis are fighting and dying for their country, suffering about double the number of killed-in-action as coalition forces. Their progress has meant that U.S. Iraq commander General George Casey felt he needed to seek only 2,000 more coalition troops to provide security for the referendum, compared with

12,000 more in January.

Beyond Saturday's vote, the December elections are crucial in that they will produce a new (and non-interim) government. One risk is that Washington may so fear Iranian influence that it will clumsily

seek to undermine the Shiite religious parties, or to promote its favorite candidate, former interim prime minister Ayad Allawi. Mr. Allawi has stayed loyal to the political process despite his drubbing in the January polls. But the last thing new Iraq leaders need is the perception that their election was tainted.

The other big danger is that U.S. media and political pessimism will further erode American public support for the war. The attitude among some can only be described as defeatist. When General Casey and other Defense officials testified recently before the Senate Armed Services Committee, their measured reports were drowned out by criticism and gloom. In response to one such riff from Senator Hillary Clinton, General Casey put it this way: "Your comments on the insurgency, on the levels of violence, I recognize that that is what it appears, but that is what the terrorists and insurgents are trying to convey.... It's a tough situation. But that's what a terror campaign is all about. And this is about political will. They are attacking ours and the will of the Iraqi people. They're not winning in Iraq, and they will only win here if we lose our will."

---

Progress in  
Baghdad,  
but pessimism  
in Washington.

---

THE WALL STREET JOURNAL.

OCTOBER 17, 2005

**OIL-FOR-FOOD SCANDAL**

# Former French minister insists he was framed

By Martin Arnold in Paris

Charles Pasqua, France's former interior minister, said yesterday that Total, the French oil group, was behind the front company that allegedly used his name and profited from irregularities in the United Nations' oil-for-food programme for Iraq.

"Someone used my name," Mr Pasqua told a press conference in Paris yesterday. He presented journalists with a 60-page memorandum he had sent to the US Senate denying the allegations made by the Senate's permanent subcommittee on investigations in a report in May.

Mr Pasqua's decision to go public with his defence against the allegations

comes amid growing alarm in Parisian diplomatic and political circles about the damage being done to France's image by an independent judicial inquiry, which has already charged a handful of senior French officials. Jean-Bernard Mérimée, France's former UN ambassador, was last week released on bail of €150,000 (\$181,000, £102,000) after being charged with corruption and bribery of foreign officials after allegations that he received oil vouchers from Saddam Hussein's regime.

Mr Pasqua's former diplomatic adviser, Bernard Guillet, was taken into custody in April on similar charges. Mr Mérimée, Mr Guillet and Mr Pasqua were among 11

French businessmen, diplomats and politicians, named in documents retrieved from Iraq's Oil Ministry among more than 200 recipients of oil allocations.

He said his name had been used by people in France, in Iraq, or in both countries, to peddle influence and profit from the illegal trading in allocations of Iraqi oil.

"I never was the beneficiary of an allocation from Iraq; I never traded Iraqi oil, directly or indirectly; I authorised no one to do so on my behalf. Finally, I never accepted, received or enjoyed any profit or remuneration from Iraqi crude oil trades," he said.

He denied having any links with Genmar, a Swiss-listed company, which was listed in documents retrieved from the Iraqi Oil Ministry as having received oil allocations on Mr Pasqua's behalf in 1999 and 2000.

"I have never met any directors of this company. But there is someone who used my name to suggest I chose Genmar as the company to receive these attributions of Iraqi oil," he said. "Who used my name? If we

go back up the financial flows we will see who benefited from the use of my name."

Mr Pasqua claimed Genmar was set up by Total, the biggest member of Paris' CAC-40 index of blue chip companies, which last year changed its name from TotalFinaElf.

"Unquestionably, the oil giant TotalFinaElf, its executives, directors, subsidiaries, affiliates, employees, directly or indirectly, played an essential role in the oil-for-food programme and more particularly in the fraudulent operations attributed to Charles Pasqua," he said in the memo.

Mr Pasqua suggested France was suffering because it had failed to launch a parliamentary inquiry of its own into the oil-for-food affair, leaving the field open to US-based inquiries.

Total said yesterday it had "always respected the United Nations' embargo against Iraq".

# Syrian opposition groups unite to demand reform

By Ferry Biedermann in Beirut

Syria's fractious opposition groups are taking advantage of international pressure on the Ba'athist regime and joining forces to demand domestic political reform.

The "Damascus declaration" - a statement issued by secular and leftwing parties over the weekend and

calling for radical change - has gained support from the Muslim Brotherhood, the Islamist party that is outlawed but still thought to have an important constituency in the country.

Syria is facing mounting international pressure, particularly from the US, to cease its suspected support for militants in Iraq and

alleged meddling in the Palestinian territories and in Lebanon.

The country is braced for a United Nations report due out by the end of this week, on the February killing of Rafiq Hariri, Lebanon's former prime minister. Syria was in control of Lebanon at the time of the assassination and Syrian officials have

been questioned by UN investigators.

The "Damascus declaration" was issued by an array of small and disparate groups that include leftwing liberals, pan-Arab nationalists and Kurdish nationalists. But it was bolstered by the support from the Muslim Brotherhood as well as groups of exiles in the US.

Activists said the declaration called for "ending all forms of political repression" and opening a new chapter in the country's history.

It included a demand for the end to emergency laws that have been in place for decades and have been used to curb political activism.

Many opposition and human rights groups had hoped for reforms after Bashar al-Assad succeeded his father Hafez in 2000. But after an initial "Damascus spring", the government

cracked down again in 2001.

The ruling Ba'ath party decided at a Congress in June to introduce gradual reforms. The leadership has said that it does not want to be forced into changes because of outside pressure.

"We have waited five years for change, since Bashar Assad became president," said Haitham Mallah, a civil rights lawyer who signed the declaration.

Yassin Haj Saleh, a leftwing writer, said the declaration was designed to show

that there was a nationalist alternative to the current regime, one that would be made in Damascus rather than Washington.

The "Damascus declaration" comes amid increased government pressure on dissidents. One outspoken liberal politician recently left the country after receiving a warning from the security services. Meanwhile, Anwar al-Buni, a human rights lawyer, is still in hiding after apparent attempts last week to arrest him.

FINANCIAL TIMES TUESDAY OCTOBER 18 2005

# Iraq braced for Saddam trial as his legal team seeks delay

By Steve Negus, Iraq correspondent

Iraq braced itself for tomorrow's opening of Saddam Hussein's trial amid

expectations that the former president's defence team would request an immediate adjournment.

Khamis al-Obaidi, a lawyer who has worked with the

former Iraqi dictator's defence team, yesterday said the ex-president's attorneys would request a delay as they had not been allowed sufficient time by the court to review evidence and question witnesses. The main body of the prosecution's evidence, he said, had only been submitted to the defence panel in September, and witnesses' names were blacked out preventing the defence from making any attempt to interview them.

Mr Hussein will appear before a court in Baghdad's heavily fortified Green Zone along with seven other defendants to answer charges relating to the deaths of 140 Iraqis following a 1982 attempt on the life of the former president in the predominantly Shia village of Dujail.

Some analysts worry that an appearance of undue haste might inflame tensions over what is already a highly charged trial.

Many Iraqis are demand-

ing Mr Hussein's swift execution, while others claim that trying him when the country is still under occupation amounts to a national humiliation.

The New York-based Human Rights Watch released a report on Sunday expressing concerns that the special tribunal trying Mr Hussein and other members of the regime runs the risk of violating international standards of fairness. Among other concerns, HRW said that the defence might not have enough time to compile its case. As preparations for the trial proceeded yesterday, Iraqi election officials continued to count votes cast in Saturday's constitutional referendum.

Some elections officials said that early returns suggested that the charter's opponents had failed to muster the two-thirds of the vote they needed to defeat the document in at least three of four provinces thought to be majority Sunni Arab.

Although "No" voters were thought to have pre-

dominated in the predominantly Sunni Arab districts of Salaheddin and Anbar, there were reports yesterday that significant majorities of voters in the two more ethnically diverse provinces of Ninawah and Diala had voted in favour of the charter.

In a possible sign of controversy to come, some Sunni Arab politicians who had confidently predicted victory warned the authorities against any attempts to falsify the vote.

Iraq's Independent Electoral Commission is not expected to release results until the end of the week and a final counting may be delayed even further as a sandstorm over Baghdad prevented ballot boxes from being flown into the capital for certification.



Kurds from Erbil yesterday bury what they say to be remains of family members who disappeared at the hands of Iraqi forces in 1983

Getty

# Sunni turnout hailed in Iraq vote

**Bloc opposed the charter, but adoption is expected with Shiite, Kurd backing**

A strong turnout by Sunni Muslim voters in Iraq's constitutional referendum Saturday will reshape Iraqi politics, beginning with elections for National Assembly in December.

Official results of the vote to adopt or reject a proposed constitution aren't expected at least until today. Iraqi and U.S. officials said unofficial ballot counts appeared to

*By Farnaz Fassihi in Baghdad, Philip Shishkin in Fallujah, and Greg Jaffe in Mosul*

show the constitution passing by a wide margin.

Iraq's Shiite Muslim and ethnic Kurdish populations, whose leadership dominates the government, widely voted in favor of a constitution their representatives largely wrote. Sunni Muslims, who played little role in drafting the constitution, voted overwhelmingly against it. It appeared unlikely, however, that opponents garnered the two-thirds of votes in at least three of Iraq's 18 provinces they need to reject the constitution.

The referendum marked the re-entry of the Sunni Muslim community into Iraq's political arena. Unlike in January when they largely boycotted the vote, Sunnis flocked to polling stations. Violence was also minimal compared to the last poll. Only one of Baghdad's 1,200 polling stations came under attack.

U.S. officials described the Sunni turnout as a major political victory that will help undermine the violent Sunni insurgency. "The Sunnis are now invested in this process," Secretary of State Condoleezza Rice said on television program Fox News Sunday. "There is no political base any longer for this insurgency."

Leading Sunni political parties will now likely move from the sidelines to become an active domestic political opposition. But energized Sunni politicians could pose as many challenges for the ruling Shiite-Kurdish coalition as they would the insurgency. Sunni Muslim political leaders are now aiming to win as many seats as possible in the National Assembly in December. With new political clout, Sunni leaders plan once again to demand amendments to the constitution, said Ayad Samaraei, a member of the Iraqi Islamic Party, a leading Sunni

political group.

They will also push the government to send all U.S.-led coalition troops home immediately, said Tariq al-Hashimi, the spokesman of the Iraqi Islamic Party. Kurds and Shiites favor a slower withdrawal more in line with the desires of the Bush Administration. They argue that if American troops left Iraq today, the country risked disintegrating into civil war but could find publicly defending any U.S. troop presence difficult.

U.S. and some Iraqi leaders hope that another round of political negotiations after the December elections will lead Sunnis to feel their concerns and interests are being addressed by the government. That, in turn, might siphon off support from the insurgency. The relatively small number of insurgent attacks compared to the last poll may be a sign of how Sunni involvement in politics can complicate matters for insurgent leaders whose aim is to destroy the political process.

Still, many Sunnis who voted Saturday also expressed strong support for insurgents. "Resistance is the right of every human being whose country is occupied by foreigners," says Sheikh Abdul Dhari, the mayor of Fallujah who regularly meets with the Americans and hopes to run in the next parliamentary elections.

Much depends on how skillfully Sunni political leadership is able to manage a delicate balancing act between partici-

pating in the government and challenging Shiite and Kurdish leadership. If Sunni leaders are perceived by their communities as weak and overly compromising, they could lose popular support, which would

likely migrate to the insurgency.

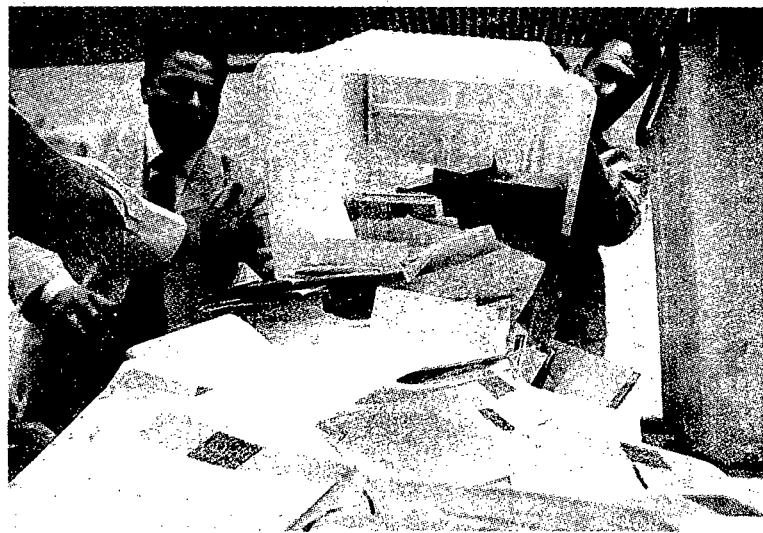
"We should wait till the next election, and if that fails [to give Sunnis a greater share of power], it will be my responsibility to my family and friends to fight," said Amir Ismail, a colonel in the old Iraqi army disbanded after the U.S. invasion, as he left a Fallujah polling station.

The city, once an insurgent stronghold, was severely battered in a U.S.-led assault last year supported by the Shiite-Kurdish coalition government. Fallujah residents seethe with anger at the central government. The city still needs millions of dollars to rebuild, and local leaders and residents blame the Shiite-led government, some of whose members have close ties with neighboring Iran, for failing to

provide sufficient compensation and reconstruction funds.

Shiites and Kurds, having gained authority after decades of oppression, may be reluctant to cede any

power to the Sunnis. "For a group that's been under the yoke for so long and now enjoying the fruits of power, it may be very hard to share," the U.S. military official says.



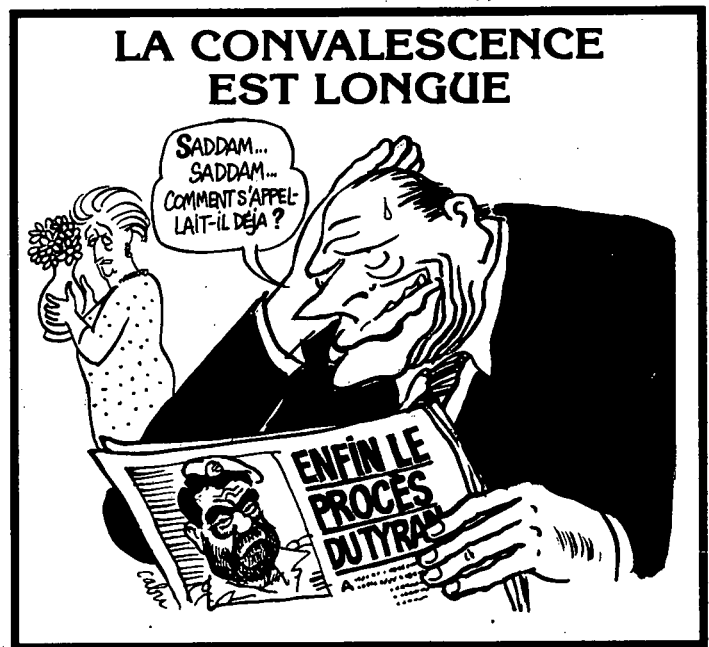
**Election workers empty ballot boxes to begin counting the results at a polling station in Baghdad's Green Zone Saturday.**

# Bad gag à Bagdad

**N**ON seulement George Dubouïou a offert sur un plateau la démocratie aux Irakiens, qui l'en remercient tous les jours, mais il a particulièrement soigné l'exportation de ce pilier de la démocratie qu'est la Justice, avec une majuscule s'il vous plaît. Le procès de Saddam, qui s'ouvre ce mercredi 19, s'annonce en effet comme un modèle de guignolade historique. Primo, il n'était évidemment pas question de traîner le dictateur nouvellement barbu devant une juridiction internationale ou un groupe de juristes indépendants, donc incontrôlables. Car, secundo, si Saddam était le dictateur sanglant qu'on sait, il a bénéficié durant une bonne partie de son règne de l'amitié intéressée de nombreux chefs d'Etat, marchands d'armes et pédégés occidentaux. Sans parler de celle de Giscard et de Chirac, qui lui ont vendu dans les années 70 un réacteur de recherches nucléaires. Ni des attentions particulières que lui ont manifestées quelques diplo-

mates français (voir ci-contre). Bref, il n'était pas question de remuer toutes ces vulgaires histoires du passé.

Ainsi, note le journaliste américain Barry Lando dans un article réquisitoire (« Le Monde », 18/10), les ingénieurs et chimistes des entreprises françaises, belges et allemandes, qui « *savaient exactement ce que Saddam préparait* », et lui ont sciemment fourni de quoi éliminer par gazage des milliers de Kurdes à Halabja en 1988. Ou Donald Rumsfeld, qui, l'année suivant le massacre de 143 hommes et garçons chiites du village de Jubail, crime par l'examen duquel s'ouvre le procès, ne s'est pas gêné pour débarquer à Bagdad, et ce « *dans le but de resserrer les liens entre les deux pays* ». Pourtant, « *il était parfaitement au courant des méthodes du régime irakien et de l'emploi d'armes chimiques contre les troupes iraniennes* ». Marionnette américaine, le tribunal à cent pour cent « irakien », et chiite, s'est donc soigneusement interdit de



convoquer des étrangers : seuls des citoyens et des résidents irakiens y seront jugés. Du coup, note Barry Lando, des tas de personnages très respectables, comme Chirac, Thatcher, Bush père et fils, le prince Fahd, etc., vont pouvoir assister à

ce procès historique en se fendant la pipe, comme au Guignol : le gendarme américain qui tape sur la tête du méchant, c'est toujours un vrai plaisir quand, dans la salle, il n'y a que des innocents. Comme les enfants, ils applaudissent.

Le Canard enchaîné 19 octobre 2005

# Du fric et du frac au Quai d'Orsay

**D**IFFICILE de s'en étonner, la presse américaine la plus chauvine a bondi avec la délectation qu'on devine sur l'affaire de nos « ambassadeurs de France » compromis dans le micmac du programme « Pétrole contre nourriture » en vigueur dans l'Irak de Saddam. « *Nous savons maintenant ce que les Français veulent dire en parlant de multilatéralisme : pérorer sur le besoin de légitimité internationale tout en faisant des affaires avec les dictateurs* », estime ainsi le toujours mesuré « Wall Street Journal ».

C'est à la fois trop d'honneur et trop d'indignité : si haut placés qu'ils aient été, Serge Boidevaix et Jean-Bernard Mérimée – ils ont tous deux reconnu avoir perçu des commissions de l'Irak en échange de leurs bons offices – n'ont, à aucun moment en l'occurrence, eu le pouvoir de définir, ni même d'infléchir, la poli-

tique extérieure française. Un angle de défense que le diplomate Villepin s'est empressé d'occuper en récusant : « *l'amalgame entre la diplomatie française, la politique de la France et des comportements individuels* ». « *Individuels* », façon de parler : prises la main dans le pot de confiture, ou plutôt le sac à blé, nos Excellences appartenaient à la crème de la hiérarchie du Quai, et ça fait tâche.

Ancien conseiller diplomatique du Premier ministre Chirac (sous Giscard), Boidevaix, à la retraite et en relation commerciale soutenue avec Bagdad depuis 1993, a successivement été, et entre autres fonctions, ambassadeur à Varsovie, New Delhi et Bonn avant d'être bombardé conseiller d'Etat, pour fêter sa fin de carrière. Même variété de postes pour l'autre retraité Jean-Bernard Mérimée, camarade de promotion – à l'ENA – de Jospin, Chevènement et Seillière, ancien chef du protocole à l'Élysée

de Giscard, en poste lui aussi à New Delhi, mais encore à Rabat ou Sydney, et, ce n'est pas accessoire, représentant de la France au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Sûrement l'effet de son humour légendaire : le ministre des Affaires étrangères de Jospin (1997-2002) Hubert Védrine a cru bon de préciser au « Figaro » (15-16/10) qu'il avait été « *vigilant* » (c'est vraiment le mot !) sur les réunions Tupperware de nos deux Excellences retirées des chancelleries. A preuve, en septembre 2001, soit à peu près au moment où ceux-ci déployaient un grand zèle pro-Saddam, une lettre signée du dircab' d'Hubert et du secrétaire général du ministère « *attirait l'attention de MM. Boidevaix et Mérimée sur "la nécessité de veiller à ce que leurs activités privées n'engagent qu'eux-mêmes"* ».

Comme si ces « *activités privées* » (sic), et en partie licites sans doute, de conseil, assistance et négoce divers – et qu'il aurait peut-être

mieux valu clore définitivement – ne découlaient pas précisément du statut d'« *ambassadeur de France à vie* » des deux intéressés ! On voit mal le régime de Saddam s'adresser à deux ferrailleurs du 9-3 pour adoucir les rigueurs de l'embargo et mieux disposer l'ONU en sa faveur ! « *Nous n'étions pas convaincus par leur réponse* », poursuit Védrine, décidément en verve. Et un rien de curiosité ne l'a pas incité à poursuivre ses indiscrètes investigations ? Voire à sévir ?

Lors de sa mise en examen, Mérimée, qui, un temps, a également donné dans le « *conseil bancaire* » de haut niveau au Maroc, a aussi avoué le montant de son petit cadeau irakien (perçu en 2001) : 165 000 dollars (un peu moins d'euros), utilisés dans des travaux de sa maison de Ouarzazate. Depuis un moment, les taux d'intérêt des crédits ne sont pourtant pas si élevés...

P. L.

# The sovereign people of Iraq

**W**e won't know for sure until all of Saturday's votes are counted whether the seriously flawed constitution offered by Iraq's Shiite religious and Kurdish nationalist parties was accepted as a starting point for necessary amendments. Early signs pointed in that direction: Sunni Arabs, the group most skeptical of the new charter, seem to have turned out in far greater numbers than in January's parliamentary elections. But according to initial reports, significant numbers of them voted yes.

What we know already, and can't fail to be impressed by, is that large numbers of Iraqis of all persuasions turned out, in defiance of terrorist threats. They have exercised a basic democratic right that would have been inconceivable a few years ago.

While President George W. Bush's supporters will portray the voting as a vindication of his policies, Washington's role in the Iraqi constitutional process has been decidedly mixed. By pressing Iraqis to adhere to deadlines driven more by domestic American political needs than the pace of Iraqi developments, Washington helped produce first, in January, a constituent assembly in which Sunni Arabs were drastically under-represented and then, in August, a constitutional draft that slighted the rights of Sunnis, women and secular Iraqis. And by committing U.S. forces to fight the Sunni insurgency on behalf of the ruling Shiite and Kurdish coalition, Washington left the governing parties with little incentive to produce a more inclusive document.

It was only last week, facing a seri-

ous risk that disaffected Sunnis would turn out in large numbers to vote down the constitution, that Washington finally prevailed on the governing parties to agree to a formula for amending some of the constitution's major shortcomings in the months ahead. On that basis, a leading Sunni party, the Iraqi Islamic Party, courageously urged its supporters to vote yes.

If the constitution turns out to have passed, it will probably be because of this last-minute deal. That would oblige Shiite and Kurdish leaders to follow through by supporting inclusive amendments, including those reducing the excessive political and economic powers offered to the future autonomous regions these groups hope to establish.

Herald Tribune  
October 18, 2005

## Iraq delays results of balloting on charter

### 99% approval results in some areas lead to re-examination

By Dexter Filkins

**BAGHDAD:** Iraqi election officials said Monday that they were investigating what they described as "unusually high" vote totals in 12 Shiite and Kurdish provinces, where as many 99 percent of the voters were reported to have cast ballots in favor of Iraq's new constitution, raising the possibility that the results of the referendum Saturday could be called into question.

In a statement released Monday evening, the Independent Election Commission of Iraq said the results of the referendum would have to be delayed by "a few days," because the apparently high totals in favor of the constitution required that election workers "recheck, compare and audit" the results.

The statement made no mention of the possibility of fraud, but said the re-examination of the balloting was being done in order to comply with interna-

tionally accepted standards.

Election officials say that under such standards, voting must be re-examined any time a candidate or a ballot question receives more than 90 percent of the vote.

The passage of the draft charter would constitute a significant step toward restoring Iraq's full independence and pave the way for a new round of elections Dec. 15 for a permanent government.

Careful not to preempt the outcome of the referendum, President George W. Bush said Monday that he welcomed the strong Sunni turnout at the polls.

"My first reaction to the vote was that an increase in turnout was an indication that the Iraqi people are strongly in favor of settling disputes in a peaceful way," Bush said in joint remarks with the president of Bulgaria, Georgi Parvanov, in the Oval Office.

"Secondly, I was pleased to see that the Sunnis have participated in the process," Bush said.

Sunni Arabs, who lost control of Iraq after Saddam Hussein was ousted from power in the American-led invasion in 2003, make up just 20 percent of the country's population.

The Sunnis, who widely opposed the new constitution, fear the new charter will pave the way for a breakup of Iraq and deprive them of oil resources in the north and the south of the country.

The constitution will fail if two-thirds of voters in at least three provinces block it; Sunnis dominate 4 of Iraq's 18 provinces.

Members of the Iraqi election commission declined to speak about the announcement of the investigation.

But an official with knowledge of the ballot counting said that the 12 provinces where the "yes" votes exceeded 90 percent all had populations

that were either majority Shiite or Kurdish. Leaders from those communities strongly endorsed the proposed constitution.

More than one of those provinces, the official said, reported that 99 percent of the ballots counted had been cast in favor of the constitution.

None of the provinces cited for a closer look had Sunni majorities.

"When you find consistently very, very high numbers, then that is cause for further checking," said the official, who spoke on the condition of anonymity, citing the sensitivity of the information. "Anything over 90 percent either way usually leads to further investigation."

Even if no evidence of fraud is found, the announcement Monday seems likely to trigger suspicions among many Iraqi voters, especially Sunnis, many of whom are deeply suspicious of the Shiite majority and of the Kurds.

The election commission, which is composed of six Iraqis and one non-Iraqi, has the authority to overturn the results of the election if the panel finds that it was conducted unlawfully.

The announcement that voters in some provinces voted in inordinately

high numbers in favor of the constitution follows concerns, publicly expressed by Shiite leaders before the balloting, that the constitution could fail. To address those concerns, the Iraqi National Assembly passed a measure that would have modified the way that votes are counted to make it easier for the constitution to pass. The assembly rescinded the measures in the days leading up to the election.

The New York Times

## Washington, spectateur inquiet du procès de Saddam Hussein

Les Etats-Unis ont tiré les ficelles en coulisses, mais ils n'auront la maîtrise ni des débats ni du verdict.

De notre correspondant à Washington

L'ÉPREUVE du référendum sur la Constitution à peine surmontée, le procès de Saddam Hussein, qui doit s'ouvrir demain à Bagdad, présente pour Washington autant de risques d'exacerber les tensions que de chances de tourner définitivement la page.

L'ancien dictateur de 68 ans découvert au fond d'un trou en décembre 2003, semble avoir retrouvé de sa superbe. « Il se considère toujours comme le dirigeant légitime de l'Irak », dit son avocat Khalil Dulaimi, et il entend plaider l'illégalité du tribunal spécial irakien. Il prépare sa défense en lisant les conventions de Genève et des livres sur le droit humanitaire international donnés par la Croix-

Rouge. Le « rais » aurait également suivi avec un grand intérêt la manière dont l'ex-président serbe, Slobodan Milosevic, devant le TPI, a transformé le banc des accusés en tribune. Les débats pourraient être télévisés, mais avec un temps de décalage permettant la censure de tout « dérapage » politique.

### Sueurs froides américaines

Cette mise en scène donne des sueurs froides à l'Administration américaine, qui s'applique à garder ses distances : « C'est un processus dirigé par les Irakiens eux-mêmes », insiste une responsable au Conseil national de sécurité de la Maison-Blanche. Les Américains auraient préféré « roder » le tribunal spécial avec des comparses du dictateur, puis orchestrer la comparaison de Saddam sur ses crimes les plus graves. Au lieu de quoi, il sera entouré de six complices, dont l'ancien vice-président Yassin Ramadan et son demi-frère Ibrahim al-Tikriti, pour répondre

d'une des charges les plus faciles à prouver, mais pas la plus spectaculaire : le « meurtre prémédité » de 143 personnes dans le village de Doujaïl, en 1982, en représailles d'une attaque contre le convoi présidentiel.

Les Etats-Unis se retrouvent spectateurs d'un processus dont ils ont dû se contenter de tirer les ficelles en coulisses. Ils ont établi un « bureau de liaison sur les crimes du régime » au sein de leur ambassade à Bagdad, doté de 75 millions de dollars, qui a passé en revue les preuves disponibles contre Saddam Hussein, a guidé les pas des magistrats irakiens et financé leur formation à l'étranger. Pour ne pas apparaître en première ligne, ils ont laissé aux Britanniques et aux Italiens le soin de préparer les juges.

### Peine de mort

Il faut aussi préparer l'opinion américaine à des débats calqués sur le modèle inquisitorial fran-

çais, très différent du système contradictoire anglo-saxon. Ici, c'est le président de la cour qui interrogera les témoins et il n'y aura pas de jury. La peine de mort est à la clé, théoriquement applicable 30 jours après le dernier appel. Les dirigeants chiites poussent en faveur d'une exécution qui « décapiterait » l'insurrection sunnite, mais les Kurdes préféreraient voir Saddam rejugé pour le gavage de 5 000 des leurs à Halabja en 1988. Des organisations humanitaires se sont émues du risque de justice expéditive. Washington réserve son avis, attendant de voir si le procès stimule la rébellion ou tourne à l'avantage de l'accusé devant l'opinion. Bien menés, les débats pourraient à l'inverse inscrire les crimes du « rais » en toile de fond des législatives du 15 décembre : une « piqûre de rappel » bienvenue pour doper la démocratie.

PHILIPPE GELIE

## Le « suicide » de Kanaan exacerbe le climat de peur en Syrie

### MOYEN-ORIENT

Le rapport de l'ONU sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri sera publié dans trois jours.

De notre envoyé spécial à Damas

« LA SYRIE ressemble à un canard sur l'eau », sourit un habitant de Damas, le corps est immobile, mais en dessous, invisibles, les pattes s'agitent. » Les rues de la capitale sont calmes en ce mois de ramadan, mais la surveillance de la population a été renforcée. Le suicide, la semaine dernière, du ministre de l'Intérieur, Ghazzi Kanaan, a de nouveau plongé les Syriens dans l'inquiétude et la perplexité.

« Vous y croyez ? », demande une retraitée, encore sous le choc. La thèse officielle, celle du suicide, est souvent mise en doute. « Une collègue de travail alaouite (la minorité au pouvoir) vient de me dire que c'est parce qu'il était lié aux Américains qu'on a pu lui en vouloir », raconte une fonctionnaire.

### Prises de position remarquées

Le moment de la mort de l'ancien chef des services de renseignements syriens au Liban (1982-2002) n'a pas manqué de paraître suspect. Kanaan a disparu dix jours avant la publication du rapport Mehlis sur l'assassinat de Rafic Hariri et trois semaines après avoir été interrogé par les experts de l'ONU à Damas. En savait-il trop ? Refusait-il de couvrir certains agissements ? A-t-on voulu éliminer le fusible le plus important afin de circonscrire l'incendie ? Après la mort de celui qui avait bénéficié des largesses de Hariri, Mehlis a demandé de pouvoir autopsier le corps de Kanaan. Sans succès : il a été inhumé le lendemain. Pour le pouvoir, Kanaan a été victime « d'une campagne de calomnie de la part des médias », en particulier libanais.

Au-delà des rumeurs, une des explications de sa disparition résiderait dans ses prises de position depuis qu'il est rentré en Syrie en 2002, où il s'est retrouvé marginalisé, à la tête d'abord de la Sécurité politique puis du ministère de l'In-

terieur, un poste mineur dans l'appareil sécuritaire. A l'automne 2004, Kanaan s'était opposé à la prorogation du mandat du président libanais Emile Lahoud, décidée par Damas. Après l'assassinat de Hariri, il critiqua la façon peu glorieuse dont les troupes syriennes ont quitté le Liban au printemps. « Kanaan était également contre une réduction de la coopération avec les Américains en matière de lutte antiterroriste », dit de lui un bon connaisseur de la Syrie. En vingt ans de tutelle sur le pays du Cèdre, le général Kanaan avait su nouer des relations avec les Américains à Beyrouth. « Au sommet de l'Etat syrien, où un climat de conspiration doit régner face aux pressions américaines, certains ont pu penser qu'il pouvait être une carte que Washington aurait pu sortir, s'ils veulent changer le régime », analyse un expert étranger.

### Arrêt des investissements

Interventions militaires ? Coup d'Etat intérieur ? Sanctions économiques ? « Depuis l'assassinat de Hariri, la population a

peur », explique un homme d'affaires syrien. Cette crainte s'est traduite par un arrêt des investissements. Les mois passant, l'inquiétude reflue, d'autant qu'en recevant en septembre le procureur allemand chargé d'enquêter sur la mort d'Hariri, le pouvoir syrien a assuré qu'il n'était pour rien dans le crime. Sur CNN, le président Bachar el-Assad l'a répété la semaine dernière, ajoutant que si des Syriens étaient impliqués par l'ONU dans l'assassinat, ils seraient traduits devant la justice syrienne ou internationale.

Secrètement, de nombreux sunnites, la communauté majoritaire en Syrie, ne sont pas mécontents des ennuis du régime. Mais ils n'ignorent pas le prix d'une intervention étrangère. « Nous ne voulons pas des Américains, nous n'en voulons pas, lance Nayla, une secrétaire. Il suffit de regarder ce qu'ils font tous les jours en Irak. » Et d'ajouter : « Qui remplacera Bachar, les « barbus » que je vois de plus en plus souvent dans mon quartier ? Non merci. »

GEORGES MALBRUNOT

# SADDAM HUSSEIN FACE A SES JUGES

## Son procès pour le massacre de 143 chiïtes à Doujaïl en 1982 s'ouvre demain.

Amman (Jordanie) envoyé spécial

**A**u regard des crimes contre l'humanité que constitue le gazage de quelque 5000 Kurdes à Halabja en 1988, la campagne al-Anfal qui a exterminé des dizaines de milliers de civils la même année, ou la féroce répression des chiïtes en 1991 dans le sud de l'Irak, le massacre de 143 villageois du village chiïte de Doujaïl paraît sans commune mesure. C'est pourtant pour ce seul crime, perpétré en 1982, que Saddam Hussein et sept de ses lieute-

nants vont comparaître demain devant le Tribunal spécial irakien (TSI), douze autres affaires étant encore à l'instruction. Jugés pour «l'exécution de 143 citoyens, la séquestration de 399 familles, la destruction de leurs maisons et des terres», les huit accusés risquent tous la peine de mort. Le procès sera en principe public et pourrait être retransmis en direct à la télévision, a indiqué il y a quelques jours le porte-parole du TSI, le juge Raed al-Jouhi. L'ouverture de ce procès, tant attendu par la communauté

chiïte et kurde, intervient quatre jours après le référendum sur le projet de Constitution. Il vise, comme le scrutin, à tourner définitivement la page de l'ère Saddam Hussein après ses quelque trente années de tyrannie absolue sur l'Irak. La première audience ne devrait être consacrée qu'à la comparution des prévenus, avant un report à la requête des avocats de la défense qui apparaissent bien peu préparés (lire ci-dessous). «Le premier jour, le tribunal expliquera aux accusés les raisons pour lesquelles ils comparaissent, leur expliquera leurs droits, et le procureur général lira les charges retenues contre eux», a expliqué Raed al-Jouhi.

L'emplacement du tribunal, ainsi que l'identité de ses cinq juges sont gardés secrets jusqu'au dernier moment, pour des raisons de sécurité. Selon l'équipe de défense, aucun des cinq juges n'appartient à la communauté sunnite, ce qui lui apparaît comme une preuve supplémentaire de la partialité d'un tribunal auquel elle conteste par ailleurs toute légitimité.

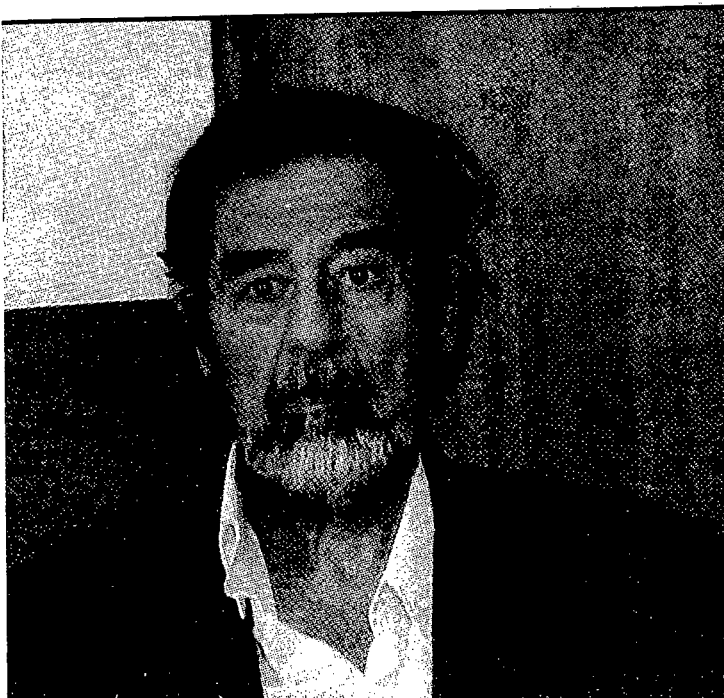
Institué par l'ex-administrateur américain Paul Bremer, le TSI doit juger les crimes commis par des Irakiens dans leur pays ou ailleurs, entre le 17 juillet 1968, date du coup d'Etat baassiste, et le 1<sup>er</sup> mai 2003, ainsi que les crimes

commis lors de la guerre contre l'Iran (1980-1988) et l'invasion du Koweït (1990-1991). Il avait été mis en place le 10 décembre 2003, trois jours avant la capture de l'ancien dictateur. Le massacre de Doujaïl (60 km au nord de Bagdad) était survenu en 1991 après des tirs contre le convoi de Saddam. Selon l'accusation, c'est l'ex-raïs en personne qui, en sa qualité de chef de l'Etat, avait entériné les jugements d'exécution prononcés par un tribunal spécial irakien.

Pour le moment, la défense est essentiellement le fait d'un seul avocat irakien, Khalil al-Douleimi, qui s'est entretenu à cinq reprises avec son client. Il a reçu l'aval de Raghad, fille aînée de Saddam Hussein, seule habilitée par la famille à diriger le collectif de défense. C'est pourtant son propre père qui avait fait exécuter son mari, Hussein Kamel, père de leurs trois enfants, ex-responsable des programmes d'armes de destruction massive qui avait fait défection en Jordanie en 1995, puis regagné l'Irak six mois plus tard, croyant qu'il serait pardonné. Avant d'être exécuté sur ordre de son beau-père.

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a dit espérer que le procès de Saddam permettrait la réconciliation des Irakiens, estimant qu'il ne devrait pas enflammer davantage la minorité sunnite sur laquelle s'appuyait le régime aboli. L'organisation de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch, a au contraire exprimé sa préoccupation que le procès ne réponde pas aux normes internationales, et appelé à une procédure équitable. ◀

J.-P.P.



**Liberation**

18 OCTOBRE 2005





## Des juges kurdes en quête de «vérité»

Reportage auprès des magistrats qui instruisent les crimes de Saddam Hussein au Kurdistan.

Erbil (Kurdistan d'Irak) envoyé spécial

Une petite villa coquette entourée de hauts murs jouxte le ministère des Droits de l'homme du Kurdistan irakien. Elle est occupée par une dizaine de magistrats du Tribunal spécial irakien (TSI), mis sur pied en décembre 2003 pour juger Saddam Hussein et les dignitaires du défunt régime. «*Nous sillonnons toute la région pour recueillir des preuves et interroger les témoins; puis nous envoyons le matériel à Bagdad*», explique l'un d'eux. Pour raisons de sécurité, leurs noms ne sont pas publics. Eux-mêmes ont tout juste confié à leur femme ou à leurs très proches amis leurs réelles activités, pourtant beaucoup moins risquées dans le pays kurde que dans le reste de l'Irak. Tous travaillaient déjà dans les tribunaux du Kurdistan, le nord du pays qui, depuis 1991, échappe à la tutelle de Bagdad. «*Je suis kurde et fier d'être kurde. Mais, dans ma fonction, j'agis comme citoyen du nouvel Irak démocratique, comme un magistrat qui cherche la vérité, non la vengeance*», dit l'un d'eux.

**Rudiments.** Les ordinateurs sont flambant neufs, comme les gros 4x4 garés dans la cour. Mais les moyens manquent, notamment les médecins légistes pour expertiser les corps découverts dans les charniers afin de les identifier et de préciser la date et la cause de la mort. Il n'y a qu'une seule équipe de huit personnes pour tout le pays, formée d'experts étrangers, de médecins et d'archéologues. Aller sur les sites est toujours risqué. Ces juges ont une expérience vécue, plutôt que légale, en matière de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide: un demi-million de victimes pour la seule population kurde. Deux sessions de formation de dix jours à Londres et à Rome leur ont donné des rudiments de ce droit pénal international qui s'est forgé progressivement au travers du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda. «*C'était court mais intense*», raconte un des juges.

«*Aucune population d'Irak n'a autant souffert et n'a eu autant de victimes que les Kurdes, et ce depuis le début du régime baasiste*», rappelle Mohammad Ihsan, 39 ans, ministre des Droits de l'homme du Kurdistan ira-

kien. Parti tout jeune rejoindre les «peshmergas» (combattants kurdes) dans la montagne, il s'est exilé en Grande-Bretagne, y est devenu avocat, a travaillé avec Amnesty ou Human Rights Watch dans divers pays, mais a gardé le Kurdistan au cœur. Depuis son retour au pays, il consacre la plus grande partie de ses activités de ministre «à enquêter sur les crimes de l'ancien régime, car il n'y a pas assez de magistrats formés pour travailler sur ces sujets». Comme d'autres juristes kurdes de la diaspora, il analysait et disséquait depuis des années les rouages de la terreur baasiste, à partir de témoignages ou de documents trouvés lors de la révolte kurde de 1991.

Saisies après la chute du régime de Saddam et stockées à Bagdad, les archives du parti et des services de sécurité représentent treize tonnes de paperasses et documents informatiques qui sont en train d'être systématiquement dépouillés. «Saddam pensait son régime éternel. Lui comme ses sbires étaient fiers de leurs crimes. Les ordres étaient inscrits noir sur blanc et on envoyait à Bagdad des cassettes montrant les tortures et les exécutions, pour bien montrer que les consignes avaient été appliquées», explique Mohâmmad Ihsan, convaincu qu'il sera possible de «prouver concrètement les responsabilités directes et personnelles de Saddam dans les crimes». Sa crainte est plutôt de voir tout se focaliser sur le rôle du dictateur «en mettant au second plan le système qui rendait possible cette terreur au quotidien».

**Seize dossiers.** L'antenne du TSI d'Erbil et celle de Soulaymaniya, l'autre grande ville kurde, instruisent seize dossiers différents sur les crimes de Saddam en pays kurde. Le plus ancien concerne le massacre, en 1979, de milliers de Kurdes de confession chiite (la majorité des Kurdes étant sunnites), et l'expulsion systématique des survivants vers l'Iran, juste avant le déclenchement de la guerre entre les deux pays. Il y a aussi le dossier du massacre, en 1983, de 8000 hommes de la vallée de Barzan, le fief des Barzani (leaders du nationalisme kurde). Puis l'opéra-

tion d'anéantissement al-Anfal (1987-1988) qui fit 180000 victimes. Et le bombardement à l'arme chimique de la ville d'Halabja en 1988. Sans oublier le dossier des disparus et celui des viols.

**Plaintes.** «Ce serait mieux que la course déplace, et que ces procès puissent avoir lieu à Erbil ou sur les lieux des crimes, au Kurdistan, à la fois pour des raisons de sécurité et pour ne pas avoir à assurer la protection de centaines et de centaines de témoins, mais aussi psychologiquement pour les parents des victimes», estime un des juges. Les autorités kurdes pensent de même. «Mais même s'il me faut aller à Bagdad, j'irai.

Qu'est-ce que la mort quand on a perdu ses fils ?» soupire Chatouna Bajji Bayiz, 65 ans. Tous les hommes de sa famille ont été emmenés un matin d'avril 1988 quand les forces de sécurité irakiennes ont mené une rafle dans son village, près de Kirkouk. Elle ne les a plus jamais revus. Elle-même a ensuite été arrêtée et détenue plus d'un an. Elle fait partie des 5000 Kurdes qui ont porté plainte contre Saddam Hussein, les 55 principaux

responsables de son régime «et contre tous ceux dont le nom apparaîtra dans les enquêtes en tant que complice ou instigateur irakien ou étranger».

L'avocat Abdulrhaman Zebari, 41 ans, anime à Erbil le collectif représentant les victimes kurdes et traite lui-même une centaine de dossiers. Sur le mur, il a accroché fièrement un diplôme tout neuf affirmant qu'il a suivi avec succès à Doubaï le stage de quatre jours de «droit international humanitaire» organisé par l'Association internationale du barreau. Satisfait que l'ex-dictateur soit jugé en Irak par des Irakiens, ce pénaliste qui a vécu une dizaine d'années en exil en Grèce s'avoue néanmoins un peu las : «Le procès de Slobodan Milosevic à La Haye me paraît plus facile que celui de Saddam Hussein, car ici c'est le Proche-Orient et les règles changent sans cesse.» Comme l'écrasant majorité de ses concitoyens de la zone kurde, il avoue espérer un verdict de mort à l'issue de la longue série de procès qui commence demain. ◀ MARC SEMO



# «Les gens n'ont commencé à mourir que pendant la nuit»

Les gazages des villages kurdes devraient faire l'objet des procès suivants.

Cheikh Wassan (nord de l'Irak) envoyé spécial

**R**ecroquevillées au fond d'un cirque, les maisons en pierre aux toits de chaume s'enfouissent dans le sol et se confondent avec la rocaïlle, comme si leurs habitants continuaient à vivre terrés. Seuls de gros tas de fagots, la fumée des cheminées et quelques paraboles révèlent de loin un village. Cheikh Wassan se tient en haut d'une petite route défoncée, tout au nord du Kurdistan irakien, pas très loin de la frontière turque. Vers 18 heures, le 16 avril 1987, hadji Abdullah Kader Assad a entendu un bourdonnement d'avions. «J'étais hors de la maison. Je les voyais comme je vous vois. Ils ont bombardé tout autour de nous.»

Ce n'était pas la première fois que les escadrilles de Saddam prenaient pour cible ce recoin de montagne,

bastion des peshmergas. Mais cette fois, les explosions faisaient un bruit inhabituel. Pas de craquement ni de coups de tonnerre. «C'était plus étouffé.» Dans l'air frais du couchant, il a senti une odeur plutôt agréable. «Un mélange de pomme, d'orange, d'ail.» Puis, une irritation. «Les yeux brûlaient, la gorge était toute sèche.» Il a également éprouvé des douleurs sous les aisselles, entre les cuisses, à la hauteur du genou. «Certains sont devenus aveugles, d'autres perdaient leur peau.» Il s'est mis à pleuvoir. L'averse, vio-

**A Cheikh Wassan, une centaine de villageois ont péri empoisonnés en avril 1987. Ce n'est que onze mois plus tard, après le gazage de 5000 Kurdes à Halabja, ville située plus au sud, que le monde a commencé timidement à réagir.**

lente, a dissipé la brume étrange qui enveloppait la bourgade. Des hélicoptères sont alors arrivés et ont commencé à pilonner les fuyards. Les effets des bombardements n'ont pas été immédiats. «Les gens n'ont commencé à mourir que pendant la nuit.» Les symptômes décrits par les survivants semblent correspondre au gaz moutarde, selon l'organisation de droits de l'homme Middle East Watch. Le régime irakien venait pour la première fois d'utiliser l'arme chimique contre sa population. A la suite de ce raid, une

centaine de villageois ont péri empoisonnés. Un crime passé alors totalement inaperçu. Ce n'est que onze mois plus tard, après le gazage de 5000 Kurdes à Halabja, ville située plus au sud, que le monde a commencé très timidement à réagir.

«Chiens fous». A 50 ans, Abdullah Kader Assad ressemble à un vieillard décharné. Il ne quitte plus sa maison, réduite à une pièce étroite. Il est assis, presque plié en deux, sur un lit métallique, son unique mobilier. Au mur, trône un portrait de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan qui règne en maître sur ces montagnes. «Je ne vois plus très bien. J'ai mal à l'estomac, à la tête, à la poitrine. Ma gorge a été aussi fermée. Je suis tout le temps al-

longé ici. Ma femme souffre des mêmes maux», raconte-t-il. Son traitement se résume à des médicaments antidouleur. Aujourd'hui, il ne rêve que de témoigner contre Saddam Hussein et son cousin germain, Ali Hassan al-Majid, le bourreau des Kurdes. «Je préférerais mourir plutôt que cette vie-là. Si je m'allonge, je ne pourrai pas me lever, mais je

suis prêt à ramper pour me rendre à leur procès.» Il se déplacerait jusqu'à Bagdad, en proie aux bandes armées et aux attentats. «Pour les voir détenus comme des chiens fous, j'irais n'importe où!»

Si Saddam ne sera jugé à partir de demain que pour le seul massacre de 143 chiïtes en 1982 à Doujaïl, son implication dans les atrocités commises contre les Kurdes doit être examinée dans la foulée. Le Tribunal spécial irakien affirme disposer de milliers de documents établissant sa responsabilité directe dans le gazage de Halabja, de Cheikh Wassan et d'ailleurs.

Test. Al-Majid a déjà comparu en décembre devant la même cour. Cet ex-sergent avait été chargé de la répression contre les chiïtes lors du soulèvement de 1991. Mais c'est surtout à cause de ses crimes perpétrés au Nord que l'histoire a retenu son nom, ou plutôt son surnom d'«Ali le chimique». En mars 1987, le Conseil de commandement de la Révolution, la plus haute instance du Baas, lui a confié les pleins pouvoirs pour en finir avec le «problème kurde». Pendant dix-sept mois, il a organisé le gazage, le

transfert, l'internement et le massacre des populations. Environ 4000 villages ont été rasés, sans doute 100000 personnes ont disparu, selon Middle East Watch. Pour l'organisation, cette campagne systématique d'extermination, baptisée Anfal par Bagdad, relève d'un génocide.

L'attaque contre Cheikh Wassan fait figure de test. Quelques jours après, des camions militaires sont venus chercher les survivants. Les maisons ont été détruites. Les malades qui avaient été admis dans les hôpitaux de la région, emmenés par la sécurité militaire, n'ont plus donné signe de vie. Hadji Abdullah a gagné l'Irak et n'a jamais revu sa fille aînée, hospitalisée à Erbil. «Chaque étape d'Anfal suit la même méthode. Cela débute par des attaques chimiques par voie aérienne contre des civils et des peshmergas, suivies d'une offensive... Après l'assaut initial, les forces terrestres entourent la zone et détruisent toute habitation», écrit Middle East Watch. Les hommes sont exécutés; femmes et enfants s'entassent dans des centres d'internement et meurent par milliers de famines ou maladie. «C'est un projet génocidaire conçu dans les moindres détails par le gouvernement irakien», affirme Adalat Omar Salah, présidente du centre de recherche sur Anfal. Le dossier contre l'ex-régime est presque complet, affirme cette femme qui conseille le ministre kurde des Droits de l'homme. Lors de la révolte de 1991, les peshmergas ont saisi des piles de documents des services de sécurité. Elle espère que le procès d'Ali le chimique, à défaut de celui de Saddam, se déroulera au Kurdistan. «On nous a promis qu'il sera jugé ici, si possible à Halabja.»

CHRISTOPHE BOLTANSKI

## « Mort au tyran ! » scande-t-on à Sadr-City. Ce n'est que du « théâtre américain », répliquent d'autres Bagdadis

BAGDAD, ERBIL

de nos envoyés spéciaux

Il ne veut pas voir son nom publié. Jusqu'à la chute de Saddam Hussein, le 9 avril 2003, Adnan était agent des services secrets intérieurs irakiens, les très redoutés moukhabarats de l'ancien régime. Il n'a « pas honte » de l'avouer devant ses clients de cette petite épicerie du centre-ville. Dehors, une tempête de sable couvre la ville d'un manteau ocre et réduit la visibilité à quelques mètres. Il y a peu de voitures, c'est ramadan.

Pour Adnan, « le procès de Saddam est une idée dangereuse pour tous [les] Irakiens. C'est du vent, un spectacle entièrement monté par les Américains. Ils savent bien, eux qui ont été ses complices pendant vingt-cinq ans, que Saddam n'a pas fait tuer spécifiquement des Kurdes ou des chiïtes. C'était un dictateur qui tuait tous ceux qui s'opposaient à lui, sunnites compris ».

Moayed, qui est chiïte et peu religieux, n'est pas « tout à fait d'accord là-dessus ». Mais il pense, lui aussi, que le procès « est

une mauvaise idée qui risque d'enflammer les sunnites ». Patron d'un restaurant situé de l'autre côté de l'avenue, Moayed estime que « le moment est mal choisi. Avec le référendum, nos dirigeants sont justement en train d'essayer d'inclure les frères sunnites dans le nouvel Irak. Ce n'est pas le moment de les exciter ». Il se tourne en souriant vers Adnan et lâche, mi-figue mi-raisin : « ce sont toujours les sunnites qui causent des problèmes, vous le savez bien ». L'autre rit jaune, accepte en grognant un petit tapotement amical sur l'épaule. Moayed sort.

Après la prière de la mi-journée vendredi, des centaines de jeunes du quartier chiïte de Sadr City sont descendus dans la rue pour réclamer, avec force banderoles et hurlements en cadence : « Mort ! Mort ! Mort au tyran ! » La manifestation était conduite par le mouvement radical de Moqtada Al-Sadr qui estime que le procès n'est rien que du « théâtre ». A l'instar de son rival religieux, Abdel Aziz Al-Hakim, dirigeant la première formation politique du pays, qui aurait pré-féré qu'on « pendre Saddam en public, sitôt

après sa capture ». Dans l'épicerie du quartier de Karada-Mariam, au centre de Bagdad, le jeune Ali, qui se présente comme un « soldat de l'Armée du Mahdi », la milice de l'imam Al-Sadr, aurait, lui aussi, « préféré cette solution ». « Le bourreau est vivant. Il ne compte plus. On ferait mieux de l'oublier, au moins jusqu'à ce que les Irakiens se réconcilient entre eux ».

Beaucoup, parmi les sunnites qui n'étaient pas tous des affidés du régime, pensent la même chose. Yahya, le patron de l'épicerie, en est un. « Avec ce procès, dit-il, le gouvernement essaie seulement de faire oublier ses échecs. Ils nous prennent pour des idiots, mais ça ne marchera pas. »

« UN JOUR SPÉCIAL » POUR LES KURDES

A Erbil, dans la capitale du Kurdistan d'Irak, Ibrahim Chérif, un jeune homme à l'air sombre, a écouté en silence les clients du marchand de graines, nombreux en ce soir de ramadan et tous avides de s'exprimer : « Bien sûr, nous sommes heureux qu'il passe enfin en jugement. Avez-vous vu quel-

qu'un ici qui pense autrement ? » « On sera encore plus heureux quand il recevra sa peine... » La peine de mort ? « La peine de... mille, cent mille morts », bafouille une vieille femme, Khatuna Bagi. Un jour d'avril 1988, l'armée irakienne a encerclé son village et emmené ceux qui n'ont pas pu fuir ou se cacher. Khatuna n'a plus revu trois de ses fils et quatre neveux – Saddam avait lancé l'opération « Anfal » (du nom d'une Sourate du Coran), qui a fait, dit-on ici, 182 000 victimes. Le Kurdistan (4 millions d'habitants) aurait compté pas moins de 350 000 « disparus » durant le règne de Saddam. Leurs proches, ici, sont partout. Et les réactions sont partout identiques – chez le marchand de graines, chez le barbier arménien ou parmi les employés yézédés (kurdes d'une branche schismatique de l'islam) de l'hôtel Erbil Tower.

« Moi, on peut dire que je n'ai pas souffert, car j'étais fonctionnaire ici à Erbil. Mais j'ai passé quinze ans dans l'armée à faire la guerre malgré moi ! Saddam et sa bande ont fait le malheur de l'Irak, pas que du Kurdistan, et le plus vite, il sera jugé, le mieux ce sera pour le pays ! », nuance le seul client en veston du marchand de graines.

Ibrahim Chérif, le jeune homme silencieux, sort alors de sa poche des photos qu'il vient de faire développer. « Je les ai prises aujourd'hui, ce sont peut-être celles de l'enterrement de mon père... ». Couverts de drapaux kurdes, 512 cercueils ont été amenés, lundi à Erbil, pour une émouvante cérémonie à l'aéroport, dont la retransmission a cloué la ville devant les postes de télévision. Ils furent enterrés mardi à Barzan, le village originel du président du Kurdistan, Massoud Barzani. Les corps, anonymes, trouvés dans des fosses communes dans le sud de l'Irak, ne sont qu'une petite partie de ceux



Mercredi 19 octobre, jour prévu pour l'ouverture du procès de Saddam Hussein, une Irakienne se recueille devant les photos des dix-huit membres de sa famille tués en 1991, lors d'un raid ordonné par l'ancien dictateur, dans la ville de Kirkouk au nord du pays.

des 8 000 hommes de la vallée de Barzan qui furent massacrés en 1983. « Pour moi, pour ma mère, pour toutes les mères du Kurdistan, c'est un jour très spécial » qui s'annonce, dit Ibrahim.

Patrice Claude  
et Sophie Shihab

## La chute d'un Ubu tragique qui se rêvait en Saladin

Le raïs irakien a accumulé erreurs d'analyse et bourdes stratégiques.

De notre envoyé spécial à Bagdad

IL VOULAIT rentrer dans l'histoire. Mais même si Saddam Hussein y est sans aucun doute parvenu, ce n'est pas en incarnant le personnage dont il rêvait. Plutôt que de laisser l'image d'un nouveau Saladin restaurant la puissance de la nation arabe, le raïs irakien a davantage, au terme de son règne, acquis les traits d'un Père Ubu tragique, ayant accumulé les erreurs d'analyse et les bourdes stratégiques à un point rarement atteint au cours du siècle écoulé.

Lorsqu'il s'empara du pouvoir en 1979, en écartant son cousin Ahmed Hassan al-Bakr, dont il était depuis dix ans le bras droit, Saddam Hussein hérite de l'un des pays les mieux dotés du mon-

de arabe. Seul Etat dans cette partie du monde à disposer à la fois d'importantes réserves pétrolières, d'une population nombreuse et éduquée et de l'eau indispensable à l'agriculture, l'Irak est, au moment du deuxième choc pétrolier, le pays de la région au potentiel le plus prometteur.

Un quart de siècle plus tard, deux guerres calamiteuses déclenchées par la seule volonté de Saddam ont transformé l'ancienne Mésopotamie en un pays du tiers-monde, dont le niveau de vie se compare à celui du Soudan et dont la société brisée se replie sur des identités religieuses et ethniques. Les mêmes qualités, qui ont permis à ce jeune homme obscur, né le 28 avril 1937 dans une maison de torchis d'Al-Odja, un village sunnite près de Tikrit, de s'élever jusqu'au pouvoir suprême, ont précipité sa chute. Sa ruse, son habitude de ne compter

que sur lui-même et de recourir à la force pour tout régler, ainsi que son absence d'empathie pour qui que ce soit, ont permis à ce loup parmi les loups d'écarter ses rivaux les uns après les autres.

Dans une société irakienne où les règles claniques perdurent

sous les uniformes du parti Baas et dans les bureaux climatisés, Saddam Hussein élimine impitoyablement toute opposition. Une tentative d'assassinat est punie par la destruction d'un village, les familles de ses adversaires sont éliminées sans pitié, et cet amateur d'uniformes et de défilés qui n'a jamais été soldat, voit dans la force militaire la solution à tous les problèmes.

### L'invasion du Koweït

Cet analphabète stratégique, sorte de joueur de poker se fiant à sa bonne étoile plus qu'à la ré-

flexion, commet sa première erreur dans l'année qui suit son accession au pouvoir. En envahissant l'Iran en 1980, Saddam Hussein espère profiter de la pagaille créée par la révolution islamique pour récupérer la rive gauche du Chatt-el-Arab et élargir l'accès à la mer de l'Irak. Huit années et plusieurs centaines de milliers de morts plus tard, son pays ruiné par l'effort de guerre, le joueur qu'est Saddam n'a pas changé.

Pour tenter de se refaire, il jette à nouveau tous ses atouts sur la table. Ou plutôt le seul qui lui reste : son armée aguerrie par huit ans d'un conflit sanglant. L'invasion du Koweït, vieille obsession de l'irréductible irakien, lui vaut une seconde défaite face à une coalition rassemblée, avec une maîtrise consommée de la diplomatie, par George Bush père.

Mais si Saddam Hussein n'a jamais maîtrisé les relations internationales, sa capacité de survie sur la scène irakienne est intacte. Alors que le monde entier considère sa chute comme acquise, il

saue contre toute attente son pouvoir en noyant dans le sang l'insurrection chiite et en punissant les Kurdes qui tentent de secouer leur joug. Renforçant son emprise sur son pays placé en état de siège par le système des sanctions de l'ONU, Saddam continue à sous-estimer ses adversaires en se lançant dans un bras de fer avec les Etats-Unis. Forcé de liquider les vestiges de ses programmes d'armement, il préfère risquer à

nouveau le tout pour le tout plutôt que de perdre la face devant les ultimatum américains.

### La grande débandade

Menacé d'invasion, Saddam Hussein se prend pour un nouveau Nasser, qui avait survécu à une déroute militaire en 1956 en se faisant le chantre du nationalisme arabe face aux Occidentaux. Mais ses méthodes de gouvernement finissent par le rattraper.

Celui qui se rêvait en Saladin, et qui prédisait dans des discours apocalyptiques l'enlèvement des Américains face à un peuple en armes, ne parvient pas à mobiliser un seul combattant. Son armée se débande devant les colonnes blindées de l'US Army qui traversent des villes comme Falloudja ou Ramadi sans essayer un seul coup de feu.

Débusqué après un an de

traque, Robison hirsute au fond d'un terrier, Saddam Hussein recouvrera l'humiliation suprême de ses propres concitoyens. Alors qu'ils avaient assisté sans bouger à sa chute, ses coreligionnaires sunnites déclenchent, après son renversement, l'insurrection nationaliste dont il avait menacé en vain les Américains. Comme si sa disparition avait soudain rendu sa vigueur au nationalisme irakien.

ADRIEN JAULMES

## Un exercice à hauts risques

Les insurgés pourraient utiliser l'évènement pour justifier la poursuite de leurs attaques et permettre le retour symbolique de Saddam Hussein sur la scène politique irakienne

Bagdad

RETROUVÉ AU FOND d'un trou le 13 décembre 2003, Saddam Hussein a aujourd'hui rendez-vous à la barre. Les Irakiens rêvaient d'en faire un jugement pour l'histoire. Mais les retombées du procès du dictateur déchû, truffé de zones d'ombre, s'annoncent explosives et politiquement dévastatrices. « Vu les conditions de son déroulement, le procès risque d'exciter encore plus la guérilla sunnite », s'inquiète Hunain Kaddo, député chiite du Parlement irakien.

Coordonné par la puissance occupante, la préparation du procès de l'ancien raïs a été entourée du plus grand secret. Le Tribunal spécial irakien (TSI), créé et financé par l'Administration américaine, a été piloté de près par des experts venus des États-Unis. Jusqu'à la dernière minute, les noms des juges n'ont pas été révélés, ni le lieu du procès, dont on sait juste qu'il se déroulera derrière les murs épais de la zone verte ultraprotégée, où siège l'ambassade américaine. Seuls quelques journalistes triés sur le volet pourront y assister. Quant à sa retransmission en direct à la télévision, elle devrait être garantie « à moins que le tribunal décide de tenir le procès à huis clos », a laissé entendre Raed al-Jouhi, le porte-parole du TSI.

D'après lui, Saddam Hussein et ses coaccusés auront droit à un

procès « équitable ». Accusés de « crimes contre l'humanité », l'ancien dictateur et sept de ses lieutenants devront répondre d'une douzaine d'inculpations parmi lesquelles le gazage de cinq mille Kurdes en 1988 à Halabja, la répression sanglante de l'insurrection chiite en 1991 et la torture de détenus politiques.

### Un procès symbolique

Mais la première audience se focalisera sur le meurtre, en 1982, d'une centaine de villageois de Doujail, à soixante kilomètres au nord de Bagdad, en représailles contre une tentative d'assassinat du raïs. « Une façon d'éviter d'aborder des sujets plus sensibles qui pourraient mettre en cause l'Amérique ? », s'interroge Hunain Kaddo. Dans le cas de Halabja, l'ancien dictateur pourrait être en mesure de faire des déclarations embarrassantes pour les Américains, mais aussi pour les Européens, qui fournirent, à l'époque, Bagdad en armes et en produits chimiques.

« Beaucoup de vérités ne seront pas dites dans ce procès », regrette un diplomate iranien. Il rappelle que dans les années 80, les puissances occidentales avaient occulté la question des droits de l'homme lorsqu'elles avaient joué la carte Saddam en le soutenant dans sa guerre contre l'Iran voisin, où les chiites venaient de prendre le pouvoir. A la boucherie occasionnée par un conflit qui dura huit ans (1980-88) et à l'attaque au gaz chimique de la ville iranienne de Sardacht, il ne sera pas fait allusion aujourd'hui.

Très critiqué, ce procès reste extrêmement symbolique pour les chiites et les Kurdes d'Irak, principales victimes de Saddam. « Tant que leur bourreau ne sera

pas condamné, ils auront l'impression que seule la moitié de leurs rêves d'un Irak libre a été réalisée », remarque Abbas Bayati, le chef de l'Union islamique turkmène. « Quelle que soit sa sentence, elle ne sera jamais au niveau de tous les crimes commis pendant un quart de siècle, insiste Baha Araji, député chiite. Son jugement est un défi lancé aux insurgés et aux anciens membres du parti Baas qui continuent à espérer son retour possible à la tête du gouvernement ».

### Tensions interconfessionnelles

Pour de nombreux observateurs, c'est l'inverse qui risque de se produire. « Les insurgés vont utiliser la durée du procès pour justifier la poursuite de leurs attaques », remarque le psychiatre irakien Baher Butti. Le procès, qui risque d'être ajourné après l'audience de ce jour, pourrait durer des mois. D'après lui, il pourrait « attiser les tensions interconfessionnelles ». Car, dit-il, « il va énerver la minorité sunnite - ancienne détentrice du pouvoir - qui y voit une revanche des chiites ». L'analyste politique Wamidh Nadhmi y voit une occasion rêvée, pour Saddam Hussein, de « faire sa rentrée théâtrale dans le cœur des Irakiens ». Aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à évoquer avec nostalgie les années Saddam face au manque d'électricité et à l'insécurité. « Ce procès, c'est la prestation finale de Saddam. Et il adore les prestations ! Alors il va en profiter au maximum pour retenir l'attention du peuple, car il sait qu'il n'a plus rien à perdre ! », conclut-il.

DELPHINE MINOUI

# For Saddam, tribunal finds itself on trial

By John F. Burns

**BAGHDAD:** On Wednesday, 22 months after he was dragged from his hiding place in an underground bunker, Saddam Hussein will appear in court to answer for the brutalities he inflicted as dictator of Iraq. But what should be a moment of triumph for his victims is instead stirring concern about the fairness and competence of the court itself.

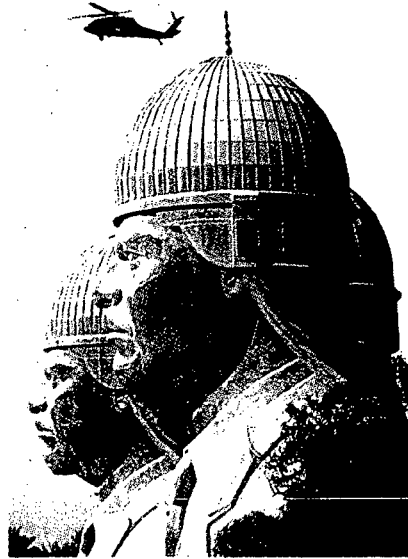
The special Iraqi tribunal established to conduct the trial has chosen a case that many Iraqis believe to be too narrow to answer the widespread yearning for Saddam to be held to account for the most savage of his crimes. And political pressure has led the tribunal to accelerate some of its work.

Western human rights groups have warned that Saddam is unlikely to get a fair trial. Critics here and abroad have said that the proper forum for the trials would have been an international tribunal of the kind that has spent four years hearing the case against the former Yugoslav president, Slobodan Milosevic, in The Hague.

Nevertheless, many Iraqis are eager for the moment when they see Saddam in the dock, and some Western legal experts say the tribunal offers safeguards that compare with those at The Hague and exceed by a wide margin anything previously seen in a politically sensitive trial in the Middle East.

Saddam, along with seven other defendants, will begin the accounting for his past in a case centering on the execution of more than 140 men and teenage boys in Dujail, a mostly Shiite market town 55 kilometers, or 35 miles, north of Baghdad. The victims were seized after an assassination attempt against Saddam there in 1982.

Iraqi officials say they expect the trial to be adjourned quickly, possibly after an opening session of only a few hours. The next session could be delayed for weeks, possibly until after



David Furst/Getty Images-AFP

Busts of Saddam Hussein in Baghdad. He was to appear in court on Wednesday.

the new year, partly to weigh motions for dismissal by defense lawyers.

The concern that the tribunal will not first take up the most sweeping and heinous of the crimes ascribed to Saddam runs strongest among the Shiites and Kurds, who suffered the most at his hands and whose representatives now dominate the government. Other cases against Saddam involve tens of thousands of victims, nearly 300 mass graves and about 40 tons of documents gathered from the government agencies that oversaw his ruthless machinery of repression.

Human rights groups estimate that at least 300,000 Iraqis, mostly Shiites and Kurds, were killed by Saddam's government, a figure that does not count the hundreds of thousands who died in his wars against Iran and Kuwait.

Iraqi officials say they chose to begin with the Dujail case, in the face of government pressure to hasten Saddam into court, because it would be relatively straightforward to prosecute, centering on a sequence of well-documented events.

The events allegedly took place from the day of the assassination attempt through the death sentences handed down by Saddam's court and the executions at the Abu Ghraib prison.

The pressure has come from Iraq's new rulers, many of whom were victims of Saddam and his associates, having lost relatives in his gulag and fled into exile.

Senior tribunal officials gave as their reason for acceding to government pressure the threat of being dismissed, as nine administrative officers were in July under a mostly unenforced tribunal provision barring anybody who was a Baath Party member from work as an investigator, prosecutor or judge. Under Saddam, party membership was a requirement for any Iraqi entering a judicial college. Those officials asked not to be identified because of their fear of dismissal.

The pressure began almost as soon as formal sovereignty was restored to Iraq last year, under Prime Minister Ayad Allawi, and continued under the successor government of Prime Minister Ibrahim al-Jaafari. Iraqi leaders have forced the appointment and later dismissal of a succession of tribunal officials in the past 15 months, including three men who served as the tribunal's administrative director.

The political interference has been vigorously resisted by Americans who work in the Regime Crimes Liaison Office, established to help prepare for the trial. Officials in the White House and the State Department made direct appeals to the Iraqi leaders on several occasions, tribunal officials say.

Recently, the Jaafari government rushed a new charter for the tribunal through the transitional Parliament, inserting provisions some critics saw as narrowing defendants' rights laid out in the earlier, U.S.-drafted charter. One change, critics say, could be used to substitute a Saddam-era standard of guilt (the "satisfaction" of the judges) for the U.S. standard ("beyond a reasonable doubt").

Another example of political pressure came last month from President Jalal Talabani, who along with two deputies sits on the presidential council, which must approve or disapprove any death sentence.

Citing tribunal officials, Talabani, a Kurd, told the state-run Iraqiya television network that Saddam had admitted to ordering the massacres of Kurds during a military offensive code-named Anfal that took place in the closing stages of the Iran-Iraq war in the 1980s.

"He confessed about the Anfal executions, and the orders issued by his



Karim Sahib/Agence France-Presse

A vendor in Baghdad on Tuesday displayed CDs featuring Saddam Hussein, who is due to go on trial Wednesday over alleged atrocities during his reign.

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
October 19, 2005

name," Talabani said. "Saddam should be executed 20 times."

Tribunal officials say subsequent trials will deal with Saddam's more brutal crimes. They say preparations for the second trial are nearing completion, centering on attacks on dozens of Kurdish villages in the Anfal offensive, some involving chemical weapons, the worst of them the attack on Halabja in February 1988.

That case, the Iraqi officials say, could eventually run in tandem with the Dujail trial, with Saddam shuttling, on separate days, between the two courtrooms. The officials say no decision has been made as to whether Saddam, if sentenced to death in the Dujail case, would be executed before the other trials are completed. But many Iraqis doubt that the presidential council would approve hanging Saddam before at least some of the wider cases have been completed.

Khalil al-Dulaimi, the Iraqi lawyer leading Saddam's defense, is planning several motions to dismiss the case. The

motions will center on three issues: the lack of time defense lawyers say they have had to review 800 pages of evidence amassed by prosecutors; the supposed failure of U.S. and Iraqi officials to allow the lawyers to consult with their clients often enough; and the contention that the tribunal itself is illegitimate, since it was established under the U.S.-led occupation in 2003 and operates outside the established Iraqi legal structure.

Last month, Saddam dismissed all the lawyers who had registered with the tribunal to represent him except Dulaimi, who has limited experience in complex criminal cases. Dulaimi, 42, is from Ramadi, a Sunni Arab city 130 kilometers west of Baghdad that is a bastion of support for Saddam. Since last December, Dulaimi has met with Saddam at least five times at Camp Cropper, the U.S. Army detention center near Baghdad's airport.

One senior tribunal official said he believed that the problems that Saddam's lawyers have had preparing for

the trial stemmed from a strategy that centered on presenting a deliberately weak and disorganized defense that would lend an aura of farce to the trial.

On Monday, a strongly critical 19-page review of the tribunal and its legal procedures was issued by Human Rights Watch, the New York-based

group, which said its study had "given rise to serious concerns" about the tribunal's "capacity to conduct trials that are fair, and perceived among the Iraqi population to be fair." Similar criticisms have been leveled by Amnesty International and others.

Tribunal officials say a quick adjournment of Saddam's trial on Wednesday could be a relief, sparing them the embarrassment of seeing the proceedings unravel as inexperienced Iraqi judges and prosecutors are exposed both to the pressure of a trial that will attract worldwide attention and to arrangements in the courtroom that have been the subject of last-minute wrangling.

The New York Times

MIDDLE EAST

# A dictator in the dock: Iraqi justice is also on trial as Saddam faces judgment

The Middle East expects courtroom drama but the decision to try the deposed president quickly on charges relating to a single case risks putting expediency ahead of legitimacy, write Steve Negus, Roula Khalaf and Neil MacDonald

**H**is statues were torn down two and a half years ago; his once powerful army and his dreaded *mukhabarat* intelligence service have been destroyed; and his Ba'ath party has been outlawed. But only today will Saddam Hussein begin to face the humiliation of a public trial in which Iraqis and the rest of the Middle East will see the 63-year-old

dictator forced to answer charges of war crimes against his people.

For many Iraqis, particularly the millions who lost relatives during Mr Hussein's repeated waves of repression, the first case that will be tried - the murder of 140 people in the Shia town of Dujail in the aftermath of a 1982 attempt on his life (see below) - will satisfy a yearning for justice and help

turn the page on a dark past. Others will dismiss the US-financed trial as a sham, an abuse of national sovereignty in a battered country under foreign military control.

Iraq's government hopes the trial will help the fight against insurgents and extremist Islamists. "The insurgency umbrella is Ba'athist and the incubators are Ba'athist, and Saddam is their head and they think he's coming back," says Hoshiyar Zebar, the Iraqi foreign minister. "So long as he's around it gives them hope."

But the trial has also generated criticism that has put the legitimacy of the process in doubt. Human rights campaigners, including those who have long called for Mr Hussein's prosecution, fear that the Supreme Iraqi Criminal Tribunal that has been set up to try Mr Hussein will fail to meet international standards for fair trials.

They warn that the experience could leave the impression of "victors' justice" and further polarise a society in which Sunni Arabs, some of whom enjoyed key positions under the old regime, feel marginalised by the Shia and Kurds who suffered most from Ba'athist brutality.

Preparations for the trial have been chaotic and shrouded in secrecy, reflecting the country's instability and persistent security fears. This month, British officials were confidently predicting that the trial would not open today as planned because a witness protection programme had yet to be established and protection equipment in the court had not been installed. Many legal observers say the trial will probably be delayed after its opening sessions, and perhaps pushed into early next year. As for the location of the trial, officials were keeping it secret as late as yesterday - though it is likely to

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY OCTOBER 19 2005



A collage of images shows some of the 143 Iraqis allegedly executed under Saddam after a failed insurrection attempt in 1982 in Dujail. FT Middle East. Getty Images

be held in a former government building converted into a court in Baghdad's fortified "green zone".

Officials at the tribunal, moreover, have refused to say whether Mr Hussein will be executed if found guilty in the Dujail case or spared to stand trial for a dozen other cases, as many Iraqis would like.

Mr Hussein's lawyers have complained that they received the bulk of their evidence only last month. According to experts close to the legal team, the witnesses' names in the dossier were blacked out, preventing the defence from contacting them to investigate the validity of their statements.

"They [the authorities] are trying a man in the midst of insurgency that's a threat to them, in a state that hasn't been built - it's an impossible task," says Toby Dodge, a London-based Iraq expert.

Mr Dodge argues that the tribunal, and the Iraqi government, have been torn between two uncomfortable options. The first is to rush to a trial on a single case and quickly execute Mr Hussein, but risk leaving the process open to questions of legitimacy. The second is to hold a long trial on a series of cases, but run the risk that Mr Hussein will use the platform - as Slobodan Milosevic, the former Yugoslav president, did at his trial at the Inter-

national Criminal Tribunal for the former Yugoslavia - to appeal to his remaining constituency and embarrass western governments that assisted him in the past (see below).

In addition to Mr Hussein, the defendants in the Dujail case will include Barzan Ibrahim Hassan al-Tikriti, the deposed president's half-brother, and Taha Yassin Ramadan, his vice-president. Also on trial will be a former judge in Iraq's revolutionary court and four Ba'ath party officials from the Shia region.

They will be judged by a panel of five magistrates under the statutes of the

tribunal, a unique hybrid that is legally and procedurally an Iraqi national court but will try suspects on crimes based upon international law. This combination allows the court to impose the death penalty - which most international tribunals have jettisoned - but also to disregard any clauses of Iraqi law that would exempt a head of state from prosecution for crimes committed while he was in power.

The court will not hear separate prosecution and defence cases as in the Anglo-American adversarial judicial system. Instead judges will discuss a dossier of evidence compiled by an investigating magistrate.

Critics have raised concerns about some of the tribunal's statutes. Perhaps most notably, the proof required to convict Mr Hussein and his co-defendants - they will be found guilty to the "satisfaction" of the judge - is substantially lower than the usual international requirement that guilt should be proved beyond reasonable doubt.

"These crimes really had their definitions in international law, and their legitimacy of their prosecution requires practices that are consistent with international standards... It's an odd and improper juxtaposition," says Richard Dicker, director of the international justice division at New York-based Human Rights Watch, the international human rights organisation. It says the tribunal's death penalty statute is "draconian", requiring that any sentence of execution be carried out within 30 days of a final judgment.

That Mr Hussein could be executed for the Dujail crimes before he stands trial for other offences has caused friction between the Shia and Kurdish blocs that dominate Iraq's government. The main Shia parties are under pressure from their constituents for a quick trial and an execution. But Kurds want to air the details of crimes against them - most notably the 1988 Anfal campaign and the gassing of Kurdish villages in Halabja, attacks that Kurds say left as many as 180,000 people dead.

The composition of the tribunal has been a political football, undermining perceptions of its independence. In 2004 Salem Chalabi, the tribunal's head, was dismissed by the government of Iyad Allawi, the then prime minister, but the next year staff connected to Mr Allawi were in turn purged because of their reported former membership of the Ba'ath party.

That US advisers have played a leading role in setting up the tribunal has left it open to charges that it lacks independence. Much of the cost of the trial has come from the \$128m allocated by the US Congress to investigate and prosecute members of the former regime.

The trial might also be complicated by conflicts within the former president's defence. Organised primarily by Raghad, his daughter, it has been riven with internal disputes and its strategy appears aimed more at scoring political points than at defeating the charges.

Khalil al-Dulaimi, Mr Hussein's main lawyer, has been reluctant to discuss his defence. But according to at least two recent members of the defence board, the two main strategies will be to argue that the court is illegitimate, having been set up and financed under foreign occupation, and that Mr Hussein is immune from prosecution as a head of state. Such arguments may appeal to Arab nationalists who consider the process a violation of Iraqi sovereignty. But legal experts say they will carry little weight in court.

A less easily dismissed argument may be that the court has not afforded the accused the means to conduct a proper defence. Many of Mr Hussein's traumatised victims may not care. But if the trial is seen as unfair, it would be an unfortunate start for Iraq's emerging democracy and the promise of the rule of law.

## Case hinges on reprisals after assassination plot

Saddam Hussein is said to have made the fateful telephone call from a hospital a few kilometres along the road from the school in Dujail where, in July 1982, 19 local men ambushed his motorcade, residents of the mainly Shia town recall. Unhurt but perhaps shaken after the assassination attempt, Iraq's then president allegedly ordered merciless collective punishments.

Within half an hour, say people in the town, military helicopters and ground assault troops had closed in, beginning a two-day hunt for the rebels, who had scattered through the town's date groves.

Mr Hussein's forces killed eight of the gunmen, including the three main ringleaders, but lost 60 of their own men in the process, a surviving rebel remembers. Eleven of the conspirators escaped, most finding refuge in Iran.

With Mr Hussein standing trial for his role in atrocities against Dujail, more details about the assassination attempt - including exactly what orders he issued afterwards - will emerge. But the former dictator's defence team will want to examine the wider context. Iraq, at the time, was at war with Iran and Dujail, less than 100km from the front, was a nest of Iranian-backed Shia dissent. Some residents have described the gunmen as a cell of the Dawa, or "Call", movement, which was waging an insurgency against Iraq's Ba'athist government.

Under international humanitarian law, insurrection during wartime is

no excuse for killing non-combatants. So the prosecution case concentrates on the repression that came next. After failing to catch most of the gunmen, the regime is said to have razed Dujail's date groves and sent about 900 Shia residents, including women and children, to desert prisons. Local Ba'athists, mostly from the Sunni minority, apparently helped to select these detainees.

Ba'athist documents record that at least 143 Dujail men were tried before a state security panel and executed in 1985. Survivors say at least 200 others are also presumed

dead. Others, however, eventually came back to their homes and businesses in the town of about 100,000, where sympathies for Shia religious parties remain strong.

Survivors, some of whom bear heavy scars from flogging during their time in prison, may be called to testify against Mr Hussein or his co-defendants. This single case, with its limited geographic and temporal scope, will be simpler to prosecute than the wider war crimes and genocide charges that may also be brought against Mr Hussein and others, prosecutors have said. But whether the abuses in Dujail can be proved to be "widespread and systematic" - the defining trait of a "crime against humanity" at the Supreme Iraqi Criminal Tribunal and under international law - remains to be seen.

Neil MacDonald



# Defiant Saddam tells the court he is not guilty

By John F. Burns

**BAGHDAD:** Saddam Hussein arrived for the first day of his trial on Wednesday a shadow, physically, of the merciless figure he cut in nearly a quarter of a century as Iraq's dictator.

But scrawny, tieless and in a suit provided by his American captors, he dominated the hearing with a display of defiance, saying that he would not recognize the Iraqi court's authority because it was a pawn of the American occupation and that "all things that are based on a falsehood are false."

Still, 30 months after he was overthrown by American forces and close to two years since he was unearthed by American troops in a coffin-like bunker near Tikrit, Saddam ended the day sitting attentively in the white-railed holding pen that served as a dock, vanity dispensed with as he donned thick hornrimmed spectacles,

stroked his straggly, gray-flecked beard, pressed his forefinger pensively to his temple and jotted penciled notes now and then on a yellow legal pad.

The unspoken message seemed to be that pride would not stop the 68-year-old Saddam from fighting a case that, the judge told him and seven other defendants, could carry them to the gallows.

Indeed, Saddam's lead lawyer, Khalil al-Dulaimi, led successful arguments for a lengthy adjournment to allow for the preparation of the defense against

charges that the defendants conspired together, under Saddam, to torture and kill 148 men and teenage boys after an assassination attempt on Saddam in the predominantly Shiite town of Dujail north of Baghdad, on July 8, 1982.

After three hours, and not-guilty pleas from Saddam and the others, the court adjourned until Nov. 28, probably to the relief to the judges and other Iraqi court officials as well as the

American lawyers who have acted as behind-the-scenes scriptwriters for the trial, after more than a year of planning descended into technical chaos.

What worked, crucially, was the massive American security blanket thrown around the old Baath party headquarters, said by one U.S. marshal to be tighter than security at the White House, with barriers of concrete blast walls, razor-wire, high-tech 360-degree body-scanning machines, an American Abrams tank at the courthouse gate and American attack helicopters and fighter-jets maintaining vigil above.

But a barely functioning audio system left international observers, high-ranking officials of the new Iraqi government and reporters, all shielded from the courtroom by windows of bulletproof glass, with only snatches of the exchanges in the court.

A DVD machine failed to work.

Defense lawyers contended that many of the 3,000 papers of evidence handed to them were blank.

Reporters who were not among the 27 Iraqi and Western journalists admitted to the court were promised a closed-circuit television relay to a nearby press center, but that, too, did not work. American officials seemed embarrassed, and promised all would be fixed for the next session.

Saddam, ever a showman in his years of power, made much of little with his performance in the court. He arrived carrying a green-backed Koran that he clasped on his knees, a powerful message in a country wracked by a war in which Islamic militants with Al Qaeda links have become the American troops' most deadly enemies and allies of bitter-end Baathists.

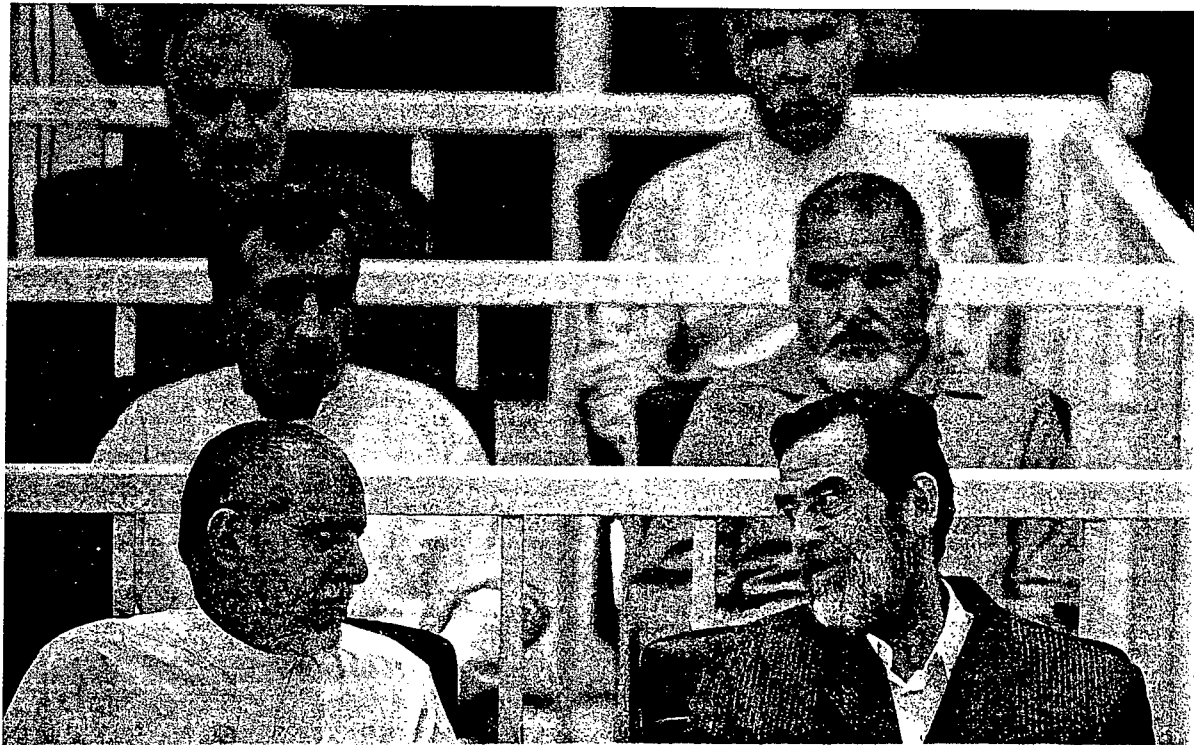
He began with the Muslim holy book's most sacred words, "In the name of God, the most gracious, the most merciful," then moved into a verse about triumph in adversity that he had learned by heart, perhaps during the months of solitary confinement when, American officials have said, the Koran has been his constant reading.

"Men said to them, 'A great army is gathering against you,' and frightened them. But it only increased their faith," Saddam said, his words muffled by the audio problems.

The rest of the verse as he quoted it, though indistinct to listeners, was immediately furnished by an Islamic scholar in Baghdad who was reached by telephone after the session. It runs, "And they said, 'For us, Allah sufficeth,

OCTOBER 20, 2005

INTERNATIONAL  
Herald Tribune



and He is the best disposer of affairs.”  
Three times, Saddam refused to

### **‘I am known as the president of the Republic of Iraq.’**

identify himself when asked to do so by the judge, Rizgar Ameen al-Saedi, a slim, gray-haired man in his 50s.

“I can tell you are an Iraqi from your accent and I’m sure you know me,” he told the judge. “I am known as the president of the Republic of Iraq. And I ask, who are you? Who are these judges?”

The judge, ignoring the challenge, replied: “You are Saddam Hussein al-Majid, former president of Iraq.”

Saddam, persisting, continued, “I didn’t say ‘former president,’ I said ‘president,’ and I have the constitutional rights according to the constitution, including immunity from prosecution.”

A Kurd, the judge made a last-minute decision to allow one of three television cameras in the courtroom to focus on him, narrow-frame, thus shedding the anonymity that the four other judges in

the case insisted on preserving out of fear of assassination or attacks on their families by insurgents who have already killed one of the court’s judges.

In the exchange over Saddam’s refusal to give his name, and later, the judge remained studiously courteous and patient, if punctilious about Saddam’s new status, calling him “Mr. Saddam” — a fact that some Iraqis in the court felt allowed Saddam to ride roughshod over the proceedings.

The first case being brought against the former Iraqi leader focuses on the executions in Dujail. The victims were seized by secret police after a failed assassination attempt on Saddam there in 1982.

On Wednesday morning, images on an Iraqi television network showed residents of Dujail calling for Saddam’s execution.

Meanwhile, in Saddam’s home town, Tikrit, crowds gathered to show support for their former leader, chanting slogans such as: “You are still the son of Iraq.”

They were waving Iraqi flags and photos of Saddam. Iraqi police, wearing blue uniforms and carrying Kalashnikovs, walked through the crowds but did not appear eager to break up the demonstration.

Though the case against Saddam is relatively narrow, it is the first in a series meant to serve as a public accounting for all the acts of murder and torture that took place under his rule. He first became a senior member of government following the Baath Party coup of 1968, then seized full power in 1979 and went on to construct one of the most thoroughly autocratic regimes of the late 20th century.

Even as this trial began, investigative judges in the Iraqi special tribunal were working to conclude their research in more far-reaching cases that would reflect, to a greater degree, the horrors of Saddam’s rule.

These include the Anfal campaign against the Kurds in the late 1980s, which resulted in the deaths of at least 80,000 people, and the suppression of the 1991 Shiite revolt, in which more than 100,000 people were killed in a three-week frenzy. In all, Saddam could face charges in the killings of more than 300,000 people, mostly Shiites and Kurds.

That figure does not include the hundreds of thousands of Iraqis who lost their lives in the eight-year war against Iran, starting in 1980, and the ill-fated invasion of Kuwait in 1990.

The New York Times

## Devant la télé avec une famille de victimes kurde

Entre fascination et révolte, Pari et ses enfants suivent le procès des responsables de la mort de son mari.

Erbil (Kurdistan d’Irak) envoyé spécial

«**C**omment ose-t-il citer le nom de Dieu?», murmure, indignée, la vieille femme, en regardant Saddam Hussein commencer son adresse au tribunal spécial par une évocation du «Clément et du Miséricordieux». Pari Mustapha Barzan a installé, face au téléviseur pour qu’il participe aussi au moment historique, une grande photo de Hasan, son mari. Port altier, moustache drue et *jamadani* (keffieh) rouge et blanc sur la tête — tel qu’il était peu avant son arrestation en juillet 1983, quand les forces de sécurité de Saddam ont raflé tous les hommes du camp de transit de Koshtapa, près d’Erbil. Elle ne l’a jamais plus revu, comme aucun des autres hommes arrêtés. Tous appartenaient à la puissante tribu des Barzani dont le chef, Mustapha Barzani, était le symbole de la lutte nationale kurde irakienne.

La famille est réunie depuis le matin dans le salon de la maison de la mère, en périphérie de la capitale kurde. La pluie du matin a fait sauter une fois de plus l’électricité dans le quartier et il a fallu mettre en route le générateur, mais pas question de rater le début de ce que les télévisions irakiennes appellent «le procès du siècle pour le dictateur du siècle». Debout dans le box des accusés, l’ex-dictateur défie le président du tribunal, Rozgar Mohammad Amin, un Kurde. «Lui au moins saura remettre à sa place Sad-

dam, qui croit être toujours président et que les gens ont encore peur de lui», ricane l’un des fils, Aziz Hasan, professeur d’histoire. Il avait 9 ans quand son père a disparu. Il pleurait. Il l’a vu monter avec les autres dans les bus amenés pour la raffe.

Ils zappent sans cesse, passant des chaînes kurdes à celles en arabe. Tous regardent en silence, fascinés, encore incrédules. «C’est incroyable, il terrorise encore ses complices», lance la sœur, évoquant les regards déferents et apeurés des coaccusés vers le leader déchu. «Cela servira de leçon à tous les autres dictateurs arabes qui ont soutenu Saddam et utilisent les mêmes méthodes», renchérit Aziz Hasan. Ils commentent

l’allure des accusés, plaisantent sur leur superbe perdue.

La cour discute du renvoi afin de laisser aux avocats de la défense le temps de mieux

connaître le dossier. «C’est absurde, tous ceux qu’il a fait tuer n’avaient aucun recours et étaient liquidés sans jugement», grogne la vieille femme. Elle, comme l’écrasante majorité des habitants du pays kurde, n’imagine pas d’autre verdict que la peine capitale à l’issue de la série de procès. Pari insiste: «Il faut qu’il soit pendu et en public, pour que tout le monde le voie, pour que l’on soit bien sûr de sa mort et qu’il a payé pour ses innombrables crimes.»

MARC SEMO

«C’est incroyable, Saddam terrorise encore ses complices.»

La fille de Pari



20 OCTOBRE 2005

# Washington presse Damas de changer d'attitude

## PROCHE-ORIENT

Le rapport Melhis sur l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafik Hariri est attendu demain.

De notre correspondant à Washington

UNE INTENSE activité diplomatique a précédé la publication, ces jours-ci, de deux rapports cruciaux pour le régime syrien et, au-delà, pour la stabilité du Proche-Orient. Après une tournée où elle a évoqué le sujet à Moscou, Paris et Londres, le chef de la diplomatie américaine, Condoleezza Rice, a pris un petit déjeuner impromptu mardi avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. A la clé, une démarche coordonnée de la communauté internationale ou un nouveau cavalier seul des États-Unis pour forcer un changement d'attitude à Damas. Le premier rapport, remis hier à Kofi Annan par son envoyé spécial dans la région, Terje Roed-

Larsen, concerne l'application de la résolution 1559 des Nations unies, qui demande le départ des troupes et des services secrets syriens du Liban. Il devait aussi faire le point de la situation dans les camps palestiniens du Liban, et du désarmement du Hezbollah, le « parti de Dieu » pro-iranien, dont la logistique passe par la Syrie. Le second, potentiellement plus ex-

plosif encore, est attendu vendredi : il doit conclure l'enquête menée depuis juin dernier par le procureur spécial Detlev Mehlis sur l'assassinat du premier ministre libanais, Rafik Hariri, le 14 février.

Le secret ayant été bien gardé, les diplomates spéculent pour se préparer à une onde de choc, déjà perceptible avec l'arrestation de généraux libanais et le « suicide » du ministre de l'Intérieur syrien. Chacun s'attend à voir la présidence déstabilisée en Syrie et au Liban : « Voyons où les éclats retombent », a dit Condoleezza Rice. Réticent à s'engager, Annan refuse

de « politiser » des rapports « techniques ». Le procureur pourrait recommander une prolongation de sa mission, comme le souhaite le gouvernement libanais. Mais si son enquête révèle des noms et des preuves, « le coup sera parti : ensuite, il faudra gérer la situation au jour le jour », dit un diplomate.

## Le risque de guerre civile

Jusqu'ici, le coparrainage des résolutions de l'ONU par Paris et Washington a assuré leur succès. De source américaine, on affirme que deux nouveaux textes seraient déjà en chantier pour « demander des comptes » à Damas. Une présentation jugée « prématurée » par les responsables officiels. « Qu'il existe ou non des brouillons, dit-on côté français, aucune décision n'a été prise, ni sur le contenu ni sur la

méthode. » « Il faut d'abord voir ce qu'il y a dans les rapports et quelles actions, si nécessaire, peuvent être justifiées, confirme le porte-parole du département d'État, Sean McCormack. Cela ne concerne pas seulement les États-Unis. La Syrie a des problèmes avec pratiquement tous ses voisins. » Avant d'agir, les diplomates devront se mettre d'accord sur un objectif commun. Si, pour la France, c'est le Liban qui importe avant tout, les Américains sont irrités par la complaisance de Damas avec les terroristes infiltrant l'Irak par sa frontière. Le Pentagone peaufine des plans de frappes sélectives ou d'incursions ciblées, et le *New York Times* a révélé que des échanges de tirs avaient eu lieu cet été avec les

forces syriennes. Au sein de l'Administration, le débat a des airs de déjà-vu : l'intérêt des États-Unis serait-il mieux servi par un changement d'attitude ou par un changement de régime à Damas ? Pour l'instant, Condoleezza Rice tient la corde avec la première option. Washington a exploré les possibilités d'une alternative à Bachar el-Assad, pour conclure que le risque de chaos ou de guerre civile ne mériterait d'être pris que si le régime fait la sourde oreille. Les efforts actuels visent à lui offrir « l'option libyenne » : s'il cesse de se mêler des affaires libanaises, de déstabiliser l'Irak et de sponsoriser le terrorisme palestinien, le dictateur syrien peut encore sauver sa tête.

PHILIPPE GÉLIE

## LE FIGARO

20 octobre 2005



Manifestations antisyriniennes au Liban au moment des funérailles de Rafik Hariri, en février dernier. Le rapport, attendu vendredi par Kofi Annan, doit conclure l'enquête sur l'assassinat du premier ministre libanais. Photo Saidi/Reuter.

# Saddam Hussein défie ses juges

## IRAK

La prochaine audience du procès de l'ancien président irakien a été fixée au 28 novembre par le Tribunal spécial irakien (TSI), pour permettre d'entendre les témoins.

De notre envoyé spécial à Bagdad

SADDAM entre le dernier. Ses sept coaccusés ont déjà pris place dans l'enclos blanc installé dans la salle du tribunal spécial, spécialement aménagée dans l'ancien siège du parti Baas, bâtiment monumental au cœur du camp retranché américain de Bagdad, la « Zone verte ».

Vêtu d'un costume sombre, le col de sa chemise blanche ouvert, Saddam Hussein, les cheveux mi-longs mais soigneusement teints, la barbe poivre et sel et les traits tirés, fait ses 68 ans. Il est conduit jusqu'à sa place par deux gardes. Mais lorsque Rizgar Mohammed Amin, le juge d'origine kurde qui préside le tribunal, lui demande de décliner son identité et sa profession, l'ancien dictateur a retrouvé sa pugnacité. « *Qui êtes-vous ? Que me veut ce tribunal ?* », demande Saddam Hussein d'un ton plein de défi.

L'assistance, dans laquelle figurent le premier ministre irakien al-Jaafari et le vice-premier ministre Ahmed Chalabi, ainsi que les vingt-cinq journalistes sélectionnés pour assister à l'audience n'entendent que des bribes de débat à cause d'un problème de micro. A l'extérieur, les Irakiens suivent le début de ce procès sans précédent à la télévision. Mais les débats ne sont retransmis qu'avec un différé d'une trentaine de minutes. Les images sont parfois coupées et l'on n'entend distinctement que le juge. Mais le regard de Saddam Hussein est impérieux.

— « *Avez-vous déjà été juge auparavant ?* », demande Saddam au magistrat.

— « *Monsieur Saddam, nous ne vous demandons pour l'instant que votre nom complet et votre profession* », rétorque le juge, « *Vous aurez l'occasion de parler plus tard. Maintenant vous devez décliner votre identité, c'est une simple formalité.* »

Devant le refus de Saddam Hussein, le juge lit lui-même les noms et qualités de l'accusé. « *Saddam Hussein Majid, ancien président de l'Irak...* »

— « *Je ne dirais pas ancien président* », l'interrompt Saddam, « *je dirais que je suis le président de la République irakienne.* »

— « *Dites ce que vous voulez, mais pour moi ce n'est pas la même chose* », lui rétorque le juge qui continue : « *commandant des forces armées. Résidence : Irak...* »

— « *Vous me connaissez. Vous êtes irakien. Laissez-moi vous expliquer pourquoi je refuse de répondre à vos questions* », le coupe Saddam. « *Je ne reconnais ni l'entité qui vous a nommé, ni l'agression contre notre pays. Je ne suis ici que par respect pour le grand peuple irakien qui m'a choisi. Je demande que mes droits constitutionnels en tant que président de l'Irak soient reconnus. Cette cour n'est pas légale* », dit-il.

### Sur le banc, Saddam ricane

Les autres accusés, qui comparaissent avec Saddam Hussein pour répondre du massacre de

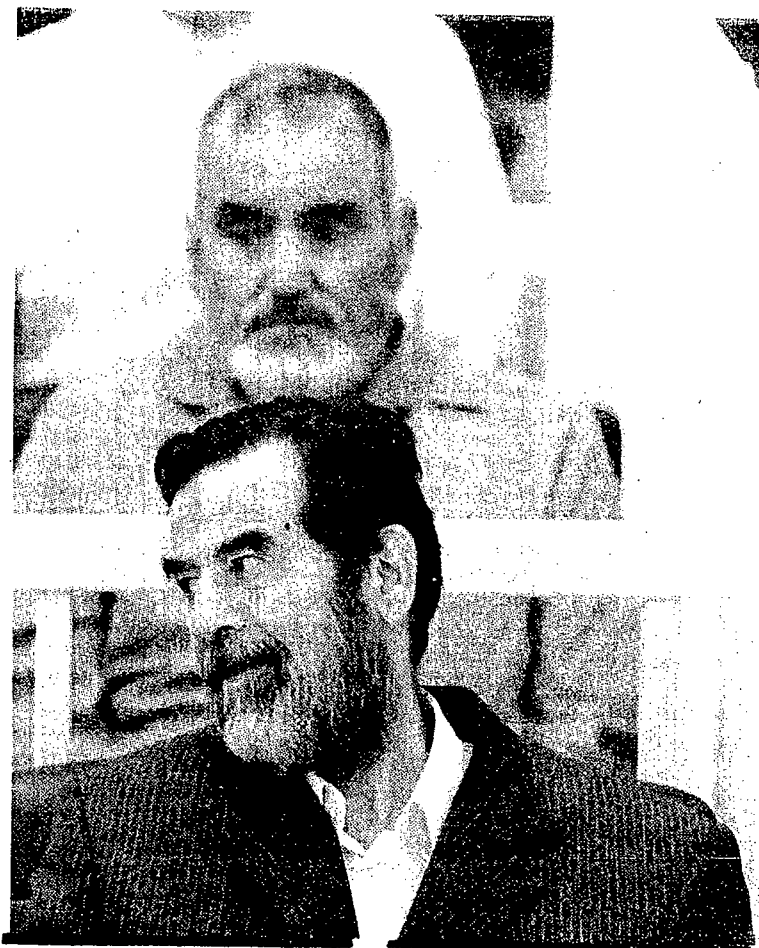
143 personnes dans le village chiite de Doujail après une tentative d'assassinat manquée contre le raïs irakien, adoptent le même ton de défi. Son demi-frère, Barzan Ibrahim al-Tikriti, réclame qu'on lui rende son keffieh. Cet ancien chef des services secrets, comme l'ex vice-président Taha Yassine qui comparait lui aussi sur le banc des accusés ont oublié leurs uniformes du parti Baas. Ils sont vêtus de la *disdachia*, la robe traditionnelle des Bédouins. Mais leurs coiffures leur ont été confisquées. « *Mon identité, c'est ma coiffure. On me l'a enlevée, je ne peux pas vous répondre* », dit Barzan au juge. Réalisant la maladresse d'un tel geste, dans une culture où dépouiller un homme de sa coiffure constitue une insulte, le magistrat ordonne que l'on rende leurs keffiehs aux accusés.

Saddam et ses coaccusés, parmi lesquels figurent aussi l'ancien juge Awad al-Bandar et trois responsables locaux du parti Baas, écoutent la lecture des chefs d'accusation. Tous risquent la pendaison. Mais tous s'alignent sur la position de leur ancien maître, lorsqu'ils doivent annoncer leur mode de défense.

« *Je ne suis pas coupable* », dit Saddam. « *Innocent !* », répondent aussi les autres. Sur le banc, Saddam ricane, discute avec son voisin. Il n'est plus le fugitif échevelé extrait de sa tanière par des G1 rigolards, ni le vieux monsieur effaré présenté à ses juges cet été, et semble décidé à défier les magistrats.

Puis le juge lève la séance. Le procès est renvoyé au 28 novembre 2005, accordant quarante-cinq jours à la défense pour préparer sa plaidoirie, au lieu des trois mois réclamés par Khalil al-Doulaimi, l'avocat de Saddam Hussein. Saddam se lève, en souriant. Deux gardes essayent de l'attraper par la manche pour l'escorter vers la sortie, mais il secoue leur étreinte avec colère. Ils essayent à nouveau de l'attraper, mais Saddam sort de la salle. Sans être tenu par les deux gardes qui lui emboîtent le pas.

ADRIEN JAULMES



dictateur dans le massacre de Doujaïl. Selon des observateurs, Saddam Hussein, passible de la peine capitale, pourrait ainsi être rapidement exécuté. « Je ne crois

pas qu'il sera exécuté tout de suite. Le juge est un kurde, et les Kurdes ne laisseront pas pendre Saddam pour quelques centaines de chiïtes sans avoir obtenu un procès pour leurs

dizaines de milliers de morts. Le procès ne fait que commencer », assure Abou Ofa.

A. J.

## « La pendaison, c'est trop doux. Il faudrait le donner aux tigres du zoo »

### BAGDAD

de notre envoyé spécial

« Bien fait pour lui ! Il a donné notre Irak aux Américains. Qu'il crève ! »

– « Il a tout perdu, ses fils sont morts, sa famille éparpillée... »

– « C'était quand même un vrai leader, le seul qui pouvait contrôler l'Irak. »

Un homme, une femme, un homme : trois avis, mercredi 19 octobre, dans le hall d'un hôtel de Bagdad, sur le procès de Saddam Hussein. Ils sont une cinquantaine autour d'un écran géant. Quelques chiïtes, seulement trois femmes employées de l'établissement, une forte majorité de sunnites. Beaucoup sont des gardes privés pour ambassades étrangères, entreprises privées ou médias internationaux. Pistolet sur la hanche, gilet pare-balles et kalachnikov par terre ou sur les genoux. Ici, pas question de regarder la retransmission du procès sur la chaîne publique Al-Iraqiya, qui instruit depuis des jours le procès à charge de l'ancien dictateur. Le récepteur est branché sur le réseau satellite d'Al-Arabiya, chaîne arabe privée internationale. Entre les cassettes du pro-

cess qui tardent à lui parvenir, la chaîne diffuse des entretiens avec des politiques au pouvoir.

– « Ils étaient où, ces types, quand on souffrait ici des guerres de Saddam ? », demande quelqu'un.

– « En Iran, à Londres et à Washington », réplique un autre.

Quand Saddam parle, c'est le silence. L'atmosphère est lourde. Trente-cinq ans de règne. – « Il a vieilli. Ils ont tous beaucoup vieilli en deux ans », remarque Hannah, jupe et cheveux auburn.

– « Ouais, philosophe son voisin de fauteuil, un jour on est maître de l'Irak, le lendemain, on n'est plus rien. La roue tourne. »

Apparaît sur l'écran une jeune femme joufflue, voilée. Elle se présente comme la sœur d'un supplicié qu'on aperçoit, quelques minutes avant son exécution en 1991. Un jeune homme, avec un bandeau rouge sur les yeux, qui parle mais qu'on n'entend pas.

– « Il était religieux, il écrivait des poèmes, il avait 22 ans », dit la jeune femme. « Je pense que la pendaison, c'est trop doux pour Saddam. Il faudrait le couper en morceaux, le donner aux

tigres du zoo de Bagdad. »

Dans le hall, un silence gêné s'est installé. Nul ne cherche à nier les crimes de l'ancien régime.

– « Citez-moi un seul pays arabe où les opposants ne sont pas systématiquement éliminés, demande Raad. La torture ? Ils la pratiquent tous. Les Américains aussi, à Abou Ghraïb et ailleurs. »

Ce matin, tous les quotidiens de Bagdad titrent sur « le procès historique du tyran ». Al-Moatamar, qui appartient au vice-premier ministre Ahmad Chalabi, estime en lettres rouges : « Le massacre de Doujaïl justifie à lui seul la peine capitale qui doit être prononcée. »

– « C'est le plus beau jour de ma vie ! », s'exclame un jeune sunnite.

– « Ne l'écoutez pas, c'est une "tomate" ! », lance quelqu'un. Rires. Une « tomate » ?

– « Oui, un ancien fedayin de Saddam qui a tourné casaque. C'est ainsi qu'on les appelle en Irak. Parce que la tomate, ça se mange avec tout. »

P. C.

## A Damas, l'opposition veut précipiter les réformes

Pour les opposants, les changements doivent venir de l'intérieur, pas être imposés par les Etats-Unis.

De notre envoyé spécial à Damas

L'HOMME enlève la batterie de son portable avant l'entretien. « Nous avons découvert que la police secrète écoutait 150 personnalités proches de l'opposition. » Ce dissident a été emprisonné une semaine en juin, au moment où les autorités ont durci le ton en fermant le dernier « forum politique », des lieux de débats apparus après l'accession au pouvoir de Bachar el-Assad, en juin 2000. Estimant que les langues s'y déliaient un peu trop, les apparatchiks baasistes ont décidé de mettre un terme au « printemps de Damas ».

Sous les verrous, l'intellectuel a eu de longues discussions avec des généraux. « Je leur disais : « il faut ouvrir la Syrie, réformer l'économie, c'est comme cela que vous pourrez affronter les Américains. » Ils répondaient : « tu as raison, on le sait. Mais pas maintenant. Face aux Américains, il ne doit pas y avoir de divisions parmi les Syriens. » Je rétorquais : « mais comment voulez-vous affronter les Américains ? Le peuple ne vous

soutient pas. Avec l'armée ? Impossible, elle est dépassée. »

Condamnés à la discrétion, les opposants attendent avec intérêt, mais aussi anxiété les conclusions du rapport Mehlis. « Si la pression extérieure est maintenue, le régime devra s'ouvrir un peu », espère notre interlocuteur. « Nous avons besoin d'un premier pas pour faire bouger les choses. » Selon une organisation humanitaire internationale, 700 à 800 prisonniers politiques sont détenus en Syrie (les deux tiers sont des islamistes et 20 % des Kurdes). L'existence de tribunaux d'exception et les mauvais traitements rendent leurs conditions de détention difficiles.

Si les personnalités de cette opposition sont en désaccord avec la plupart des aspects de la politique du régime, elles partagent avec lui la conviction que toute réforme doit émaner de la Syrie elle-même. « Si j'ai le choix entre les Etats-Unis et les alaouites (la minorité au pouvoir), je prends les alaouites », reconnaît le dissident. Un sentiment partagé par beaucoup de Syriens. Les opposants ont tiré la leçon de la guerre en Irak. Seule une poignée d'exilés sont prêts à s'associer à un éventuel plan américain pour renverser par la force Bachar el-Assad.

Lundi, une demi-douzaine de

mouvements d'opposition ont lancé « l'appel de Damas ». Un texte rappelant leurs principales revendications : mettre fin à 42 ans d'état d'urgence, instaurer le multipartisme et autoriser le lancement de journaux indépendants. Le symbole est fort parce que l'initiative est issue de l'intérieur. Mais il ne parvient pas à masquer la faiblesse d'une dissidence sans relais à travers le pays. « Une des réussites du régime est d'avoir écarté la population de la politique », constate un expert étranger. Les signataires du document avaient pris soin d'associer les Frères musulmans à leur appel. Sans toutefois le leur faire signer, pour ne pas être accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

### Une opposition mezza voce

Pour le pouvoir, qui a éradiqué la menace islamiste en 1982 à Hama au prix de milliers de morts, tout contact avec les « barbus » reste en effet la ligne rouge à ne pas franchir. Qu'un écrivain lise publiquement un message de soutien aux « Frères », et il est aussitôt embastillé. « Le pouvoir pense que les Frères musulmans se regroupent autour de la Syrie, en Jordanie notamment. C'est pourquoi il reste extrêmement vigilant », ajoute un autre connaisseur de la Syrie. D'autant qu'à cette peur ancienne

des intégristes s'est ajoutée celle, plus récente, des militants wahhabites, ces radicaux de l'islam sunnite qui depuis le conflit à Bagdad vont et viennent entre l'Irak, le Liban et la Syrie.

« Si vous nous renversez, vous aurez les intégristes après nous » : c'est le message alarmiste que les autorités syriennes font passer ces dernières semaines à la communauté internationale. « Un chantage à la déstabilisation » destiné à calmer les velléités belliqueuses des Américains, mais dénoncé par de nombreux dissidents. « En fait, le régime est faible, assure l'intellectuel. Maintenant, les gens osent parler. C'est la grande différence avec l'époque d'Hafez el-Assad. »

Dans cette période d'incertitude, des voix dissonantes se feraient entendre jusqu'aux échelons élevés du pouvoir. Celles d'anciens généraux, inquiets à l'idée que la minorité alaouite puisse perdre le pouvoir. Celles, aussi, de personnalités sunnites, comme l'ancien numéro deux du régime Abdel Halim Khadam, qui vit à Paris, ou encore celle de l'ancien chef d'état-major, le général Hikmat Shéhab, aujourd'hui aux Etats-Unis. Une opposition mezza voce, car il ne peut en être autrement aujourd'hui en Syrie.

GEORGES MALBRUNOT

LE FIGARO 21 octobre 2005 Le Monde 21 OCTOBRE 2005

# A l'ouverture de son procès, Saddam Hussein défie ses juges et clame son innocence

Le procureur a évoqué les crimes de l'ex-dictateur. L'affaire a été ajournée au 28 novembre

## BAGDAD

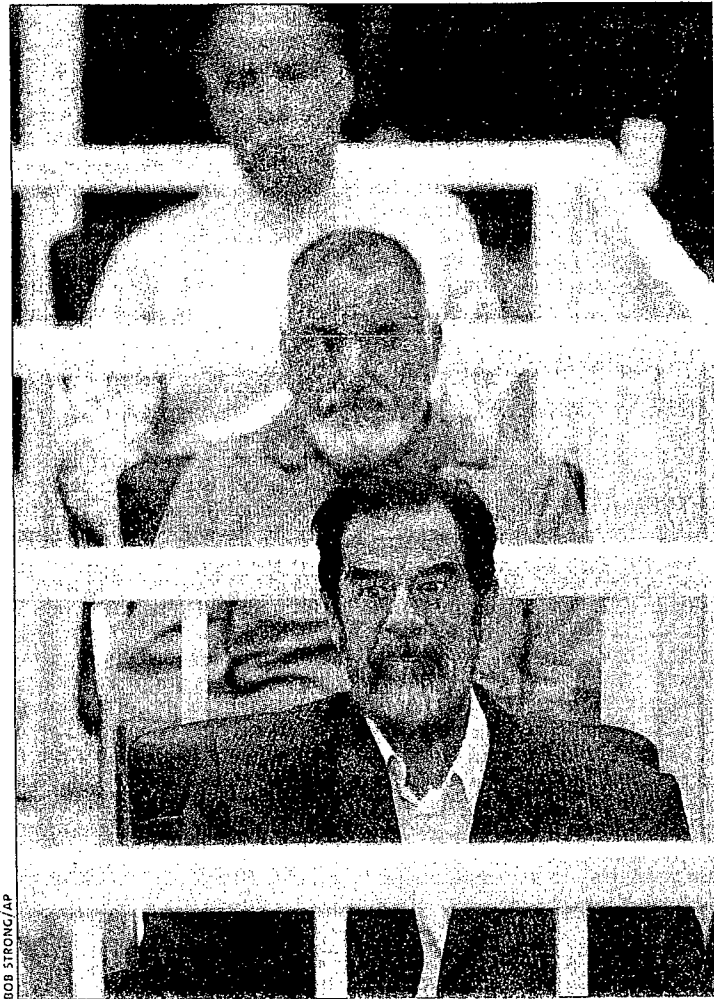
de notre envoyé spécial

Affaibli, amaigri par deux ans de détention dans un camp militaire américain, certes. Mais à en juger par sa prestation, mercredi 19 octobre, devant le Tribunal spécial irakien (TSI) qui l'entendait pour la première fois en tant qu'inculpé dans une affaire de « crimes contre l'humanité », celle de 148 chiïtes de Doujaïl assassinés ou torturés à mort en juillet 1982 après une tentative d'assassinat manquée contre sa personne, Saddam Hussein n'a rien perdu de sa superbe. Œil noir, barbe poivre et sel, costume sombre, chemise blanche, l'ancien dictateur a comparu, avec sept de ses ex-lieutenants, dans une salle aménagée à l'intérieur de l'ancien quartier général du parti Baas, dans la « zone verte » de Bagdad. Il s'est montré, tout au long des trois heures d'audience, tout à la fois extrêmement attentif et combatif.

Le panel de cinq juges qui l'a entendu a renvoyé l'affaire au 28 novembre, donnant ainsi quarante jours de plus à la défense pour étudier les 800 pages du dossier d'accusation, le temps aussi pour les magistrats d'interroger les témoins à charge qui, « pour des raisons de sécurité », n'avaient pas été convoqués.

« Monsieur Saddam, veuillez décliner vos nom, adresse et profession », demande d'abord Rizkar Mohammed Amine, le juge kurde qui préside la cour, le seul des cinq dont l'image et l'identité ont été rendues publiques. « J'entends à votre accent que vous êtes irakien, rétorque l'inculpé : vous savez donc qui je suis, je n'ai pas à répondre à cette question. Vous-même, qui êtes-vous et que me voulez-vous ? » La voix est un peu pâteuse, mais audible. A la troisième demande suivie du troisième refus, le juge, ferme, serein et même parfois souriant, finit par lâcher : « Vous êtes devant une Haute Cour criminelle ; je vous demande votre identité. »

Saddam Hussein s'est levé de son banc et s'est approché du micro. Il parle avec ses mains, pointe le juge du doigt, reste poli tout en flirtant parfois avec l'arrogance : « Je n'ai pas de haine envers vous. Mais vous avez été nommé de manière illégale après une agression illégale ; je ne reconnais pas votre entité. On m'a amené à 2 h 30, on m'a fait



Saddam Hussein et deux de ses coaccusés devant le Tribunal spécial irakien, mercredi 19 octobre, à Bagdad : combatif, l'ancien dictateur a récusé ses juges et rejeté les accusations portées contre lui.

habiller, déshabiller, rhabiller pour m'amener ici à 9 heures et... »

Le juge l'interrompt : « Donnez votre identité, c'est une formalité, et vous pourriez vous rasseoir, vous reposer. – Non, je ne suis jamais fatigué, vous me connaissez. »

Le juge sourit, Saddam Hussein poursuit : « Je demande que l'on reconnaisse mes droits constitutionnels en tant que président de la République. Par respect pour le peuple irakien, je ne répondrai pas à vos questions. » Il se rassoit, échange deux mots avec son voisin, lâche parfois un sourire.

En entrant le dernier dans la salle, il a obligé ses deux gardes à ralentir le pas, a discrètement salué ses coaccusés. « Présidentiel » en

diabole, il est le seul des huit à être habillé à l'occidentale, le seul aussi à tenir en main un Coran à couverture noire.

Leur tour venu, son demi-frère, Barzan Ibrahim Al-Hassan, et l'ancien vice-président, Taha Yassine Ramadan, répondent « comme le président Saddam Hussein » et refusent de décliner leur identité. Les autres, des seconds couteaux, ne se montrent plus accommodants qu'après que, sur ordre du juge, on leur a rendu leurs couvre-chefs tribaux, des keffiyehs à damier rouge, noir ou blanc. Des gardes les avaient confisqués. « Mon identité, on me l'a volée à l'entrée », dit l'un d'eux.

Le procureur, Jaafar Al-Mous-

saoui, entame d'entrée une sorte de long réquisitoire. Il évoque pêle-mêle « les crimes, les massacres, les violations des droits et de l'honneur, l'arbitraire permanent, les déportations de masse, les pillages, le gazage de milliers de Kurdes à Halabja ». Il parle des dizaines de milliers de chiïtes en révolte massacrés en 1991, des « guerres d'agression » lancées par un régime « responsable d'au moins deux millions de victimes irakiennes » en vingt-cinq ans de dictature.

## « ORDRES SIGNÉS »

M<sup>r</sup> Khalil Al-Douleïmi, l'avocat de l'ex-raïs, intervient, accuse le procureur de « faire un discours politique », rappelle au président que « seule l'affaire de Doujaïl est aujourd'hui en cause ». Le juge Amine en convient, rappelle le procureur à l'ordre, qui se concentre alors sur les faits. Il rappelle les circonstances du drame, évoque « 48 morts sous la torture, avant tout procès », les cent autres « exécutés », puis la déportation au fin fond du désert, vers la frontière saoudienne, de près de 500 membres des familles suspectées, femmes, enfants et vieillards, puis leur retour quelque temps après à Doujaïl – localité de 50 000 habitants située à 60 km au nord de Bagdad – pour constater que leurs maisons ont été rasées, leurs champs détruits, leurs propriétés confisquées.

Le procureur dit détenir « les ordres concernant cette répression, signés de la main même de Saddam Hussein » et dépose enfin à la cour un enregistrement sur CD montrant l'ex-tyran donner les ordres, menacer des suspects. Saddam demande la parole et, sans se lever, invite le juge à « se méfier » de cette « pièce à conviction ». « On peut doubler les voix, effectuer des montages, ce n'est pas admissible en droit ».

Le président enregistre, réserve sa décision. De toute façon, la cour n'avait pas de lecteur CD à disposition. L'ex-dictateur est finalement invité à dire comment il compte plaider. « Je le répète, je ne suis pas coupable, je suis innocent ». Ses coaccusés lui emboîtent le pas. Tous ont rendez-vous avec leur destin dans quarante jours.

Patrice Claude

# Les juristes français ne sont pas convaincus par le tribunal irakien

La nécessité de juger Saddam Hussein fait l'unanimité.

IL Y A UNE CHOSE sur laquelle tous s'accordent : Saddam Hussein devait être jugé pour les crimes commis en trente-cinq ans de pouvoir. Même en France, où l'on s'était vivement opposé à l'invasion de l'Irak, au point de passer au yeux de certains pays occidentaux et arabes pour un soutien du régime baasiste, l'idée fait aujourd'hui l'unanimité.

Mais le Tribunal spécial irakien (TSI), spécialement créé pour juger les agissements du régime déchu, est loin d'avoir convaincu. Il accumule les critiques, notamment celles des experts juridiques français. Antoine Garapon, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice (IHEJ), ne veut pas « descendre ce procès avant qu'il n'ait lieu ». Mais, selon lui, toute la procédure s'annonce comme « un raté pour la justice internationale ». Pis, prédit M<sup>e</sup> William Bourdon : « un terrible fiasco. »

Voulues, organisées, financées par les Etats-Unis, les audiences sont d'ores et déjà entachées de suspicion. « A cause du climat insurrectionnel qui règne dans le pays, la présence américaine complique tout », analyse Antoine Garapon. Pour éviter d'être accusé d'ingérence, Washington a laissé aux seuls magistrats irakiens le soin de diriger les débats. « Cela aurait pu être un point positif pour la réconciliation nationale que les Irakiens jugent leur propre dictateur. Mais nous avons le sentiment qu'il n'y a pas la sérénité nécessaire, faute de réel débat politique préalable. La peine de mort, qui peut être requise, donne au contraire l'impression qu'il ne s'agit que d'une vengeance, d'une liquidation juridiquement habillée de Saddam Hussein. Ça envoie un très mauvais message », explique le juriste.

## « Un procès politique »

Pour William Bourdon, l'hostilité de l'Administration Bush à la Cour pénale internationale (CPI) explique la décision de créer un

tribunal spécial. « Le problème, c'est qu'à trop vouloir disqualifier la justice internationale les Américains ont paradoxalement disqualifié leur propre procès, celui de Saddam », assure-t-il. L'interdiction faite aux avocats étrangers de plaider et la décision de n'autoriser qu'un seul avocat au côté de l'ex-président nuit ainsi « gravement au droit de la défense », insiste-t-il en dénonçant « un procès politique ».

Reste que la France, longtemps alliée de Saddam Hussein, n'est sans doute pas la nation la mieux placée pour dénoncer les éventuels manquements au procès fait aux caciques de l'ancien régime irakien. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand et membre du collectif de défense du dictateur, se dit néanmoins aujourd'hui « parfaitement à l'aise sur le plan des principes ». Il reconnaît que « la France a vendu beaucoup d'armes à l'Irak de Saddam Hussein ». « En 1983, quand je suis arrivé au Quai d'Orsay, il existait un tropisme pro-Saddam. Jean-Pierre Chevè-

nement nous vantait les mérites de ce gouvernement laïque et anti-islamique. Mais nous avons très rapidement pris nos distances », affirme-t-il. Avant de souligner que « la France n'était alors pas le seul pays occidental à être proche de l'Irak ».

Pour l'ancien ministre, l'organisation un peu hâtive des audiences du TSI cache en fait une volonté de cacher les relations entre ces pays occidentaux et l'Irak de Saddam. Mais Roland Dumas espère que ce procès « totalement aux mains des Américains » pourra être l'occasion « d'une réflexion pour une nouvelle organisation internationale ». « L'ordre américain a le mérite d'exister alors que l'ordre international n'existe pas. Et c'est ce combat-là qu'il faut mener. »

TANGUY BERTHEMET

LE FIGARO 21 octobre 2005

## Les zones d'ombre du procès

Seul le massacre de 143 habitants de Doujail en 1982 est jugé. L'examen ultérieur et incertain de la répression contre les Kurdes et les chiïtes arrange beaucoup de monde.

De notre envoyé spécial à Bagdad

LE PROCÈS de Saddam Hussein s'ouvre sur l'un des épisodes les plus obscurs des crimes attribués à l'ex-dictateur irakien. Pour le début de son jugement, l'ancien raïs et ses sept coaccusés doivent répondre du massacre de 143 personnes à Doujail en juillet 1982 (lire nos éditions d'hier). Un commando du parti islamiste chiïte Dawa avait tendu une embuscade au cortège présidentiel dans cette ville à majorité chiïte, à une quarantaine de kilomètres au nord de Bagdad. L'attentat avait été suivi de représailles sanglantes par les services secrets irakiens, qui avaient torturé et assassiné 143 personnes, et emprisonné et déporté quelque

1 500 autres habitants. Le mouvement Dawa, le plus ancien parti islamique chiïte, auquel appartient l'actuel premier ministre irakien Ibrahim al-Jaafari, était engagé à l'époque dans une campagne d'attentats destinés à mettre fin à la guerre avec l'Iran, soutien traditionnel des opposants chiïtes à Saddam. De hauts responsables du Dawa, dont son fondateur, l'ayatollah Mohammed Baqr al-Sadr, père de Moqtada al-Sadr, avaient été assassinés par le régime de Saddam Hussein. Or, le clergé chiïte mis à part, l'opinion irakienne reste dans son ensemble hostile aux Iraniens, auxquels le nouveau gouvernement est jugé inféodé.

## Règlement de compte

« Je veux bien que l'on juge Saddam pour avoir massacré les Kurdes pendant l'opération Anfal, ou pour l'emploi des gaz à Halabja », dit Abou Ofa, un ancien ingénieur agronome, sunnite irakien de Bagdad peu suspect de complaisance envers le régime de Saddam. « Mais cette affaire de

Doujail est un règlement de comptes politique du Dawa. Comme dans tous les pays arabes, un groupe terroriste qui tente de tuer le président doit s'attendre à subir des représailles. C'est partout pareil, et personne ne parle de crime contre l'humanité », dit-il. Mais le cas de Doujail offre aussi d'autres avantages. Les ordres signés de Saddam Hussein et de ses collaborateurs auraient été retrouvés par les enquêteurs américains. L'unité de temps et de lieu fait aussi de cet épisode sanglant l'un des plus faciles à juger. Plus facile en tout cas que le massacre des chiïtes du Sud irakien au lendemain de la guerre du Golfe en 1991, dont le contexte politique risque de soulever des questions délicates pour les Américains et les partis d'opposition chiïtes. L'insurrection avait alors été accompagnée du massacre de soldats et de représentants du parti Baas, suscitant une réaction brutale de la garde présidentielle, les prétoires de Saddam. La répression avait été observée l'arme au pied par les troupes de la

coalition de l'époque, notamment par l'armée américaine qui avait laissé les hélicoptères irakiens prendre l'air.

Le choix de Doujail empêche ainsi Saddam de faire de son procès une caisse de résonance lui permettant d'en appeler au nationalisme irakien. Car la nostalgie des anciens baasistes et fonctionnaires du régime déchu mise à part, un nombre non négligeable d'Irakiens, oubliant la brutalité de Saddam Hussein, préfère se souvenir de la relative tranquillité qui régnait dans le pays, par comparaison avec la violence qui secoue actuellement l'Irak. « Pendant son audience précédente, Saddam s'était justifié d'avoir attaqué ces « chiens » de Koweïtiens », explique le docteur Ibrahim al-Basri, ancien médecin du raïs, libéré par les Américains en 2003 de la cellule où il crouissait depuis treize ans. « Il avait dit qu'il voulait protéger l'honneur des Irakiens, dont les créanciers koweïtiens allaient réduire les femmes à la prostitution. La majorité des Irakiens sont d'accord avec lui sur ce sujet », explique le médecin.

Les autorités irakiennes espèrent sans doute pouvoir rapidement exposer la culpabilité de l'ex-

# Rapport Mehlis : Washington accentue la pression sur Damas

NEW YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Le président américain, George Bush, a réclamé, vendredi 21 octobre en Californie, une réunion du Conseil de sécurité « aussi vite que possible » pour étudier les suites à donner au rapport Mehlis, qui incrimine la Syrie dans l'assassinat, le 14 février 2005, de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri. Le chef de la Maison Blanche a jugé « profondément dérangeant » le document, qui met en cause des responsables des services de sécurité syriens et des proches du président Bachar Al-Assad. « Le monde doit donner les suites qui s'imposent » à ces révélations, a-t-il prévenu.

Une réunion du conseil de sécurité était déjà programmée sur ce thème pour le 25 octobre, en présence de l'auteur du rapport, le juge allemand Detlev Mehlis. Selon des sources diplomatiques, plusieurs ministres des affaires

étrangères des pays membres du conseil envisageaient, vendredi, de se rendre à New York pour l'occasion. De leur côté, les autorités syriennes ont protesté avec véhémence de leur innocence et tentent d'influencer les membres du Conseil de sécurité. « Je ne crois pas que ces pays se laisseront facilement mener par les Etats-Unis » a déclaré à l'AFP Imad Moustapha, l'ambassadeur de Syrie à Washington.

L'appel du président Bush a été le point d'orgue d'une journée d'offensive de la diplomatie américaine. Tôt vendredi matin, l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, John Bolton, a contacté ses homologues membres permanents du Conseil de sécurité, la France, le Royaume-Uni, la Chine et la Russie, pour évoquer le rapport qui, selon lui, « frappe très fort » et appelle à « une réaction vigoureuse » du Conseil. Il a jugé le document « historique » et dénoncé le « manque de coopération » de la Syrie avec l'enquête qui est, selon lui, « l'équivalent, en langage diplomatique, d'une obstruction à la justice ».

## PARIS ET WASHINGTON UNIS

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a jugé le rapport « profondément inquiétant » et affirme qu'il faut que justice soit faite. Elle a été chargée par George Bush de porter ce dossier. Son

homologue britannique, Jack Straw, en visite aux Etats-Unis, a pour sa part déclaré que « la communauté internationale devra prendre très au sérieux » l'enquête.

Par comparaison, la diplomatie française a fait preuve de retenue, se limitant à une brève déclaration du porte-parole du quai d'Orsay, Jean-Baptiste Mattei, selon lequel « il faut maintenant examiner toutes les conséquences de ce rapport ». Selon Itar-Tass, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est, lui, dit soucieux d'assister à « un triomphe de la justice », tout en précisant qu'il est « important de ne pas permettre la déstabilisation de cette région instable ».

Depuis plusieurs jours, diplomates français et américains travaillent dans le plus grand secret à l'ONU à des scénarios, pour ébaucher les prochaines étapes. En dépit de différences de priorités, Paris et Washington agissent de concert depuis plus d'un an pour obtenir un retrait complet de la Syrie du Liban. La Maison Blanche insiste plus particulièrement ces derniers mois sur la question des combattants qui s'infiltrèrent depuis la Syrie en Irak, où ils attaquent les troupes américaines, et sur les groupes palestiniens soutenus par Damas et qui opèrent contre Israël dans le sud du Liban.

Les menaces de sanctions qui

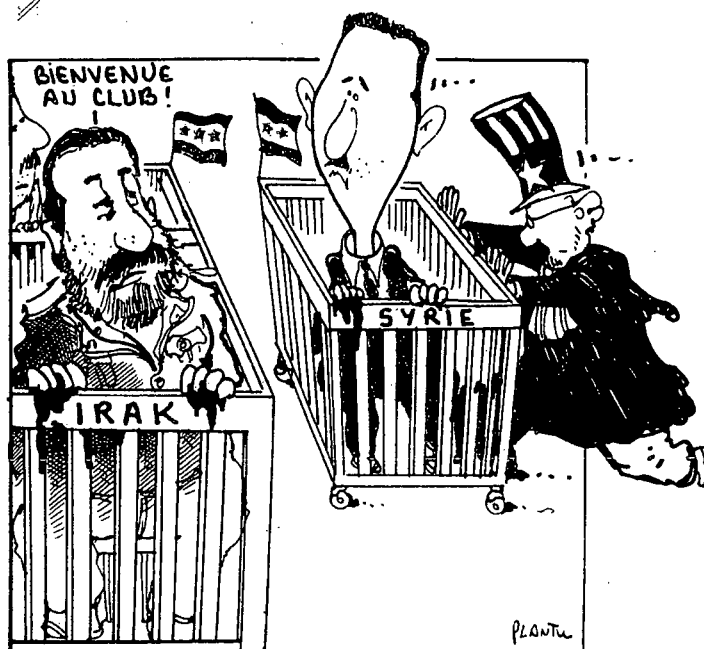
planent sur la Syrie ne sont pour l'instant fondées sur aucun texte.

Les réflexions du Conseil de sécurité se focalisent sur les moyens de permettre à l'enquête Mehlis de parvenir à son terme, quitté à forcer une coopération de la Syrie. Le mandat des enquêteurs internationaux arrive à échéance le 15 décembre, après quoi la justice libanaise pourrait reprendre un rôle central, sans doute avec une aide internationale.

Ces débats pourraient être bousculés par la publication prochaine d'un autre rapport, celui du norvégien Terje Roed-Larsen, chargé de dire si la Syrie s'est bien retirée du Liban, conformément à la résolution 1559 (adoptée en septembre 2004 à l'initiative des Etats-Unis et de la France), où si ses réseaux de renseignement militaire sont toujours influents.

Pendant que le Conseil de sécurité se préparait à d'intenses tractations diplomatiques, vendredi 21 octobre, le juge Detlev Mehlis se trouvait dans l'inhabituelle situation d'accusé, face à des journalistes qui le soupçonnaient d'avoir édulcoré son rapport, sous l'influence de Kofi Annan. Une version électronique du document, rendue publique par erreur, comportait des ratures de dernière minute suspectes.

Au paragraphe 96 avait notamment disparu le nom de Maher



Al-Assad, le frère du président syrien, qui selon un témoin aurait fait partie du complot contre Rafic Hariri. Ces corrections, qui semblaient avoir été apportées peu après une rencontre avec le secrétaire général de l'ONU, répondaient selon le juge Mehlis au souci de protéger « la présomption d'innocence » après qu'il eut appris que le rapport serait rendu public. Detlev Mehlis et Kofi Annan ont tous deux démenti énergiquement toute censure du rapport.

Philippe Boloïon

Le Monde

DIMANCHE 23 - LUNDI 24 OCTOBRE 2005



## Special report Iraq's referendum



### Out of bloodiness, a certain hope

BAGHDAD AND CAIRO

**The vote on a draft constitution will not improve things immediately. But it has changed the political picture**

**L**AST Saturday, for the second time this year, an uncanny calm settled over the cities of Iraq. A traffic ban, designed to stop car-bombers, emptied Baghdad's avenues of vehicles. Families took advantage of a rare opportunity to go out, not just to cast ballots but to chat with neighbours or simply walk the streets.

In January citizens were voting to elect their first post-war parliament; this time they were casting ballots for or against the draft of a constitution, largely drawn up by the Shia Arab and Kurdish parties that dominated the earlier elections. In many Shia and Kurdish parts of the country, where most people are thought to have supported the charter, there was much less excitement than in January. This was partly because the constitution was viewed as a sure thing, but also because few unreservedly welcome its patchwork of compromises. Many voted yes in the simple hope that the document would bring stability, ending the short-lived interim governments and, with them, the aimlessness afflicting the country.

Among the Sunni Arabs, the opposite was true. In January, they largely stayed away from the polls because of insurgent threats and a boycott called by their religious leaders, who said that there could be no elections under occupation. Sunni leaders now think this was a mistake. It cost them influence when the constitution was drafted, turning it into a Kurdish-Shia project that may split the country or, as some see it, lead to an Iranian takeover of part of it. So the Sunnis turned out this time in droves and are thought to have overwhelmingly voted no.

Final results are not expected until this weekend at the earliest, but most suppose that the constitution will pass. The no voters need to get a two-thirds majority in at least three of Iraq's 18 provinces to block it. They are likely to have done so in the almost entirely Sunni Arab governorate of Anbar and heavily Sunni Arab Salaheddin. Early reports from the more ethnically mixed swing governorates of Nineveh and Diala, however, suggest an unexpectedly high yes vote—so unexpected that many

Sunni leaders think the ballot-boxes were stuffed by Kurdish and Shia leaders.

A clear and clean victory for the yes camp now seems out of the question. A close victory might not be much better, indicating that there is no national consensus on what the constitution should be. A defeat for the draft might give the Sunnis a sense that they are not completely sidelined, but it would lead to another year of weak transitional government and the possibility that there may be no vision of the country on which all can agree.

If the constitution passes, it will be followed by new parliamentary elections in December for Iraq's first permanent post-war government. In practice, however, there will still be problems to resolve. As part of a deal that was supposed to bring some Sunnis on board, the constitution must be revisited and amended and a number of blanks filled in. They include details on the formation of new regions, of which one, Sunnis fear, may be a Shia "super-region" of perhaps as many as nine provinces; the sharing of oil revenues, of which an extra slice may go, for a while, to the neglected south; and the distribution of revenue from oilfields found in future. The statutes governing Iraq's supreme court must also be decided.

On the bright side, the high Sunni turnout suggests that most think it is now worthwhile to take part in elections, even under occupation. Their mobilisation should lead to two things. First, it should ▶

► dum on whether or not to join the Kurdish Region. According to the new constitution, this must be done by December 2007. It may yet encounter resistance from Turkomen and Arabs in the province.

The Shia parts of the country, including the southern provinces and the eastern slums of Baghdad, are comparatively free of political violence but still remain highly unstable. In the big cities, political and religious movements and their armed followers command more authority than the state. A spat last month between British troops and fighters loyal to Mr Sadr shone light on the extent to which militiamen had corrupted Basra's police. After arresting two British soldiers, policemen refused a government order to release them, instead handing them over to the Sadrist.

The 4,000 British troops in Basra province have since increased their efforts to extract the worst policemen, especially those setting off roadside bombs against them. But there are no plans to retrain the remainder of the force, which is weak and mostly incompetent. If Mr Sadr's boys were to resume the insurgency in the south that flickered last year, the police would probably crumble before it.

In smaller towns, the police forces and local government are often merely an arm of one particular party, usually the Sadrists or SCIRI, or a local tribe. Corruption is rife, with many officials implicated in the smuggling of Iraq's subsidised petrol to its neighbours. Tribesmen specialising in kidnapping for ransom prowl the roads, and even the occasional river pirate patrols the waterways between Basra and the sea. Iran, meanwhile, is reported to be spreading its money freely in the area in an attempt to buy influence, and many secular southerners worry that federalism will turn their part of the country into a mini-theocracy under the aegis of Iran.

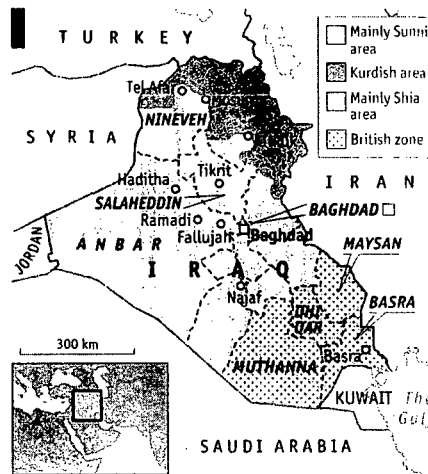
#### A tally of violence

The Sunni Arab heartland is the most chaotic, with insurgents paralysing government in many towns. Even more than in the south, tribes are thought to be the only functioning institution in many parts of western and central Iraq, particularly in the more isolated and conservative towns of the Euphrates valley. This may change, however, if the elections create a credible Sunni Arab nationalist movement in parliament. Next year some genuine interlocutor between the Iraqi government and the more nationalist rebels may emerge. However, the guerrillas will still have grievances, some radical Islamists will still reject parliamentary politics outright, and there will still be criminal gangs who have merged insurgency with other pursuits and made it a paying proposition.

The high turnout among Sunnis, if only to vote against the constitution, has raised hopes that some insurgents and their sup-

porters may now be weaned off violence. American officials have also claimed that some Sunni nationalists are now repelled by the beheading tactics of their extremist allies. Sunni tribal chiefs in western Akashat, near the Islamists' strongholds along the Euphrates valley, recently sent 175 of their sons to join the national army.

Yet the Americans have been making similar claims for well over a year, in which time the insurgency has deepened and spread. Indeed, given its ferocity before the poll, with around 450 people killed in the previous two weeks, it seems likely that some Sunnis resumed shooting at Americans directly after casting their no vote. For their part, American forces in An-



bar, the most violent province, also swiftly resumed normal business after the poll. On October 17th, two days after, American air strikes near the town of Ramadi killed 70 people, including, according to some reports, women and children.

Such tactics may hurt the enemy in the short run, but over the course of the occupation they have damaged America's cause. In Anbar, most towns west of Ramadi are in insurgents' hands, except during and immediately after occasional, devastating American strikes. This month has seen a flurry of such attacks, including Operation Iron Fist, a six-day offensive close to the Syrian border that left 50 alleged insurgents dead. After a concurrent sweep through Haditha, another town in the valley, two Iraqi army battalions were installed nearby. This was rare progress but, as untested light infantry, they will need full American support, with armour, air power and logistics, for another year and more.

In less violent parts, more Iraqi troops have been pitched into the fight. Though only one or two Iraqi battalions operate independently of coalition troops, more than 100 are deemed ready to some degree. The leading part Iraqi soldiers played in fighting in Tel Afar, in northern Nineveh, last month compared well with the rear-

guard role they took in the battle for Fallujah last year. By flooding Baghdad's streets with 40,000 mostly Shia soldiers and police in June, the government showed that it could, temporarily, improve security there. But many have since been withdrawn—partly because of their alleged abuses against Sunnis—and bands of armed insurgents can again be seen strolling the pavements, if not storming police stations as they did last year.

In another encouraging sign, the number of suicide attacks is down to fewer than 50 a month, from well over 100 in April and May. Optimists claim that credulous fanatics must be in short supply; they point also to the recent use of women and lily-livered men, such as the terrified Somali who leapt from his bomb-primed car and surrendered to American troops. Wiser heads urge caution. The springtime spate of suicides followed a similar lull, for which similar wishful claims were made.

Fortunately, really serious carnage prevails in only four of Iraq's provinces. Most of the other 14 are relatively peaceful—which is one reason why they may push for autonomy and separation from the resource-poor and murderous Sunni region. The draft provides for this by allowing the regions to manage their own internal security. This was necessary, to allow the suspicious and long-autonomous Kurds to maintain their *peshmerga* militias. But it also plays nicely to the feuding Shia Islamists whose militias partly, and much more chaotically, control much of the south.

The British prefer to talk about the Iraqi army division they are training, which, in the absence of insurgency, has made good progress. By the middle of next year, on recent form, southern Iraq will have less power, less clean water, a less productive oil sector and a less competent police force than before the allied invasion. But it will have 10,000 locally raised and trained troops. And, in the absence of terrific violence, the British might then feel justified in quitting Iraq, at least its southern part. If they do not do so, it will be mostly because they wish to keep America sweet.

And the country itself? Iraq will probably stay united in name but may evolve in fact into at least three mini-states: stable, crony-ridden Kurdistan in the north, the messy south and the utterly anarchic centre and west. Whether these mini-states can resolve their differences depends largely on whether or not their leaders agree to compromise with each other in a reasonably democratic manner, and whether they can divvy up oil revenues in a way that keeps everyone fairly content. If Iraq's three main communities ultimately decide they need to work together, the country may perhaps evolve into a fragile, probably corrupt, but viably federal state. That should, at least, be better than Mr Hussein's tyranny or today's mess. ■

Special report Iraq's referendum

► establish which Sunni leaders actually represent the community, and make it easier for Shia and Kurdish leaders to talk to them. Second, it should bring a strong Sunni Arab contingent into parliament. Most of them are likely to be nationalists, many with old ties to the Baath party, rather than secular liberals or the Iraqi Islamic Party. Such a block in parliament could change current counter-insurgency tactics; most Sunni leaders are strongly opposed to American raids in their cities.

The constellation of parties governing

Saddam Hussein

## A court on trial

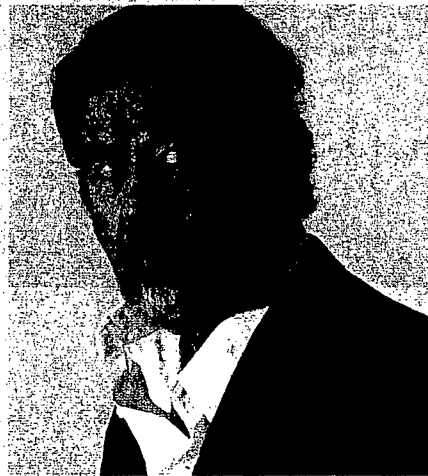
Iraq's former dictator in the dock at last—all too briefly

**M**ORE than a year after Iraqi government officials began announcing the imminent start of Saddam Hussein's trial, the former Iraqi dictator at last appeared before the Supreme Iraqi Criminal Tribunal on October 19th, charged with responsibility for the massacre in 1982 of more than 140 civilians in the predominantly Shia village of Dujail, north of Baghdad. Given Mr Hussein's involvement in far more heinous crimes, including the gassing, slaughtering and torturing to death of some 300,000 of his fellow Iraqis, it may seem odd to have started with a minor case. But it was the easiest to prepare, and the government is eager to get Mr Hussein out of the way—if possible, before the general election due on December 15th.

The outcome of this and 11 other cases to be brought against the former dictator is regarded as a foregone conclusion. His sentence, likewise, is considered already signed and sealed: death, by hanging or by firing squad (the usual means for military officers). But how this and the other trials will proceed is far less predictable. Already there have been questions about the court's vulnerability to political interference and its ability to provide a fair trial in accordance with international law. Last month, President Jalal Talabani, a Kurd, claimed on state television that Mr Hussein had already "confessed" to ordering the massacre of some 100,000 Kurds during the infamous 1988 Anfal campaign. "Saddam should be executed 20 times," he said.

At the outset of this week's proceedings, a cocky Mr Hussein challenged the court's legitimacy. "Who are you and what do you want?" he demanded of the five-judge panel. Insisting on his "constitutional rights as president of Iraq", he refused to recognise "the entity that authorises you". In a clear hint that he intends to challenge the legality of

Iraq will also probably change with the new elections, although the prime minister is likely to remain a Shia. Kurds, Sunni and Shia Arabs alike are disappointed with the weak and dull Ibrahim al-Jaafari, the current prime minister, who comes from the Islamist Dawa party. Dawa's rival for the Islamist vote, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), has stronger grass roots, enjoys close ties with the influential Grand Ayatollah Ali al-Sistani, and may make a bid for the premiership. The former prime minister, Iyad Al-



Unrepentance personified

the Iraq war, he added: "Aggression is illegitimate and what is built on illegitimacy is illegitimate." He pleaded not guilty to all charges.

Set up in December 2003 by the American-backed Iraqi Governing Council to try Mr Hussein and his former lieutenants for genocide, war crimes and crimes against humanity, the court differs from other war-crimes tribunals in having no international judges or (at present) even advisers, failing to require proof of guilt beyond reasonable doubt and including the death penalty among its sanctions.

At first there were fears that the process, dominated by the Americans, would be seen as "victors' justice". But attempts by rival Iraqi factions to control the court are causing more concern. Successive Iraqi governments have urged the court to speed up proceedings in an attempt to win political advantage. They are likely to be foiled again; the court has adjourned Mr Hussein's trial until November 28th, since too many witnesses were afraid to turn up.

The Economist October 22nd 2005

lawi, a secular Shia leader, would like his old job back, although his support of the constitution may hurt him with the Sunnis. Meanwhile Ahmed Chalabi, a maverick (and previously secular-minded) Shia leader, has been courting Muqtada al-Sadr, a radical Shia cleric, and is also eyeing the top post.

Iraq's Sunni neighbours may belatedly be adjusting to events. By bringing the Sunni Arabs, even grudgingly or by way of protest, into some form of political process, the referendum provides the neighbours with a fig-leaf for greater engagement. Many of them—especially Turkey and Syria, with their large Kurdish populations, but also Saudi Arabia, Kuwait and Bahrain—are anxious to try to keep Iraq within the Arab fold and to protect it from Iranian influence. A visit this week to Baghdad by the secretary-general of the Arab League may bestow a bit more legitimacy on the Iraqi government.

### The limits of authority

In terms of how Iraq is actually governed, however, neither the elections nor the new constitution will make much immediate difference. Throughout the country, the power of the central government—and in some places, of any government—is feeble. Kurdistan will remain firmly under the control of its regional government, now headed by Massoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP) thanks to a pact by which his rival, Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), who is also Iraq's president, represents the Kurds in Baghdad. Most Kurds say they dream of full independence, but accept that it is not yet feasible. Iraq's neighbours dislike the idea of a Kurdish state and, perhaps more important, Kurdistan is economically dependent on the oil revenues it gets from the central government.

Although their region is comparatively secure and well governed, some Kurds are fed up with their KDP and PUK leaders, each of whom rules a section of the zone. In September, riots broke out in the town of Kalar after police tried to break up a demonstration of mostly young Kurds angered by shortages of gas, fuel and power. However, most Kurds will rally to their traditional parties as long as they still perceive a threat to their interests from the south. A plan to merge the rival KDP and PUK administrations might improve governance, but never quite seems to happen.

Just to the south of the Kurds' self-rule zone lies the disputed and oil-rich province of Kirkuk, which Kurds dearly hope to recover. According to an agreement reached between Iraqi leaders in March 2004, a government commission will supervise the return of Kurds and other non-Arabs driven from the province under Saddam Hussein's "Arabisation" policy, after which the residents will vote in a referen- ►



# Irak: la peur pousse les Kurdes à l'exil

Khabad envoyé spécial

**L**es tueurs n'ont même pas pris la peine de se masquer le visage. A l'aube, ils sont entrés dans une petite boutique du quartier de Karama, dans l'est de la ville de Mossoul, et ont abattu son propriétaire, Kamal Ismaël, à bout portant devant trois clients terrorisés. Ce père de famille sans histoires avait un double tort aux yeux des terroristes islamistes: il était coiffeur et kurde. *«Il y avait des menaces contre les coiffeurs accusés de faire des coupes à l'américaine ou de raser les barbes en défiant l'islam. Lui ne se sentait pas visé parce qu'il était un bon musulman, mais il était kurde et cela lui a coûté la vie»*, soupire Amar, cousin et beau-frère de la victime, qui, lui-même menacé quelques semaines plus tard, a préféré fermer son atelier de mécanique et déménager avec sa famille dans la petite bourgade de Khabad, à 40 km, au-delà de la rivière Zab, dans le Kurdistan irakien qui, depuis 1991, échappe au contrôle de Bagdad. *«Je n'ai même pas pu vendre ma maison tellement les prix ont baissé dans le quartier de Karama»*, insiste le jeune homme qui travaille désormais comme simple ouvrier dans un atelier au bord de la grande route menant à Mossoul.

**Exode accéléré.** En quelques mois, 261 familles kurdes de Mossoul se sont installées à Khabad. D'autres, beaucoup plus nombreuses, ont préféré s'exiler à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, ou à Dohouk, poumon économique de la province, au nord de Mossoul. Un lent exode qui dure depuis un an et demi et qui s'est accéléré ces derniers mois. A l'approche du référendum constitutionnel, les violences se sont encore amplifiées à Mossoul, ville de 2 millions d'habitants où règne une très grande tension entre Arabes sunnites d'une part et Kurdes de l'autre. Les premiers contrôlent la vieille ville, à l'ouest du Tigre, où ils sont largement majoritaires. Les chrétiens, qui y étaient nombreux, abandonnent

progressivement l'antique noyau de la cité. Les seconds sont, pour la plupart, installés sur la rive orientale qui abrite aussi quelques quartiers arabes. Désormais, les groupes armés de la «résistance», où se côtoient islamistes radicaux et anciens baasistes, s'activent surtout dans cette autre partie de la ville. *«Nous n'avons jamais revendiqué une intégration de Mossoul au territoire kurde, même si des Kurdes y vivent depuis plusieurs générations. Maintenant, les terroristes y tentent une stratégie planifiée d'épuration ethnique»*, martèle Kak Ismet Ergushi, grand patron des services de sécurité dans la capitale kurde, affirmant que la situation est d'autant plus difficile que *«de nombreux combattants arrivent par la Syrie toute proche»*. Dans le nord de l'Irak, une guerre ethnique qui ne dit pas son nom fait rage. Plus à l'est, à Kirkouk, l'autre grande ville, d'autant plus convoitée qu'elle regorge de pétrole, ce sont les Kurdes qui, après avoir été expulsés par Saddam Hussein, revendiquent les lieux et en chassent à leur tour les Arabes. Arrêtés, les tueurs de Kamal Ismaël, qui avaient de nombreux autres forfaits à leur actif, sont passés aux aveux et leurs dépouilles ont été retransmises par

les télévisions locales. Comme à l'accoutumée, ils ont reconnu avoir agi pour de l'argent, mais aussi *«pour défendre les principes de l'islam»*. Le tarif d'une exécution oscillerait actuellement entre 10 et 100 dollars selon l'importance des cibles. Et elles ne manquent pas. Ce sont en tout premier lieu *«les collaborateurs»*, c'est-à-dire qui travaillent pour les Américains. *«Dans ces cas-là, les tueurs éliminent souvent toute la famille»*, souligne un carrelleur réfugié à Erbil. Mais sont aussi visés

**«Dans le quartier de Karama, il y avait avant une large majorité de Kurdes, maintenant il n'y en a presque plus.»**

Marwan Fatah, mécanicien à Khabad



ceux qui travaillent avec les partis kurdes ou ont des proches enrôlés au sein des peshmergas (les combattants kurdes), qui, formellement intégrés aux forces de sécurité, ont gardé de fait leur autonomie mais participent activement à la lutte contre la guérilla hors du Kurdistan. Et il y a aussi tous ceux qui travaillent ou commercent avec cette région autonome. Et ceux qui, simplement, défient les préceptes de l'islam tel que le professent ces groupes fondamentalistes. Imane Saadi, 10 ans, n'oubliera jamais ce jour de la mi-septembre. *«En arrivant à l'école, j'ai vu une grande tache de sang, puis on nous a tout de suite dit de rentrer à la maison»*, raconte la fillette. Juste avant l'arrivée des élèves, trois de ses professeurs - grammairien,

Coran et anglais - ont été abattus à la mitrailleuse dans les locaux de l'école Tal Karama, dans le quartier homonyme. Ils venaient de recevoir les nouveaux manuels scolaires, désormais sans la photo de Saddam et avec de nouveaux programmes, et comptaient en faire usage. Ils l'ont payé de leur vie et il y a eu de nouvelles menaces. *«Alors les professeurs ont repris les anciens livres»*, soupire, résignée, la mère.

La famille Saadi vient d'arriver à Khabad et n'a trouvé pour s'abriter qu'une sordide baraque en périphérie qu'ils louent 100 dollars par mois. Ce qui les a déterminés à partir, c'est une affiche manuscrite apposée un matin sur la porte du garage où Mohammad Jibrail, le père, remisait son camion, affirmant simplement: *«Il est interdit de travailler à Erbil.»* Les livraisons entre Mossoul et la capitale kurde représentaient sa

principale activité. Marwan Fatah, petit patron mécanicien, avait, lui, reçu une lettre de la même teneur, que trois individus à visage découvert étaient venus donner à ses ouvriers. *«Je suis resté terré chez moi un mois, le temps d'organiser mon départ»*, témoigne ce réfugié arrivé à Khabad début octobre.

**La peur au ventre.** *«Ils sont très bien renseignés et contrôlent tout. Les terroristes ont des informateurs partout, y compris dans les quartiers kurdes, avec d'anciens sbires de Saddam»*, confie A., universitaire kurde originaire de Mossoul, qui ne revient que rarement dans sa ville natale, et toujours la peur au ventre. Chaque fois, il voit la situation un peu plus tendue, la méfiance, sinon la haine, monter entre voisins d'ethnies différentes. *«Les Arabes d'à côté avaient caché des grenades sur mon toit en espérant que les Américains les découvrent et m'arrêtent, mais je les ai trouvées à temps»*, raconte Mohammad Jibrail, le camionneur. Et chacun parmi les réfugiés y va d'une anecdote similaire. Ces campagnes d'intimidation semblent en tout cas payer. *«Dans le quartier de Karama, il y avait avant une large majorité de Kurdes, constate, amer, Marwan Fatah; maintenant, il n'y en a presque plus.»* ◆

MARC SEMO

25 octobre 2005

LE FIGARO

# L'insurrection sunnite se durcit en Irak

## GOLFE

L'alliance tactique entre les islamistes radicaux du groupe al-Zarqaoui et les anciens baasistes fidèles de Saddam Hussein renforce les rebelles sunnites d'Irak.

De notre envoyé spécial à Amman (Jordanie)

LA VIOLENCE À OUTRANCE, qui vise désormais en premier lieu les chiïtes en Irak, est prônée par Abou Moussab al-Zarqaoui, dont le réseau lié à al-Qaida est devenu le porte-drapeau du djihad anti-américain. Pourtant, elle est mal accueillie par beaucoup de sunnites. Signe des dissensions : les sunnites ont, dans leur très grande majorité, refusé de suivre les consignes de boycottage du référendum constitutionnel du 15 octobre, données par al-Zarqaoui. Malgré ces désaccords, un partage des rôles s'est

opéré sur le terrain, selon la version des rebelles sunnites communiquée par leurs proches à Amman.

Ainsi, les attentats suicides à la voiture piégée sont souvent perpétrés par des étrangers, qui constituent la majorité du réseau al-Zarqaoui en Irak (voir ci-dessous). Ces violences visent d'abord des civils. Les ex-militaires, eux, attaquent surtout les convois de soldats américains.

Première conséquence de ce rapprochement : la guérilla devient plus « professionnelle ». Les attentats sont exécutés avec plus de précision. Les kamikazes opèrent souvent par deux, comme récemment à Hilla, au sud de Bagdad. Objectif : s'assurer que la mission sera menée à bien, même si le premier terroriste est interpellé avant son crime. Autre nouveauté, le second kamikaze peut faire exploser la bombe du premier. Al-Zarqaoui, de

son côté, en a profité pour accroître sa capacité de dissimulation. Malgré les 25 millions de dollars de récompense offerts par les Américains, le Jordanien reste introuvable. « La société sunnite peut lui donner refuge, parce qu'elle

se sent opprimée sur la scène irakienne », estime Mohamed Abou Rahman, spécialiste des milieux islamistes.

Les Américains en sont convaincus : malgré de profondes divergences entre les anciens laïcs et les fondamentalistes, une alliance tactique a été scellée depuis la bataille de Faludja à la fin de 2004. « Ils peuvent s'associer au jour le jour s'ils ont le sentiment que leurs objectifs coïncident », explique un responsable américain, qui veut rester anonyme. En contrepartie de ce pacte, les anciens militaires apportent une aide logistique au réseau al-Zarqaoui (armes, planques et renseignements).

## Division des tâches

Al-Zarqaoui a réussi à fédérer de nombreux groupes armés autour de lui, quitte à recourir au chantage contre certains cheikhs, récalcitrants à se lancer dans la guérilla. Son alliance à la fin de 2004 avec al-Qaida lui a donné accès aux réserves financières, humaines et organisationnelles du réseau terroriste international. Malgré 80 arrestations ou liquidations de responsables depuis le début de l'année, chaque « émir » (chef local) tué est immédiatement rem-

placé. Son groupe dispose de médecins pour soigner les blessés. Sur le terrain, la division des tâches est la règle. Certains moudjahidins, comme Abou Khallad, un Saoudien tué durant l'été, organisent la venue de combattants étrangers.

D'autres, comme Abou Jabbar, arrêté récemment à Ramadi, se chargent des achats, du transport et de la répartition des armes. D'autres encore sont responsables de la préparation des voitures piégées. Selon le Pentagone, la distance moyenne entre le lieu d'un attentat et la fabrique de voitures piégées n'est que de 10 kilomètres.

Contrairement aux ex-baasistes, les djihadistes, endoctrinés, font peu défection. Ils s'installent

dans les localités, comme à Ramadi, où ils disposent d'une certaine liberté de mouvement. Al-Zarqaoui reçoit beaucoup d'argent, notamment d'Arabie saoudite, où des wahhabites apportent leur soutien à son combat contre les chiïtes irakiens. Le nerf de la guerre permet d'infiltrer la police et d'acheter des loyautés. Ancien officier de l'armée de Saddam Hussein, Ahmad a reçu récemment la visite à Bagdad de djihadistes qui lui ont proposé de surveiller son quartier en échange de mille dollars par mois. Ahmad a refusé, avant d'être menacé. Depuis, son cousin l'a fait sortir d'Irak. « Contrairement à al-Zarqaoui, nous avons une ambition politique en Irak, estime un responsable tribal de Dolouyah, un fief rebelle au nord de Bagdad. C'est pourquoi nous avons des contacts avec les Américains. » Faut-il voir leur réintégration politique acceptée, les ex-baasistes sont décidés à continuer la lutte.

GEORGES MALBRUNOT

## Bagdad : les étrangers visés par un triple attentat

Les étrangers ont été visés hier à Bagdad par trois attentats suicides quasi simultanés contre des hôtels, qui ont fait 17 morts. Il s'agit des attaques les plus meurtrières depuis le référendum sur le projet constitutionnel du 15 octobre. Sur le plan politique, la province sunnite d'Al-Anbar a voté à 96,96 % contre le projet de Constitution, la deuxième après celle de Salaheddine (81,15 %) à rejeter

le texte avec une majorité supérieure aux deux tiers. Pour faire barrage au projet, la communauté sunnite, majoritairement opposée au texte, doit cependant réunir deux tiers de non dans au moins trois provinces. Tous les regards sont désormais tournés vers celle de Ninive, habitée par une large population sunnite et dont les résultats seront annoncés aujourd'hui ou demain.



Depuis dimanche, plusieurs attentats suicides à la voiture piégée ont ensanglanté les rues de Bagdad. Hier, dix-sept personnes ont été tuées dans trois attaques différentes. Mohamed Messara/Sipa.

# Le Kurdistan se prépare aussi à juger Saddam Hussein

## Les massacres commis dans le nord de l'Irak font l'objet de quinze instructions

**ERBIL (Kurdistan d'Irak)**  
*de notre envoyée spéciale*

Vu du Kurdistan d'Irak, doté d'une quasi-indépendance, le procès de Saddam Hussein, ajourné au 28 novembre, ne doit être que le début d'un long processus judiciaire. Mohammed Ihsan, ministre des droits de l'homme du Kurdistan d'Irak, en prépare activement la suite : le volet kurde en l'occurrence.

Boulanger chez les peshmergas (combattants kurdes) au sortir de l'enfance, puis longuement en exil à Londres, ce docteur en droit de 39 ans est un des rares spécialistes irakiens de justice internationale. Il a travaillé avec Amnesty International, Human Rights Watch et surtout Indict - le comité basé à Londres qui préparait un procès international de Saddam Hussein des années avant la chute du dictateur.

De retour au Kurdistan, le ministre Ihsan doit adapter son expérience aux faits accomplis sur le terrain - notamment à l'existence du Tribunal spécial irakien (TSI). Et se débattre avec l'inadaptation générale des hommes et des moyens à un procès de cette ampleur. Mais s'il déplore la « mauvaise organisation » du lancement du procès à Bagdad, avec ses problèmes techni-

ques de transmissions et « l'incapacité à assurer un transport des témoins », il récuse tous les doutes sur la légitimité du TSI, issu en droite ligne de résolutions de l'ONU, et sur sa capacité théorique de mener le procès à bien.

### FOSSÉS COMMUNES

Mohammed Ihsan rappelle d'abord que « les voix critiques n'ont pas d'autres solutions à proposer ». La Cour pénale internationale n'a pas de compétence rétroactive et l'Irak n'est pas signataire du traité de Rome, alors qu'un tribunal ad hoc, comme pour l'ex-Yougoslavie, aurait exigé un vote au Conseil de sécurité « que la France, la Chine ou la Russie auraient bloqué ». L'idée fut alors un tribunal mixte, avec des juges irakiens et internationaux. Mais la participation de ces derniers fut compromise quand le gouvernement irakien a réintroduit la peine de mort. Ne restait que la solution d'un tribunal irakien, et ce fut le TSI.

Les magistrats et avocats kurdes, aidés par diverses organisations de victimes, tous mobilisés depuis près de deux ans, ont réparti toutes les plaintes autour de quinze instructions. Elles doivent

faire l'objet d'autant de procès à venir, si possible au Kurdistan, où le TSI a ouvert deux bureaux et nommé quatorze magistrats. L'un d'eux - qui n'a révélé sa fonction qu'à sa famille et à quelques très proches amis, bien que la sécurité ici soit incomparablement meilleure qu'à Bagdad - a énuméré pour *Le Monde* les quinze dossiers. Ils vont du massacre, en 1979, de quelque 10 000 Kurdes chiïtes (failis), et de l'expulsion de 750 000 d'entre eux vers l'Iran, aux répressions de 1991. En passant par le massacre de 8 000 hommes du clan Barzani, les campagnes d'Anfal, les gazés de Halabja et plusieurs dossiers spécifiques pour les disparus (350 000 cas), les viols, les dommages à l'environnement, etc.

Pour cela, des dizaines de milliers de témoignages et de documents ont été recueillis. Le volet le plus ardu étant le travail sur les fosses communes - celles où furent ensevelis les Kurdes se trouvant dans les déserts du sud de l'Irak, en zone a priori hostiles, et commencent seulement à être découvertes. Le ministre Ihsan y passe des semaines « avec une équipe réduite, pas assez de médecins légistes et peu de matériel, nous faisons tout à la main », dit-il. Les emplacements sont trouvés surtout grâce aux diverses archives. Il y a celles prises au Kurdistan en 1991 dans les caves de la Sécurité et consultables depuis à l'Université de Denver, au Colorado - « on y trouve notamment les cassettes montrant les tortures et exécutions, envoyées à Saddam par ses subordonnés pour

prouver que ses consignes ont été bien suivies », rappelle le ministre.

Il y a aussi les 13 tonnes de documents saisis en 2003 à Bagdad, au milieu desquels Mohammed Ihsan a travaillé quatre mois. « Beaucoup de pièces sont accablantes pour Saddam et ses exécuteurs, avec des noms et les chaînes de commandement, comme s'ils étaient fiers de leurs crimes et pensaient leur régime éternel », souligne-t-il. Pour Mohammed Ihsan, le procès doit « amener le pays à affronter son passé difficile, condition à toute réconciliation ». Avec le risque de creuser encore les fossés interconfessionnel et ethnique ? « On ne peut pas le prédire, mais fuir la vérité ne fera que maintenir ces fossés. Il faut l'affronter. Les chefs des tueurs actuels sont pour la plupart ceux qui ont présidé aux tueries sous Saddam. Pour que cela cesse, les responsables doivent avoir un nom et être punis. »

Sophie Shihab

**Le Monde**

22 OCTOBRE 2005

# Les groupes armés de la rébellion et leur trésor de guerre

Répartie entre les djihadistes sunnites, les éléments de l'ancien régime, les groupes tribaux et les milices locales, la guérilla disposerait d'un magot d'environ 500 millions de dollars.

LES RESPONSABLES américains évaluent entre 25 000 et 30 000 le nombre d'insurgés en Irak. La guérilla se répartit en trois composantes : les djihadistes sunnites, derrière le groupe al-Zarqawi et al-Ansar al-Sunna ; des éléments de l'ancien régime rejoints par des membres de leurs familles ; des groupes tribaux et des milices locales poussés par des sentiments islamo-nationalistes. Une dizaine de responsables, connus des Américains, se

rencontrent de temps en temps en Irak, mais aussi en Syrie et en Jordanie, pour discuter organisation et tactique. « Cela ne veut pas dire que l'insurrection est très bien commandée ou contrôlée », selon un responsable du Pentagone.

Les officiers de l'ex-armée irakienne dont disposerait la rébellion se monte à 500 millions de dollars, selon Caleb Temple, de la Defense Intelligence Agency, le service de renseignement du Pentagone. La cagnotte est alimentée par des comptes secrets de Saddam à l'étranger, que les Américains tra-

kienne opèrent sous les dénominations de l'Armée islamique secrète (anciens du Renseignement) et de l'Armée islamique en Irak (ex-militaires). Ces derniers ont eu des contacts avec les Améri-



► Les chiffres clés de l'insurrection

**30 000** rebelles environ

**3 000** combattants étrangers, dont **350** Saoudiens

**32** voitures piégées en septembre

**500** millions de dollars à la disposition de la guérilla

**150 000** soldats de la Force multinationale, dont **132 000** Américains

**70 000** policiers irakiens formés, dont un certain nombre infiltré par la guérilla



cains, via un ancien ministre du gouvernement Allaoui. Ces deux groupes les plus structurés rassembleraient 10 000 hommes.

#### Réseaux financiers

Des ex-baasistes forment l'Armée de Mohamed, avec 5 000 à 6 000 hommes implantés à la frontière avec la Syrie, ainsi qu'à Mossoul et à Bagdad. Les nationalistes nassériens et les dissidents communistes ont fondé l'Armée des moudjahidins. Sous l'étiquet-

te d'al-Ansar al-Sunna, les islamistes kurdes liés à al-Zarqoui cherchent à étendre leurs opérations du nord au centre du pays. Le Comité des oulémas sunnites a mis sur pied sa propre milice, les Brigades de la Révolution de 1920, qui bénéficie de moyens financiers importants en provenance du Golfe.

Au total, le trésor de guerre quent, par des fonds privés et des associations religieuses en Arabie saoudite et au Koweït notam-

ment. « Ils ont assez d'argent pour continuer indéfiniment leur combat », a affirmé Caleb Temple dans une déposition récente devant une commission du Sénat. Le nerf de la guerre sert à financer des déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de l'Irak, l'approvisionnement en nourriture pour les familles des « martyrs », « l'achat » d'officiels et de militants, voire à remplir les coffres de certains chefs de la guérilla.

Beaucoup d'anciens du régi-

me déchu ont fui en Syrie, en Jordanie, en Iran, en Arabie saoudite ou dans les Emirats arabes unis, où ils ont établi des réseaux financiers de soutien à la rébellion. Sur le terrain, des fonds d'associations islamiques, destinés à des projets humanitaires, sont détournés au profit de l'insurrection. L'argent est acheminé en liquide, de la main à la main, souvent via la frontière syrienne.

G. M.

# Iran : le président veut « rayer Israël de la carte »

**PROCHE-ORIENT**  
Shimon Pérès appelle à l'exclusion de l'Iran des Nations unies.

C'EST EN PUBLIC que le président ultraconservateur iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a appelé officiellement hier, à Téhéran, à la destruction de l'Etat d'Israël. Dans une allocution, par ailleurs vivement anti-américaine, tenue devant quatre mille étudiants radicaux et prononcée à l'occasion d'une conférence intitulée « Le monde sans le sionisme », le président iranien a déclaré : « *Comme l'a dit l'imam (Khomeyni), Israël doit être rayé de la carte.* »

C'est la première fois depuis des années qu'un dirigeant iranien d'un tel rang prône ouvertement la destruction de l'Etat hébreu. Ces propos, tenus en pleine crispation sur le dossier du nucléaire iranien, ont aussitôt suscité de vives réactions. Le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan, a indiqué qu'ils « confirment simplement ce que nous avons dit sur le régime en Iran. Ils soulignent nos inquiétudes sur les ambitions nucléaires » de ce pays. La France (lire l'encadré) et l'Allemagne ont dénoncé l'outrance des déclarations.

Le vice-premier ministre israélien, Shimon Pérès, a, dans une lettre ouverte adressée au premier ministre, Ariel Sharon, appelé à l'expulsion de l'Iran des Nations unies. Le leader travailliste écrit que « cet appel (d'Ahmadinejad) contrevient à la charte des Nations unies et équivaut à un crime contre l'humanité (...). Il est inconcevable qu'à la tête d'un pays membre de l'ONU se trouve un homme appelant à un génocide ». Selon Shimon Pérès, « l'appel du président iranien est d'autant plus grave au

vu des tentatives de l'Iran de développer un programme nucléaire et d'acquérir des missiles à longue portée ».

#### Ligne dure

Américains et Israéliens voient dans cette déclaration une nouvelle preuve que Téhéran est sur une ligne dure et que, dans le

dossier nucléaire, sous couvert de produire de l'électricité à des fins civiles, il constitue en réalité un arsenal nucléaire. Fin septembre, l'exécutif de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le conseil des gouverneurs, avait condamné le non-respect par les Iraniens des obligations en matière de non-prolifération et la reprise de leur programme de conversion de l'uranium, première étape vers l'enrichissement indispensable à la fabrication d'armes atomiques. Il doit se réunir le 24 novembre pour décider de l'envoi ou non du dossier devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

Hier, devant le représentant en Iran du mouvement palestinien Hamas, l'ambassadeur de Syrie et le représentant de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Ahmadinejad a poursuivi son discours en préconisant l'unité des Palestiniens pour atteindre « le point d'anéantissement du régime sioniste », car, a-t-il indiqué, « l'issue de centaines d'années de guerre » entre le monde musulman et les « forces d'oppression mondiales » (les Etats-Unis et l'Occident) « se joue sur la terre palestinienne ».

Et, pour soutenir cette « politique », désormais officielle, du régime islamique, Téhéran a organisé de grands rassemblements anti-israéliens, prévus pour demain, dans tout l'Iran.

(AFP)

LE FIGARO 27 octobre 2005



Hier, des jeunes quittent la conférence « Le monde sans sionisme » où s'exprimait Mahmoud Ahmadinejad.

# Le nouvel Irak possède désormais une Constitution

Le résultat du référendum en Irak a confirmé hier l'adoption de la Constitution en dépit de l'opposition d'une partie des sunnites

**L**e projet de Constitution irakienne a été adopté malgré l'opposition majoritaire des sunnites. C'est ce que démontre le résultat final du référendum du 15 octobre, publié hier par la commission électorale indépendante.

Ce résultat montre certes que la population arabe sunnite s'est majoritairement opposée au texte, tandis que les Kurdes et les chiites l'ont soutenu. Mais les opposants ne sont pas parvenus à inciter les deux tiers des électeurs dans au moins trois provinces sur dix-huit à voter contre lui. Or c'était la barre fixée pour que le projet soit rejeté.

Le suspense était fort ces derniers jours dans la mesure où deux provinces, Anbar et Salaheddine,

ont voté «non» avec plus de deux tiers des suffragés. Le dernier résultat attendu était celui de la province de Ninive, dont la capitale est Mossoul. La commission électorale a informé hier que cette province a voté «non», mais à 55 % seulement. 11 % des électeurs de cette province ont donc fait la différence et permis à la Constitution irakienne d'être adoptée.

Les trois provinces qui se sont opposées à la Constitution sont situées dans le triangle sunnite, au nord de Bagdad. Cette communauté s'est depuis le début opposée à la Constitution, estimant qu'elle conduit à sa marginalisation, alors que les sunnites, minoritaires dans le pays, tenaient pourtant l'essentiel des postes dirigeants

au temps de Saddam Hussein.

Au niveau national, 78,59 % des électeurs ont voté pour la Constitution et 21,41 % contre, selon la commission. «Les résultats sont précis et honnêtes», a souligné hier un responsable de la commission, Farid Ayyar. La commission et des responsables de l'ONU, qui ont suivi les opérations de dépouillement, «n'ont pas trouvé de cas de fraude qui pourraient affecter les résultats du vote», a-t-il dit. On peut parler d'un succès en dépit du retard pris dans l'annonce des résultats, a-t-il déclaré. Ce référendum était destiné à mettre en place un État de droit et à prémunir l'Irak contre le pouvoir personnel comme celui



La commission électorale indépendante proclamait, hier à Bagdad, les résultats. De nouvelles élections législatives sont prévues le 15 décembre.

*des décennies précédentes. C'est un pas en avant qui met l'Irak sur la voie de la vraie démocratie.»*

De nouvelles élections législatives sont prévues le 15 décembre, selon le calendrier inscrit dans la loi fondamentale de transition. Un nouveau gouvernement devra être nommé. Et la nouvelle Assemblée pourra alors adopter encore des amendements à ce texte constitutionnel. Elle devra en effet nommer une commission qui en sera chargée, selon un accord intervenu à la dernière minute entre les deux des trois communautés irakiennes – les chiites et les Kurdes – par l'entremise de l'ambassade des États-Unis.

La Maison-Blanche s'est félicitée hier de ce résultat, estimant qu'il s'agissait d'un «jour historique» pour l'Irak déchiré par la guerre.

Le document adopté souligne

**Au niveau national,  
78,59 %  
des électeurs  
ont voté pour  
la Constitution  
et 21,41 % contre.**

l'unité de l'Irak, fait de l'arabe la langue officielle (mais avec le kurde dans les régions Nord). Il fait référence à l'islam comme une «source principale du droit», une formule qui fut le résultat de longues négociations. Et il donne surtout une large autonomie aux Kurdes et aux chiites, prévoyant une fédéralisation du pays qui porte cependant en germe le risque d'un éclatement du pays.

**ALAIN GUILLEMOLES**

## 1 999 marines morts en Irak

■ L'armée américaine a annoncé mardi la mort de deux marines, vendredi, dans une attaque à la bombe à l'ouest de Bagdad, ce qui porte ses pertes en Irak à 1 999, selon une source indépendante américaine. Par ailleurs, huit personnes ont été tuées hier matin dans un attentat suicide contre un bâtiment de la sécurité kurde à Souleimaniyah, ville du nord de l'Irak. Deux autres voitures piégées avaient explosé plus tôt dans cette ville, contre un convoi d'un responsable politique kurde, tuant deux de ses gardes et blessant six personnes. La veille, à Bagdad, un triple attentat suicide avait visé des hôtels habités par des journalistes et des employés au centre de la capitale irakienne, faisant 17 morts.



# Iraqi vote approves draft constitution

## Final tally divides on sectarian lines

By Edward Wong

**BAGHDAD:** Iraqi electoral officials announced Tuesday that a new constitution had been passed by voters, enshrining a legal foundation for the future governance of the country and paving the way for elections in December for a full-term government.

The electoral commission said that although 79 percent of voters approved the constitution in an Oct. 15 referendum, the document was almost defeated through a strong opposition effort by Sunni Arab voters who tried to take advantage of an electoral bylaw.

The overall vote was sharply divided along ethnic and sectarian lines: The long-persecuted Shiites and Kurds, who make up 80 percent of the population, generally supported the document.

Those contrasting views on the constitution show that while the Sunni Arabs appear willing now to take part in the political process, including in the upcoming December elections, they remain hostile to Shiite and Kurdish rule.

In fact, Sunni politicians say they intend to run in the elections to try and push through sweeping amendments to the constitution in the future Parliament, amendments certain to be bitterly opposed by the Shiites and Kurds.

In addition, the steady rise in the number of Sunni-led attacks over the last two and a half years, including spectacular ones like the truck bombing on Monday of two hotels in central Baghdad, raises questions about whether passage of the constitution, like other landmarks in the political process, will have any far-reaching impact on the guerrilla war.

The document's approval "will convince many Iraqis who said no to this constitution that the overwhelming majority of Iraqis respect it," said Hussain al-Shahristani, the deputy speaker of Parliament and a conservative Shiite politician.

"However, there will always be terrorists linked to the previous regime or international terrorists who come from the outside who will refuse to accept this constitution."

Statistics released by the electoral commission on Tuesday show that Sunni Arabs rallied to try and defeat the constitution. If two-thirds of voters in 3 of Iraq's 18 provinces had rejected the document, the constitution would not have passed.

On Monday, electoral officials said that two Sunni-dominated provinces — Anbar and Salahuddin — had overwhelmingly voted no; that left Nineveh,

a majority Sunni province where the vote tallies were being audited.

Officials said Tuesday that 55 percent of the voters in Nineveh had rejected the constitution, only 11 points short of the two-thirds threshold.

If 83,283 of the 322,869 people who had voted yes there had voted no instead, then the constitution would have been defeated. In other words, the vote in Iraq came down to a small group of voters — .85 percent of the total turnout — in one particular area of the country.

The mixed Sunni-Shiite province of Diyala almost proved to be decisive, too. There, 51 percent of voters supported the constitution. If 85,544 of those had voted no, the document would have been defeated.

The Iraqi electoral commission, at the suggestion of United Nations advisers, had also audited a sampling of provinces in which more than 90 percent of voters had approved the constitution.

Officials said Tuesday that they had found no evidence of voter fraud in those provinces, which were Basra and Babil, dominated by Shiites, and Erbil, a Kurdish province in the north.

The officials said it is standard international practice to scrutinize vote tallies when numbers are so heavily skewed in one direction.

Turnout was high in the northern and eastern parts of the Sunni Triangle, a marked change from last January, when Sunni Arabs largely boycotted elections for a transitional government.

Their participation in the referendum has been hailed by American officials as a positive step, a sign that people opposed to the American enterprise here, including insurgents, may be co-opted through the political process.

But empirical evidence suggests that that could be a false hope.

Recent statistics from the American military show that the number of attacks per week has risen gradually since the toppling of Saddam Hussein, despite the transfer of sovereignty in mid-2004 and the election of a transitional

Parliament in January 2005, major political events partly aimed at dampening the insurgency.

In February and March 2004, the American military counted just under 200 attacks per week on average. A year later, that number had risen to about 400. In late September, the average was nearly 600, and it spiked to 723 the first week of October.

The American military said Tuesday that two marines were killed in a roadside bomb attack last Friday in western

Iraq.

Two suicide car bombs exploded Tuesday in the Kurdish city of Sulaimaniya, killing at least 12 people, The Associated Press reported. A car bomb in the oil city of Kirkuk killed at least three Iraqi soldiers.

A suicide car bomb killed two soldiers and wounded two others at an Iraqi Army checkpoint in Falluja, said a witness, Ali Atallah.

In Baghdad, a car bomb killed a civilian and wounded five others, and gunmen shot and killed a police officer. The group of Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi posted an Internet message Tuesday claiming responsibility for the bombings Monday at the Palestine and Sheraton hotels that killed at least six people.

The ceaseless violence, occurring despite the march of a democratic process, has spurred some American commanders to acknowledge that there may not be an easy political solution to this war, and that people in the United States may have to brace themselves for a protracted struggle that will continue well after the December elections and the installation of a full-term government.

The political process might "push some of the fence-sitters off," said Major General Rick Lynch, a spokesman for the American command. But he added, with the caution now deeply ingrained in the forecasts American generals make on the war, that Americans are an impatient people, and that American commanders cannot promise them a quick outcome.

"Historically, successful counter-insurgency operations take nine years," he said.

"We are a nation that wants to rush a solution, but you don't solve a problem like this overnight. This war has to be won on the battlefield, and the people who are going to have to do that are the people of Iraq."

The New York Times

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

October 26, 2005

# Iranian says wipe Israel 'off the map'

## New leader revives an old rhetorical tack

By Nazila Fathi

**TEHRAN:** Iran's conservative new president, Mahmoud Ahmadinejad, said Wednesday that Israel must be "wiped off the map" and that attacks by Palestinians would destroy it, the ISNA press agency reported.

Ahmadinejad was speaking to an audience of about 4,000 students at a program called "The World Without Zionism," in preparation for an annual anti-Israel demonstration on the last Friday of the holy month of Ramadan.

His tone was reminiscent of that of the early days of Iran's Islamic revolution in 1979. Iran and Israel have been bitter enemies since then, and anti-Israel slogans have been common at rallies.

Senior officials had avoided provocative language over the past decade, but Ahmadinejad appears to be taking a more confrontational tone than Iranian leaders have in recent years.

Ahmadinejad said in his remarks Wednesday that the issue of a Palestin-

ian state would be resolved only when Palestinians took control of all their lands.

"The establishment of Zionist regime was a move by the world oppressor against the Islamic world," he said, according to the press agency. "The skirmishes in the occupied land are part of the war of destiny. The outcome of hundreds of years of war will be defined in Palestinian land."

Referring to comments by Ayatollah Ruhollah Khomeini, the leader of the Islamic revolution, Admadinejad said, "As the imam said, Israel must be wiped off the map." Ahmadinejad's predecessor, Mohammad Khatami, in contrast, proposed a dialogue among civilizations and pursued a policy of détente.

In response to Ahmadinejad's remarks on Wednesday, Mark Regev, a spokesman for the Israeli Foreign Ministry, said that, "Unfortunately, this is not the first time we've seen such extreme statements from senior Iranian leaders."

He added that, "We see today that there is a growing understanding in the international community that the extremist regime in Tehran is not just Israel's problem, but rather an issue that the entire international community must grapple with."

Israel contends that Iran finances a number of Palestinian armed factions that carry out attacks against Israel, including Islamic Jihad, the group that claimed responsibility for a suicide bombing that killed at least five people Wednesday in the Israeli coastal town of Hadera.

In his remarks on Wednesday, Ahmadinejad also called Israel's withdrawal from the Gaza Strip a trick, and said Gaza was part of Palestinian territories.

"Anybody who recognizes Israel will burn in the fire of the Islamic nation's fury," he said. Any Islamic leader "who recognizes the Zionist regime means he is acknowledging the surrender and defeat of the Islamic world."

The New York Times

Greg Myre contributed reporting from Jerusalem.

### White House concerns

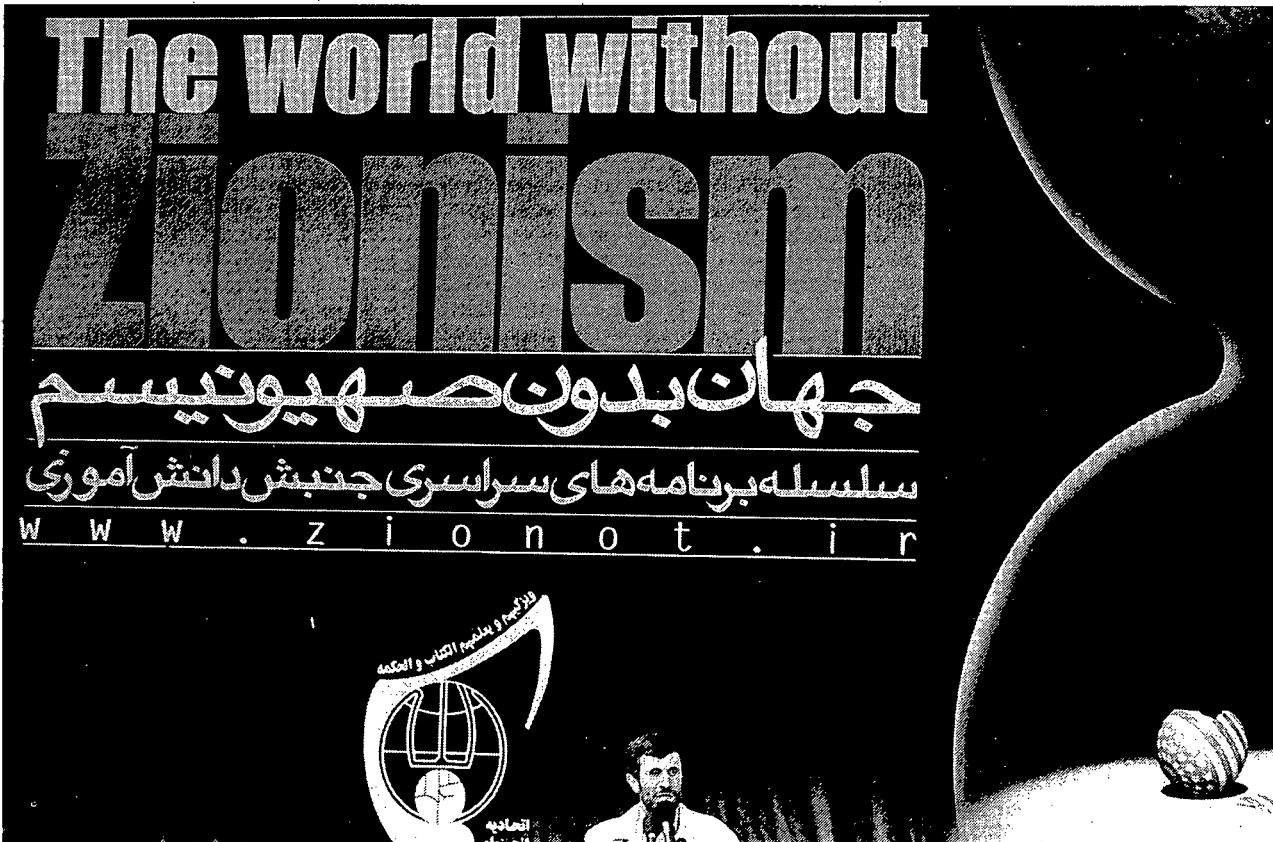
The White House said Wednesday that Ahmadinejad's call for Israel to be "wiped off the map" underlined U.S. concerns about Tehran's nuclear ambitions, Agence France-Presse reported from Washington.

"It reconfirms what we've been saying about the regime in Iran," said the White House spokesman, Scott McClellan. "It underscores the concerns we have about Iran's nuclear intentions."

Washington has accused Tehran of using a civilian nuclear program as cover for efforts to develop atomic weapons. Iran has denied the allegation.

In Paris, Foreign Minister Philippe Douste-Blazy said that France would summon Iran's ambassador to Paris to question him about Ahmadinejad's comments. "I condemn them very forcefully," Douste-Blazy said.

October 27, 2005  
INTERNATIONAL  
Herald Tribune



Behrouz Mehri/Agence France-Presse  
President Mahmoud Ahmadinejad delivering his speech to students attending a conference in Tehran on Wednesday.

IRAK

Compteur INTERNATIONAL

DU 20 AU 26 OCTOBRE 2005

# L'inévitable émergence de trois Etats

Le référendum du 15 octobre sur la Constitution n'évitera pas la désintégration du pays. Car les Kurdes et, parmi les Arabes, les chiïtes et les sunnites ne veulent plus vivre ensemble, explique l'ancien directeur du Quai d'Orsay israélien.

THE JORDAN TIMES

Amman

**L**e projet de Constitution irakienne sera probablement approuvé par le référendum qui a eu lieu le 15 octobre dernier. Mais peu importe qu'il soit ou non ratifié, puisque cette Constitution ainsi que tout le processus qui a abouti à sa rédaction sont complètement coupés des réalités d'un pays qui n'existe plus en tant qu'entité politique cohérente. Le problème, ce n'est pas la Constitution, mais plutôt le concept fort répandu, pour ne pas dire l'idée fixe, qui veut que l'Irak soit un Etat-nation moderne et viable, et que tout ce qu'il lui faut pour fonctionner correctement, ce sont les bonnes institutions politiques. Ce raisonnement est fallacieux, et il est temps que les dirigeants responsables envisagent d'autres solutions.

L'Etat irakien, mis en place dans les années 1920 par les décideurs britanniques (sous la férule de Winston Churchill), est un curieux patchwork de trois provinces disparates issues de l'ancien Empire ottoman : au nord, Mossoul, avec une majorité kurde, au centre, Bagdad et sa majorité arabe sunnite, et au sud, Bassorah et une majorité arabe chiïte. Pour des raisons politiques qui leur étaient propres, les Britanniques ont placé les Arabes sunnites, qui n'ont jamais représenté plus de 25 % de la population, aux commandes de l'ensemble du pays.

Depuis, l'Irak n'a pu garder sa cohésion que sous une poigne de fer : le passé du pays regorge de révoltes des chiïtes, des Kurdes et même des chrétiens assyriens - toutes réprimées dans le sang par la minorité sunnite au pouvoir. Tout au long de son histoire, l'Irak moderne a toujours été le plus répressif des pays arabes. Le règne de Saddam Hussein n'a été que le plus brutal d'une longue succession de régimes sunnites.

C'est cette hégémonie sunnite, et non uniquement celle du parti Baas de Saddam, qui a été renversée par les Etats-Unis. Mais, compte tenu de l'histoire et de la démographie irakiennes, les efforts américains visant à refaçonner le pays sous la forme d'une démocratie viable se sont heurtés à trois écueils : l'acces-

## ■ Fraudes

Malgré les menaces des groupes radicaux sunnites, le référendum s'est déroulé dans le calme. Mais cette victoire américaine a été vite entachée par des soupçons de fraude : dans douze provinces à majorité chiïte ou kurde, le "oui" est donné majoritaire à 99 % !



◀ Saddam Hussein. "Coupable !!!" Dessin de Peter Schrank paru dans The Guardian, Londres.

sion au pouvoir de la majorité chiïte, le refus des Kurdes de tirer un trait sur le mini-Etat qu'ils ont créé de facto dans le Nord, et la violente campagne déclenchée par les sunnites pour saper tout système qu'ils ne dirigeraient pas.

Autrement dit, le projet de Constitution tient un peu de la quadrature du cercle. La résistance sunnite, guerre de guérilla et d'attentats terroristes, va tout faire pour perturber tout semblant d'ordre que pourrait imposer l'actuelle coalition majoritaire des Kurdes et des chiïtes. Les sunnites vont poursuivre leurs attentats contre les chiïtes, les Kurdes, les Américains et leurs alliés.

Après leur longue hégémonie, pourquoi iraient-ils se soumettre à un processus qui repose sur leur statut minoritaire, surtout alors que des régions entières sont sous le contrôle effectif de l'insurrection sunnite ? De même, pourquoi les chiïtes, quant à eux, iraient-ils se soumettre à une hégémonie sunnite au lieu d'édifier leur propre structure politique dans le Sud, sur le modèle de ce que les Kurdes ont déjà établi dans le Nord ?

Soyons francs : l'Irak est sur la voie qu'a suivie la Yougoslavie lors de sa désintégration, au début des années 1990. C'est une réalité qu'il faut admettre, et en fin de compte accepter, en dépit des critères diplomatiques conventionnels quant à l'intangibilité de l'intégrité territoriale d'Etats exis-

tants. Certes, ces critères sont utiles. Mais une fois qu'un Etat a commencé à se désintégrer, comme la Yougoslavie, aucune formulation constitutionnelle ne parvient à le sauver. Les Constitutions ne fonctionnent que si toutes les parties ont intérêt à exister dans le cadre proposé. Ce qui n'est manifestement pas le cas en Irak.

Si les groupes qui composent des Etats multiethniques et multireligieux ne souhaitent pas vivre ensemble, la survie de ces derniers n'a alors plus rien de sacro-saint. Au contraire, il faut tirer les leçons de la disparition de l'Union soviétique, de la Yougoslavie et peut-être surtout de la Tchécoslovaquie, qui a négocié son éclatement sans violence. En revanche, l'actuelle Bosnie-Herzégovine est un nouvel exemple d'efforts avortés pour tenter de maintenir en vie une entité multiethnique décrépite : c'est un échec, et la cohésion n'est garantie que par les pouvoirs quasi dictatoriaux du haut représentant de la communauté internationale et par la présence de troupes étrangères.

Il est temps de regarder la réalité en face. La région kurde du Nord fonctionne de façon raisonnable, et Ankara, qui redoutait que l'existence de cette zone n'aggrave son propre problème kurde, est maintenant rassuré. Les chiïtes s'employant à bâtir dans le Sud leur propre entité politique, il faudrait laisser les régions sunnites suivre leur voie. Ce qui pourrait être davantage favorable à la paix que de tenter de leur

imposer une occupation haïe ou une hégémonie chiïte tout aussi honnie.

De toute façon, avec ou sans Constitution, nous assistons déjà à l'émergence, à la place d'un Irak uni, de trois États, ou du moins de régions jouissant d'une très grande autonomie. Personne, semble-t-il, n'est en mesure d'assembler de nouveau le puzzle ira-

kien. Mais il faudra du courage pour admettre ce qui se passe sous nos yeux, au lieu de continuer à s'agripper à la chimère d'un Etat irakien. En fait, reconnaître cette évidence reviendrait à reconnaître qu'il y a des raisons d'espérer. Comme dans l'ancienne Yougoslavie, les entités séparées qui s'affirment aujourd'hui ont de meilleures

chances de développer un semblant de gouvernement représentatif, et peut-être un jour démocratique, que si les communautés adverses étaient contraintes de vivre ensemble dans la prison que ce pays a presque toujours été pour la plupart de ses citoyens.

**Shlomo Avineri**

EXPLICATION

## Pourquoi les électeurs ont voté en masse

**En participant au référendum, les chiïtes irakiens ont voulu affirmer leur fidélité à leurs chefs religieux, dont l'influence ne cesse de croître.**

Il n'y avait rien de surprenant à voir les Irakiens de toutes appartenances, ethnies et confessions affluer vers les bureaux de vote, quand on sait que le scrutin a été précédé par une guerre des fatwas politico-religieuses incitant les uns au "oui", les autres au "non" et certaines au boycott du référendum. Ezzat Al-Chabandar, conseiller de l'ex-Premier ministre irakien Iyad Allaoui, est d'avis qu'en renvoyant la balle de la Constitution dans le

camp des religieux, les leaders politiques ont obtenu ce qu'ils espéraient. En effet, les gens sont allés, cette fois-ci, voter en grand nombre pour les mêmes raisons qui les avaient poussés à participer aux élections précédentes. D'abord parce qu'ils avaient envie de tenter une expérience nouvelle [le vote libre], qui leur était interdite du temps de Saddam Hussein. Ensuite parce qu'ils désiraient suivre les recommandations de leurs chefs religieux, dont l'opinion conserve une large influence sur la rue irakienne, en particulier après avoir entendu l'ayatollah Al-Sistani [chef de la communauté chiïte irakienne] demander de nouveau

à ses partisans d'approuver la Constitution.

Al-Chabandar a par ailleurs confirmé que, dans les régions chiïtes aussi bien que sunnites, la population accepte bien la montée en puissance des autorités religieuses, d'autant que la plupart des articles de la Constitution ne suscitent par eux-mêmes que peu d'enjeux capables de pousser les Irakiens à aller voter. Les véritables raisons de cette affluence au scrutin sont plutôt à chercher dans le désir de fidélité aux directives des religieux et dans celui d'en finir avec la situation privilégiée des sunnites.

Quant au penseur islamique Iyad Jamal Eddine, il attribue le vote

massif des chiïtes lors du référendum à l'indépendance millénaire de leurs autorités religieuses par rapport au pouvoir politique, ce qui leur permet ainsi de peser fortement sur l'opinion publique irakienne. Effectivement, les chefs religieux chiïtes sont demeurés, depuis des lustres, indépendants de l'Etat irakien, agissant en dehors du cadre politique. D'autant que, en théologie chiïte, le "primat du religieux" est un principe de base ; ce qui incite la population à suivre en toute chose ses leaders religieux, y compris en matière de politique, d'où leur vote en masse pour la Constitution.

**Khoulood Al-Amri, Al-Hayat, Londres**

27 OCTOBRE 2005

**Le Monde**  
ÉDITORIAL

## Irak : la vraie question

**LES ÉLECTEURS** ont tranché et approuvé à 79 % la Constitution irakienne. De Bagdad à Washington, les politiques ont pu saluer « une journée historique pour l'Irak ». Cette étape essentielle dans le processus politique a été franchie relativement rapidement – deux ans et demi après la chute de Saddam Hussein – et ouvre la voie à des élections législatives en décembre, desquelles émergera un gouvernement irakien légitime et souverain.

Des lectures très diverses du résultat du référendum constitutionnel sont possibles. Pour les uns, il démontre une progression de la démocratie : la communauté sunnite, qui a majoritairement voté non, s'est, contrairement aux premières élections législatives de janvier, rendu aux urnes. Pour les autres, il illustre le fossé eth-

nique (les communautés chiïte et kurde ont voté oui) qui ne cesse de se creuser en Irak depuis la fin de la dictature baasiste, et qui pourrait mener à la guerre civile.

Il faut entendre aussi ces autres partisans de la démocratie, ceux qui ne sont pas toujours alignés sur la position américaine et qui auraient souhaité une victoire du non, avec pour objectif de convaincre définitivement les sunnites que la démocratie donne un réel pouvoir, et pour réécrire plus tard, dans un an ou deux, une Constitution plus laïque, faisant moins de concessions aux mollahs et aux oulémas profiteurs de chaos.

En fait, la vraie question en Irak n'est pas tellement le rythme du processus politique. Le oui, comme le non, à la Consti-

tution a des avantages et des inconvénients. Chaque élection a des avantages et des inconvénients. Un point pour la démocratie, un point pour le fossé intercommunautaire.

La vraie question, c'est la guerre. Et deux ou trois constats. D'abord, la guérilla islamo-nationaliste sunnite, à l'origine commandée par les ultimes partisans de Saddam Hussein, est aujourd'hui largement contrôlée par Al-Qaïda et son chef en Irak, Abou Mousab Al-Zarkaoui. Ensuite, le jour où le président américain George W. Bush salua la victoire du oui à la Constitution, il oublie de mentionner que les Etats-Unis viennent de franchir le cap symbolique pour son opinion publique du 2 000<sup>e</sup> soldat tué. Enfin, selon l'ONG britannique Iraq Body Count, 25 000 à 30 000 civils irakiens ont été tués, chacun de ces morts engendrant de la souffrance, de la haine et un surcroît de violence.

La vraie question, à ce jour insoluble, est de voir que l'occupation américaine de l'Irak nourrit inévitablement la guerre, mais qu'un retrait précipité pourrait être le prélude à une guerre civile d'une part, et à la création d'un nouveau sanctuaire pour Al-Qaïda d'autre part.

Si Washington a eu tort d'occuper brutalement l'Irak une fois Saddam Hussein renversé, alors que les Irakiens fêtaient leur libération et espéraient davantage un soutien qu'une occupation, George Bush a raison de mettre aujourd'hui en garde contre les « illusions dangereuses » d'un départ à l'allure de débâcle.

# La frontière entre Kurdes et Arabes se dessine dans le sang

La population kurde de Mossoul est contrainte de s'exiler en raison des menaces

**KHABAD (Kurdistan)**  
de notre envoyée spéciale

Elles étaient trois amies, professeurs à Karama, un quartier de Mossoul, la troisième ville d'Irak. Suzan

## REPORTAGE

### « Un Kurde est tué à Mossoul toutes les neuf heures », estime un responsable

était arabe et enseignait le Coran. Hanan et Shahla étaient kurdes et enseignaient l'arabe et l'anglais. « En arrivant le matin, on a juste vu le sang devant l'école, là où elles furent tuées », raconte leur élève Iman, 10 ans.

« Les terroristes étaient venus

dire : « Si vous distribuez les nouveaux livres, on vous tue. » Mais mes maîtresses ne savaient pas, elles avaient déjà distribué ces livres, ceux sans portrait de Saddam... » Le plus choquant est peut-être que la fillette en parle comme d'une banalité.

Mais son récit ne fait que s'ajouter à tous ceux qui racontent les réfugiés kurdes de Mossoul, dont la famille d'Iman : les « terroristes », disent-ils, tuent les enseignants modernistes, les barbiers et autres catégories accusées de contrevénir à l'islam, mais avant tout, ils tuent les Kurdes.

Le père d'Iman, le camionneur Saadi Jibraïl, explique sa fuite à Khabad, première localité en zone kurde sur la route venant de Mossoul. « Il y a quinze jours, des affiches furent collées sur notre garage : « Si vous continuez à travailler au Nord, vous serez tués. » Alors nous sommes tous partis, vingt familles... Nous faisons tous du transport avec le Nord » - c'est-à-dire avec la région du Kurdistan.

Plus aucun Kurde à Mossoul ne prend ces menaces à la légère. Selon Mohammad Ihsan, ministre des droits de l'homme d'Arbil, « un Kurde est tué à Mossoul toutes les neuf heures ». Autrefois, ses habitants kurdes, sur la rive gauche du Tigre, étaient aussi nombreux que les Arabes de la rive droite. Maintenant, la vieille ville arabe sunnite est sous la coupe des islamistes radicaux, et ceux-ci opèrent aussi sur la rive gauche. « Le quartier de Sumer ne compte plus un seul Kurde, Tahrir

et Intisar aussi sont vidés, Sinaa l'est presque », égrène le chef de la sécurité de Khabad pour le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) au pouvoir à Arbil.

Il dit avoir amené en vain, au bureau de vote d'un quartier chrétien de la banlieue de Mossoul, 250 bulletins de Kurdes réfugiés dans son village. Ils y furent refusés. Mais des milliers de Kurdes ayant fui Mossoul auraient néanmoins voté car ils se sont installés dans une zone rurale faisant partie de sa circonscription. Ce qui rend plausibles les résultats du référendum, qui ne donnent, pour la région de Ninive, qu'une faible majorité de non (55 %).

#### L'ENJEU DE KIRKOUK

La région de Mossoul est ainsi (avec Diyala, proche de Bagdad) celle où les résultats sont les plus serrés et où les envies de domination de chaque groupe sont d'autant plus fortes. Elle est suivie, en cela, par la région de Kirkouk, également en périphérie du Kurdistan. Mais où, contrairement à Mossoul, ce sont les Kurdes qui dominent (62 % de oui). Et qui proclament qu'ils vont reprendre cette région pétrolière, comme la Constitution leur en donne le droit, après un référendum local à organiser avant fin 2007.

En compensation, les Kurdes auraient renoncé à réclamer la rive de Mossoul. « Cela n'a jamais été notre revendication », assure Ismet Ergouchi, chef de la sécurité

du gouvernement d'Arbil. Même si son collègue Ihsan en parle encore comme partie du futur Kurdistan.

Mais le conflit qui se déroule déjà à Mossoul, et dont les Kurdes sont les principales victimes, ne mobilise guère dirigeants et population du Kurdistan. Contrairement à la revendication sur Kirkouk, qui reste au centre des aspirations. Au risque d'y renforcer le terrorisme, en soutien aux Arabes installés là à la place de Kurdes expulsés, et qui ne souhaitent nullement repartir ? « D'abord, nous ferons repartir ces Arabes de façon civilisée, avec des compensations, contrairement à ce que Saddam fit avec les Kurdes », répond le chef de la sécurité. « Et si les Américains laissent la police et la sécurité kurdes travailler plus librement à Kirkouk, le terrorisme y sera contenu, comme il l'est à Arbil », ajoute-t-il.

De fait, la situation, déjà bien plus calme à Kirkouk qu'à Mossoul, semble tout à fait sous contrôle à Arbil, où les réseaux responsables des derniers attentats locaux auraient été démantelés. Mais trois nouveaux attentats-suicides, faisant au moins dix morts, se sont produits mardi à Souleimaniyé, l'autre métropole du Kurdistan. Ce sont les premiers enregistrés dans cette ville, la plus proche de Kirkouk. Comme si les hommes d'Al-Qaïda, qui ont revendiqué l'attentat, n'avaient pas renoncé, eux, à disputer la région pétrolière de Kirkouk aux Kurdes.

Sophie Shihab

Le Monde

27 OCTOBRE 2005

## Pour les sunnites, le nouveau texte consacre la partition du pays

**APPELÉS** par diverses formations politiques censées les représenter à participer au référendum du 15 octobre pour dire « non », les Arabes, sunnites qui se sont déplacés, en beaucoup plus grand nombre qu'aux élections du 30 janvier ont très largement rejeté le projet de Constitution qui leur était présenté.

Parce que chacun sait, en Irak, pourquoi ils l'ont rejeté, nul ne s'étonne de ce résultat. « Nous avions espéré que le travail constitutionnel en commun diminuerait la polarisation [entre communautés], expliquait déjà, à la veille du vote, Ali Dabbagh, un influent universitaire chiite qui siège à la commission des affaires étrangères du Parlement. Malheureusement, il n'en a rien été. »

Mardi 25 octobre, au moins, 37 Irakiens ont été tués dans diver-

ses opérations de la guérilla à travers le pays. La guerre se poursuit avec la même sauvagerie. Le président américain George Bush, qui s'est félicité de la tenue du référendum et « des incroyables progrès politiques » réalisés, n'a pas cherché, mardi soir, à dissimuler ni à « sous-estimer les difficultés et les périls » que les 140 000 soldats américains stationnés en Irak vont encore devoir affronter.

La guerre en Irak continue, et les résultats du référendum du 15 octobre, qui est loin d'avoir produit le consensus national espéré, ne vont probablement pas la calmer. « Cela va, au contraire, renforcer la résistance », expliquait le docteur Fakhri Al-Qaïssi, numéro deux d'un groupe arabe salafiste qui rejette et condamne « les crimes » d'Abou Moussab Al-Zar-

kaoui, le chef présumé d'Al-Qaïda en Irak, qui avait menacé de mort tous ceux qui se risqueraient à voter.

Dès avant le scrutin, Al-Qaïssi qui dirige, en l'absence de son chef incarcéré par les Américains, le Haut Comité pour la prédication, l'orientation et les fatwas, organe dirigeant de la mouvance salafiste en Irak, et qui avait, lui aussi, participé à la rédaction du projet constitutionnel, prédisait la victoire du oui. « Nous avons appelé nos frères à voter non pour l'Histoire. Mais nous savons qu'ils vont tricher. Ils vont tout faire pour obtenir le résultat qui est voulu aussi bien par le gouvernement actuel [dominé par les chiïtes et les Kurdes] que par les puissances occupantes. »

Même son de cloche dans la bouche du député milliardaire sunnite, Mishaan Al-Jobouri, rencontré à Bagdad à la veille du vote. « Nous sommes appelés à voter maintenant sur ce texte uniquement pour complaire aux Américains, qui veulent

Les provinces dominées par les sunnites ne détiennent aucune richesse minérale ou pétrolière connue

accélérer leur retrait. Il est possible que le non l'emporte dans trois provinces, mais je peux vous garantir qu'au comptage, c'est le oui qui gagnera... » Rappelant l'accord signé à la veille du scrutin selon lequel toutes sortes d'amendements constitutionnels pourront être proposés à l'Assemblée sortie des urnes le 15 décembre, Al-Jobouri espérait qu'il se trouverait une majorité de députés pour les voter. Dans ce cas improbable, un nouveau référendum devrait

objective » de rejeter le texte du 15 octobre.

Le caractère éminemment fédéral de la nouvelle Constitution qui consacre la quasi-indépendance des provinces kurdes au nord et autorise les neuf provinces à majorité chiite au sud à s'associer pour

former une région, conduit tout droit, comme disait Saleh Motlaq, un sunnite modéré, « à la partition du pays en trois entités distinctes ». Problème, les provinces dominées par les Arabes sunnites ne détiennent aucune richesse minérale ou pétrolière connue alors que les

autres, chiïtes et kurdes, en regorgent.

Une partie de l'explication de leur « non » est sans doute là. Mais il y a aussi un facteur psychologique capital, comme l'explique Ali Dabbagh. « Les Arabes sunnites ont dominé et gouverné ce pays depuis

plus de quatre-vingts ans. Ils ont tout perdu et ils rêvent encore de reconquérir leur position. Ils ont d'énormes difficultés à accepter les nouvelles règles du jeu, celles de la majorité. »

P. C.

# L'Irak en proie au chaos adopte la Constitution

L'IRAK a désormais une nouvelle Constitution. Près de 7,8 millions d'électeurs (78,59 % des votants) ont approuvé le projet, moins laïque et nettement plus fédéral que l'ancienne loi fondamentale qui régissait le pays avant le 15 octobre.

Deux millions de votants (21,41 %), essentiellement des Arabes sunnites, ont répondu non à la question qui leur était posée lors du référendum national organisé par une « Commission électorale indépendante », supervisée par une poignée d'experts de l'ONU. Les autres électeurs, environ 5 millions de personnes, c'est-à-dire 37 % des inscrits, se sont abstenus. Par choix politique, par lassitude comme dans beaucoup de régions majoritairement chiïtes, ou à cause de l'insécurité qui sévit dans leurs zones de résidence, notamment dans les provinces sunnites.

## ACCUSATIONS DE FRAUDE

Saluée à Washington et aux Nations unies comme « une nouvel-

le journée historique » pour le peuple irakien, la victoire du oui à un texte négocié pied à pied jusqu'à la veille même de scrutin, entre les différentes formations politiques irakiennes et sous la houlette d'experts américains et britanniques, est, selon l'ONU, nette et digne de confiance. « Le résultat est exact, a affirmé Carina Perelli, directrice de la division « assistance électorale » de l'organisation internationale. Il a été vérifié de manière très professionnelle. »

Pour autant, parce qu'à cause de l'insécurité générale qui prévaut en Irak il n'y avait pas d'observateurs internationaux et/ou indépendants dans les bureaux de vote proprement dits, et parce que la Commission électorale

aura mis neuf jours à comptabiliser à Bagdad tous les bulletins rapatriés de toutes les parties du pays – souvent dans des blindés américains – certains politiques arabes sunnites n'hésitaient pas, dès mardi soir, à parler de « fraude » ou de « fraude ».

## Zarkaoui revendique le rapt de deux Marocains

La branche irakienne d'Al-Qaïda, dirigée par Abou Moussab Al-Zarkaoui, a revendiqué, mercredi 25 octobre sur Internet, le rapt de deux employés de l'ambassade du Maroc en Irak, portés disparus. Le communiqué mis en ligne sur un site islamiste est signé d'Abou Maïssara Al-Iraqi, porte-parole du groupe Zarkaoui. Le texte, dont l'authenticité ne peut être établie, ajoute que les deux employés marocains « étaient toujours interrogés », réaffirmant l'engagement des combattants de la branche irakienne d'Al-Qaïda de « poursuivre le djihad [guerre sainte] et la lutte contre les ennemis de Dieu (...) jusqu'à la victoire ou le martyre ». Les deux employés de l'ambassade, Abderrahim Boualem (55 ans), chauffeur, et Abdelkrim Mouhafidi (49 ans), agent d'entretien, sont tous les deux mariés à des femmes irakiennes. Abou Moussab Al-Zarkaoui a également revendiqué le triple attentat-suicide qui a causé la mort de 17 personnes lundi dans le centre de Bagdad. – (AFP.)

ce » ou de « fraude ».

C'était notamment le cas de Saleh Motlaq, un sunnite relativement modéré qui avait participé à la commission de rédaction du texte constitutionnel. Selon lui, « beaucoup de gens ont été choqués de voir la fraude majeure qui a eu lieu en Irak ». Le Parti islamique, la principale formation politique connue des Arabes sunnites, qui avait appelé à voter oui au référendum évoquait pour sa part des « doutes sur la crédibilité » du résultat et annonçait avoir déposé « de nombreuses plaintes pour infractions ».

## CASSURE ETHNICO-RELIGIEUSE

Sachant que les Arabes sunnites – par opposition aux Kurdes, qui sont également sunnites pour la plupart – ne représentent que 20 %, à 25 % de la population irakienne, les intéressés ne remettent pas en cause la nette victoire du oui. Mais dans la mesure où il était prévu que le projet constitutionnel ne serait pas adopté si les deux tiers des votants dans au moins trois provinces sur dix-huit le rejetaient, ce sont surtout les résultats des provinces majoritairement sunnites de Dyala et de Ninive que contestent les protestataires.

Au final, seules deux provinces presque essentiellement peuplées d'Arabes sunnites, Al-Anbar qui demeure le fief de la guérilla et Salaheddine, la région de Saddam Hussein, ont respectivement voté non par 97 % et 82 % des voix exprimées. Dans celles de Dyala et de une capitale d'environ 6 millions d'habitants où les différentes communautés sont plus mélangées

qu'ailleurs, avec tout de même une majorité de chiïtes et de Kurdes, les résultats ont été de 77,7 % de oui contre 22,3 % de non, avec une participation de 56 % des inscrits.

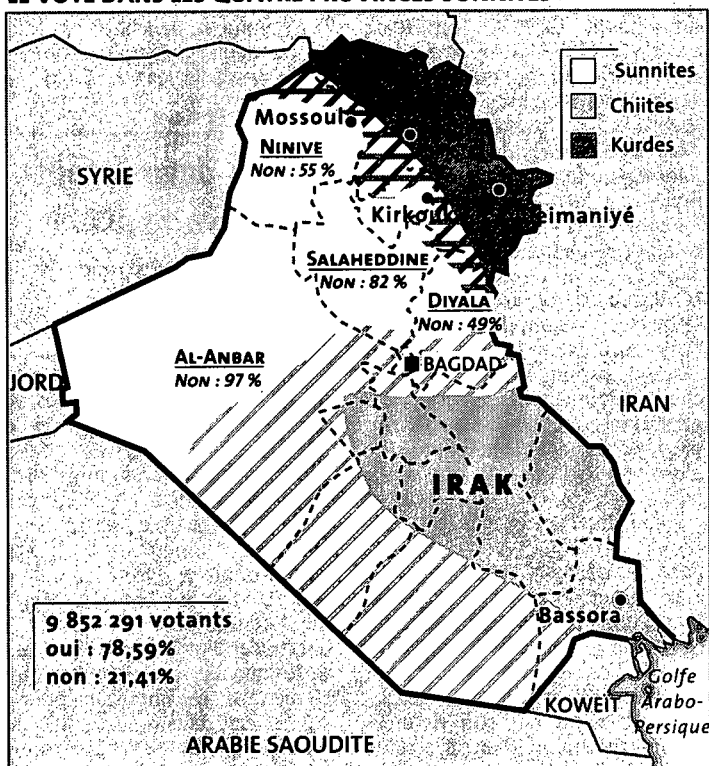
La voie est désormais ouverte pour la poursuite du calendrier

Ninive, le non s'est établi à 49 % et 55 % des voix. Sachant que les Kurdes dans leurs provinces autonomes d'Arbil, de Dohouk et de Souleimaniyé ont voté oui à près de 99 %, et que les chiïtes, qui dominent les neuf provinces du sud, ont voté oui à plus de 94 % en moyenne, la cassure ethnico-religieuse, qui était déjà palpable lors des élections du 30 janvier, apparaîtrait désormais patente. A Bagdad,

politique élaboré en 2004 avec les Américains et les Britanniques. Dans sept semaines, le 15 décembre, les Irakiens seront à nouveau appelés aux urnes pour choisir une Assemblée législative. L'actuelle législature n'était en effet que « transitoire »; tout comme le gouvernement qui sera, lui aussi, changé après le prochain scrutin.

Patrice Claude

## LE VOTE DANS LES QUATRE PROVINCES SUNNITES



Source : Atlas des peuples d'Orient, La Découverte

Le Monde

27 OCTOBRE 2005

# En voie de radicalisation, l'Iran veut « rayer » Israël de la carte

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

On se croirait revenu des années en arrière, lorsque la contestation du droit d'Israël à l'existence était l'un des fondements idéologiques de la République islamique, voire une de ses raisons d'être, aux côtés de l'hostilité envers les Etats-Unis, de la répression des libertés et de l'oppression de la femme. « Comme l'a dit l'imam [Rouhollah Khomeiny, le père de la révolution islamique], Israël doit être rayé de la carte », a déclaré, mercredi 26 octobre, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad. « Quiconque reconnaît Israël brûlera au feu de la fureur de la oumma [la communauté des croyants] musulmane, a-t-il ajouté. Quiconque reconnaît le régime sioniste admet la défaite et la reddition du monde musulman. »

Et d'ajouter devant les participants à une conférence sur le thème « Le monde sans sionisme » : « La lutte en Palestine est une guerre entre la oumma musulmane et le monde de l'arrogance [les Etats-Unis]. (...) Il ne fait aucun doute que la nouvelle vague [de lutte] en Palestine balayera ce stigmaté [Israël] de la face du monde musulman. » D'après l'AFP, lecture a été donnée d'un message dans le même sens de seyyed Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah libanais.

Cette diatribe associe Israël et les Etats-Unis, mais aussi tout pays musulman qui a déjà reconnu l'Etat juif, ou aurait l'intention de le faire. Les Etats arabes sont visés, dont deux, la Jordanie et l'Egypte, ont déjà signé des traités de paix avec Israël, tandis que les autres se sont engagés, depuis leur sommet annuel de 2002, à faire la paix avec l'Etat hébreu pour peu qu'il restitue tous les territoires arabes occupés, c'est-à-dire la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem et le Golan syrien, et que les Palestiniens recouvrent leurs droits. Mais le tir de barrage du président iranien vise également le Pakistan, qui a amorcé en septembre un dialogue avec Israël et dont la détention de l'arme atomique et le soutien au régime des talibans, avant leur chute, n'ont jamais été appréciés par Téhéran.

## EXCÈS DE LANGAGE

Le temps où M. Ahmadinejad tenait des propos plutôt mesurés après son élection à la présidence iranienne, fin juin 2005, semble désormais bien loin. Il s'était alors engagé à souhaiter de bonnes relations avec tous les pays, pour peu qu'ils respectent le sien. Seuls les Etats-Unis ne présentaient, à ses

yeux, aucun intérêt particulier. Aujourd'hui, sous le président, surgit à nouveau le candidat Ahmadinejad, qui avait multiplié les excès de langage pour se présenter, devant les électeurs, en véritable fils des premières années de la révolution.

Israël a vivement réagi. Le ministre des affaires étrangères, Sylvan Shalom, a demandé que l'affaire soit portée devant l'ONU, et Shimon Pérès a réclamé l'expulsion de l'Iran de l'organisation internationale. Washington a exprimé ses « inquiétudes ». Cela faisait une petite dizaine d'années qu'un tel réquisitoire anti-israélien et anti-américain n'avait plus été entendu à Téhéran.

Depuis l'accession à la présidence du « réformateur » Mohammad Khatami, en 1997, la position du Guide de la République islamique, c'est-à-dire son autorité suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, n'avait certes jamais fléchi d'un iota à ce sujet, mais elle avait été amortie par un début d'ouverture et de tolérance. Les slogans de « Mort à l'Amérique ! », « Mort à Israël ! » à la prière du vendredi à l'université de Téhéran résonnaient comme un résidu nostalgique d'un passé sur le point d'être révolu.

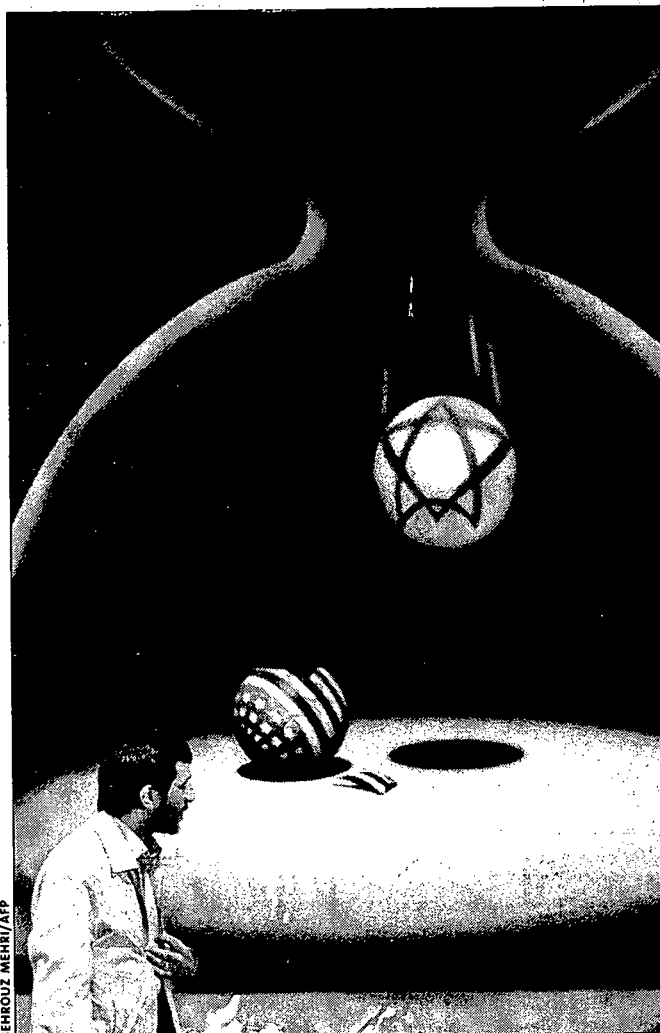
## DUALITÉ DU POUVOIR

Le discours iranien s'était toutefois nettement atténué. M. Khatami faisait valoir publiquement que la République islamique ne serait pas plus royaliste que les Palestiniens dès lors qu'ils s'engageaient dans la voie de la paix avec l'Etat juif, même si rien ne la forçait à entretenir elle-même des relations avec Israël. Le climat avec les Etats-Unis, alors sous administration démocrate, s'était adouci.

Les deux pays, qui se regardaient en chiens de faïence depuis la révolution islamique de 1979, la prise d'otages à l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et la rupture des relations diplomatiques, s'étaient engagés, en 1998, dans de timides échanges d'aménités ; même si, l'Iran n'étant pas à un paradoxe près, compte tenu de la dualité de son pouvoir – réformateurs et conservateurs cohabitants –, des intellectuels iraniens continuaient d'être condamnés à la prison pour

avoir plaidé pour un assassinat des liens avec Washington.

Depuis l'accession de M. Ahmadinejad à la présidence, en août 2005, le sommet de la République islamique vibre à l'unisson. A écouter le président, on croit entendre résonner le discours que le Guide de la



Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, présent mercredi 26 octobre à une conférence, à Téhéran, intitulée « Le monde sans sionisme », a prononcé une violente diatribe contre Israël.

République avait tenu devant les participants au sommet de l'Organisation de la conférence islamique, fin 1997. M. Khamenei avait tracé une vision dichotomique du monde, dressant l'Occident – au sein duquel les Etats-Unis et Israël représentaient le mal absolu, ou presque – face au monde musulman. Il avait qualifié d'« injuste, hégémonique et illogique » le processus de paix engagé au Proche-Orient.

Le durcissement du discours iranien aggrave le « cas » de la République islamique aux yeux de la communauté internationale, notamment après l'annonce, il y a quelques mois, par Téhéran, de

l'amélioration des performances de ses missiles Shahab-3, dont la portée a été étendue à plus de 1 900 km, pouvant ainsi atteindre Israël. Il s'ajoute aux sérieuses suspicions que nourrit la communauté internationale sur la nature du programme nucléaire iranien et aux accusations américaines et britanniques notamment, mais aussi de responsables irakiens et saoudiens, faisant état d'ingérences iraniennes dans l'Irak voisin, où, paradoxalement, Washington et Téhéran ont en commun les mêmes amis, les formations chiites au pouvoir.

Mouna Naïm

Le Monde

28 OCTOBRE 2005

# UN lists kickbacks paid for Iraqi oil

## Many cited in payoffs to Saddam

By Doreen Carvajal and Andrew Kramer

**PARIS:** An independent investigation of the United Nations' \$64 billion oil-for-food program reported Thursday that Russia and France received favored treatment from the government of Saddam Hussein as part of a system that ultimately led to the emergence of an elite circle of political beneficiaries and fixers who made company connections and reaped the benefits.

The fifth and final report by the committee led by Paul Volcker, former chairman of the U.S. Federal Reserve Board, also named several major multinational companies as having paid kickbacks to the Iraqi government, including Daimler-Chrysler, Volvo and the French division of Siemens.

Among the individuals named in the report were an ex-French ambassador, a British lawmaker, a Russian presidential adviser, a French Iraqi activist and a Vatican priest who crusaded for the lifting of Iraqi sanctions.

They were part of a complicated structure that involved more than 4,500 companies, nearly half of which paid \$1.8 billion in kickbacks and special surcharges to the Iraqi government.

The committee reported that the Iraqi government developed a policy of favoring France, as well as Russia; it considered France a "friend" for opposing sanctions against Iraq. But with few oil companies in France, other companies from different countries tried to transform themselves with French connections and the aid of well-connected people.

The report focused on Jean-Bernard Mérimée, a former French ambassador to the UN who, investigators allege, received \$165,725 in commissions for oil allocations awarded by the Iraqi regime. He is already under investigation by French authorities, who are examining the roles of 11 other people. Their names also surfaced in the report and included Charles Pasqua, an ex-French interior minister, and his former aide, Bernard Guillet.

"While serving as a special adviser to the secretary general of the UN, with the rank of under secretary general, Jean-Bernard Mérimée began receiving oil allocations that would ultimately total approximately six million barrels from the government of Iraq," the report said.

The findings cast a harsh spotlight on a circle of people who, investigators said, manipulated the system and gained favors from the Iraqi regime for openly opposing sanctions.

Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister under Saddam, who was in charge of relations with France, told investigators that beneficiaries had received oil barrel allocations based on their level of active opposition.

Pasqua, Aziz told investigators, was thanked for his support with 11 million barrels of oil. Eventually, his aide, Guillet, played a role in selling the allocation to a Swiss oil company and acting as an intermediary, according to the report, which claimed that Pasqua gleefully reacted to news of his gift with the words: "I will be the king of petrol!"

Aziz showered more favors after a meeting with Father Jean-Marie Benjamin, an activist priest who had opposed sanctions, and a Swiss oil trader named Alain Bionda, the report said.

Ultimately, Bionda received two million barrels of oil and donated \$140,000 of the proceeds to the priest.

Like many of the people accused of receiving commissions, Benjamin said he had not sought the oil and regarded the \$140,000 as donation. Pasqua also issued vigorous denials that he had received anything.

But one of those accused, Gilles Munier, freely admits that he received oil grants, which he used to fund the activities of a French-Iraqi association in Paris that crusaded against sanctions.

"My conscience is clear," said Munier, who noted that French authorities had confiscated his passport to prevent his departure from the country. "I am paying for my support of the Iraqi people."

The report is filled with records of transactions kept by Iraqi officials who demanded special surcharges.

DaimlerChrysler is listed as having paid \$7,000 on a \$70,000 contract, while Volvo Construction Equipment in Brussels paid \$317,000 in extra fees on a \$6.4 million contract.

The report also faulted the role played by the Banque Nationale de Paris, known as BNP, which presided over the oil-for-food escrow account, but played a double role and did not reveal its knowledge about financial relationships that fostered the payment of illegal surcharges.

The report provided new information that ties the multibillion-dollar Russian energy majors with the cash payments to

the Iraqi Embassy. Russia, a country that had argued for lifting the sanctions, led the pack in oil contracts and in paying surcharges. Russia received the largest amount of oil, with one-third of the oil exported from Iraq through the program ending up in the hands of Russian companies, according to the report.

An Iraqi document accompanying the report showed Russian companies, including Lukoil, the country's largest private energy company, and TNK, now merged in a joint venture with BP, paying surcharges in cash to the Iraqi Embassy in Moscow.

Marina Dracheva, a spokeswoman for TNK-BP, said in an interview Thursday: "The oil-for-food program was concluded well before the creation of our company," in the joint venture. "TNK-BP did not take part in these activities."

The embassy accepted \$52 million between March and December 2002, the report contends, based on receipts that were issued in triplicate and stamped. One copy of each receipt was given to an oil company, the other sent to Baghdad and the third remained in the embassy, the report said. The money was packed in red canvas diplomatic bags and sent by diplomatic courier, the report said. Each bag could hold \$1.5 million in \$100 bills.

Typically, lower-level representatives of the Russian companies carried the cash payments to the embassy, according to the UN report. The cash would be counted together with an Iraqi member of a three-member committee created at the embassy to accept payments. But even this news prompted merely shrugs in Russia, a country with no shortage of its own money-laundering and corruption cases.

Doreen Carvajal reported for the International Herald Tribune and Andrew Kramer for The New York Times.

### ■ Texan pleads not guilty

Oscar Wyatt, a Texas oil tycoon and former Coastal Corp. chairman, pleaded not guilty Thursday to charges that he paid millions in secret kickbacks to Iraq in the oil-for-food program, Reuters reported from New York.

Wyatt, who had long ties to the government of Saddam Hussein, was arraigned by coincidence on the same day that Volcker issued his final report on the scandal.

The federal judge, Denny Chin, told Wyatt that he must obtain permission to travel outside the United States while he remains free on bail. He was arrested in Houston on Oct. 21, the day prosecutors announced charges against him and two Swiss business executives, who remain at large.

Two previously indicted defendants also pleaded not guilty: David Chalmers, of the Houston-based company Bayoil, and Ludmil Dionissiev, a Bulgarian oil trader living in Houston.

The judge set a trial date of June 20.



# 2 400 entreprises auraient permis à Saddam Hussein de détourner 1,8 milliard de dollars

Au terme de dix-neuf mois d'investigation, la commission Paul Volcker confirme que le programme « Pétrole contre nourriture » a donné lieu à de nombreux détournements

Le Monde 29 OCTOBRE 2005

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondant

Selon le cinquième rapport de la commission d'enquête de Paul Volcker sur le programme « Pétrole contre nourriture », publié jeudi 27 octobre, près de 2 400 entreprises ont permis à Saddam Hussein de détourner 1,8 milliard de dollars entre 1996 et 2003. En même temps qu'elles renflouaient les caisses du régime, les ventes de brut irakien, dont la France fut derrière la Russie la principale bénéficiaire, ont enrichi des intermédiaires. L'ambassadeur de France à l'ONU de 1991 à 1995, Jean-Bernard Mérimée, déjà mis en examen en France, aurait ainsi perçu 165 725 dollars de commissions, après sa retraite, mais alors qu'il était conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Le programme « Pétrole contre nourriture » avait été mis en place en 1996, pour atténuer les effets de l'embargo. Dans ce cadre, 3 900 entreprises ont acheté du pétrole irakien ou vendu des biens humanitaires, pour un total de 100 milliards de dollars, déposés sur un compte séquestre de la BNP, sous contrôle de l'ONU. A partir de l'automne 2000, le régime irakien a réclamé des « surcharges », jusqu'à 30 cents de dollars par baril, et des commissions illégales de 10 % sur les ventes de biens humanitaires. L'argent était déposé en liquide dans des ambassades irakiennes ou sur des comptes en Jordanie et au Liban.

L'essentiel des sommes détournées, 1,5 milliard de dollars, était prélevé sur les produits vendus par les entreprises de 66 pays. Parmi

les plus connues sont cités les Allemands DaimlerChrysler et Siemens ou une filiale du groupe suédois Volvo. Les pots de vin ont parfois été payés avec l'accord de l'entreprise, parfois sans, à l'initiative d'un agent. Près de 230 millions de dollars ont aussi été détournés des contrats pétroliers, accordés de préférence à des pays amis ou à des membres du Conseil de sécurité, en position de relâcher l'étau des sanctions.

consortium européen ou Glencore et Vitol en Suisse.

Des bons d'achat de brut irakien étaient aussi accordés à des personnalités jugées influentes, qui les revendaient à des intermédiaires opaques. « La France était perçue comme une "amie" du régime irakien parce qu'elle soutenait la levée des sanctions », explique le rapport. Jean-Bernard Mérimée aurait ainsi vendu ses droits pour 2 millions de barils, qui lui ont rap-

secretaire général du quai d'Orsay, aurait lui perçu 367 808 dollars de Vitol S.A. et Gilles Munier, le secrétaire général des amitiés franco-irakiennes, aurait touché 240 000 dollars de Taurus. Tous deux ont déjà été mis en examen.

En 2000, Claude Kaspereit, un homme d'affaire français également mis en examen, aurait « arrangé le vol d'un charter en Irak, sans l'autorisation de l'ONU et en violation de l'embargo, pour générer de la publicité contre les sanctions ». Il aurait par la suite bénéficié de 9,5 millions de barils, dont une part auraient été achetées, grâce à une compagnie écran française, par Marc Rich + Co investment, du nom du célèbre financier américain, en délicatesse avec le fisc et pardonné par Bill Clinton. Ont également été mis en cause dans le rapport le parlementaire britannique John Galloway, un politicien italien, un prêtre et un avocat suisse.

Au cours de dix-neuf mois d'une enquête qui a coûté 35 millions de dollars, Paul Volcker, l'ancien patron de la réserve fédérale américaine, a révélé la corruption de certains à l'ONU et l'inaptitude flagrante du Conseil de sécurité et de Kofi Annan à gérer le plus grand programme humanitaire de l'Histoire. Selon lui, les malversations au sein de « Pétrole contre nourriture » ne représentaient qu'une fraction des 11 milliards de dollars détournés par Saddam Hussein, grâce à la contrebande de pétrole, au su et au vu de tous, y compris des Etats-Unis.

Philippe Boloïton

## En position de savoir, la BNP n'aurait rien dit

En tant que banquier du programme « Pétrole contre nourriture », la BNP était selon le rapport « en position d'avoir une connaissance de première main » des paiements illégaux réclamés par le régime de Saddam Hussein, mais n'aurait « pas reconnu une responsabilité particulière d'informer l'ONU de manière adéquate ». La banque recevait l'argent du pétrole irakien, parfois acheté par certains de ses clients qui utilisaient des sociétés écrans. Ce système opaque a facilité le paiement des « surcharges ». Mais plutôt que de faire preuve de transparence en informant l'ONU, la banque aurait donné la priorité à la confidentialité des transactions.

Selon le rapport, « bien qu'il n'y ait pas de preuve que la BNP ait approuvé ou ait été au courant de l'utilisation de ses infrastructures pour payer des surcharges illégales, la BNP jouissait d'une position unique pour examiner de tels paiements - et a échoué à le faire. » La BNP a contesté dans un communiqué ces reproches. - (Corresp.)

La Russie fut une cible de choix, même si, relève le rapport, « un volume substantiel » de ses contrats était « financé par des entreprises basées aux Etats-Unis et dans d'autres pays ». A la fin de l'an 2000, lorsque Bagdad a réclamé des « surcharges » de 50 cents par baril, les grandes entreprises, comme Total, n'ont plus directement traité avec l'Irak. Elles ont été remplacées par des compagnies moins en vue comme Bayoil, un

porté 165 725 dollars, versés sur un compte au Maroc - il aurait « pris soin de ne pas impliquer une entité française ».

Charles Pasqua et son ancien conseiller Bernard Guillet (mis en examen en France) ont nié avoir profité du pétrole irakien. Mais selon les enquêteurs, « Bernard Guillet a arrangé la vente du pétrole alloué sous le nom de monsieur Pasqua » et aurait reçu « au moins 234 000 dollars de paiements en liquide ». Serge Boidevaix, l'ancien

LE FIGARO samedi 22 - dimanche 23 octobre 2005

## Un avocat du procès Saddam Hussein assassiné

**IRAK.** L'avocat d'un des coaccusés de Saddam Hussein a été tué par ses ravisseurs après son enlèvement, jeudi à Bagdad. Ce meurtre soulève la question de la protection des personnes impliquées dans le procès historique du président irakien déchu. Le

corps de l'avocat Saadoun Janabi, tué d'une balle dans la tête, a été retrouvé derrière une mosquée du quartier Our de la capitale. L'avocat représentait Awad Ahmad al-Bandar, un ancien juge du tribunal révolutionnaire et adjoint du chef du cabinet de

Saddam Hussein. L'enlèvement de l'avocat a soulevé la colère de ses confrères, l'un d'eux, M<sup>e</sup> Badi Izzat Aref, qui défend l'ancien vice-premier ministre Tarek Aziz, l'estimant « scandaleux ». « Si on n'arrive pas à protéger les avocats, comment vont-ils pouvoir défendre leurs clients et comment les témoins vont-ils oser se présenter devant le tribunal ? » s'est interrogé M<sup>e</sup> Badie.

# Facing Threats, Syria Weighs Steps to Rally the Home Front

By MICHAEL SLACKMAN

DAMASCUS, Oct. 27 — With the threat of economic sanctions looming over Syria, officials of the governing Baath Party announced Thursday that they would formally reconsider a decision made 43 years ago that stripped hundreds of thousands of Kurds of their citizenship, and would also discuss the prospect of allowing multiple political parties in future elections.

Officials here have for years been promising to resolve the citizenship issue with the Kurds, and to open up Syria's one-party system. But the timing of the announcement on the official SANA News Service Thursday — no matter how vague and non-committal — may provide an indication of how officials are hoping to manage a political crisis incited by the investigation into the assassination of the former Lebanese Prime Minister Rafik Hariri.

"They are trying to create a united front at home in the face of the pressures Syria is facing," said Sami Moubayed, a political analyst and writer based here.

The government had been trying to rally the public by dismissing as political a report by the United Nations prosecutor Detlev Mehlis that named two of Syria's most powerful security officials as suspects in Mr. Hariri's assassination. But all the name-calling did little to calm a jittery public and an increasingly nervous inner circle, which has come to view economic sanctions as virtually

inevitable, analysts and people who work with the government said.

Officials are talking about rationing some consumer goods to manage the impact of sanctions, and are considering other measures, like releasing political prisoners or making overtures toward cleaning up corruption, as a means of rallying support, the analysts and people who work with the government said.

The efforts, however, may not provide much of a salve. At least one Kurdish leader, for example, said he doubted the government's sincerity, and viewed its offers as far too little to make a difference.

"If they don't allow for real freedoms and resolve internal problems, the people will not be behind them," said Kheir al-Deen Murad, secretary general of the Kurdish Azadi Party in Syria. "They have to open up the political life."

As Syrians wait to see what fate the international community will impose on this nation of 18 million people, President Bashar al-Assad has remained out of view, neither addressing the nation nor making any public statements. Many people said they have been bewildered by the president's reluctance to step forward.

But analysts and people who work with the government said that the nation's top leadership has been uncertain how to handle a crisis that not only touches on some of the most powerful officials in Syria, but also members of the president's immedi-

ate family. Mr. Mehlis's report to the United Nations Security Council this week named the president's brother-in-law, Asef Shawkat, head of military intelligence, and the president's brother, Maher Assad, the head of the presidential guard, as suspects in the killing.

For the president, facing the most

## After 43 years, Syria may give Kurds their citizenship back.

daunting political test since taking over after his father's death five years ago, the challenge will be to balance the demands of three powerful forces: the international community, his family and the Syrian public. It was considered unlikely that he would agree to turn over either Mr. Shawkat or Mr. Assad.

Economists have told government officials that depending on the type of sanctions imposed, Syria has enough foreign cash reserves to continue buying the imported goods the country depends on.

"Syria can last for about 29 months with its foreign currency reserves," said Abdul Kader I. Husrieh, an economist based in Damascus, though he said it would be devastating to the economy if oil exports were restricted.

And so with Syrians seeing few options, officials have decided to at least discuss giving in to some popular demands. At a meeting of the Baath Party's Central Committee on Thursday, party officials said that the issue of citizenship for Kurds "would be taken soon" and that the law to create multiple parties "would be present for general discussion as well," according to the SANA News Agency.

# The UN route for Syria

Some deeply troubling facts about the murder of Rafik Hariri, Lebanon's former prime minister, have now been established by a tough and meticulous UN investigation. As Detlev Mehlis, the German prosecutor directing that probe, was scheduled to report to the Security Council on Tuesday, top Syrian and Lebanese officials were deeply involved in planning and organizing this spectacular crime as part of an effort to terrorize restive Lebanese politicians into carrying out orders from Damascus.

The matter cannot end there. The Security Council should endorse these findings and move on to increase international pressure on Syria to cooperate more fully with the continuing investigation. Once the investigation is done, those formally

charged should be tried and held accountable, perhaps before an international tribunal.

Fortunately, the Security Council is not weakened by internal divisions, as it was over Iraq. This time, the United States and France are largely agreed on what needs to be done. For diplomatic reasons, it makes sense for France to take the lead in seeking Security Council action, since that offers the best hope of

overcoming the hesitations of countries like Russia, China and Algeria. The Bush administration should stick this time to the diplomatic path and refrain from making military threats. That would only rescue Syria from its international isolation.

As Iraq should have taught even the most hawkish members of the

Bush administration, it is much easier to banter on about "regime change" than to bring it about by military force and then control the aftermath. Like pre-invasion Iraq, Syria has long been forcibly ruled by a secular faction based in a religious minority that has ruthlessly suppressed all opposition. In Syria's case, the ruling clique is Alawite and the repressed majority is Sunni. Should President Bashar Assad fall, the likeliest successors would be even more ruthless Alawite generals or the Sunni fundamentalist Muslim Brotherhood.

With those chilling possibilities, it is crucial to proceed with the broad cooperation and legitimacy only the United Nations can supply. This is a chance to rebuild crucial forms of international cooperation that were shattered over Iraq, which the Bush administration says it is eager to revive.

October 28, 2005

The New York Times

October 26, 2005

Herald Tribune

# Les liaisons dangereuses de Paris avec l'Irak de Saddam Hussein

Les liens étroits entretenus par des responsables français avec le régime de Saddam Hussein pourraient avoir influencé la politique irakienne de la France.

A L'AUTOMNE 2003, au moment où Saddam Hussein cherchait à donner un vernis démocratique à son régime de terreur en organisant un plébiscite, on les croisait souvent à l'Hôtel Rachid de Bagdad. Les membres de SOS Enfants d'Irak, une association dirigée par Jany Le Pen, faisaient des relations publiques dans les couloirs ; les représentants des Amitiés franco-irakiennes sermonnaient les journalistes jugés « trop durs » vis-à-vis du régime irakien ; les hommes d'affaires étaient discrètement attablés dans un coin du restaurant. Que venaient faire tous ces Français dans cette ville étouffant sous la chape de plomb du pouvoir baasiste ? Des affaires, de la politique, du trafic d'influence, parfois tout à la fois.

Après avoir éclaboussé les Nations unies, le scandale « Pétrole contre nourriture » rattrape la France. A ce jour, onze personnalités françaises ou résidant en France sont visées par l'enquête (voir encadré). Parmi eux, deux diplomates de haut rang à la retraite, un ancien ministre de l'Intérieur, des hommes d'affaires. Tous sont soupçonnés d'avoir, peu ou prou, profité du système de corruption instauré par Saddam Hussein pour contourner l'embargo international qui frappait son pays depuis l'invasion du Koweït en 1990. Pour alléger les effets de l'embargo sur la population civile, l'ONU avait mis en place, en 1996, un programme dit « Pétrole contre nourriture ». L'Irak était autorisé, sous contrôle, à exporter du pétrole pour acquérir de la nourriture et des médicaments. Entre 1996 et 2003, ce programme a permis à Saddam Hussein de monnayer des soutiens politiques en Occident en échange de « coupons » de vente de pétrole.

Ainsi perverti, le système était bien rodé. Il concernait d'abord des entreprises. Le régime irakien surfacturait les coupons qu'il accordait à une société pétrolière désireuse d'acquérir du brut irakien, en lui demandant de lui rétrocéder

le surplus. Bagdad, dont les fonds étaient sous contrôle international, pouvait ainsi libérer discrètement une partie de son budget. Autre moyen de détourner le programme onusien : des petites sociétés pétrolières auraient servi de prête-noms aux géants pétroliers, comme Total, qui cherchaient à augmenter leurs achats de brut irakien. En échange de cette dérogation, le régime de Bagdad prélevait sa dîme.

Il y avait aussi les particuliers.

Entre 1996 et 2003, le régime irakien a distribué des bons d'achat de pétrole à des individus qu'il considérait comme des « amis » de l'Irak. Ces derniers, moyennant une confortable marge financière, revendaient leurs coupons aux compagnies pétrolières voulant acheter du brut irakien. Pour la France, un homme est au cœur de ce dispositif : Tarek Aziz, à l'époque vice-premier ministre de Saddam Hussein. C'est lui qui gérait les récompenses accordées aux « amis français de l'Irak » : commissions, contrats ou bons du pétrole.

En France, ces amis étaient nombreux. De l'association des Amitiés franco-irakiennes aux membres des réseaux d'influence tissés par l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, certains sénateurs et députés, des responsables du Front national, en passant par les nostalgiques de droite ou de gauche du partenariat stratégique établi entre Paris et Bagdad pendant la guerre Iran-Irak (1980-88). Ce lobby pro-irakien a été énergiquement activé par les baasistes.

## Un marché juteux

Si la France était si bien placée,

c'est parce qu'elle avait conservé les liens tissés avec Bagdad avant la première guerre du Golfe, à une époque où les sociétés françaises y faisaient de fructueuses affaires. C'est également parce que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient alors devenus indésirables à Bagdad et que les Irakiens ne faisaient guère confiance aux Russes. C'est aussi parce que la France, qui occupe une place éminente à l'ONU en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, y avait beaucoup milité, officiellement pour des raisons humanitaires, en faveur du programme « Pétrole contre nourriture ». Le système de corruption s'est répandu à partir de l'an 2000, lorsque le programme onusien, qui ne concernait d'abord que la nourriture et les médicaments, a été étendu à l'agriculture, l'industrie et l'éducation.

« L'Irak est alors devenu un marché juteux, presque un Eldorado, explique un connaisseur du dossier. Les contrats étaient d'autant plus gros que le marché irakien est un circuit court et centralisé. Il n'y a presque pas d'intermédiaire. »

Parce qu'il faut combler la pénurie induite par des années d'embargo, les quantités de marchandises achetées par l'Irak (voitures, machines agricoles, ordinateurs...) sont énormes. Les contrats atteignent souvent 10 millions de dollars. Le paiement des transactions

est sécurisé et sans risque. Elles sont autorisées et surveillées par l'ONU et effectuées sur un compte de la BNP à New York.

Alors, la machine s'emballé. « Tout le monde s'y mettait », raconte un familier de l'Irak de Saddam.

Des avions atterrissent à Bagdad en violation de l'embargo. D'abord un appareil russe en 2000. Puis « un avion français pour l'Irak » rempli de personnalités. Puis un autre affrété, en 2002, par trois députés UMP (Thierry Mariani, Lionel Luca et Eric Diard). « Chaque atterrissage était récompensé d'un coupon de 2 millions de barils par le régime », poursuit l'habitué.

## Comptes en Suisse

De retour d'Irak, les agents commerciaux français courtisent les PME françaises, à qui ils promettent d'user de leur influence, moyennant commission, pour décrocher des contrats. Tout le monde y trouvait son intérêt : les intermédiaires irakiens, qui s'enrichissaient ; le régime de Saddam, à qui la visite de personnalités françaises donnait l'illusion d'un soutien international ; les participants français, pour des raisons financières, mais aussi d'influence.

Parmi les bénéficiaires des largesses de l'ancien régime irakien, on trouve, pêle-mêle, des naïfs ayant soutenu le régime par idéologie, des affairistes manipulés et de vrais profiteurs de guerre. Certains n'ont fait qu'utiliser le système sans sortir de la légalité, puisqu'ils déclaraient les commissions au fisc. D'autres ont préféré faire verser l'argent sur des comptes en Suisse. Reste le problème des ambassadeurs. Même retraité, un diplomate conserve ses contacts, ses réseaux, son influence. Certains s'interrogent aujourd'hui sur les conséquences qu'ont pu avoir ces liaisons dangereuses sur la définition de la politique irakienne de la France.

ISABELLE LASSERRE



HANIA MUFTI, CHARGÉE DU DOSSIER IRAKIEN À HUMAN RIGHTS WATCH

# LA FEMME QUI ACCUSE SADDAM HUSSEIN

Le Monde

DU 22 AU 28 OCTOBRE 2005



Pendant vingt ans, Hania Mufti a collecté pour les organisations de défense des droits de l'homme Amnesty International puis Human Rights Watch les preuves des crimes du régime de Saddam Hussein. Un recensement long et minutieux des meurtres, tortures, disparitions, qui constitue le plus sévère des réquisitoires contre l'ex-dictateur dont le procès devait s'ouvrir à Bagdad le 19 octobre. Pour « Le Monde 2 », elle raconte une quête qui n'a pas pris fin avec la chute de Saddam Hussein.

NICOLAS BOURCIER

**C**e que je pense de Saddam Hussein ? » Pour la première fois, Hania Mufti s'interrompt. Elle cale sa grande silhouette dans le fauteuil. Elle qui tout au long de l'entretien dans cet hôtel d'Amman paraissait si calme, si sûre d'elle, cherche à cet instant ses mots, aspire une nouvelle

bouffée d'une cigarette qui ne la quitte jamais. « J'ai eu des cauchemars. Après tant d'années passées à enquêter, à recueillir des témoignages sur les crimes commis en Irak, j'ai fini par rêver qu'à mon tour je disparaissais. Que les hommes de Saddam allaient me séquestrer et me torturer. »

Elle ne dit pas si ses nuits se sont apaisées depuis que le dictateur a été débusqué par l'armée américaine dans son abri souterrain, le 13 décembre 2003. « Saddam Hussein n'est pas tout, glisse-t-elle. Il était à la tête d'un système extrêmement efficace, qui a duré plus de trente ans. Il a commis des crimes, et beaucoup d'autres avec lui. Aujourd'hui, ils sont nombreux à devoir être traduits en justice. »

Hania Mufti sait. Pendant plus de vingt ans, cette Jordaniennne de 47 ans a enquêté sur les atrocités du régime baasiste, recueilli des témoignages par centaines. Elle a visité les camps de réfugiés kurdes, interrogé tant les chiïtes persécutés du Sud que les opposants sunnites, en Irak et à l'étranger. Récits de tortures, de meurtres, d'enlèvements. Plusieurs fois, elle a risqué sa vie dans cette quête.

En mars 1991, la révolte chiïte, au sud de l'Irak, est violemment réprimée par les troupes de Saddam, qui exécutent des centaines de civils. La plupart des corps, découverts en 2003 dans un charnier près de Jurff aq-Sukhr, n'ont pu être identifiés. GEERT VAN KESTEREN/MAGNUM PHOTOS

Hania Mufti est l'une des spécialistes les plus obstinées des crimes commis par l'ancien régime de Bagdad. Ses rapports précis, implacables, le plus souvent anonymes pour d'évidentes raisons de sécurité, sont venus nourrir, année après année, les dossiers d'Amnesty International, puis ceux de l'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), pour laquelle elle travaille désormais.

Britanniques et Américains ne s'y sont pas trompés quand il s'est agi de justifier, au début de l'année 2003, l'invasion de l'Irak. C'est dans les publications de Hania Mufti, dans cette interminable liste de violations des droits de l'homme qu'ils sont allés chercher une partie de leurs arguments. Pense-t-elle avoir été manipulée ? « Ce cynisme ne me surprend pas. C'est un des risques du métier. Notre travail consiste aussi à influencer l'opinion publique, à faire pression sur un ou plusieurs gouvernements pour qu'à leur tour, ils fassent pression sur un autre gouvernement. Après, comment nos rapports... »

sont utilisés et interprétés ne dépend plus de nous. »

Hania Mufti adopte une position fort réservée sur l'occupation militaire de l'Irak. Mais lorsque l'administration américaine met en place, trois jours à peine avant la capture de Saddam Hussein, un Tribunal spécial irakien (TSI), chargé de juger l'ex-dictateur et ses lieutenants, elle propose aussitôt ses services et ceux de HRW. A plusieurs reprises, elle rencontre Raed Jouhi, le jeune juge de 36 ans chargé de l'instruction, et d'autres magistrats, fraîchement nommés par les autorités de Bagdad et adoubés par Washington. Elle prépare les dossiers, nourrit déjà le réquisitoire.

Avec Richard Dicker, avocat de HRW, elle recommande la mise en place d'une cour de justice mixte, composée d'Irakiens et de spécialistes internationaux indiscutables, rappelle qu'une juridiction crédible doit respecter les droits des accusés, offrir des garanties contre les aveux obtenus sous la torture, protéger les sources et les témoins.

Elle se heurte à un mur, s'aperçoit que les Américains et les autorités irakiennes ne lâcheront rien. « Dès le début, dit-elle, ils avaient décidé que le procès serait organisé par eux, et par eux seuls. » Un envoyé spécial du gouvernement de George W. Bush finit un jour par lui cracher le morceau. « A Washington, lui dit-il, ils ne veulent pas de toi dans la procédure. Ils ont peur que tu remettes en question tout le dossier des charges que nous essayons de mettre en place. »

On devine chez elle une douleur. « C'était révoltant. Comme une claque en pleine figure. » Elle ajoute : « Nous, nous opérons dans le monde réel, sur le terrain. » Elle garde le reste pour elle, comme si toutes ces années d'expérience l'avaient rendue à ce point réservée, prudente, et digne, même dans ses jugements les plus difficiles.

Deux fois seulement elle a accepté de répondre à un journal : au mois de mars dernier, au magazine américain *The Atlantic Monthly*, et aujourd'hui, en cette fin septembre, dans la capitale jordanienne, au *Monde* 2. C'était quelques semaines avant l'ou-

verture du procès de Saddam Hussein et ses lieutenants. Elle n'en suivra pas moins les débats de près. Pour elle, pour son organisation, mais surtout pour tout ce travail accumulé, tout ce temps passé auprès des victimes du régime dont elle fut l'unique porte-voix pendant de si longues années de dictature.

Hania Mufti est née à Amman, en 1957, d'une famille d'origine circassienne, plutôt aisée. Elle a 2 ans lorsque Saddam Hussein tente d'assassiner le général Abdel Karim Kassem, premier dirigeant de l'Irak républi-

cain. A 4 ans, Hania est envoyée dans une école catholique pour jeunes filles, à Jérusalem. L'élite du pays avait alors pour habitude d'inscrire ses enfants dans les établissements privés étrangers, réputés meilleurs.

Juin 1967, la guerre de six jours éclate entre Israël et ses voisins arabes. Hania quitte Jérusalem. Dans le convoi de taxis qui la ramène à Amman, elle traverse des zones de combat. On tire de partout, des bombes explosent. A travers la vitre, elle voit des soldats morts, ses premiers cadavres.

Un an plus tard, à Bagdad, un nouveau coup d'Etat installe le parti Baas au pouvoir. Saddam Hussein deviendra, en 1969, vice-président de l'Irak.

Bientôt, il consolidera son emprise sur le régime, plaçant amis et parents aux postes-clés des services de sécurité du pays. Des centaines de communistes sont arrêtés, torturés. Des Kurdes, des chiites déportés dans le cadre de la campagne d'« arabisation » forcée du pays.

Hania s'installe avec ses parents, en 1972, à Beyrouth, au Liban. Trois ans plus tard, le pays bascule dans la guerre civile. Elle part finir ses études en Angleterre où elle décroche, en 1979, une maîtrise d'économie du développement, à l'université de Bath.

“ Les informations que nous récoltions étaient si dramatiques, le nombre d'exécutions si élevé et les techniques de torture tellement dures que nous développons un sens particulier de la mesure. Hania Mufti ”

Cette année-là, Saddam Hussein devient président de la République d'Irak.

C'est à cette époque que Hania Mufti croise, en dehors des cours de l'université, un étudiant iranien qui distribue des tracts, récolte des fonds pour Amnesty International. Ils sympathisent, elle l'accompagne aux réunions. A la recherche d'un job, parlant couramment l'arabe, elle est embauchée par Amnesty, part pour Londres où elle devient assistante de recherche au département « Moyen-Orient ». Nous sommes en 1981, un an après l'offensive de Saddam Hussein contre l'Iran.

Au siège de l'ONG, Hania Mufti est chargée d'une zone couvrant le Yémen, la Syrie et les territoires occupés par Israël. Elle récolte des informations, trie et classe les témoignages de prisonniers d'opinion, prépare des notes pour les correspondants d'Amnesty.

#### L'IRAK, « UN CAS À PART »

Durant cette période, croyant freiner l'intégrisme iranien, les Etats-Unis choisissent de soutenir les maîtres de Bagdad. A aucun moment, le régime baasiste, qui commence à utiliser les gaz contre sa population kurde et les Iraniens, ne suscite alors la réprobation de Washington. Comment a-t-elle réagi ? « Ce genre de travail vous consume tellement que l'on ne regarde pas vraiment en dehors de sa sphère d'activité. Et puis, à l'époque, mes expertises sur l'Irak étaient modestes. Mais j'ai appris. Avec le temps, on finit par comprendre non seulement comment fonctionne un régime brutal, mais aussi comment il tisse des liens avec d'autres pays. »

Le 31 juillet 1983, la tribu rebelle kurde d'Idris et Massoud Barzani est victime d'une des plus grandes rafles de l'histoire de l'Irak. Huit mille hommes disparaissent sans laisser de trace. A l'époque, l'information circule mal. « Nous avions des contacts avec des Kurdes de l'opposition, en Irak et en Iran, précise Hania. Mais il fallait vérifier les chiffres, les conditions dans lesquelles ces hommes ont trouvé la mort. Or il était impossible de se rendre sur place. » Les recoupements se feront plus tard, lorsque des rescapés parviendront à faire circuler leurs témoignages. « L'histoire a dû sortir deux ans après les faits, se souvient-elle. Il a fallu récolter les détails, un par un. Dans ce genre de cas, la base du travail est surtout cumulative. »

En 1984, Amnesty lui confie l'ensemble du dossier irakien. Rares étaient les candidats à vouloir consacrer une partie de leur vie à recenser les atteintes aux droits de l'homme dans ce pays réputé comme un des plus difficiles de la région. Le pire ? « Un cas à part », rectifie-t-elle.

## TRENTE-CINQ ANS DE DICTATURE BAASISTE EN IRAK



**3 OCTOBRE 1932.** Indépendance du royaume d'Irak.

**14 JUILLET 1958.** Le général Kassem prend le pouvoir. Naissance de la République irakienne.

**OCTOBRE 1959.** Tentative d'assassinat contre Kassem par un groupe de conspirateurs baasistes. Saddam Hussein, impliqué, s'enfuit à l'étranger.

**8 FEVRIER 1963.** Kassem est renversé par une coalition de nationalistes arabes (baasistes et nasséristes).

**18 NOVEMBRE 1963.** Les militaires s'emparent du pouvoir.

**30 JUILLET 1968.** Un/nouveau coup d'Etat réinstalle le parti Baas au pouvoir. Hassan Al-Bakr est proclamé président.

**NOVEMBRE 1969.** Saddam Hussein devient vice-président du Conseil de commandement de la révolution.

**17 JUILLET 1979.** Saddam Hussein devient président de la République.

**22 SEPTEMBRE 1980.** Saddam déclenche la guerre contre l'Iran.

**23 FEVRIER 1988.** Début de la campagne dite de l'Anfal du « butin » contre les Kurdes.

**16 MARS 1988.** Bombardement chimique de la ville de Halabja, au Kurdistan irakien.

**8 AOÛT 1988.** Fin de la guerre Iran-Irak qui a fait plus de 500 000 morts.

**2 AOÛT 1990.** L'Irak envahit le Koweït.

**17 JANVIER 1991.** Début de l'opération « Tempête du désert ».

**MARS 1991.** Soulèvements chiite, au sud, et kurde, au nord.

**20 MARS 2003.** Bombardements américano-britanniques sur Bagdad sans mandat de l'ONU.

**1<sup>er</sup> MAI 2003.** Fin officielle de la guerre.

**13 DECEMBRE 2003.** Capture de Saddam Hussein, trois jours après la création du Tribunal spécial irakien.

1 - En 1969, 14 Irakiens - dont 9 juifs - sont pendus devant 200 000 personnes, à Bagdad pour « complot sioniste ». AP/SIPA PRESS

2 - Saddam Hussein et sa famille, en 1990. Au second rang, ses fils Oudai (au centre), et Qousai (à l'extrême droite), seront tués dans un raid américain en 2003. AP/SIPA PRESS

3 - Le 23 août 1990, après l'invasion du Koweït, le rais pose devant les caméras avec quelques otages occidentaux.

4 - En 1991, la répression du régime baasiste entraîne l'exode de centaines de milliers de Kurdes vers la Turquie et l'Iran. Ici, un soldat turc porte l'enfant d'une réfugiée kurde.

BRUNO BARBEY/MAGNUM



Iraqi TV Taped Broadcast

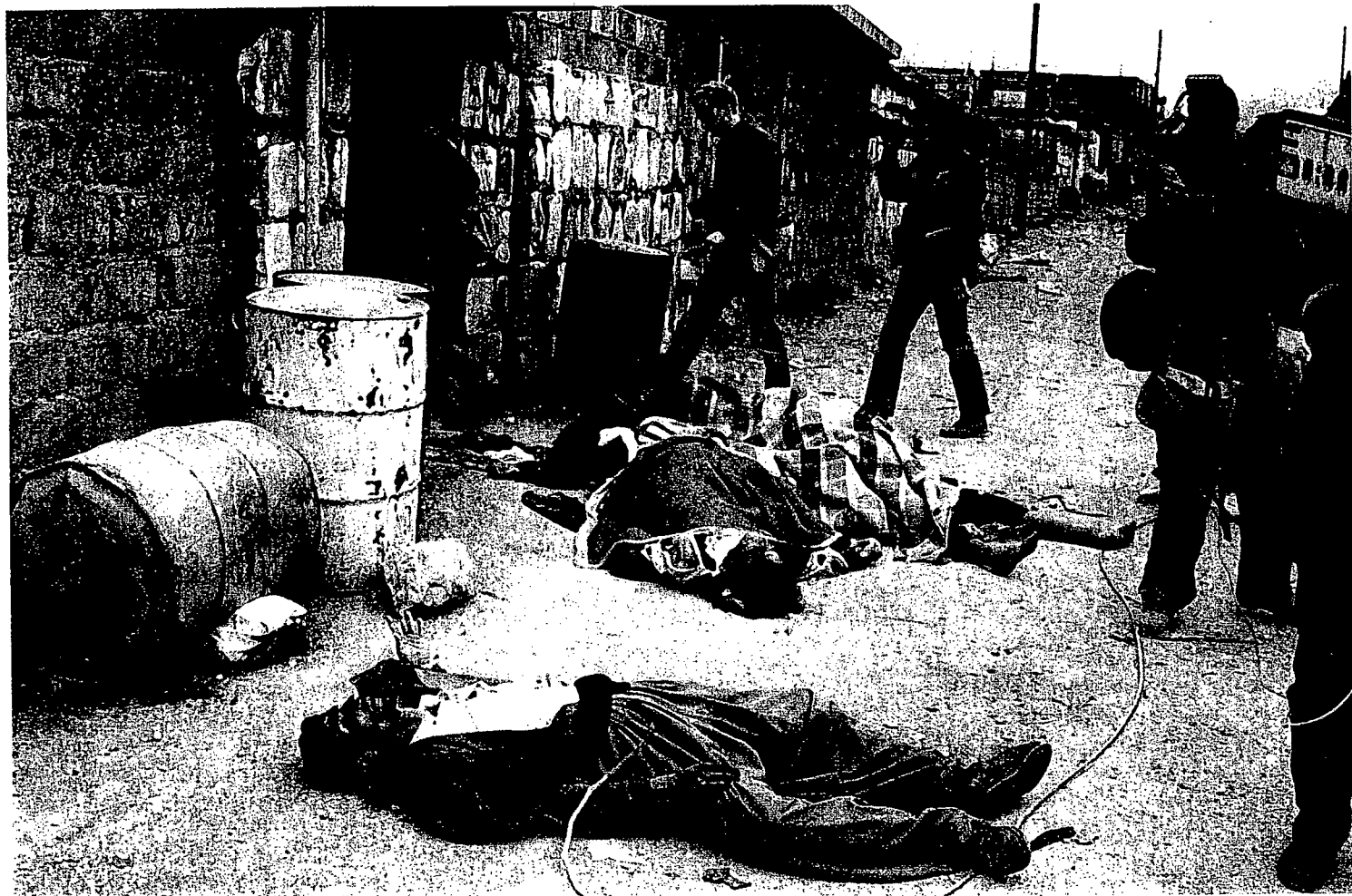


Hania fréquente les étudiants irakiens vivant à Londres, les réfugiés, les proches de personnes emprisonnées. Elle prend contact avec des journalistes en partance pour l'Irak, avec des opposants liés au régime par un membre de leur famille. Elle découvre l'efficacité des services secrets du Baas, très actifs en Europe et particulièrement dans la capitale britannique. Des hommes de l'ombre qui surveillent l'importante communauté de ressortissants irakiens, menaçant de représailles ceux qui sont trop bavards. Terrifiés, certains refusent de venir témoigner au siège de l'organisation de peur d'être suivis.

Elle évite de téléphoner en Irak. Elle supprime dans ses rapports toute référence à l'origine des sources pour protéger au plus haut degré le réseau qu'elle est en train de constituer. « Les informations que nous récoltions étaient si dramatiques, le nombre d'exécutions si élevé et les techniques de torture tellement dures, comparées aux pratiques recensées ailleurs, que nous développons un sens particulier de la mesure. Ce qu'on nous rapportait paraissait à ce point incroyable que j'avais en permanence des doutes sur ma capacité à déceler le vrai du faux. Au final, nous n'écrivions dans nos documents publics qu'une infime partie de ce que nous entendions. »

Quelques mois avant la fin de la guerre contre l'Iran, le gouvernement de Bagdad intensifie son offensive contre les guérillas kurdes. Prétextant l'infiltration de soldats iraniens dans la ville frontalière de Halabja, l'aviation irakienne déverse, le 16 mars 1988 au matin, des bombes chargées de gaz mortels. Ceux qui le peuvent fuient vers la frontière iranienne. De nombreux enfants meurent en chemin, abandonnés là où ils tombent. Téhéran exploite aussitôt l'événement, invite les médias occidentaux à se rendre sur place, moins de quarante-huit heures après les frappes. Les images feront le tour du monde. On parle de 4 000 morts, peut-être le double.

Le jour de l'attaque, Hania est à Londres. Elle rassemble le maximum d'informations, écrit dans la foulée une première note. Mais Amnesty hésite à condamner l'attaque. L'ONG craint de déroger à la règle de neutralité fixée par les organisations de défense des droits de l'homme en temps de guerre. La présence éventuelle de militaires iraniens dans Halabja pourrait être un argument en faveur des hommes forts de Bagdad. Les dénégations de Téhéran ne suffisent pas à faire bouger Amnesty International. Hania insiste, se bat, trouve de nouvelles sources, mais elle devra attendre près d'un mois avant que l'organisation condamne les bombardements de Halabja. « C'était très dur, souligne-t-elle. ...



*D'autant plus dur que l'on apprendra, quelques années plus tard, que ce n'était pas la première attaque chimique de cette envergure contre les populations kurdes. En avril 1987, les villages de la vallée de Balisan en avaient déjà été victimes. »*

#### LOIN DES REGARDS, DES QUESTIONS

Au mois d'août 1988, Hania Mufti s'envole pour Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc, pour recueillir des témoignages auprès des quelque 100 000 réfugiés kurdes irakiens qui ont franchi la frontière en l'espace de quelques jours, et qui s'entassent comme ils peuvent sous des tentes. Les rumeurs les plus folles circulent sur les atrocités commises par les soldats du régime baasiste. Hania arpente les camps, s'entretient avec des médecins turcs dans les hôpitaux de la région. Ils parlent peu. Elle comprend qu'il est trop tard, que les blessés et les victimes d'exactions qu'elle souhaite interroger ont été évacués, installés ailleurs, loin des regards. Elle ne trouvera plus personne, aucun témoin direct pour parler d'attaques au gaz, de sévices ou de tortures. « Les autorités d'Ankara avaient tout intérêt à minimiser

l'événement, explique-t-elle. Attirer l'attention sur le traitement des Kurdes irakiens, c'était prendre le risque de voir évoquer la situation des Kurdes de Turquie. » Les révélations et preuves concernant les atrocités commises par le régime de Bagdad viendront plus tard, quelques années après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, le 20 août 1988.

De retour à Londres, Hania fustige publiquement l'attitude des autorités turques. En septembre, Amnesty International demande au Conseil de sécurité de l'ONU de voter une résolution pour une intervention d'urgence en Irak. L'initiative n'aboutit pas. « C'était désespérant, dit-elle. Tous les ans, de 1985 à 1990, je suis venue déposer, devant la Commission des droits de l'homme à Genève, des rapports alarmants sur la situation irakienne. Tous les ans, j'attendais la signature d'une simple résolution condamnant les atrocités irakiennes. En vain. »

Le 2 août 1990, Saddam Hussein envahit le Koweït. Hania Mufti s'empresse de demander des visas, souhaite se rendre au Bahreïn et en

**Le 16 mars 1988, l'aviation de Bagdad bombarde la ville kurde irakienne de Halabja avec des armes chimiques. On dénombre plus de 5 000 morts et des milliers de blessés. ESLAMI RAD/GAMMA**

Arabie saoudite, pour s'entretenir avec des réfugiés koweïtiens. Riyad refuse dans un premier temps avant d'accepter la présence de cette militante sur son territoire. « J'ai toujours estimé qu'il est plus facile pour une femme de travailler sur la question des droits de l'homme au Moyen-Orient. Contrairement à nos collègues masculins, nous pouvons approcher des victimes féminines et notre présence paraît moins dangereuse que celle d'un homme. Sauf en Arabie saoudite, où tout est plus compliqué pour une femme. »

Hania doit porter le voile, évite de se trouver seule. Malgré les tracasseries des autorités et l'interdiction de pénétrer dans les bâtiments gouvernementaux, elle parvient à accumuler des témoignages faisant état d'abus systématiques commis par les militaires irakiens lors de l'invasion. A son retour à Londres, elle rédige un rapport de 80 pages, un document effrayant, relatant dans le détail les atrocités dont elle a eu connaissance :

arrestations arbitraires de militaires et de civils, exécutions d'adultes et d'enfants, disparitions, viols, tortures, castrations, clous plantés dans la paume des mains, utilisation de perceuses pour mutiler des corps, insertion de tessons de bouteille dans l'anus de prisonniers koweïtiens.

### UNE LITANIE D'HORREURS

Le document est prêt en décembre 1990, soit quelques jours à peine avant l'expiration de l'ultimatum formulé par l'ONU contre Bagdad. Au sein des instances d'Amnesty International, certains s'opposent à une publication immédiate. Cette longue liste d'atrocités aurait pu, à leurs yeux, donner des arguments supplémentaires aux partisans de la guerre contre Saddam Hussein. La tension est forte, les discussions animées, mais Hania Mufti finit par l'emporter. « On ne pouvait pas rester silencieux sur de tels agissements, explique-t-elle. De toute façon, la décision d'une intervention militaire était déjà prise. Et je ne crois pas un instant qu'un rapport suffise à déclencher une guerre ! »

Comme le rappelle le magazine *The Atlantic Monthly*, le travail de Hania Mufti n'a certes pas précipité la guerre, mais il est évoqué en direct sur la chaîne BBC par George Bush père. Interrogé en direct par le journaliste britannique David Frost, le président affirme avoir donné le document à sa femme, Barbara, qui, « après seulement deux pages », aurait déclaré être incapable « de poursuivre une telle lecture ».

Mais dans ce désormais fameux rapport s'était glissée une erreur, une information fautive, qui pèse encore aujourd'hui sur les épaules de son auteure. Dans la litanie d'horreurs recensées par Hania Mufti, il est écrit que des soldats irakiens auraient débranché et récupéré « près de 300 couveuses de nouveau-nés koweïtiens ». La nouvelle a un énorme retentissement. Elle est pourtant inexacte. Malgré un démenti rapide, la réputation de l'ONG, accusée de désinformation, est mise à mal. « J'ai clairement fait une erreur, admet Hania Mufti d'un ton toujours aussi calme. Il aurait fallu vérifier encore davantage cette information qui m'a été donnée par des hommes du Croissant-Rouge. »

Plus tard, lorsque les soldats irakiens quitteront le Koweït devant l'offensive terrestre déclenchée par Washington, Hania Mufti se rendra immédiatement sur place pour inspecter les hôpitaux et interroger le personnel médical. « J'ai eu la confirmation que de tels agissements avaient bien eu lieu, mais dans une proportion limitée, sept à huit cas individuels. »

A croire que cet épisode est venu renforcer encore un peu plus Hania Mufti dans ses ...

## LETTRE D'UN ANCIEN PRISONNIER DE GUERRE IRAKIEN AUX AUTORITÉS

En 1990, un soldat recherche sa famille et s'adresse aux responsables de Bagdad, qui lui répondent. Ces lettres ont été publiées dans *Génocide en Irak* (2003).

### Une requête

*Au nom de Dieu, le miséricordieux,  
le compatissant*

*Au vénérable chef et dirigeant, à l'honorable Saddam Hussein, président de la République (que Dieu le protège) et chef de l'honorable Conseil de commandement révolutionnaire, Camarade de combat, je vous salue. Et je me présente à vous comme citoyen dévoué.*

*Je vous supplie, au nom de la justice du parti Baas, d'entendre mon cas, qui m'a, jour et nuit, privé de sommeil. Car j'ai perdu tout espoir, et lorsque je n'ai plus eu personne vers qui me tourner, je suis venu vous exposer mon problème, qui pourrait vous intéresser.*

*Monsieur,*

*Je, soussigné Assi Moustafa Ahmad, ancien prisonnier de guerre libéré le 24 août 1990, suis un soldat de réserve, né en 1955. J'ai participé à la glorieuse bataille de Qadissiya de Saddam, dans le secteur d'Al-Shoush, et ai été fait prisonnier le 27 mars 1982. Je suis resté prisonnier jusqu'au jour où la décision d'échanger les prisonniers de guerre a été adoptée. Puis je suis rentré chez moi, j'ai embrassé le sol de ma terre patrie bien-aimée, et je me suis agenouillé devant le portrait de notre chef victorieux et président Saddam Hussein. Dans mon cœur, j'éprouvais une profonde aspiration à retourner dans ma famille. Elle serait enchantée de me revoir, je serais enchanté de la revoir, et nous serions tous envahis par une joie irrésistible que personne ne pourrait décrire.*

*J'ai toutefois trouvé une maison complètement vide. Ma femme et mes enfants n'y étaient pas. Quelle catastrophe! Quelle horreur! On m'a dit que toute la famille était tombée entre les mains des forces conduisant l'opération d'Anfal dans la région du Nord, dirigée par le camarade Ali Hassan Al-Madjid. Je ne connais rien de leur sort. Il s'agit de :*

- 1. Ma femme Azimah Ali Ahmad, née en 1955;*
- 2. Ma fille, Jarou Assi Moustafa, née en 1979;*
- 3. Mon fils Faraydoun Assi Moustafa, né en 1981;*
- 4. Mon fils Rukhoush Assi Moustafa, né en 1982.*

*A travers cette requête, je m'en remets à vous en espérant que vous prendrez pitié de moi*

*et que vous m'informerez de leur sort. Que Dieu vous offre le succès et vous protège. Avec tous mes remerciements et tout mon respect.*

*[signature]*

*Assi Moustafa Ahmad,  
Ancien prisonnier de guerre,  
Soldat de réserve,  
Sans domicile ni refuge à Soulaïmaniya  
Chamchamal, quartier de Bekas,  
Mosquée d'Hadji Ibrahim. 4 octobre 1990.*

### La réponse

*Au nom de Dieu, le miséricordieux,  
le compatissant*

*République d'Irak  
Bureau de la présidence  
Dossier numéro : Sh Ayn/B/4/16565  
M. Assi Moustafa Ahmad  
Gouvernorat de Soulaïmaniya  
District de Chamchamal, quartier de Bekas,  
Mosquée d'Hadji Ibrahim  
En réponse à votre pétition en date  
du 4 octobre 1990.  
Votre femme et vos enfants ont disparu  
pendant les opérations de la campagne  
d'Anfal qui se sont déroulées dans la région  
du Nord en 1988.*

*Votre serviteur,*

*[signature]*

*Saadoun Ilwan Muslih,  
Chef du bureau de la présidence.*

Pour en savoir plus :  
– *Génocide en Irak*, éd. Karthala et Institut kurde de Paris, préface de Pierre Vidal-Naquet (2003, 405 p., 26,60 €).  
– *Le Livre noir de Saddam Hussein*, sous la direction de Chris Kutschera, et préfacé par Bernard Kouchner, chez Oh! Editions (2005, 701 p., 29,90 €).  
– *La Question irakienne*, de Pierre-Jean Luizard (Fayard, 2004, 476 p., 22 €).  
– *L'Orient arabe à l'heure américaine : de la guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, de Henry Laurens (Armand Colin, 2004, 302 p., 20 €).

Sites Internet :

– Amnesty International : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)  
– Human Rights Watch : [www.hrw.org](http://www.hrw.org)





## RAÏS AU BANC DES ACCUSÉS

Saddam Hussein et sept de ses lieutenants devaient – à moins d'un report de dernière minute – être jugés à partir du 19 octobre pour le meurtre, en 1982, de plus de 143 villageois chiites de Doujaïl, au nord de Bagdad. Le porte-parole du Tribunal spécial irakien (TSI) a estimé possible le renvoi du procès après la comparution des accusés. Il a indiqué que les enquêtes de douze autres dossiers se poursuivaient et que certains d'entre eux, tel celui de la campagne de l'Anfal, seraient bouclés rapidement. Les accusés risquent la peine de mort, rétablie en Irak le 30 juin 2004. Mis en place sous le contrôle de l'administration américaine, le TSI est contesté par d'éminents juristes et plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont Human Rights Watch.

choix, dans son engagement auprès des victimes. « Je crois que mon travail consiste à traquer les erreurs, à vérifier sans cesse les témoignages, les récits de chacun. Bien sûr, j'ai de l'empathie pour les victimes, mais il faut toujours être en mesure de garder une certaine distance. » A-t-on besoin d'une aide psychologique pour exercer un tel sacerdoce ? Elle sourit légèrement. « Nous n'avons même pas les moyens d'envoyer des bénévoles sur le terrain ! »

L'année 1991 est amère, difficile. George Bush père décide de ne pas pousser ses

troupes jusqu'à Bagdad, permettant à Saddam Hussein de se maintenir au pouvoir. La révolte des chiïtes, au sud, est matée dans le sang ; celle des Kurdes, au nord, est impitoyablement réprimée. « J'avais l'impression que les crises en Irak n'allaient jamais finir », se souvient-elle. Elle repart pour l'Irak, visiter une nouvelle fois les camps de réfugiés. Avec son équipe, elle enregistre une centaine de témoignages par jour. Les récits se suivent et se ressemblent, dans une effrayante monotonie : « Meurtres, tortures, exécutions et disparitions, toutes ces choses habituelles qui se produisent en Irak. »

Mai 1992. Hania Mufti profite de la relative autonomie de la région kurde d'Irak pour se rendre sur place. Elle est seule. Pour la première fois, elle parcourt cette partie du territoire irakien dont elle a tellement entendu parler. Elle découvre un peuple en liesse, ravi d'avoir vu déguerpir les soldats de Saddam. Elle rencontre des opposants kurdes, visite les bâtiments qu'occupaient, il y a peu encore, les agents du régime baasiste.

Dans les couloirs, on lui montre des sacs bourrés de documents, de rapports, des fiches par milliers, rédigées dans un pur style bureaucratique, précis, froid, détaillé. « J'avais sous les yeux des indications sur chaque ville, chaque quartier, chaque rue. Chaque maison était décrite avec le nom, l'âge et la profession des occupants, leur lien éventuel avec des personnes emprisonnées. C'était comme une séquence de film où

Lors de son inculpation le 1<sup>er</sup> juillet 2004, par le Tribunal spécial irakien, l'ex-dictateur est interrogé sur le village gazé Halabja : « J'en ai entendu parler par les médias, mais je ne suis pas au courant. »

AP/SIPA PRESS

L'on voit d'abord la Terre avant de plonger, par un effet de zoom, dans l'appartement de quelqu'un. » Elle photocopie certaines pages, lit avec attention les notes où sont décrites, jour après jour, les opérations meurtrières de 1988, cette campagne baptisée « Anfal » par Bagdad qui signifie « butin », « dépouilles de l'ennemi » qu'il faut, selon une sourate du Coran, « exterminer jusqu'au dernier ».

A la même époque, une équipe d'enquêteurs de Human Rights Watch, également présente au Kurdistan irakien, parvient à acheminer jusqu'aux Etats-Unis quelque 14 tonnes de documents émanant de la bureaucratie baasiste. Les textes seront traduits, classés et interprétés pour être rapidement publiés, en 1993, dans un ouvrage collectif intitulé *Génocide en Irak*. Un ouvrage de référence qui permet de faire le récit de ce qui s'est passé dans cette région peu avant la fin de la guerre d'Irak : « Arrosage de villes et de villages au gaz, massacre des hommes, des femmes et des enfants, camps de concentration, prisons, exécutions de masse, tortures diverses. » Quelque 182 000 personnes y trouvèrent la mort, selon les autorités kurdes. Environ une centaine de milliers, selon les estimations de HRW et d'Amnesty International.

De 1992 à 1995, Hania poursuit ses missions au nord de l'Irak. Elle rédige un nouveau rapport, consacré aux sévices et violences perpétrés par les différents groupes kurdes entre eux. Elle obtient aussi des renseignements sur les atrocités commises contre les chiïtes et les habitants de la région dite des marais, ce territoire marécageux adossé à la République islamique d'Irak que Saddam a asséché afin d'empêcher les opposants de s'y réfugier.

Elle s'épuise dans cette quête contre l'oubli. Elle est lasse de voir le dictateur de Bagdad toujours en place dans l'indifférence générale. Excédée de ne pas voir aboutir la création d'un procès d'envergure internationale contre les responsables irakiens. Exaspérée par les partis kurdes qui se divisent. En 1997, elle décide d'arrêter, quitte Amnesty International. Une coupure, une envie de changement. Elle s'inscrit à l'université, suit des cours de civilisation française. Elle se repose.

Pas longtemps. En 2000, Human Rights Watch prend contact avec elle, lui propose de remettre le pied à l'étrier. Elle accepte sans trop hésiter, devient chef du bureau irakien. « Bureau, c'est beaucoup dire, tient-elle à préciser. Je suis la seule à occuper ce poste ! » La voilà qui

chemine à nouveau sur les chemins de Syrie et de Jordanie, à la rencontre d'opposants à Saddam. Avec Peter Bouckaert, enquêteur expérimenté de HRW et spécialiste du Proche-Orient, elle sillonne durant trois semaines le nord de l'Irak où se poursuit, dans la région de Kirkouk, l'expulsion des populations non arabes: Kurdes, Turcomans et Assyriens chrétiens. Ils accumulent les témoignages et les preuves.

Début 2003, la guerre menace. Londres et Washington fourbissent leurs armes. Hania Mufti est en Syrie, à la pointe nord-est du pays, à Qamishli, tout près de la frontière. Une nuit de février, elle monte sur une barge et traverse le Tigre pour atteindre la rive irakienne. Elle passera les semaines suivantes dans les régions du nord jusqu'à la chute de Bagdad, le 9 avril. Quand on lui demande ce qu'elle pensait des manifestations contre la guerre qui se multipliaient alors dans les capitales européennes, Hania ne répond pas, trop attachée à préserver sa neutralité, « posture indispensable dans ce genre de travail ». Elle se retranche derrière les mots, les phrases des Irakiens qu'elle a entendus, sur place: « Ils ne comprenaient pas pourquoi les gens descendaient dans les rues. "Savent-ils au moins qui est Saddam?", me

demandaient-ils. Qu'ils viennent ici, ils sauront pourquoi il faut s'en débarrasser par tous les moyens! »

Le dernier week-end d'avril 2003, Hania Mufti foule pour la première fois le sol de Bagdad. « Je n'ai vu que la version détruite de la ville, se souvient-elle. Il flottait pourtant dans l'air un sentiment d'accélération de l'histoire, une impression incroyable de liberté. Mais très vite, après seulement deux ou trois jours, la situation a changé. »

### SPECTATRICE DU PROCÈS

Son travail sur l'Irak n'est pas terminé. Comme elle le répète, elle s'apprête à suivre de près, avec HRW, l'évolution du procès de Saddam qui devait s'ouvrir – sauf report de dernière minute – le 19 octobre. Un procès qui, selon elle, « doit avoir lieu malgré tout, malgré la précipitation des autorités irakiennes et des représentants américains. Malgré cette cour qui ne semble pas en mesure de rendre une justice équitable ». Pourquoi, alors? « Parce que j'ai bien peur que pour beaucoup de victimes de la dictature, ce procès soit la seule forme de jugement qui leur sera jamais offerte. »

Hania consacre désormais une grande partie de son temps à recenser les violations des droits de l'homme perpétrées par les troupes d'occupation. Elle n'évoquera que du bout des lèvres la présence militaire américaine. Elle préfère énumérer les violences, les nouveaux cas de tortures, notamment les sévices infligés aux prisonniers sunnites. Elle veut rester d'abord cette porte-parole de la souffrance irakienne. Surtout ne pas sortir du cadre qu'elle s'est fixé voilà plus de vingt ans.

Quand elle a découvert, sur l'Internet, les photos des tortures infligées par les soldats américains aux détenus de la prison d'Abou Ghraib, elle est restée abasourdie: « Je croyais avoir tout vu, tout entendu, les pires formes de supplice, les récits des rescapés, des centaines d'examins médicaux, et pourtant j'ai éprouvé un terrible malaise... J'ai mis du temps à comprendre que cela me rappelait les méthodes de torture des services de Saddam. Ils étaient passés maîtres dans les techniques d'humiliation. Ils savaient qu'il n'y a rien de plus efficace que d'abaisser la dignité des hommes pour briser leur âme. »

Elle hésite un temps, et lâche: « Lorsqu'une réalité politique change dans un pays, cela ne signifie pas forcément un progrès pour les droits de l'homme. »

TIME  
OCTOBER 24, 2005

## SPEED READ

### SADDAM'S TRIAL

## Called to Account

This week, Saddam Hussein is expected to have his day in court. The former Iraqi dictator's trial will draw a sharp line between Iraq's past and its future. But don't expect it to look like *Law & Order* transplanted to Baghdad. A primer on the court, its task and the possible outcomes.

#### What are the charges?

Premeditated murder, torture and forced expulsion, as well as possible others, linked to the 1982 al-Dujail Affair, in which men from the town of Dujail tried to kill Saddam as his convoy passed through town. The regime retaliated, torturing and killing 143 townspeople, and destroying the orchards that were the town's source of income.

#### What will happen in court?

Saddam will sit behind bullet-proof glass, before a three-judge tribunal. There will be no jury. Instead of the adversarial model of British

and U.S. courts, expect to see the inquisitorial system of France and Egypt. A team of investigative judges gathers facts, levies charges and refers them to the three-judge tribunal, which will call and quiz witnesses. Saddam's lawyers can suggest names, but they can't call their own witnesses.

#### Can he get a fair trial?

Not at the moment, say Saddam's lawyers. They're already claiming the tribunal didn't hand over its case file of 2 million documents until Sept. 25. With less than the full 45 days the law allows to mount a defense, Saddam's

team will likely move for an immediate dismissal. If that fails, they'll argue for a delay. If that doesn't work, expect them—rightly—to play the “unfair” card.

#### What if he's convicted?

There will be an appeal, but it's expected to fail. The evidence against the former dictator seems strong, and possibly includes his personal sign-off on a list of the 143 from Dujail who were executed. If found guilty, he would be hanged within 30 days of his final appeal, in line with Iraqi law. —By Elaine Shannon and Christopher Albritton



IRAQI SPECIAL TRIBUNAL/REUTERS

# Blair condemns Iran on terrorism and Israel

By Alan Cowell

**LONDON:** Using unusually strong language that verged on the bellicose, Prime Minister Tony Blair of Britain told Iran on Thursday that its attitudes toward Israel, terrorism and nuclear weapons were "totally unacceptable."

His remarks, linking the three issues, seemed certain to heighten the already sharp tensions between Iran and Western countries, including Britain and the United States, over Tehran's disputed nuclear programs.

Blair was speaking at a press conference after an informal European Union summit meeting at Hampton Court, just west of London.

He was responding to a question about his likely practical response to remarks on Wednesday by President Mahmoud Ahmadinejad of Iran, who called in a speech for Israel to be "wiped off the map."

While the 25 European leaders in a separate statement had merely expressed concern about Iran's "future intentions," Blair went much further, linking Iran's attitude to Israel with its policies on terrorism and nuclear power.

"I have never come across a situation of the president of a country saying they want to wipe out another country," Blair said.

"Their attitude toward Israel, terrorism, their attitude on the nuclear weapons issues is not acceptable.

"If they continue down this path then people are going to believe that they are a real threat to our world security and stability."

In the past, he said, people had asked him for assurances that Britain was not contemplating action against Iran.

"If they carry on like this, the question that people are going to be asking is: When are you going to do something about this? Can you imagine a state like that with an attitude like that having a nuclear weapon?" he said.

The argument recalled American preoccupations before the Iraq invasion with the notion of Saddam Hussein acquiring weapons of mass destruction. But Blair did not specify what he planned to do.

Britain is one of three European countries along with France and Germany negotiating with Iran over its con-

tentious nuclear program. Iran says it wants to use nuclear power solely for civilian energy purposes. But the United States and its allies accuse Iran of seeking nuclear weapons.

The New York Times

## ■ Iran warns of mass protests

The Iranian foreign minister responded Thursday to international criticism over comments by his president that Israel should be destroyed by vowing that massive demonstrations will illustrate the anger of the Islamic world over the existence of the Jewish state, The Associated Press reported from Tehran.

Manouchehr Mottaki said that anger would be expressed Friday during massive demonstrations that will be staged in Tehran and other parts of the country to mark annual Al-Quds Day, when Iranians protest Israel's control over Jerusalem.

"The world will see the anger of the Islamic world against this regime," state-run television quoted him as telling ambassadors from Islamic countries.

He added that the "Zionist regime is illegitimate. The international community is concerned about the existence of nuclear warheads held by this regime."

Israel called Thursday for Iran's expulsion from the United Nations because of Ahmadinejad's remarks, but the United States declined to support that position. "Iran is a member of the United Nations," a State Department spokesman, Sean McCormack, said. "What I think we would encourage instead is Iran to start behaving in a responsible manner as a member of the international community."

In 1979, the Ayatollah Khomeini declared the last Friday of the Muslim holy month of Ramadan as an international day of struggle against Israel and for the liberation of Jerusalem.

The Iranian government organizes a central demonstration every year in Tehran, while other rallies demanding the destruction of Israel are also held around the world.

Herald Tribune October 28, 2005



Children at an anti-Israel march in Tehran yesterday Photograph: Vahid Salemi/AP

## Attentat antichiite en Irak

### MOYEN-ORIENT

Vingt-cinq chiites ont été tués dans un attentat perpétré samedi près de Baqubah.

LE VILLAGE chiite irakien de Houaïder, près de Baqubah, devait convoier hier les 25 victimes de l'attentat de samedi vers la ville sainte de Nadjaf, où les chiites ont l'habitude d'enterrer leurs morts. Les explosifs, reliés à deux bon-

nes de gaz, étaient dissimulés sous des lots de dattes dans une voiture utilitaire, garée sur la place du marché.

Cet attentat contre la communauté majoritaire, fermement condamné par deux formations sunnites, le Comité des oulémas et le Parti islamique, ensanglante le début de la campagne électorale des législatives du 15 décembre, prochaine étape de la transition politique dans le pays. Cinq coalitions

constituent de grands blocs, en majorité sur des bases confessionnelles ou ethniques. Les Arabes sunnites, grands perdants des élections de janvier qu'ils ont boycottées, participent cette fois avec un bloc autour du Parti islamique irakien.

Les violences ont continué hier, avec l'assassinat à Bagdad d'un conseiller du gouvernement, Ghaleb Abdel Mehdi, frère du vice-président chiite Adel Abdel

Mehdi.

Le président irakien Jalal Talabani a pour sa part fait un geste en demandant que l'on sorte de prison le demi-frère de Saddam Hussein, Barzan al-Tikriti, pour soigner son cancer.

Sur le front diplomatique, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a appelé à une entente entre les Irakiens et les Etats-Unis sur un calendrier de retrait des troupes étrangères « le plus tôt possible ».

P. P. (avec AFP)

LE FIGARO 31 octobre 2005

# Iraq's main Shiite parties agree to run together as electoral bloc

By Edward Wong

**BAGHDAD:** The country's main Shiite religious parties agreed Thursday to run together as a coalition in the upcoming elections, virtually ensuring that the parties will remain a formidable force in the new government.

The move also means that the vote will largely take place along ethnic and sectarian lines, as it did in last January's elections for a transitional Parliament.

For much of the last week, the Shiite parties had been squabbling, and secular politicians, including Ayad Allawi, the American-backed former prime minister, had been hoping the alliance would fracture.

Such a break could result in more votes for the moderates. One prominent politician, Ahmad Chalabi, a deputy prime minister and onetime Pentagon darling, is almost certain to leave the Shiite alliance, but his departure would not cost the alliance many votes since he has considerably less popular support than the main religious groups.

Parties intending to take part in the elections must present a list of candidates to the Iraqi electoral commission by Friday.

The agreement by the Shiite parties, which ran together in the January elections with the blessing of Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the country's most revered Shiite cleric, came a day after three conservative Arab groups announced they would run together.

Now, it is apparent that the election will be most hotly contested along the religious versus secular divide, and the Sunni versus Shiite split: The largest vote-getters among Arabs will be the major Sunni or Shiite religious blocs on either extreme, or the large secular bloc in the middle being cobbled together by Allawi, a tough-talking former Baath Party official and operative for the Central Intelligence Agency.

Kurdish voters in Baghdad and the north are expected to support a Kurdish bloc, as they did in the last elections. Sectarian tensions flared on Thursday as Shiite militiamen and the police clashed with Sunni Arab kidnappers in an area southeast of Baghdad, leaving at least 21 dead and 17 wounded, said a Shiite leader and an Interior Ministry official.

The fighting began when members of the Mahdi Army, a thousands-strong militia led by Moktada al-Sadr, the re-

bellious Shiite cleric, raided an area called Nehrawan to free a hostage taken by insurgents, said the Shiite leader, Sheik Abdul-Zahra al-Suweidi, a senior Sadr official. Police officers also joined the militia in the attack, he added.

"The terrorists seemed ready when the force reached the area, and they began to shoot heavily at the men," Suweidi said. "When the clashes reached their climax, police reinforcements arrived on the scene."

At least eight of those killed were from the Mahdi Army, the sheik said.

Members of the Mahdi Army recently fought the British military in the southern oil city of Basra and were responsible for the abduction on Oct. 19 of Rory Carroll, an Irish reporter for The Guardian. Carroll was later released with the help of Chalabi, the deputy prime minister.

The American military said that three American soldiers were killed and four wounded in two separate roadside bomb attacks on Wednesday. One attack took place in Baghdad and the other in Ashraf, north of the capital. At least 2,006 American troops have died in the war.

The New York Times

October 28, 2005

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

## La Constitution, un pas décisif

**E**n adoptant leur nouvelle Constitution, les Irakiens ont franchi une étape historique dans la construction d'un Etat démocratique. C'est en effet la première fois dans la longue histoire de notre pays qu'un texte fondamental, rédigé par des élus représentants toutes les diversités du peuple irakien, est adopté. Cette Constitution est le fruit d'un long et difficile travail de concertation et de dialogue entre les différentes composantes irakiennes; dans le souci de satisfaire les préoccupations du plus grand nombre sans marginaliser qui que ce soit.

Il y a des gens qui craignent que le système fédéral ne divise le pays. Je ne le crois pas. Au contraire, il va renforcer l'unité et renouveler l'idée nationale sur de nouveaux critères d'entente et de respect, dans le souci d'une participation nouvelle de tous au futur du pays. La rédaction et l'adoption d'une Constitution d'une manière démocratique ont été en Irak des expériences nouvelles ouvrant les portes du dialogue entre les diverses forces politiques et compo-

santes sociales du pays. Ça n'était jamais arrivé. Et c'est une expérience - il faut le souligner - unique dans la région, où la plupart des pays sont gouvernés dans l'oppression par des régimes autoritaires.

**L**a question qui se pose aujourd'hui est simple : la Constitution va-t-elle aider l'Irak à retrouver la stabilité et la sécurité ? Avant de répondre, il faut tout d'abord souligner l'importance de la participation (63 % et 78,59 % de oui). C'est une manière courageuse de rejeter la violence et de montrer sa préférence pour le processus démocratique. C'est un message fort qui va isoler les terroristes qui prétendent agir au nom d'une résistance populaire alors qu'ils mènent en fait une guerre contre la construction d'un Irak démocratique, pluraliste et souverain. Ce ne sont que des groupes isolés, uniquement capables de semer la mort et la terreur pour tenter d'imposer leur volonté macabre avec un objectif : rétablir un système dictatorial dans le pays. Ces gens sont les

mêmes qui ont commis les pires atrocités du temps de Saddam et ont rempli les fosses communes des milliers de cadavres retrouvés jusqu'à ce jour.

Par  
**Mowafak Abboud \***



« La question qui se pose aujourd'hui est simple : la Constitution va-t-elle aider l'Irak à retrouver la stabilité et la sécurité ? »

Pire, ces terroristes tentent, sous couvert de « résistance », de « voler » littéralement aux sunnites arabes leur arbitrage, alors que la

plupart des sunnites justement rejettent leurs crimes aveugles et participent et au gouvernement et au processus politique actuel.

**L**es modifications de dernière minute apportées à la Constitution vont permettre à tous ceux qui s'opposent à la violence de participer au scrutin du 15 décembre prochain. L'Assemblée qui en découlera sera donc ultra-représentative et à même de proposer une nouvelle fois des amendements susceptibles de satisfaire aux mieux les différents partis.

Le succès de cette expérience démocratique est une victoire pour tous ceux qui respectent le principe de démocratie et de liberté. Le courage que les Irakiens ont montré mérite l'appui et le soutien de la communauté internationale. Il s'agit de protéger ce processus constitutionnel, d'aider à la reconstruction des institutions démocratiques et de permettre la relance de l'économie, nécessaire au bien-être du peuple irakien.

\* Ambassadeur d'Irak en France.

LE FIGARO lundi 31 octobre 2005

# Sécuriser l'Irak, encourager la démocratie

L'article qui fait les gros titres du *Figaro* du 26 octobre sur l'insécurité qui s'aggrave à Bagdad est du très bon journalisme. Des reportages de ce type ont déjà été publiés par les presses britannique et française. Nous ne sommes pas dupes – la sécurité en Irak est toujours gravement en danger. En Grande-Bretagne, nous ne le savons que trop puisque nos soldats, comme la population irakienne, continuent à affronter quotidiennement la menace terroriste, parfois au prix du sacrifice suprême. Pour réussir, il nous faut prendre la mesure du problème avec honnêteté, et construire ensemble la capacité irakienne nécessaire pour le résoudre. Comme les dirigeants irakiens en sont conscients, les progrès de la démocratie seront limités tant que la situation sera aussi difficile.

Mais l'inverse est vrai aussi : la gestion de la sécurité ne fera de progrès que lorsque le pays pourra prendre les mesures nécessaires pour s'affirmer en démocratie souveraine, avec un gouvernement véritablement représentatif. C'est l'objectif exprès de la Grande-Bretagne, de l'Union européenne et de l'ensemble de la coalition.

Deux événements récents me confortent dans l'idée que nous avançons dans cette direction. Premier vrai progrès, le vote des Irakiens au référendum sur une Constitution qui doit leur assurer un avenir démocratique, stable et prospère. Ils l'ont adoptée à une majorité écrasante – 78 % contre 22 % – avec 10 millions de votants, soit une participation supérieure à 61 % des inscrits que bien des démocraties occidentales pourraient leur envier. Ils ont ainsi prouvé leur volonté de poursuivre le processus politique, et les Nations unies et l'Union européenne les en ont félicités. La participation des sunnites est encourageante elle aussi : beaucoup ont voté non, mais ont voté

quand même, à la différence du premier scrutin organisé il y a quelques mois.

Nous devons tout faire maintenant pour assurer le succès des élections législatives définitives du 15 décembre et pour que se forme un gouvernement démocratiquement élu de la tendance que les Irakiens eux-mêmes auront voulue.

Par  
sir John Holmes \*



« La forte participation a prouvé que les Irakiens croient au processus politique »

J'insiste sur ce point : je suis frappé par le nombre de ceux qui se disent convaincus que la coalition manipule la politique irakienne d'une façon ou d'une autre, et la seconde d'après, lui reprochent de ne pas savoir empêcher la création de formations politiques confessionnelles. C'est aux Irakiens de dessiner leur avenir.

Nous savons que nous devons pousser au développement d'un processus politique dans lequel tous les Irakiens, y compris toutes les familles de la communauté sunnite, se sentent inclus. Dans ce domaine, la France a joué un rôle de premier plan. Nous nous sommes efforcés d'encourager les Kurdes et les chiites à prendre en compte les préoccupations des sunnites. Nos partenaires et nous continuons à faire valoir qu'il n'y a

d'avenir pour l'Irak que dans l'unité et l'union. Deuxième progrès encourageant, le début d'un dialogue Europe-Irak plus déterminé et plus nourri. La semaine dernière, une délégation de haut niveau de la « troïka » européenne est allée à Bagdad pour entamer ce nouveau « dialogue politique ». Les discussions ont porté sur l'évolution de la situation politique, les relations avec les pays voisins, la coopération avec l'Union européenne aujourd'hui et demain, les droits de l'homme et la bonne gouvernance. Les représentants de l'Union en ont retiré un sentiment d'optimisme déterminé sur tous les plans, malgré les problèmes de sécurité. Ils se sont engagés à ouvrir un bureau de la Commission à Bagdad au début de l'année prochaine et à envoyer des observateurs aux élections, si la sécurité le permet. Le programme européen Justlex, qui forme des personnels judiciaires, policiers et pénitentiaires, a des effets tangibles et l'Union participe à la reconstruction à hauteur de 200 millions d'euros par an. Avec le temps, elle deviendra le premier partenaire commercial de l'Irak. Elle a proposé une assistance technique pour les élections de décembre et des conseils sur les divers problèmes constitutionnels difficiles qui risquent de se poser – là-dessus, elle est rodée !

J'admets que nous devons également faire mieux pour sécuriser les lieux, et faire reculer la peur et les manœuvres d'intimidation. Les insurgés s'en prennent de plus en plus aux infrastructures, aux civils et aux forces de l'ordre qui œuvrent à la reconstruction. Leurs offensives vont à l'encontre des vœux de la majorité, qui n'aspire qu'à la paix, à la stabilité et à la reconstruction. Nous continuons de soutenir les forces de l'ordre irakiennes – 185 000 hommes dûment instruits et équipés. Tony Blair a bien fait savoir que nous irions jusqu'au bout, tant que notre présence se-

rait nécessaire, mais pas un jour de plus. Dans le cadre de ce processus, l'Irak a mis en place un comité de transfert des compétences en matière de sécurité, qui rend avis sur les conditions à réunir avant que les forces de l'ordre irakiennes puissent prendre le relais.

Par ailleurs, nous focalisons sur tout notre action sur la reconstruction. L'état pitoyable des infrastructures dans lequel Saddam Hussein a laissé le pays, les problèmes de sécurité et les opérations de sabotage en ont fait une entreprise autrement plus difficile que nous ne l'avions envisagé. Les choses avancent cependant. Les dépenses de santé sont 30 fois supérieures à ce qu'elles étaient avant la guerre. 3 095 écoles ont été remises en état, et 70 millions de nouveaux manuels scolaires ont été distribués. Le PIB en termes constants a augmenté de 60,2 %, de 2003 à 2004. Un nouveau taux de change, stable, régit désormais la monnaie. En novembre 2004, le Club de Paris a annulé 80 % de la dette accumulée sous l'ancien régime. Les magasins sont pleins. Dans certaines régions, nous devons encore agir en priorité sur des services élémentaires comme l'adduction d'eau et le raccordement à l'électricité, mais nous avançons. L'Irak reste pour nous un gros chantier. La volonté du peuple irakien de reprendre son destin en main – comme elle s'est manifestée de manière éclatante à l'occasion du référendum et des élections de janvier – me donne vraiment à espérer que les vœux de la majorité l'emporteront sur les visées des terroristes obscurantistes, qui ne savent que saper la démocratie et fomenter la guerre civile. La communauté internationale que nous incarnons doit continuer à lui accorder son soutien.

\* Ambassadeur de Grande-Bretagne en France.

POINT DE VUE

# La honte silencieuse des Turcs

par Orhan Pamuk

**L'ÉCRIVAIN TURC** Orhan Pamuk a reçu, dimanche 23 octobre, le **Friedenspreis 2005 (Prix de la paix)** de l'Union des libraires allemands à la Foire du livre de Francfort (Allemagne). Nous publions de larges extraits de son discours.

Au XI<sup>e</sup> siècle, l'Empire ottoman, qui commence à se sentir distancé par un Occident toujours plus dynamique, accumule les défaites face aux armées européennes et voit sa puissance lentement s'étioler. C'est alors qu'émerge un groupe d'hommes qui prennent le nom de Jeunes-Turcs. Comme les élites des générations suivantes, y compris les derniers sultans ottomans, ils s'émerveillent de la supériorité de l'Occident et s'en inspirent pour lancer leur programme de réformes. La même logique est au cœur de la République turque moderne et de l'occidentalisation voulue par Mustapha Kemal Atatürk.

Or cette logique repose sur l'idée que la Turquie doit sa faiblesse et sa pauvreté à ses traditions, à sa culture ancestrale et aux différentes façons dont elle a organisé socialement la religion. Issu d'une famille occidentalisée de la classe moyenne stambouliote, je dois admettre qu'il m'arrive à moi aussi de céder à cette idée, certes bien intentionnée, mais réductrice et même simpliste. Les partisans de l'occidentalisation rêvent de transformer et d'enrichir le pays et sa culture en imitant l'Ouest. Leur objectif fondamental étant de rendre la Turquie plus riche, plus heureuse et plus puissante, ils peuvent verser dans la xénophobie et même dans un nationalisme virulent. Ni les Jeunes-Turcs ni les occidentalistes fondateurs de la République turque n'ont échappé à ces travers.

Leur penchant pour l'Occident les incite parallèlement à rester très critiques à l'égard de certains traits essentiels du pays et de sa culture.

Même si l'esprit et le style diffèrent, ils ont tendance, comme les observateurs occidentaux, à considérer que leur culture est déficiente, voire sans intérêt. Tout cela fait naître un sentiment profond et confus : la honte. C'est ce même sentiment qui, je crois, transparait dans certaines des réactions que suscitent mes romans ainsi que l'image que l'on se fait de mes propres rapports avec l'Occident. En Turquie, quand nous évoquons la dichotomie Orient Occident, quand nous débattons

des tensions entre tradition et modernité (car c'est bien de cela qu'il s'agit), quand nous ergotons sur les relations de notre pays avec l'Europe, le sentiment de honte n'est jamais bien loin. Pour comprendre cette honte, je m'efforce toujours de faire le lien avec son opposé, l'orgueil. Or nous savons tous que, quand l'orgueil est excessif, quand les hommes agissent avec trop d'orgueil, il n'y a jamais qu'un pas vers la honte et l'humiliation de l'autre. Et chaque fois qu'un homme ressent une profonde humiliation, l'orgueil nationaliste ne tarde jamais à faire surface. Telle est la sombre matière première de mes romans : honte, orgueil, colère, sentiment d'échec. Parce que j'appartiens à une nation qui frappe à la porte de l'Europe, je ne sais que trop que ces sentiments instables peuvent s'enflammer subitement et se propager sans entraves. Voilà pourquoi je m'efforce ici d'évoquer cette honte, ce secret que l'on murmure, comme je l'ai lu dans les romans de Dostoïevski. L'art du roman me l'a appris : c'est en partageant ces hontes secrètes que nous pouvons nous en libérer.

Mais c'est au moment de cette libération que je saisis toute la complexité du statut de représentant et tous les tourments moraux que suppose le fait de parler au nom d'un autre. L'entreprise est ardue, plus encore pour un romancier que rongent les sentiments instables que j'évoquais. Le monde autonome de l'imagination peut en effet sembler trompeur, et d'autant plus lorsqu'un romancier ombrageux, susceptible et porté par un orgueil nationaliste en est l'artisan. En taisant la réalité, nous pensons - espérons - que la honte reste silencieuse. Mais, si un romancier fait usage de son imagination pour transformer cette réalité, il crée un monde parallèle qui demande à être reconnu. Lorsqu'un romancier joue avec les règles sociales, lorsqu'il gratte un peu le vernis pour mettre à nu la géométrie cachée de la vie, qu'il se met à explorer ce monde secret avec la curiosité d'un enfant, sous l'empire d'émotions qu'il ne maîtrise pas, il est inévitable qu'il génère chez ses proches, ses amis, ses pairs et ses compatriotes, un sentiment de malaise.

Mais c'est un malaise bienvenu. Car c'est en lisant des romans, des contes, des mythes que nous comprenons les idées qui gouvernent le monde dans lequel nous vivons ; c'est par la fiction que nous accédons aux vérités occultées par les

familles, l'enseignement et la société. L'art du roman nous permet de nous demander qui nous sommes vraiment.

Quand je pense à tous ces lecteurs faisant appel à leur imagination pour se mettre à la place d'un autre, lorsque je fais surgir leurs mondes, leurs rues, leurs quartiers, aux quatre coins de la ville, il est un instant où je me rends compte que je pense vraiment à une société, à un groupe d'individus, à une nation entière, en train de se créer à la force de son imagination. Les sociétés modernes, les peuples, les nations entreprennent la plus profonde des réflexions sur eux-mêmes par le biais de la lecture. Le roman leur permet de dialoguer sur ce qu'ils sont. Ainsi, même lorsque nous atrapons un livre dans le seul dessein de nous divertir, de nous détendre et d'échapper à la routine du quotidien, nous faisons surgir, sans même en avoir conscience, la collectivité, la nation, la société à laquelle nous appartenons. Cela explique aussi pourquoi le roman n'exprime pas seulement les joies et les fiertés d'un peuple, mais aussi sa colère,

ses faiblesses et sa honte. C'est précisément parce qu'ils rappellent aux lecteurs leurs motifs de honte et d'orgueil et la vanité de leur place dans ce monde que les romanciers soulèvent toujours tant de colère. Et quelle honte que l'on assiste encore à de telles bouffées d'intolérance, que l'on voie encore des livres brûlés et des romanciers persécutés !

Je dois dire que l'Europe est une question extrêmement sensible, extrêmement délicate pour un Turc. Nous sommes là, à frapper à votre porte, à vous demander de nous laisser entrer, pleins d'espoirs et de bonnes intentions, certes, mais aussi inquiets et angoissés à l'idée d'un rejet. C'est un sentiment que je ressens aussi vivement que mes compatriotes ; un sentiment très proche de cette « honte silencieuse » que j'évoquais. La Turquie frappe à la porte de Bruxelles, et nous attendons, encore et encore ; l'Europe nous fait des promesses, puis nous oublie, pour mieux durcir ses exigences. Pis : pendant que l'Europe étudie sous tous les angles le souhait Turc d'une adhésion pleine et entière, nous assistons à une lamentable exacerbation du sentiment anti-Turc dans certaines régions européennes, du moins chez certains hommes politiques. Lors des récents scrutins, la stratégie anti-Turcs et anti-Turquie déployée par ces hommes et ces femmes politiques m'est

apparue aussi dangereuse que celle de certains personnages publics dans mon pays.

Il est normal que l'on critique les carences de l'Etat turc à l'égard de la démocratie ou que l'on pointe ses lacunes économiques. Mais certainement pas que l'on dénigre la culture turque dans son ensemble ni que l'on médise sur des immigrés turcs qui, en Allemagne par exemple, vivent dans une précarité sans égale. Car, en s'entendant juger si cruellement, les expatriés comme les Turcs de Turquie doivent, une fois encore, se souvenir qu'ils sont sur le palier de l'Europe, à attendre qu'on veuille bien les laisser entrer - naturellement, ils ne se sentent pas les bienvenus. L'ironie cruelle de toute cette histoire est que, en attisant le nationalisme antiturc en Europe, on a suscité en Turquie une réaction nationaliste des plus crasses.

Il est temps que ceux qui croient en l'Union européenne compren-

nent que c'est, en réalité, entre la paix et le nationalisme qu'il nous faut choisir. Ce sera soit l'une, soit l'autre. J'estime que l'idéal de paix est au cœur de l'Union européenne et je veux croire que la chance de paix qu'offre la Turquie à l'Europe ne sera pas dédaignée. Nous voici à la croisée des chemins : il nous faut choisir entre la puissance imaginative du romancier et un nationalisme qui tolère qu'on mette ses livres au bûcher.

Ces dernières années, j'ai souvent évoqué la Turquie et sa candidature à l'entrée dans l'Union, ce qui m'a valu force grimaces et questions suspicieuses. Permettez-moi d'y répondre ici et maintenant. Ce que les Turcs et la Turquie ont à apporter de plus important à l'Europe, c'est la paix ; c'est la sécurité et la force qui naîtront du désir d'Europe exprimé par un pays musulman, et de l'acceptation de ce désir pacifique. Les grands romanciers que je lisais étant enfant ne définissaient pas l'Europe par sa foi chrétienne, mais par ses individus. Si leurs romans me touchaient, c'est parce qu'ils présentaient l'Europe à travers des héros qui luttèrent pour être libres, pour exprimer leurs talents et concrétiser leurs rêves. L'Europe s'est attiré le respect du monde non occidental grâce aux idéaux pour lesquels elle a tant œuvré : la liberté, l'égalité, la fraternité.

Si l'âme de l'Europe est fille des Lumières, de l'égalité et de la démocratie, si elle ambitionne d'être une union fondée sur la paix, alors la Turquie y a sa place. Mais, comme une Turquie qui ne puiserait sa force que dans sa religion, une Europe qui se définirait par un christianisme étroit finirait repliée sur elle-même, coupée de la réalité, plus tournée vers le passé que vers l'avenir. Quand on a, comme moi, grandi dans un milieu laïque, occidentalisé, sur la rive européenne d'Istanbul, il est naturel de croire en l'Union euro-

péenne : le Fenerbahçe, mon club de foot, joue depuis que je suis tout petit en Coupe d'Europe. Comme moi, des millions de Turcs croient de tout cœur en l'Union européenne. Sans compter que, aujourd'hui,

la plupart des conservateurs et des musulmans, ainsi que leurs représentants politiques, veulent aussi voir la Turquie dans l'Union, œuvrer pour l'avenir de l'Europe, rêver ce qu'elle pourrait être et

construire ce qu'elle sera. Après des siècles de guerres et de conflits, un tel geste d'amitié n'est pas à prendre à la légère ; un refus catégorique serait source d'immenses regrets. Car si je n'imagine pas la Turquie

sans perspective européenne, je n'imagine pas non plus l'Europe sans perspective turque.

Orhan Pamuk

Traduit de l'anglais par Julie Marcot

© Orhan Pamuk

## Prosecution of novelist may harm Turkey's EU bid

By Stephen Kinzer

**ISTANBUL:** After years of waiting, Turkey was invited this month to begin discussions that may lead to membership in a very exclusive club: the European Union.

The stakes are high for Turkey and possibly even for relations between the Western and Islamic worlds. A legal fight between a Turkish prosecutor and the country's leading novelist, Orhan Pamuk, however, has complicated the talks.

Pamuk, whose winning of the Frankfurt Book Fair's prestigious peace prize was announced on Saturday, has been charged with

**News Analysis** making a statement that "explicitly insults" the Turkish state, a crime that carries a sentence of up to three years in prison.

The alleged insult was Pamuk's statement to a Swiss newspaper in February that "30,000 Kurds and a million Armenians were killed in these lands." He was referring to the civil war that raged in Kurdish regions of Turkey in the 1980s and 1990s, and to the massacre of Armenians as the Ottoman Empire was collapsing during World War I.

Most of the world considers this to have been a case of genocide, but Turkish leaders reject that label.

The prosecution of Pamuk, 53, is embarrassing to Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and others eager to show that Turkey, long a conservative society dominated by the military, embraces human rights and free speech.

"Our EU prospects will most likely be adversely affected by this lawsuit," Mehmet Ali Birand, one of Turkey's best-known journalists, warned in a recent column. "Anti-Turkish campaigners won't let it go. They will use it as fodder for one resolution after another. This will tarnish Turkey's already negative image."

The foreign minister, Abdullah Gul, a leader of the ruling Justice and Development Party, suggested in an interview last week that he disapproved of the indictment.

"These are not good things," he said. "Free expression is guaranteed in Turkey. If a prosecutor opens a file, it doesn't mean the case is decided. Judges will decide."

Even a decade ago, it was considered taboo, and was often illegal, to express



Kal Pfaffenbach/Reuters

Orhan Pamuk at the Frankfurt Book Fair.

unorthodox views on sensitive matters like religion, ethnic rights and the fate of Ottoman Armenians. But Turkish society is now racing toward European-style democracy, and the new openness here alarms die-hard defenders of the old order, known collectively here as "Deep State."

It is these old-line nationalists, said Pamuk in his sunny, book-cluttered studio overlooking the Bosphorus, who are using his indictment to try to keep Turkey from modernizing.

"It's a scandal, a shame," Pamuk said of his indictment. He described laws like the one under which he is being prosecuted as "hidden hammers that prosecutors want to keep in the drawer so they can hit whenever they want." Their purpose, he said, is to prevent Turks from speaking out on sensitive subjects.

When such issues are brought up, he said, the debate is "exaggerated, because taboos are still legally protected here." He added: "When people comment about political Islam or the army's role in politics or what happened to Ottoman Armenians or the way Turkey should treat its Kurds, unfortunately the comment does not appear neatly on the letters page of the newspaper."

Pamuk, whose trial is scheduled to begin Dec. 16, said he did not believe that the prime minister, who is leading Turkey's campaign to join the European Union, was behind his indictment.

But he suggested that Erdogan helped create the climate that made it possible.

"I blame him for his weakness and lack of determination," Pamuk said. "At the beginning of this year we had a wave of nationalist incidents and attacks on the EU project, including some by members of his own party. He did not look the problem in the eye and draw a clear line between anti-EU nationalism and the attitude of tolerance. He tried to avoid the subject."

After the international success of his recent books, including "Snow" and "Istanbul: Memoir of a City," Pamuk has become to many here and abroad a symbol of Turkey's Westernizing ambitions.

While Pamuk encourages Turkey's democratization and strongly backs its campaign to join the European Union, he also reveres its age-old traditions.

"I have always believed Turkey should be proud of its two spirits, and not try to impose one above the other," he said. "My novels are a combination of

experimental, modern innovations that come from the West, and the traditionalism of Persian epics, Sufi allegories and 19th-century Ottoman poetry. We should enjoy the fact that we have these two spirits, and combine them to create something new and rich, something that has never been done before."

Pamuk said recent turns of opinion in Europe, reflected by votes against the proposed European Constitution in France and the Netherlands, complicate Turkey's prospects for EU membership but do not necessarily doom them.

"The French and Dutch referendums showed that voters in EU nations are more and more nervous about this enlargement process," he said. "It means taking Turkish Muslims and treating them as brothers. They don't want to do that. Unfortunately, there is a lot of anti-Turkish resentment. And in Turkey, which is getting more nationalistic, people see this and react against it. It makes Turkey's prospects of joining seem harder and harder."

The New York Times

INTERNATIONAL  
Herald Tribune

October 24, 2005

# Les nationalistes turcs contre Orhan Pamuk *par Murat Belge*



**O**RHAN PAMUK, l'un des écrivains turcs les plus respectés, devrait comparaître, vendredi 16 décembre, devant la justice de son pays. Il est accusé d'avoir dénigré publiquement l'identité turque lors d'une interview accordée, en février, au journal suisse *Tages-Anzeiger*; il a parlé du « million d'Arméniens » et des « 30 000 Kurdes » tués en Turquie. D'après l'article 301 du nouveau code pénal turc, ce délit est passible d'une peine de six mois à trois ans de prison.

Médias aidant, cette interview a suscité une volée de protestations. Les procureurs turcs ont sans doute pensé que leur carrière exigeait qu'ils interviennent. Celui d'Istanbul, après avoir interrogé Orhan Pamuk, a décidé de classer l'affaire. Mais celui de Sisli [dans la banlieue d'Istanbul] n'était pas du même avis : c'est devant ce tribunal que l'écrivain est assigné.

Orhan Pamuk appartient à cette espèce rare de bons auteurs dont les livres se vendent comme des best-sellers. Quand les ventes de son livre *La Vie nouvelle* ont dépassé les 100 000 exemplaires, au milieu des années 1990, un grand journal (nationaliste) a publié un article intitulé « Ils mentent ! » : l'écrivain et sa maison d'édition étaient accusés de gonfler les chiffres à des fins publicitaires. Le journaliste a été condamné pour diffamation sur ce point. Restaient les

accusations d'un vieil historien, qui avait décelé dans l'œuvre de Pamuk un soupçon de critique et d'ironie envers le fondateur de la République turque, Mustapha Kemal Atatürk. Pour certaines personnes de l'establishment, il n'en fallait pas plus pour être catalogué de « traître ».

Le monde littéraire est, depuis lors, divisé. D'un côté, ceux qui le détestent; de l'autre, ceux qui ne le détestent pas. Il ne s'agit pas seulement de goûts littéraires. L'affaire Orhan Pamuk, comme à peu près tout en Turquie, a été happée par la bagarre sur l'entrée dans l'Union européenne. Du point de vue des nationalistes turcs, le monde est divisé entre « nous » et « eux ». Et il est évident qu'un homme comme Orhan Pamuk est plus proche d'« eux » que de « nous ». Pamuk n'est pas un écrivain politique, mais il a conscience du rôle que l'on attend d'un intellectuel. Face aux nombreux problèmes qu'affronte la

Turquie, il tient un discours humaniste et démocratique - y compris face au problème kurde. Dans le « club des anti-Orhan Pamuk », l'écrivain est suspecté d'émettre ces critiques dans l'intention d'obtenir le prix Nobel de littérature.

Chez nous, il y a un syndrome Nobel. Le front nationaliste est convaincu que le monde entier conspire contre la Turquie, et pense que ce prix ne saurait être attribué à un écrivain turc sauf s'il assure au monde extérieur qu'il est, et restera, un traître à la patrie. Jadis, ce

soupçon visait l'écrivain Yashar Kemal. Cette année, le nom de Pamuk a été avancé parmi les nobélisables. Le prix a finalement été attribué au dramaturge britannique Harold Pinter, écrivain contestataire dont personne, en Grande-Bretagne, n'a jamais interprété les idées comme le signe de son désir d'obtenir le fameux prix. En France, nul n'a pensé que Jean-Paul Sartre cherchait à avoir le Nobel lorsqu'il a condamné la présence française en Algérie. Les nationalistes turcs, eux,

Turcs leur ont été transmis. Les attentats meurtriers de l'Armée

secrète pour la libération de l'Arménie (Asala), à partir des années 1970, ont contribué à installer chez les Turcs le sentiment d'être les victimes et de faire l'objet d'une campagne internationale de diffamation. Cette « innocence » a été le meilleur allié des nationalistes. Ceux-ci, en réalité, approuvent ce qui a été fait, mais, pour des raisons stratégiques et politiques, ont choisi de tout nier en bloc.

Dans le climat politique turc, n'importe quelle question, en particulier si elle montre les Turcs sous un jour peu favorable, sert de muni-

tions dans la campagne anti-Union européenne. La question du massacre des Arméniens devient très commode, si bien que le chiffre avancé par Orhan Pamuk a agi comme une étincelle.

La seconde partie de sa déclaration - les « 30 000 Kurdes » tués - n'aurait pas dû être aussi explosive. La colère est venue du fait que,

## Sa déclaration concernant les massacres des Arméniens et des Kurdes a provoqué une réaction qui a tourné à l'hystérie collective

voient dans le Nobel un instrument pour faire du tort aux Turcs.

Un sentiment anti-Pamuk a fluctué au gré des propos publiés à l'étranger. Mais sa dernière déclaration concernant le « million d'Arméniens » et les « 30 000 Kurdes » a provoqué une réaction sans précédent, qui a vite tourné à l'hystérie collective : articles vengeurs, manifestations, menaces de mort... Le gouverneur d'une ville a même fait fouiller les librairies pour saisir et brûler ses livres. Le romancier se trouvait à l'étranger quand tout ce raffut a débuté. Du coup, et à juste titre, il s'est senti obligé de retarder son retour. Pourtant, qu'y avait-il de si insultant dans ses propos ?

Le massacre des Arméniens, malgré sa date éloignée - 1915 -, est le sujet brûlant du moment en Turquie. En fait, il l'est davantage qu'il y a trente ans parce que des générations entières ont grandi sans la moindre information sur cette question. Seuls les récits des atrocités commises par les Arméniens sur les

dans sa formulation, les pertes turques n'ont pas reçu le respect voulu.

Il est intéressant de souligner la relation qu'entretient la société turque avec la réussite - « internationale », en particulier. La majorité des citoyens se contentent d'une Coupe de football, mais l'intelligentsia, elle, ressent le besoin d'une reconnaissance artistique ou scientifique. Or rien n'atteste une présence turque irrépressible dans ces domaines.

Le système politique turc et ses élites n'ont jamais aimé la poignée d'intellectuels qui parvenaient à un certain degré de renommée internationale. Nazım Hikmet (1902-1963), l'homme de lettres turc le plus célèbre et le plus respecté, était considéré comme un traître. Depuis soixante ans, rares sont les intellectuels qui ont échappé à la prison ; certains ont connu des sorts bien pires. Orhan Pamuk est une *success story* - il est traduit en vingt langues, reçoit des récompenses dans le monde

entier, et son nom est cité pour le prix Nobel. En même temps, les mots qu'il écrit et prononce devraient, selon notre idéologie nationaliste, faire de lui un objet de haine. A la différence du citoyen ordinaire, le front nationaliste n'a pas besoin de *success stories* dans l'état actuel de son combat. L'establishment turc, particulièrement élitiste et patricien, est aujourd'hui menacé par la démocratie, conséquence inévitable du partenariat

**MURAT BELGE** est professeur de littérature comparée à l'université Bilgi, à Istanbul, éditeur et journaliste.

avec l'Union européenne. C'est lui qui est l'instigateur d'une hystérie nationaliste nourrie de « fierté nationale blessée », de « conspirations internationales » et autres « plans maléfiqes pour diviser la Turquie ». Comme on use et abuse du moindre événement pour alimenter cette paranoïa, rien ne garantit qu'Orhan Pamuk ne servira pas, une fois de plus, de bouc émissaire. Certains, même s'ils appartiennent au camp nationaliste, sont favorables à l'entrée dans l'Union européenne et considèrent que tant les campagnes de rue que les procès télévisés sont néfastes à la cause turque. Pour le noyau dur, cependant, tout ce qui peut aider l'Europe à rejeter la Turquie, par exemple une sentence contre Orhan Pamuk, est hautement souhaitable. Ils y voient une avancée très utile sur le chemin qui éloigne le pays de l'Europe. Pour aller vers Dieu sait quoi.

**Le Monde**

DIMANCHE 30 - LUNDI 31 OCTOBRE 2005





Un soldat irakien en faction dans le quartier sunnite d'Adhamiyeh, à Bagdad, le 19 octobre, jour du début du procès de Saddam Hussein.

# SURVIVRE À BAGDAD

Essence rationnée, électricité rare, enlèvements, attentats, assassinats : dans le chaos croissant de la capitale irakienne, l'obsession des 6 millions d'habitants est de se protéger

Le Monde

28 OCTOBRE 2005

**A**

**TTENTION !** Un 4x4 blanc, juste derrière vous. Quatre types à bord. Ils vont doubler. - OK, bien reçu. Mohamed, tu ralentis, laisse passer. »

Nous sommes dans la périphérie de Bagdad. Le chauffeur obéit. Ami ou ennemi ? Bref, silence tendu dans l'habitacle. La radio de bord a cessé de crachoter. Sur le siège passager avant, les puissantes mains d'Adnan se crispent sur le fusil d'assaut posé en travers des genoux. L'arme est enclenchée sur la position automatique. Un frôlement sur la détente, elle crachera une longue salve.

Devant, à 10 mètres, trois pistoléros amis ouvrent la voie dans un véhicule banalisé, préviennent des embouteillages, repèrent les check-points volants, conseillent un autre itinéraire. Derrière, à 15 mètres, une autre voiture alliée couvre nos arrières.

A Bagdad, aujourd'hui, plus personne ne fait confiance à personne. La méfiance est à la mesure de l'insécurité : générale. Dans les embouteillages, vite titanesques lorsque la police irakienne décide soudainement de bloquer une avenue ou un pont pour effectuer des contrôles surprise, chacun observe attentivement chacun. Les quatre types devant, dans le 4x4, sont-ils

flics, bandits, kidnappeurs ou membres de la guérilla ? Le jeune barbu tout seul dans sa vieille guimbarde amochée, sur notre flanc gauche : innocent étudiant ou kamikaze fanatisé qui va, dans une seconde, actionner sa charge explosive et perpétrer un carnage ?

Rester en vie dans le chaos croissant qui s'installe à Bagdad est devenu l'obsession. Il n'y a pas de solution miracle. Pour passer au travers des mitraillades quotidiennes, de jour comme de nuit, éviter les rançonnements, les enlèvements, les assassinats politiques ou crapuleux, sans parler des tirs de roquettes et des attentats à la voiture piégée qui se poursuivent au jour le jour, chacun espère avoir sa panacée. Six millions d'habitants, presque autant d'idées. Aucune n'est absolument sûre.

Depuis qu'une roquette rebelle s'est abattue la semaine dernière sur l'école de son quartier (4 enfants tués, 6 gravement blessés), Leila n'envoie plus ses deux fils en classe. « Au début de l'occupation, je travaillais pour les Américains, comme secrétaire. Un polycopié signé d'une "brigade de la résistance" a été glissé sous ma porte en octobre 2004. Il comportait 39 noms, le mien était souligné de bleu. "Dernière chance pour sauver votre vie", disait le texte. "Cessez immédiatement de collaborer avec les croisés." Depuis, je ne mets plus le nez dehors. Mon mari fait les courses. Cinq minutes de

retard et je suis morte d'inquiétude. Bien sûr, je ne suis jamais retournée à mon bureau dans la "zone verte". »

Abou Abdallah, lui, a fait l'inverse. Chargé naguère de distribuer le courrier dans les bureaux de la présidence Saddam Hussein, il fait aujourd'hui le taxi à l'intérieur même de la forteresse « verte ». Six kilomètres carrés au départ, près du double à présent : la « zone internationale », son nom officiel désormais, est protégée par une

doublée rangée de hauts murs anti-explosion qui courent sur plusieurs dizaines de kilomètres au cœur de la cité. Il y a des miradors et des projecteurs partout, d'énormes frises de barbelés et des milliers de soldats irakiens nerveux et surarmés tout au long. Les forces américaines qui sont à l'intérieur, avec chars d'assaut, blindés, hélicoptères de combat et tout l'attirail pour tenir un siège, ne sont pratiquement plus visibles dans les rues de la capitale.

« Ils ont peur de sortir maintenant, ricane

« Aujourd'hui, c'est le plus fort, le mieux armé qui fait la loi. »

JALAL, GARDE DU CORPS

Abou Abdallah. Ce sont nos soldats qui doivent les protéger. Bizarre, non ? » Le gros homme moustachu, 46 ans et six enfants, a eu de la chance. Des milliers d'anciens résidents de la zone ont été expulsés par les forces américaines dès après l'invasion, en mai 2003. Depuis, d'autres vagues d'expulsions des logements HLM et des pavillons jadis réservés aux fonctionnaires de la présidence ont suivi. Abou Abdallah et quelques milliers d'autres civils ont pu rester. Ils sont au service du nouveau pouvoir, balayent les bureaux, tapent le courrier, cuisinent et s'occupent des maisons occupées par les *contractors*, les entrepreneurs, essentiellement américains ou britanniques, qui ont obtenu des contrats de protection ou de reconstruction. Blottie dans une boucle du grand fleuve qui traverse la capitale, la « zone verte » a été ainsi baptisée par les soldats américains en oppo-

sition à la « zone rouge », où l'on saigne et qui concerne tout le reste du pays. Elle compte tous les bâtiments officiels encore debout - palais présidentiel, centre de conventions, monument au soldat inconnu, ministères, ambassades amies, etc. Le nombre de résidents, irakiens et étrangers, autorisés à vivre là est confidentiel.

Abou Abdallah connaît sur le bout du

doigt les quarante et quelque rues et avenues interdites à toute personne démunie de permis ad hoc. Il connaît les « zones sensibles » qui, « en tant qu'Irakien », lui sont défendues, à l'intérieur de la zone. « Mais ça paye bien ici. Et puis on a de l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre. » Contre deux ou trois heures seulement en « zone rouge ». Depuis juin 2004, Abou Abdallah n'a pas mis un pied hors de la zone protégée. « Trop dangereux dehors, dit-il. Et puis, si l'on sort, il faut revenir. Et là, n'importe quel soldat géorgien, salvadorien ou népalais peut, sur un mouvement d'humour, confisquer votre pass et vous interdire de rentrer. J'ai pas mal d'amis à qui c'est arrivé. »

Bien sûr, chaque jour ou presque, la « zone verte » est la cible de roquettes tirées depuis l'autre rive urbaine du Tigre. « Mais c'est quand même plus sûr ici. » Seul problème, les enfants ne vont plus à l'école du quartier. « Elle a été squattée par des familles et, de toute façon, il n'y avait plus d'instituteurs assez fous pour faire quotidiennement l'aller-retour. »

Jawad al-Roumi vit à l'extérieur, à moins de 1 kilomètre de la zone. Propriétaire du restaurant Ibn Zambour, sur l'avenue As-Shawa, ce petit homme de 37 ans a décidé fin 2004 de ne plus quitter sa cuisine. D'y manger et d'y dormir, sauf les vendredis et samedis, pour voir les enfants. « J'en avais assez des check-points, des vrais comme des faux, des explosions incessantes, des heures d'attente aux stations-service pour faire le plein. Pour parcourir les 6 km, à vol d'oiseau, entre ma maison d'Al-Daura et mon travail, je mettais parfois plus de trois heures. » En réduisant le plus possible ses déplacements, Jawad croyait avoir trouvé une certaine sécurité. Jusqu'au 19 juin dernier.

Ce jour-là, vers 13 heures, « un jeune type » se présente devant la vitrine d'Ibn Zambour. Il regarde brièvement à l'intérieur, constate que la salle est pleine de policiers en uniforme. « On m'a dit qu'il avait jeté un regard vers le ciel. Et puis il a poussé la porte d'entrée, s'est avancé d'un seul pas, et boum ! Il a explosé. » Vingt-trois morts, 31 blessés.

Teint mat et maigres épaules, Jawad a eu de la chance, il était à l'arrière. Depuis, il a reconstruit. « Il y a beaucoup plus de sécurité qu'avant dans le quartier. Inch Allah, ça ne recommencera pas. »

Dhiâ et Salman, chez qui nous avons rencontré ce miraculé, pratiquent un métier devenu encore plus dangereux dans l'Irak d'aujourd'hui. Leur commerce s'appelle Al-Anikh (L'Élégance). Les deux compères sont barbiers, coiffeurs. Et les islamistes intégristes qui pullulent dans tout le pays détestent ceux qui « perdent le temps sacré qu'Allah leur a donné » pour se pomponner. Après les marchands d'alcools – presque tous chrétiens –, qui ont, sans exception, tiré le rideau après la mise à sac, l'incendie ou l'explosion de leurs établissements, ce sont plusieurs dizaines de coiffeurs qui ont été assassinés rien qu'à Bagdad.

Installés sur la même avenue As-Shawa que le restaurant de Jawad, Dhiâ et Salman poursuivent néanmoins leurs activités. « Que peut-on faire ? On a des familles, des

enfants à nourrir, il faut bien gagner sa vie non ? »

Personnage controversé s'il en est, Mishaan Al-Jobouri est l'un des 17 élus sunnites de l'Assemblée nationale (275 députés). Jusqu'à son départ en exil, en 1989, il était associé en affaires avec le fils préféré de Saddam Hussein, Oudai, de sinistre mémoire. Millionnaire en dollars, Mishaan

est un homme volubile, un rien hâbleur, qui ne prend aucun risque avec sa sécurité. Le député « qui murmure à l'oreille de la résistance », comme le décrivait joliment l'AFP après que l'intéressé s'était vanté de ses « contacts dans la guérilla nationaliste », ne se déplace qu'en convoi motorisé : trois ou quatre limousines identiques avec vitres fumées – « Je ne suis jamais dans la même », sourit-il. Un traitement « présidentiel » que les rares membres du gouvernement qui osent encore s'aventurer hors les murs de la « zone verte » peuvent encore s'offrir.

Ce jour-là, une tempête de sable ocre venu du grand désert arabe soufflait sur Bagdad. On n'y voyait goutte, les embouteillages s'accumulaient sur les ponts du Tigre. Mishaan Al-Jobouri a envoyé Jalal nous prendre à l'hôtel. Ancien tireur d'élite dans les Gardes républicains de l'ancien régime, Jalal, Dieu sait pourquoi, porte un chapeau de brousse militaire et une tenue de camouflage. Il possède un permis de port d'arme en règle, comme ceux que délivrent les Américains à tous les pistoléros qui protègent les personnalités assez riches pour s'offrir leurs services (entre 10 000 et 50 000 dollars par mois selon les sociétés).

Pleins feux, pleins gaz, zigzags et queues de poisson ; dans la ville embouteillée, Jalal et ses cinq lieutenants vont parvenir à nous convoier jusqu'à leur patron, de l'autre côté de la ville, à la vitesse de l'éclair. Sur la place Al-Fatah, devant l'ancien Théâtre national, un brave flic, chemise blanche et casquette bleue, tente de mettre un peu d'ordre dans ce capharnaüm sur roues. Assis près du chauffeur dans la limousine noire qui nous convoie, Jalal agite son fusil d'assaut, ôte son chapeau de brousse et l'agite. En vain, le flic ne le voit pas. La solution va venir du 4 x 4 immaculé qui nous accompagne. L'un des gardes baisse sa vitre, sort son kalachnikov et lâche une rafale en l'air. Il est 16 heures, tout le monde se gare, le flic se range, on passe en force. « A Bagdad, aujourd'hui, c'est le plus fort, le mieux armé qui fait la loi », ricane Jalal.

Dans les dernières heures de l'ancien régime, en avril 2003, des camionnettes japonaises bourrées d'hommes en armes sillonnaient la ville à tombeau ouvert dans les mêmes conditions. La tête enroulée dans des keffieh à damiers, un peu à la manière des combattants palestiniens des années 1970, les « fedayins de Saddam » sentaient la poudre et avaient tous les droits.

Aujourd'hui, les camionnettes japonaises sont de retour. Elles foncent en tous sens dans Bagdad, font hurler les sirènes, lâchent des rafales pour un oui ou un non. A l'arrière, dans les bennes, il y a toujours une mitrailleuse lourde et des hommes en

armes. La nuit, toujours noire comme l'encre dans une ville sans électricité, les camionnettes se planquent au coin des rues, attendent le « client ». On les appelle les « forces spéciales ».

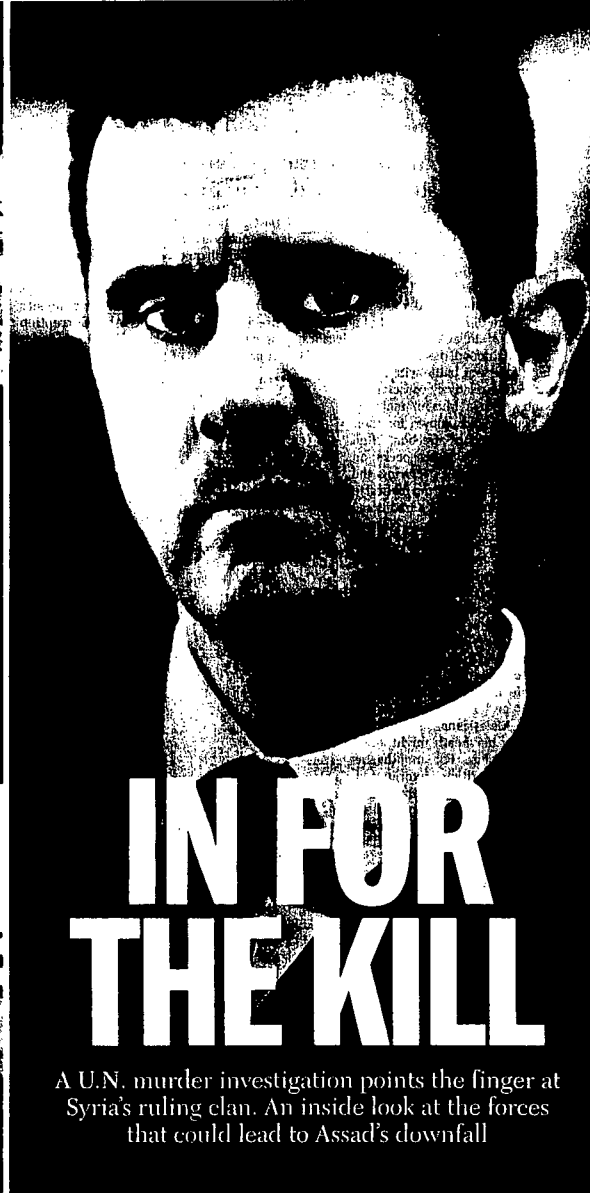
Qui ne s'est pas fait braquer au moins une fois par l'un de ces types n'a pas traversé Bagdad. Ils sont partout, mettent en joue quiconque leur paraît suspect. Comme les fedayins, ils vont masqués, mais avec des cagoules noires, façon GIGN. Parce que nul ne sait très bien à qui ils obéissent – police, armée ou milices –, les civils les craignent comme la peste. « Certains de ces types travaillent sûrement pour la résistance », confie Raad, un ancien des services secrets intérieurs de l'ancien régime. Dans le salon de L'Élégance, Ali, un client chiite venu de Sadr City, un faubourg misérable de la capitale, était du même avis. « La police comme l'armée sont complètement infiltrées par la guérilla. »

Dehors, sur l'avenue, un concert de sirènes caractéristique a figé la circulation. Trois Humvees, ces énormes véhicules blindés de l'US Army, foncent vers leur base sécurisée dans la « zone verte ». Le dernier porte la pancarte habituelle, en lettres rouge sang, en anglais et en arabe : « Attention, n'approchez pas, ne doublez pas. Autorisation de tirer pour tuer. » Transportent-ils un VIP de passage, un haut gradé ? Mystère.

A Washington, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, vient d'affirmer devant le Sénat que « la sécurité, y compris sur la dangereuse route entre Bagdad et son aéroport », se serait « nettement améliorée ». Trente mois après l'invasion, cet avis n'est partagé par personne en Irak. Pour survivre à Bagdad, mieux vaut compter sur sa bonne étoile.

Patrice Claude  
(avec Ahmed Saleh)

TIME OCTOBER 31, 2005



# IN FOR THE KILL

A U.N. murder investigation points the finger at Syria's ruling clan. An inside look at the forces that could lead to Assad's downfall

By SCOTT MACLEOD DAMASCUS

**B**ASHAR ASSAD LIKES TO BE SEEN. IN DAMASCUS, THE SYRIAN President is often spotted dining at a smart restaurant with his wife Asma or driving his family to their weekend retreat in the mountains. Since succeeding his father Hafez as President in 2000, Assad has left the dirty work of running Syria's ruthless intelligence and security organs to two members of his clan—his brother Maher, 37, commander of the Presidential Guard, and his brother-in-law, Asfesh Shawkat, 55, chief of Syrian military intelligence. They haven't always got along. About five years ago, Maher shot Shawkat in the stomach during a family dispute. Assad played the conciliator and eventually brought Shawkat, who is married to Assad's sister, into the family's ruling troika. Since then Maher

and Shawkat have become a feared and shadowy duo, their lives bound together by a shared aversion to publicity and a willingness to use violence to settle scores. "The best way to understand Syria," says a veter-

an foreign-policy hand in Washington, "is to check out the season collection of *The Sopranos*."

It is a fitting analogy, because like the fictional New Jersey Mob family, the Assads could be facing the end of their run. A long-awaited United Nations report last week implicated the Syrian regime in the assassination last February of former Lebanese Prime Minister Rafiq Hariri—and specifically fingered Maher Assad and Shawkat as playing leading roles in the violent conspiracy. The report, by German prosecutor Detlev Mehlis, reconstructs the events that it says led up to the car-bomb murder of Hariri, including the August 2004 meeting in Damascus during which Bashar Assad threatened the billionaire Lebanese politician if he got in the way of Syria's domination of Lebanon.

The Assad government has angrily rejected the U.N. findings as baseless, charging that they rest on the hearsay of faithless witnesses, though a Syrian spokesman has also held out the possibility of giving better cooperation to U.N. investigators in the future. But Syria's problems aren't about to go away. Mehlis says he needs two more months to complete his inquiry because of the Assad government's halfhearted cooperation. That charge gave fresh ammunition to Syria's critics in Washington and Europe, who are threatening to pursue economic sanctions against the regime if it fails to make a full accounting of its role in the Hariri hit. U.S. Secretary of State Condoleezza Rice is consulting with allies and, according to State Department officials, as early as this week may push in the U.N. Security Council for resolutions condemning Syria. A top State Department official says the U.S. wants the resolutions to cite not just the Hariri assassination but also "the various aspects of Syria's destabilizing behavior in the region"—ranging from Syria's suspected support for jihadist fighters in Iraq to its sheltering of leaders of militant Palestinian groups like Hamas.

How much trouble does Assad face? Rice said last week that the U.S., while not currently contemplating using military force to overthrow Assad's regime, does expect a "change in behavior," in particular an end to Syrian meddling in Iraq and Lebanon. For Assad, the risk is that mounting international pressure, perhaps in the form of sanctions, could undermine his authority at home—a thought that has sent Syrians into a quiet frenzy of speculation. What was once imponderable—the end of the Assad family's 35-year hold on power—is suddenly being discussed as if it is a real, if still distant, possibility. "People are edgy, jumpy and scared," says Marwan al-Kabalan of the Center for Strategic Studies at Damascus University. "This is the most serious crisis in the recent history of Syria."

A struggle for power in Damascus would be messy. Syrians say their worst nightmare is a political vacuum that leads to a civil war

between the country's Sunni Muslims, who constitute 74% of the population, and its Alawites, a minority sect that claims 12% of Syrians, including the Assads. Many Sunnis harbor bitter memories of the regime's killing of 20,000 people in Hama in 1982, while the Alawites fear that Islamist groups will someday seek to avenge the slaughter. "It's a scary thing," says Joshua Landis, an American professor who has spent the past 10 months in Syria. "We don't know how bad things could get."

Whether the country plunges into the abyss depends on how Assad handles the pressure on his government, both inside and outside the country's borders. Since coming to power, Assad, 40, has sought to cast himself as a reformer by allowing a degree of political openness and putting economic policy in the hands of free-market technocrats. "The President wants an open,

prosperous, stable Syria that is fully integrated in the global economy," says Deputy Prime Minister Abdullah Dardari. But observers of the regime say Assad has been unable—or unwilling—to curb the excesses of the country's security apparatus. Though he has gradually replaced his father's Old Guard, the new faces still run fiefdoms and amass wealth through cor-

ruption in exchange for loyalty to Assad.

But in recent months the President's ability to control events has slipped. Some government insiders criticize Assad for allowing the country to be drawn into a diplomatic row with the U.S. and failing to stop the popular protests against Syria in Lebanon this spring, which forced the withdrawal of Syrian troops. Syrian dissidents are more determined than ever to speak out. Days before the Mehlis report was released, members of 14 opposition parties and rights groups signed the Damascus Declaration, calling for a democratic constitution that would push Assad's regime out of power. The secret police broke up a press conference called by three activists but refrained from arresting anyone. Sipping a beer in a Damascus café afterward, one of the signers, Akram al-Buni, warned that the next step would be a call for street protests and civil disobedience. "The regime is encircled and weak," he says.

Among some Syrians, there is growing suspicion that feuding within the regime may have caused the death this month of Ghazi Kenaan, the Interior Minister who was Syria's intelligence chief in Lebanon from 1982 to 2002. The government declared that Kenaan, in despair over media reports about his interrogation by the U.N. investigators, had committed suicide at his desk. But Mehlis' 54-page report, released nine days after Kenaan's death, made only brief mention of the dead man—fueling

speculation that Kenaan was coerced to take his own life or was murdered, either to eliminate a potential Alawite challenger to Assad's rule or to prevent him from further assisting the U.N. inquiry.

For the many Syrians who have grown impatient with the thuggish tactics of the Assad regime, the U.N. investigation into Hariri's death is likely to stoke more outrage. The report not only provides a rare glimpse into the workings of Syria's police state; if its findings are true, it also makes a devastating case that Assad family members were complicit in state-sponsored murder. The report, quoting an unidentified Syrian witness "who claims to have worked for the Syrian intelligence services in Lebanon," says that senior Syrian and Lebanese security chiefs first decided to kill Hariri last September. A month later, the U.N. report says, a Lebanese security chief who worked closely with the Syrians told a visitor, "We are going to send him on a trip—bye-bye, Hariri." The witness said conspirators then held meetings at various locales in Damascus, including Shawkat's office. And the witness told investigators that two weeks before the assassination, Shawkat held a final planning session at his own residence and forced a Lebanese fundamentalist being used as a decoy to videotape the claim of responsibility that was broadcast on al-Jazeera the day of Hariri's death.

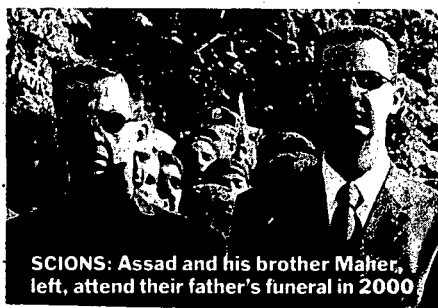
Assad is facing an excruciating dilemma. Calming the furor over the regime's suspected involvement in Hariri's death may ultimately require him to turn over his brother and brother-in-law for questioning, a move that could trigger a revolt by their loyalists. For that reason, many Syrians believe that Assad is unlikely to provide investigators with the level of cooperation they demand. But further evidence of Syrian obstruction could give the West the pretext it needs for sanctions that could cripple the regime. It's no surprise that Assad has kept a low profile since the release of the Mehlis report. A presidential confidant, Bouthaina Shaaban, says Assad feels "considerate and thoughtful about the situation but confident that we are doing the right thing." He doesn't have room for error. —With reporting by George Baghdadi/Damascus and Elaine Shannon/Washington



**ASSAD'S TROUBLES:** Counterclockwise from top left, the site of the Hariri hit; Rice calling for U.N. action last week; an anti-Syrian demonstrator in Lebanon near a picture of the slain Hariri; Assad; suspected insurgents at the Syrian-Iraqi border; mourners demand the truth about Minister Kenaan's suicide



## Syria's worst nightmare is a vacuum that leads to a civil war between Sunnis and the ruling Alawites



**SCIONS:** Assad and his brother Maher, left, attend their father's funeral in 2000